

RAPPORT DE SYNTHÈSE

TARASCON. VILLE ET ARCHITECTURE AU XX^e SIÈCLE

TARASCON

VILLE ET ARCHITECTURE

AU XX^e SIECLE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
AVANT-PROPOS	7
METHODOLOGIE.....	9
REMERCIEMENTS	14
INTRODUCTION.....	15
I. PORTAIT D'UNE VILLE AU TOURNANT DU XX ^e SIECLE	18
II. EVOLUTION DE LA VILLE AU XX ^e SIECLE	19
1. <i>L'évolution démographique depuis le milieu du XIX^e siècle</i>	19
2. <i>L'évolution urbaine à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle</i>	20
III. LES ACTEURS DE LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBAINE AU XX ^e SIECLE.....	23
1. <i>Les maîtres d'ouvrages</i>	23
a. Maîtres d'ouvrage public.....	23
b. Maîtres d'ouvrages privés	24
2. <i>Les maîtres d'œuvre : architectes et urbanistes</i>	25
a. La première moitié du XX ^e siècle (1900-1944).....	25
b. La Reconstruction (1944-1960)	26
c. La seconde moitié du XX ^e siècle (1950-1980)	27
PARTIE 1 : LE PREMIER XX^e SIECLE (1900-1944).....	31
I. CONSTRUCTION ET TRANSFORMATION DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ..	33
II. EQUIPEMENTS ET RESEAUX PUBLICS	40
III. AMENAGEMENTS ET EMBELLISSEMENTS URBAINS	44
PARTIE 2 : LA RECONSTRUCTION (1944-1964).....	47
I. CONTEXTE.....	49
1. <i>Tarascon, ville sinistrée</i>	49
2. <i>Pierre Vago, architecte en chef de la Reconstruction</i>	50
3. <i>Une œuvre collective</i>	52
II. RECONSTRUIRE LA VILLE (1948-1972).....	55
1. <i>Loger les sinistrés : la reconstruction des immeubles d'habitation du cours Aristide Briand (1948-1960)</i>	55
a. Une approche sensible	55
b. Recomposition urbaine.....	56
c. Zonage et répartition des tâches	60
d. Traitement architectural	61
2. <i>Les équipements (1948-1972)</i>	64
a. Eduquer, administrer et rassembler : trois réalisations majeures témoignant du basculement de Tarascon dans le XX ^e siècle.....	64
b. Faire fonctionner la ville	80

III. LE PLAN DE RECONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DE PIERRE VAGO, UN DOCUMENT D'URBANISME (1948-1969)	84
1. <i>Un périmètre d'agglomération fortement délimité... et des projets qui s'empressent de le transgresser</i>	84
2. <i>Le projet de Reconstruction : une modernité mesurée</i>	86
3. <i>La rénovation de la vieille ville : étape non aboutie du plan Vago</i>	88
4. <i>L'ambition de moderniser la ville à travers les infrastructures de déplacement</i>	89
PARTIE 3 : LES ANNEES DE CROISSANCE (1955-1975)	91
INTRODUCTION : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DEVELOPPEMENT URBAIN	93
I. LES DOCUMENTS D'URBANISME : CADRES REGLEMENTAIRES DU DEVELOPPEMENT URBAIN	96
1. <i>Le Plan d'Urbanisme de Détail (1963-1969, Emile Sala)</i>	97
a. La planification de l'étalement urbain	98
b. Une sensibilité au paysage et à l'attractivité de la vieille ville	100
2. <i>Le Plan d'Occupation des Sols (Direction Départementale de l'Equipement, 13) ...</i>	101
a. Une prospective basée sur une logique de libération de l'offre foncière	101
b. Une Logique favorisant une grande discontinuité bâtie	102
c. Un changement de regard : éloge de la vieille ville, rejet de l'architecture Moderne	102
II. LE DEFI DU LOGEMENT	104
1. <i>Les données de départ</i>	104
a. La crise du logement à Tarascon	104
b. Le modèle Prétaillé mis au point par l'agence Van Migom-Pélissier, socle du renouveau du logement à Tarascon	106
2. <i>Le logement social à Tarascon ou l'avènement du modèle Prétaillé</i>	108
a. L'opération Château-Gaillard (1954-1962)	108
b. L'aménagement du quartier de compensation des Ferrages du Cours (1963-1968)	114
c. L'opération des Célibataires : résidence et lotissement (1974-1975)	121
d. Le modèle Prétaillé, une réponse exclusive aux problématiques soulevées par le logement social à Tarascon ?	124
3. <i>Les copropriétés : un lieu propice à l'expérimentation architecturale ?</i>	126
III. EQUIPER LA VILLE	129
1. <i>Les équipements scolaires : du fonctionnalisme à la standardisation</i>	129
2. <i>Les équipements administratifs</i>	132
3. <i>Les équipements sportifs : l'aménagement du Parc des Sports (1968-1970, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)</i>	134
a. Une genèse difficile	134
b. Le Parc des Sports de Tarascon : un complexe sportif	138
4. <i>Les équipements de santé ou l'ambition d'élaborer des établissements-modèles</i>	139
a. Les équipements hospitaliers de Tarascon au XXe siècle	139
b. L'Hôpital de Tarascon (1966-1967, arch. : Pierre Laborde, arch. d'opération : Marcel et Pierre Guesnot)	142
c. La Margarido : résidence-foyer pour personnes âgées (1972-1973, arch. : Van Migom-Pélissier)	148

CONCLUSION.....	153
------------------------	------------

ANNEXES.....	157
I. INVENTAIRE DES SOURCES	158
1. <i>Sources d'archives</i>	158
2. <i>Les sources imprimées</i>	160
4. <i>Sources orales</i>	164
5. <i>Bases de données</i>	164
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX ARCHITECTES	
INTERVENANT A TARASCON.....	165
GASTON CASTEL (1886-1971)	167
ANDRE CHRYSOCHERIS (né en 1915)	171
MAX GRAVELEAU (NE EN 1920).....	173
MARCEL GUESNOT (1896-1974).....	175
PIERRE GUESNOT (NE EN 1921)	177
PIERRE LABORDE (1908-1994).....	179
HENRI LYON (NE EN 1885)	181
RENE MARON (NE EN 1915)	183
JEAN PELISSIER (1927-2003)	185
EMILE SALA (1913-1998).....	187
PIERRE VAGO (1910-2002)	189
JACQUES VAN MIGOM (1907-1980)	193
MICHEL VAN MIGOM (1934-2007)	199

AVANT-PROPOS

MÉTHODOLOGIE

Les présents documents (Rapports de synthèse, Répertoires, Dossiers monographiques, Album cartographique) constituent le résultat de l'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon (Bouches-du-Rhône) lancée par la DRAC PACA (Direction régionale des affaires culturelles Provence Alpes Côte d'Azur) en 2008. Elle a été réalisée, entre 2008 et 2010, par une équipe chargée d'étude composée de :

- Eléonore Marantz-Jaen, historienne de l'architecture ;
- Frédérique Bertrand, titulaire du diplôme d'architecte, prestataire graphique ;
- Arlette Hérat, urbaniste, maître-assistante à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille.

Objectifs de l'étude

L'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon a constitué une étude pilote dont l'objectif premier était la connaissance et la mise en valeur d'une production abondante et hétérogène, qui reste méconnue et souvent insuffisamment prise en considération.

Elle comprenait plusieurs actions concomitantes :

- réaliser un inventaire de cette production architecturale et urbaine, le plus exhaustif possible, sans pré-requis stylistique, typologique ou programmatique ;
- identifier ce corpus (date, acteurs, maîtres d'ouvrage), dans la mesure du possible, en le documentant ;
- faire une lecture analytique du corpus¹, afin de faire émerger des édifices (ou des groupes d'édifices) remarquables ;

¹ Cette lecture analytique de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon s'est faite sur la base d'une critériologie raisonnée permettant de mettre en lumière la portée des édifices, des groupes d'édifices ou des espaces générés pendant la période concernée. Cette lecture analytique s'est faite tant sur le plan d'une histoire générale de l'architecture et de la ville (positionnement morphologique, formel ou stylistique, contribution à l'histoire des techniques, positionnement socioculturel dans la production de la période), que sur le plan d'une « micro-histoire » de l'architecture et de la ville, appréhendée dans sa dimension régionale (mise en lumière de témoignages architecturaux et urbains remarquables, contribution à la connaissance des acteurs de la production architecturale et urbaine régionale du XXe siècle). Ces deux échelles d'analyse se sont nourries mutuellement.

- étudier de manière plus approfondie, les édifices (ou groupes d'édifices) identifiés comme étant particulièrement intéressants, c'est à dire passer de l'échelle de la « *production architecturale et urbaine* », à celle du « *patrimoine architectural et urbain* ».

Cette étude devait donc permettre de générer un socle de connaissances ainsi que des outils de diffusion de ce socle de connaissances, afin de le mettre à la disposition des différents acteurs impliqués dans la gestion et la préservation de ce patrimoine. L'un des objectifs était d'enrichir la connaissance sur des espaces en cours de protection (ZPPAUP de Tarascon, Secteur sauvegardé d'Arles). Les connaissances acquises permettront également de sélectionner les ensembles majeurs en vue de leur labellisation au titre du patrimoine du XXe siècle.

Méthodologie générale

La méthode mise en œuvre par l'équipe chargée d'étude a été la suivante :

- Identification et repérage du corpus d'étude par une enquête de terrain ;
- Identification et documentation du corpus d'étude grâce à une recherche documentaire ;
- Élaboration des outils de diffusion du socle de connaissances généré.

Difficultés rencontrées

Certaines difficultés ont conduit à faire des choix méthodologiques importants. Les principales tiennent à l'objet de l'étude en lui-même :

- la dualité de l'objet d'étude² a conduit à générer des outils de connaissance indépendants pour chacune des deux communes.

² L'étude portait sur deux communes, Arles et Tarascon. Ce sont des communes limitrophes, qui ont en commun certains épisodes historiques (comme les destructions subies pendant la seconde guerre mondiale et la Reconstruction qui a suivi). Mais il n'en demeure pas moins que ces deux villes sont très différentes l'une de l'autre, chacune ayant conservé sa spécificité au cours du XXe siècle. Leur proximité géographique laissait également augurer que des acteurs communs interviendraient dans les deux villes. Cela est le cas pour certains d'entre eux (Pierre Vago, l'agence d'architecture Van Migom-Pélissier, et, dans une moindre mesure, Emile Sala), mais cela ne constitue pas une généralité. En conséquence, l'idée de pouvoir aborder Arles et Tarascon comme un seul objet d'étude s'est rapidement relevée peu pertinente. Chacune des deux villes devait être étudiée à sa propre échelle, comme une entité indépendante. Bien entendu, la dualité de l'objet d'étude n'a pas empêché de développer une approche comparatiste. Cette approche comparatiste a même parfois été particulièrement enrichissante. Par exemple, elle nous a permis de mettre en lumière le fait que Pierre Vago n'aborde pas la Reconstruction des deux villes de la même façon. Les solutions architecturales et urbaines qu'il propose à

- l'importance du secteur géographique concerné fait que l'inventaire, s'il atteint l'objectif de donner une représentation fidèle de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980, sur les communes d'Arles et de Tarascon, ne prétend pas à l'exhaustivité³. Concernant la commune d'Arles, cela a eu une conséquence supplémentaire, d'ordre méthodologique : ayant choisi de distinguer l'agglomération de l'ensemble de commune, nous avons élaboré deux répertoires : l'un concernant Arles-agglomération ; l'autre concernant Arles hors-agglomération. Enfin, nous avons rapidement pris le parti de nous appuyer sur les études qui avaient déjà été réalisées afin « d'évacuer » ces sujets pour ne nous concentrer que sur ce qui n'avait jamais été abordé⁴.

- le fait que l'inventaire doive être établi sans pré-requis typologique ni stylistique nous a rapidement confronté à une difficulté majeure : comment aborder la question du logement individuel groupé, c'est à dire celle des lotissements de maisons individuelles ?⁵ Cette typologie a été éliminée de l'inventaire, bien que quelques exceptions aient été faites quand les opérations semblaient particulièrement intéressantes ou représentatives.

Enfin, concernant la ville de Tarascon, s'est ajoutée une difficulté d'ordre documentaire : la série contemporaine des Archives municipales n'était pas encore classée au moment où nous

Tarascon sont assez différentes de celles qu'il met en œuvre à Arles. Cette double lecture a donc enrichi considérablement la lecture que l'on peut avoir de l'œuvre de cet architecte-urbaniste.

³ Le problème s'est révélé particulièrement aigu pour Arles, première commune de France par sa superficie. Même si nous avons essayé de couvrir l'ensemble de ce territoire (agglomérations, hameaux et constructions isolées, situées hors territoire et hors hameaux), il est évident que nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité sur cette question. Nous sommes certainement passées à côté de réalisations intéressantes et importantes.

⁴ Ainsi, nous avons peu travaillé sur la question de l'architecture agricole, celle-ci ayant déjà été partiellement documentée par une étude menée par les services de l'Inventaire sur les coopératives agricoles et par un pré-inventaire établi par la Parc régional de Camargue. De la même manière, concernant Salin-de-Giraud, qui pourrait faire l'objet d'une étude en soi, nous n'avons pour ainsi dire pas travaillé sur les cités ouvrières Solvay et Péchiney, déjà documentées par les études menées par les historiens Xavier Daumalin et Philippe Mioche ou encore par l'étude préalable à la mise en place d'une ZPPAUP menée par Thierry Drousseau. Par contre, nous nous sommes concentrées sur la production architecturale et urbaine « périphérique » de Salin-de-Giraud (c'est à dire postérieure ou concernant les équipements publics), qui s'est d'ailleurs révélée particulièrement intéressante.

⁵ Nous nous sommes en effet trouvées en porte-à-faux par rapport à un ce corpus pour plusieurs raisons. La première tient au fait que notre étude s'arrêtant en 1980, nous ne prenions en compte qu'une partie de ce phénomène (le moment où le phénomène des lotissements de maisons individuelles devient un phénomène massif). La seconde est que le logement individuel groupé constitue un corpus extrêmement abondant, difficile à appréhender sur le terrain et surtout ne présentant généralement qu'un intérêt architectural limité.

avons effectué nos recherches⁶, par conséquent nous renvoyons au nom des dossiers sans pouvoir fournir aux lecteurs les cotes correspondantes.

Le socle de connaissances constitué

L'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon a permis de recenser 398 édifices ou opérations dont 315 se trouvent à Arles (235 dans l'agglomération et 80 hors de l'agglomération) et 83 à Tarascon. D'un point de vue typologique, cette production architecturale et urbaine est conforme à ce que l'on observe à l'échelle du pays : elle est dominée par le logement (qui représente plus de la moitié des réalisations), l'architecture publique (qui représente près d'un cinquième des réalisations) et l'architecture d'utilité publique (qui en représente un peu plus du dixième)⁷.

PROGRAMMES/SECTEURS	ARLES + TARASCON	ARLES	TARASCON
Logement	209 soit 52 %	167 soit 53 %	42 soit 51 %
Architecture publique	66 soit 18 %	49 soit 16 %	17 soit 20 %
Architecture d'utilité publique	45 soit 11 %	35 soit 11 %	10 soit 11 %
Architecture commerciale	25	21	4
Architecture commémorative	13	7	6
Architecture du loisir	13	11	2
Architecture industrielle	9	8	1
Architecture agricole	8	8	0
Architecture religieuse	6	5	1
Génie civil	2	2	0
Architecture du secteur tertiaire	1	1	0
Architecture des jardins	1	1	0
TOTAL	398	315	83

Au-delà de cette lecture statistique se cache une réalité architecturale dont rendent compte les outils de connaissances que l'équipe chargée d'étude a générés.

⁶ Cela montre d'ailleurs l'utilité d'études telles que celle-ci qui sans avoir la prétention de constituer des études générales, elles posent quelques jalons quant à l'histoire de la ville et, d'autre part, concernant les archives elles ont permis de faire une sorte de pré-classement.

⁷ La répartition typologique du corpus comprend douze catégories : Logement (individuel, collectif, mixte) ; Architecture publique (équipements administratifs, scolaires, sportifs, etc.) ; Architecture d'utilité publique (équipements techniques, de santé, socio-culturel, etc.) ; Architecture commerciale ; Architecture commémorative ; Architecture du loisir ; Architecture industrielle ; Architecture agricole ; Architecture religieuse ; Génie civil ; Architecture du secteur tertiaire ; Architecture des jardins.

Les outils de diffusion du socle de connaissances

L'équipe chargée d'étude a établi différents supports de diffusion du socle de connaissances mis au jour, ceci afin de le rendre accessible aux partenaires de cette étude :

- Base de données (de type FileMaker) et répertoires recensant et renseignant l'ensemble du corpus inventorié⁸ ;
- Cartographie informatique documentée permettant une lecture spatiotemporelle et thématique de ce patrimoine⁹ ;
- Dossiers monographiques proposant une analyse poussée des éléments patrimoniaux jugés comme les plus significatifs : onze dossiers concernent la commune de Tarascon ; 23 concernent la commune d'Arles¹⁰.
- Rapports de synthèse offrant une lecture globale, contextualisée et analytique du patrimoine architectural et urbain de la période 1900-1980 des communes d'Arles et de Tarascon¹¹.

⁸ Trois répertoires ont été élaborés à partir d'une base de données. Ils correspondent chacun à un secteur géographique : Tarascon ; Arles (agglomération) ; Arles (hors agglomération). Chacun de ces répertoires est organisé par secteur géographique (selon la sectorisation admise dans les deux villes), puis par ordre alphabétique. Chaque édifice ou opération y est présenté sous la forme d'une fiche comprenant quatre pages (Page 1 : Identification, informations historiques et éléments de lecture analytique ; Page 2 : Iconographie ancienne et actuelles ; Page 3 : Documents graphiques et sources ; Page 4 : Note de synthèse et valeur patrimoniale).

⁹ La cartographie comprend une cartographie historique, c'est à dire une carte d'évolution urbaine pour chaque commune et des cartes thématiques (Carte générale programmes, Carte logement indiquant les différentes typologies, Opérations de reconstruction, Architecture scolaire indiquant les différentes typologies).

¹⁰ Les dossiers monographiques sont des dossiers documentaires complets. Chacun est consacré à un édifice ou à une opération qui est apparue comme particulièrement intéressante. Nous les avons « amélioré » depuis notre précédent comité de pilotage. Ils s'organisent en trois parties : contexte ; description ; notices biographiques.

¹¹ Pour les deux villes, les synthèses obéissent au même plan directeur, même si elles comportent certaines variantes de détail au niveau du contenu.

REMERCIEMENTS

L'équipe chargée d'étude remercie particulièrement :

- DRAC PACA : Sylvie Denante, Hélène Riblet.
- SDAP des Bouches-du-Rhône : Philippe Mercier.
- Ville de Tarascon : Aldo Bastié, Frédérique Gachet, Charles Fabre, Suzette Laffont, Emeline Roucaute, Valérie Virat.
- Ville d'Arles : Jean-Marc Bernard, Odile Caylux, Antoine Lemaire, Christina Mourisard, Marie-Annick Poulin, Sylvie Rebuttini et le personnel des archives municipales d'Arles Bouzid Sabeg, Hervé Schiavetti.
- Archives des Bouches-du-Rhône : Olivier Gorse, Emmanuelle Reimbold.
- Service de l'inventaire : Brigitte Fournel, Laurent del Rosso.
- CAUE 13 : Thierry Durousseau, Nicolas de Barbarin.
- CAUE 30 : Madame Llanta.
- ARO HLM PACA : Philippe Oliviero.
- UNICIL : Monique Jérôme, monsieur Zocco, monsieur Copello.
- DDTM 13 : Lysiane Bouvard-Dagois, Jean-Louis Livrozet.
- 13 Habitat : Olivier Caron, Marc Vallère.

Toutes les personnes ayant eu la gentillesse de nous recevoir, de nous ouvrir leurs établissements ou leurs maisons ainsi que leurs archives :

Monsieur et Madame Arnal, Monsieur et Madame Abram, Monsieur et Madame Bank, Monsieur et Madame Benkemoun, Christine Blanchet, Jean-Lucien Bonillo, Jacqueline Buffat, Jean Chauchard, Jérôme Delbes, Monsieur et Madame Gillot, Madame Gégère, Monsieur Grosso, Pierre Guesnot, Mario Fabre, Loïc Hardy, Monsieur Huby, Agnès Lhere, Jean-Bernard Memet, monsieur Nicolas, Laurent Noet, Daniel Pinson, Benoît Pouvreau, Paul Quintrand, Françoise Sala, Monsieur et Madame Smith, Monsieur et Madame Tuloup, Georges Vaché, Eric Van Migom, Josette Van Migom, Philippe de Vivies.

Ainsi que Audrey Ferrer, Dominique Gérard, Viviane Hamon, Stéphane Jaen, Magali Tur.

INTRODUCTION

La physionomie de Tarascon évolue considérablement au cours du XIXe siècle, notamment en raison de l'apparition de nouvelles infrastructures qui vont fortement marquer le paysage. De grands aménagements sont réalisés : pont suspendu sur le Rhône (1829¹²) ; casernes qui connaissent plusieurs agrandissements (1820, 1842, 1848) ; digues édifiées partir de 1856 ; aménagement du cours National (actuel cours Aristide Briand) en 1862 ; construction de la ligne de chemin de fer « de Paris à Lyon et à la Méditerranée » (PLM) en 1848. Cette dernière coupe de façon nette et radicale les faubourgs Madame et Saint-Jean. Précisons que lorsque la ligne de chemin de fer Avignon-Marseille est créée, elle passe par Tarascon. La liaison avec le Languedoc se fait aussi par Tarascon, ce qui entraîne la construction d'un viaduc qui enjambe le Rhône (1853).

La ville de Tarascon se transforme également de façon importante au cours du XXe siècle. Cette transformation reste modeste pendant la première moitié du XXe siècle. Elle tend à s'accélérer au lendemain de la seconde Guerre Mondiale. Cela résulte de faits historiques, d'évolutions sociales et culturelles et de mutations économiques. Avant d'évoquer la ville et son architecture au XXe siècle, nous allons, au travers de cette introduction, brosser un portrait de la ville au tournant du siècle, exposer son évolution générale et présenter les acteurs impliqués dans ce processus.

¹² Il a été remplacé en 1857 ou en 1887 (les sources sont contradictoires à ce sujet).

I. PORTAIT D'UNE VILLE AU TOURNANT DU XX^e SIECLE

Pour le voyageur arrivant à Tarascon en 1899, la ville se définit par :

- sa situation géographique : sur la rive droite du Rhône, en face de la ville de Beaucaire à laquelle elle est reliée par un pont métallique (1887), à 16 kilomètres d'Arles ;
- par ses monuments historiques et ses richesses artistiques : château du roi René, église Sainte-Marthe, église Saint-Jacques, hôpital ;
- par certaines dispositions urbaines : promenade du Cours et de la Chaussée (actuel cours Aristide Briand), rue des Arcades ;
- et par son statut de nœud de communications, tant ferroviaire que routier.

Au tournant du XX^e siècle, Tarascon est une commune rurale dont l'activité repose encore essentiellement sur l'agriculture. Quelques industries se sont bien développées pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, en particulier dans le domaine textile. Toutefois, Tarascon continue de tirer sa richesse de son terroir. Au XIX^e siècle, de nouveaux espaces ont été gagnés par des défrichements ou des assèchements de zones marécageuses. La poursuite des travaux d'irrigation (achèvement du canal des Alpilles) a permis de mieux tirer parti de ces terres qui produisent notamment un blé de première qualité¹³.

L'évolution urbaine extra-muros étant très limitée au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la ville n'a pas encore eu à déborder au-delà des anciens remparts. Ses faubourgs restent très agricoles.

¹³ PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, Tarascon/Arles, Ville de Tarascon/Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône, novembre 2006.

II. EVOLUTION DE LA VILLE AU XX^e SIECLE

1. L'évolution démographique depuis le milieu du XIX^e siècle

En l'absence d'étude de synthèse sur le sujet, l'évolution démographique de la ville peut être retracée au moyen de différents types de sources : documents administratifs, documents d'urbanisme, guides touristiques. Ces sources sont parfois contradictoires, comme c'est souvent le cas dans le domaine des données statistiques¹⁴. Elles permettent toutefois de retracer l'évolution démographique de Tarascon depuis le milieu du XIX^e siècle.

Année	Population
1835	10 967 habitants ¹⁵
1856	13 229 habitants ¹⁶
1861	13 489 habitants ¹⁷
1876	10 409 habitants ¹⁸
1879	12 454 habitants ¹⁹
1899	9 023 habitants ²⁰
1906	8 972 habitants ²¹ ou 8224 habitants, dont 5 447 résident dans l'agglomération ²²
1911	8 031 habitants, dont 5 158 résident dans l'agglomération ²³
1926	8 478 habitants, dont 5 614 résident dans l'agglomération ²⁴
1931	8 496 habitants, dont 5639 résident dans l'agglomération ²⁵
1936	7 875 habitants ²⁶
1946	7 781 habitants ²⁷

¹⁴ Ces données expriment la population totale de la commune. Notons qu'en 1935, une partie du périmètre communal est détaché pour fonder la commune de Saint-Etienne-du-Grès.

¹⁵ HUGO A., *Département des Bouches-du-Rhône. Description pittoresque, topographique et statistique*, 1835.

¹⁶ DIRECTION GENERALE DES POSTES, *Dictionnaire des Postes*, Noyon, 1859.

¹⁷ PELLEN Mireille, *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, Tarascon/Arles, Ville de Tarascon/Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône, novembre 2006.

¹⁸ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, AM TARASCON, Série W, Dossier PUD, non inventorié.

¹⁹ VERNE Jules, *Géographie de la France illustrée*, 1879.

²⁰ JOANNE Adolphe, *Dictionnaire des communes du département des Bouches-du-Rhône*, 1899.

²¹ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

²² MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône : encyclopédie départementale. Troisième partie : Le sol et ses habitants. Tome XV : Monographies communales*, Paris/Marseille, Librairie Honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1933, p.628-p.639.

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

²⁷ Ibid.

1954	7 744 habitants ²⁸
1962	8 637 habitants ²⁹
1968	10 594 habitants ³⁰
1975	10 365 habitants ³¹
1982	10 735 habitants ³²

Entre 1835 et 1879, la population s'établit entre 10 000 et 13 000 habitants. A partir du dernier tiers du XIXe siècle, un mouvement de baisse générale de la population s'amorce. Il ne s'inversera qu'au tournant des années 1960. Cette diminution de la population, qui fait passer Tarascon de 12 545 habitants en 1879 à 7 744 habitants en 1954, explique que la ville ne connaisse pas de transformations majeures, tant sur le plan urbain que sur celui de la production architecturale, pendant la première moitié du XXe siècle. Les destructions engendrées par la seconde Guerre Mondiale marquent le début de la transformation de la ville. Celle-ci s'accélérera à partir du milieu des années 1950, en même temps que la population s'accroît, passant de 7 744 habitants en 1954 à 10 735 habitants en 1982³³.

2. L'évolution urbaine à partir de la seconde moitié du XIXe siècle³⁴

N'importe quelle vue aérienne permet de prendre la mesure de l'originalité de la situation de la ville de Tarascon – implantation en bordure du Rhône et en miroir de la ville de Beaucaire – qui témoigne d'une situation stratégique de carrefour : au croisement de voies antiques (entre *via Aurélia* et *via Domitia*) et à la frontière politique entre Provence et Languedoc. Villes rivales dans le domaine commercial, les villes de Tarascon et de Beaucaire ont chacune tiré parti de cette situation stratégique en organisant sur leur territoire le croisement des flux :

²⁸ Ibid.

²⁹ INSEE, Recensement de la population.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

³² Ibid.

³³ Cette tendance se confirme pendant les décennies suivantes : 10 826 habitants en 1990, 12 668 en 1999, 13 177 en 2007 (source : INSEE, *Recensement de la population*).

³⁴ L'évolution urbaine de Tarascon à partir de la seconde moitié du XIXe siècle a été retracée à partir d'une lecture des plans historiques recensés en annexe. En ce qui concerne les références utilisées, nous n'avons pas trouvé trace de publication concernant l'histoire récente de la ville. L'approche historique s'est appuyée pour l'essentiel sur le *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon* réalisé, pour le compte de la Ville de Tarascon et du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône, sous la direction de Mireille Pellen architecte du patrimoine (PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, Tarascon/Arles, Ville de Tarascon/Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône, novembre 2006).

- à Beaucaire, avec le débouché du Canal de Sète au Rhône, en 1811 ;
- à Tarascon, avec le nœud ferroviaire entre les lignes PLM (1848), Nice-Bordeaux et Marseille-Paris via le massif central.

Villes de taille comparable aujourd'hui, le franchissement du Rhône entre Tarascon et Beaucaire se fait à travers deux ponts routiers (un reliant les deux cités – qui dès 1252 établissent un pont de bateaux³⁵ –, l'autre datant de 2000 et reliant leurs zones d'activités) ainsi qu'un pont ferré.

A Tarascon la présence de la dernière enceinte³⁶ se lit de manière très nette dans le tissu urbain. On mesure que l'expansion urbaine s'est réalisée au détriment de la zone agricole qui tire parti de la fertilité des terres alluviales. Tarascon se caractérise encore au XXe siècle par un terroir agricole habité (présence de nombreux mas).

L'expansion de l'agglomération qui se réalise à partir du milieu du XIXe siècle a été fortement contrainte par les risques d'inondation par le Rhône et la présence d'infrastructures (réseau ferré, digue au nord de l'agglomération en 1856). Ainsi, nous observons :

- Au sud, l'agglomération est contenue par le réseau ferroviaire, à l'exception de la zone industrielle aménagée à distance de l'agglomération (abattoirs municipaux, Cellulose du Rhône, prison). Pourtant, les faubourgs Madame et Saint Jean – les plus densément urbanisés de la ville avant la seconde Guerre Mondiale – démontrent dès le XVIIIe siècle que le sud est l'orientation privilégiée de l'extension extra-muros, confirmée avec la réalisation de l'Hôpital de la Charité (1695) et l'aménagement du site des Casernes à partir de 1726³⁷. Le tracé de l'infrastructure ferroviaire, qui ceinture la ville avec un talus, vient délimiter clairement l'agglomération. Ces faubourgs – très largement touchés par les bombardements de la seconde Guerre Mondiale – feront l'objet d'opérations de reconstruction à l'intérieur de ces limites.

³⁵ PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, op. cit.

³⁶ Edifiée en 1345 et démolie en 1833, selon PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, op. cit.

³⁷ PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, op. cit.

- À l'est l'extension en dehors de la limite des derniers remparts s'opère plus tardivement, au début du XXe siècle. Le morcellement et le lotissement des grandes parcelles agricoles donne lieu à la construction de nouveaux quartiers résidentiels. Les maisons d'habitation y sont typiques de l'architecture des premières décennies du XXe siècle : maison individuelles ou jumelées, d'un étage sur rez-de-chaussée, couvertes de tuiles mécaniques, parfois décorées par des carreaux de céramiques ou des tuiles faîtières. L'extension urbaine se poursuit au cours des années 1960 avec la construction de groupes de logements sociaux et d'équipements scolaires. Elle s'affranchit du barrage formé par le viaduc du chemin de fer au début des années 1970. Elle reste aujourd'hui pour l'essentiel limitée par le canal des Alpilles, à l'exception de la zone d'activité des Roubians (1980) aménagée à distance de l'agglomération.

- Au nord, l'urbanisation est freinée à cause du caractère inondable des terrains et de la présence de grands équipements : le couvent de la Visitation (1821) et le cimetière (projet d'agrandissement approuvé en 1941, réalisé en 1961-1964). Si la création de la digue, réalisée à la suite des inondations de 1856, permet le développement du faubourg Jarnègues, elle crée également une limite à l'expansion urbaine jusqu'à la moitié du XXe siècle. Depuis, c'est cette direction nord qui est la plus dynamique.

III. LES ACTEURS DE LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBAINE AU XX^e SIECLE

Avant d'aborder la production architecturale et urbaine, il est nécessaire de présenter les acteurs de cette production, qu'il s'agisse des maîtres d'ouvrage (commanditaires) ou des maîtres d'œuvres (architectes et urbanistes).

1. Les maîtres d'ouvrages

Au regard des résultats de notre étude, force est de constater la prédominance de la maîtrise d'ouvrage publique sur la maîtrise d'ouvrage privée dans la transformation de Tarascon au XX^e siècle. Ce phénomène n'est pas spécifique à la ville mais correspond à une réalité de la période, situation que l'on constate à l'échelle du territoire national.

a. Maîtres d'ouvrage public

Parmi les maîtres d'ouvrages publics ayant pris part à la production architecturale et urbaine de Tarascon au XX^e siècle figure en premier lieu le pouvoir municipal incarné par les différents maires de la ville. Pour la période qui nous intéresse (1900-1980), les personnalités suivantes se succèdent au poste de maire³⁸ :

- 1896-1904 : Jean Alphonse Gabriel Alexandre Dorlhac de Borne ;
- 1904-1922 : Guillaume Bonnet ;
- 1922-1931 : Georges Laffont ;
- 1931-1934 : Marius Floret ;
- 1934 : Jean-Marie Floret ;
- 1935-1940 : Numa Corbessas, destitué par le régime de Vichy ;
- 1941-1944 : Etienne Philip, ingénieur principal du service vicinal nommé maire par délégation spéciale du gouvernement de Vichy en décembre 1940 ;
- 1944 : Commission spéciale ;
- 1945-1947 : Numa Corbessas ;
- 1947-1965 : Honoré Valette ;
- 1965-1971 : Jean André ;
- 1977-1983 : Antonin Michel.

³⁸ Chronologie établie par Suzette Laffont, Archives municipales de Tarascon.

Parmi ces personnalités, deux apparaissent comme particulièrement actives dans le domaine de la transformation de la ville. Le premier est **Georges Laffont** dont la mandature (1922-1931) correspond à un effort d'équipement et d'urbanisation de la ville. Le second est **Honoré Valette** qui occupe le fauteuil de maire entre 1947 et 1965, période-clé dans le processus de l'évolution de la ville. Il s'impose comme un véritable maire-bâisseur.

Parmi les maîtres d'ouvrages publics, viennent ensuite **différentes administrations** : Postes Télégraphes Téléphones (PTT), Electricité de France-Gaz de France (EDF-GDF), Sécurité sociale, Impôts, etc. Toutefois, leur action reste coordonnée avec celle de la municipalité.

Signalons également, dans le domaine du logement social, le rôle joué par la **Société d'Economie Mixte de Tarascon** (SEMITAR) créée en 1963 sous l'égide de la municipalité dans les programmes de logements sociaux des années 1960 (groupe HLM des Ferrages du Cours, 1964-1968, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van Migom³⁹).

b. Maîtres d'ouvrages privés

Les maîtres d'ouvrages privés sont plus difficiles à identifier, surtout en ce qui concerne la première moitié du XXe siècle. Pourtant, certains ont marqué le paysage urbain par leurs initiatives à l'image de la personne (certainement un dénommé Nicolas) qui amorce l'urbanisation du quartier des Ferrages du Cours, à l'est de la ville ancienne, avec la construction de la cité ouvrière Nicolas (1912)⁴⁰. Cet ensemble est composé d'une maison de maître entourée par un parc (villa Mireille⁴¹) et de maisons d'habitation mitoyennes ou jumelées. Précédées par des jardins, ces dernières sont disposées parallèlement au boulevard Gambetta⁴².

En ce qui concerne la seconde moitié du XXe siècle, deux entreprises s'imposent comme de véritables accélérateurs d'urbanisation : **La Cellulose du Rhône**, dont l'usine est mise en service en 1955 ; **La Compagnie Nationale du Rhône**, qui préside à l'aménagement de la Chute de Vallabrègues à partir d'octobre 1966. Toutes deux relancent la vie économique de Tarascon, induisant l'arrivée d'une main d'œuvre pour partie extérieure à la ville qu'il faut loger et éduquer, d'où la construction de logements et d'infrastructures scolaires.

³⁹ Répertoire : Secteur 3 Fiche 10.

⁴⁰ Répertoire : Secteur 3 Fiche 4.

⁴¹ Répertoire : Secteur 3 Fiche 19.

⁴² Malgré nos recherches, cette opération n'a malheureusement pas pu être documentée.

2. Les maîtres d'œuvre : architectes et urbanistes

a. La première moitié du XXe siècle (1900-1944)

Au cours de la première moitié du XXe siècle, Tarascon ne possède pas d'architecte municipal de façon continue. Ni la taille de la commune ni son activité constructive ne le justifient.

Toutefois, un homme de l'art, **Bauzan**, semble avoir rempli cette fonction. Nous ne savons pratiquement rien de lui, si ce n'est qu'il est déjà actif en 1912 et qu'il continue de l'être en 1932. Il préside à la mise en place du réseau d'assainissement municipal (1912), réalise des travaux avenue du Cimetière (1914), signe le plan d'alignement partiel du cours National (1929), construit des « chalets de nécessité » en plusieurs points de la ville. Son œuvre majeure reste la construction de l'abattoir municipal chemin de la Graille (1930-1932, actuellement établissement Alazard et Roux)⁴³. En plus de ces quelques réalisations que nous avons pu identifier grâce aux sources, nous pouvons supposer que Bauzan signe la plupart des réalisations et aménagements municipaux entre 1912 et 1932.

Pour les édifices d'une certaine importance, en particulier celles dont le financement est assuré, entièrement ou partiellement, par le Conseil général des Bouches-du-Rhône, ce sont les architectes du Service Architecture du département qui interviennent. Au début du XXe siècle, **Eric Buyron** (1837- ?) et **Louis Chauvet** signent ainsi quatre réalisations majeures : l'Hôtel des Postes (1900-1904, détruit en 1944) ; le groupe scolaire de Saint-Etienne-du-Grès (1905-1908) ; celui de Lansac (1907-1908)⁴⁴ ; la gendarmerie de Tarascon (1906-1907)⁴⁵. Au travers de leurs réalisations, ils introduisent à Tarascon les codes de l'architecture officielle de la Troisième République. Au milieu des années 1930, une nouvelle génération de praticiens rattachés au Service Architecture du département intervient à Tarascon, en les personnes de **Gaston Castel** (1886-1971) et d'**Henri Lyon** (1885- ?) qui signent les plans du nouveau collège municipal de garçons (1935-1936, actuel lycée Alphonse Daudet)⁴⁶.

⁴³ Répertoire : Secteur 5 Fiche 1.

⁴⁴ Répertoire : Secteur 10 Fiche 1.

⁴⁵ Répertoire : Secteur 3 Fiche 6.

⁴⁶ Répertoire : Secteur 4 Fiche 3. Dossier monographique 1.

En 1936, **Marcel Guesnot** (1896-1974) s'installe à Tarascon où il devient architecte municipal et se constitue rapidement une clientèle privée. Il réalise son premier chantier pour la mairie en 1937 (construction de WC publics). Actif jusqu'en 1972, Marcel Guesnot marque la ville par ses réalisations, à commencer par les opérations de reconstruction qu'il effectue, en tant qu'architecte d'opération, sous la direction de **Pierre Vago** (1910-2002).

b. La Reconstruction (1944-1960)

La Reconstruction est marquée par l'intervention de nouveaux architectes, pour la plupart extérieurs à la ville. Elle s'effectue suivant le Plan de Reconstruction et d'Aménagement dressé par l'architecte-urbaniste parisien **Pierre Vago**, élaboré à partir de 1945 et définitivement adopté en 1948.

La reconstruction des immeubles d'habitation du cours Aristide Briand⁴⁷ est une œuvre collective impliquant, outre Pierre Vago, les architectes **Léon Pierre** (1907-1967), **Marcel Guesnot** et **René Maron** (1915- ?). Le premier, Léon Pierre, est un architecte marseillais qui intervient à Tarascon en tant qu'architecte chef de groupe (il coordonne le travail des architectes d'opération à l'échelle du quartier) et en tant qu'architecte d'opération (il signe les plans d'un immeuble). La construction des immeubles est répartie entre les deux principaux architectes d'opération : Marcel Guesnot et René Maron. Marcel Guesnot était installé à Tarascon depuis le milieu des années 1930, mais la reconstruction marque réellement le lancement de sa vie professionnelle à l'échelon local. A partir de 1946, il est assisté par son fils **Pierre Guesnot** (né en 1921) qui prend une part active à la vie de l'agence. René Maron est originaire de la Drôme. Il s'installe à Tarascon en mai 1945, suite à sa nomination comme architecte-reconstructeur dans ce secteur. Il installe ensuite son agence à Beaucaire, mais comme Marcel Guesnot, il continue d'être actif à Tarascon pendant les décennies qui suivent la Reconstruction.

⁴⁷ Répertoire : Secteur 1 Fiches 18 à 27. Dossier monographique 8.

Outre les programmes d'habitation, la Reconstruction de Tarascon comprend également un certain nombre d'équipements. Leur construction fait intervenir les architectes-reconstructeurs : Pierre Vago réalise la nouvelle école de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952)⁴⁸ ; Marcel et Pierre Guesnot édifient le Panoramique (1962-1964)⁴⁹ ; René Maron le presbytère de Sainte-Marthe (1966-1972)⁵⁰. Elle implique également des praticiens extérieurs à la ville, à l'image d'**Eugène Chirié** (1902-1984) qui signe les plans du nouvel Hôtel des Postes (1954-1955)⁵¹.

c. La seconde moitié du XXe siècle (1950-1980)

Pendant les décennies 1950, 1960 et 1970, certains architectes ayant œuvré à la reconstruction de la ville continuent de marquer le paysage tarasconnais par leurs réalisations. Les principaux sont **Marcel et Pierre Guesnot** qui, jusqu'à la fermeture de leur agence en 1972, dotent la ville de la plupart de ses nouveaux équipements publics : poste de sapeurs-pompiers (1956)⁵² ; école maternelle Marie Curie (1956)⁵³ ; Centre civique (1962-1964)⁵⁴ ; Parc des Sports (1962-1968)⁵⁵ ; garage municipal (1966)⁵⁶. Ils réalisent aussi de nombreuses villas individuelles ainsi que quelques programmes de logement collectif, principalement de petits immeubles d'habitation en copropriété (résidence Desanat, 18 logements, 1963-1965⁵⁷ ; résidence La Provençale, 15 logements, 1967-1968⁵⁸ ; résidence les Iris, 8 logements, 1972-1974⁵⁹) ainsi qu'un immeuble HLM dans le quartier des Ferrages du Cours (immeuble de la rue Fabre d'Eglantine, 48 logements, 1963⁶⁰). Ils participent également, en tant qu'architectes d'opération, à la construction du nouvel hôpital de Tarascon (1967-1971, arch. : Pierre Laborde)⁶¹. **René Maron** réalise quant à lui les agrandissements successifs de l'école

⁴⁸ Répertoire : Secteur 2 Fiche 3. Dossier monographique 3.

⁴⁹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 8. Dossier monographique 6.

⁵⁰ Répertoire : Secteur 1 Fiche 17.

⁵¹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 5. Dossier monographique 4.

⁵² Répertoire : Secteur 3 Fiche 2.

⁵³ Répertoire : Secteur 2 Fiche 4.

⁵⁴ Répertoire : Secteur 1 Fiche 8. Dossier monographique 6.

⁵⁵ Répertoire : Secteur 2 Fiche 10.

⁵⁶ Répertoire : Secteur 3 Fiche 5.

⁵⁷ Répertoire : Secteur 2 Fiche 12.

⁵⁸ Répertoire : Secteur 2 Fiche 13.

⁵⁹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 28.

⁶⁰ Répertoire : Secteur 3 Fiche 11.

⁶¹ Répertoire : Secteur 9 Fiche 1. Dossier monographique 8.

communale de filles (1957-1959 ; 1963-1964). **Pierre Vago**, en collaboration avec son fils **Jean-Paul Vago**, signe les plans du groupe scolaire Souspiron (1967)⁶².

L'architecte d'origine parisienne, installé à Arles depuis 1937, **Jacques Van Migom** (1907-1980) commence à intervenir à Tarascon au milieu des années 1950. Il le fait d'abord seul puis en collaboration avec ses associés : **Jean Pélissier** (1927-2003) à partir de 1957⁶³ ; **Michel Van Migom** (1934-2007) à partir de 1963. La municipalité confie à l'agence Van Migom-Pélissier, qui figure parmi les agences d'architecture les plus actives dans le département des Bouches-du-Rhône pendant la seconde moitié du XXe siècle, la réalisation de la perception-recette municipale (1958-1959)⁶⁴, du groupe scolaire des Ferrages du Cours (1963-1967)⁶⁵, du groupe HLM des Ferrages du Cours (310 logements, 1964-1968)⁶⁶, de la maison des impôts (1966-1967)⁶⁷ et du groupe scolaire Marcel Battle (1973-1976)⁶⁸. Considérés comme des spécialistes du logement social, ils réalisent plusieurs opérations à Tarascon, pour le compte de divers organismes : cité Pierre Curie (23 logements individuels groupés, 1960-1962)⁶⁹ ; groupe HLM La Fraternité (31 logements, 1973-1975)⁷⁰ ; lotissement et résidence Les Célibataires (24 logements collectifs et 22 logements individuels groupés, 1974-1975)⁷¹ et de résidence-foyer pour personnes âgées La Margarido (66 résidents, 1972-1973)⁷². A la demande de La Compagnie Nationale du Rhône, l'agence Van Migom-Pélissier conçoit deux ensembles résidentiels destinés aux employés de l'entreprise : résidence Château Gaillard (ancienne résidence Les Bruyères, 12 logements, 1965-1968)⁷³ ; résidence La Fraternité (18 logements, 1965-1969)⁷⁴.

D'autres architectes interviennent plus ponctuellement, principalement dans le domaine du logement et des équipements publics. Certains sont originaires de Marseille : **André**

⁶² Répertoire : Secteur 6 Fiche 5. Dossier monographique 9.

⁶³ Jean Pélissier travaille dans l'agence de Jacques Van Migom d'abord en tant que stagiaire (1947-1953), puis en tant que collaborateur (1954-1956) et enfin en tant qu'associé à partir de 1957.

⁶⁴ Répertoire : Secteur 3 Fiche 14.

⁶⁵ Répertoire : Secteur 3 Fiche 8.

⁶⁶ Répertoire : Secteur 3 Fiche 10.

⁶⁷ Répertoire : Secteur 1 Fiche 13.

⁶⁸ Répertoire : Secteur 3 Fiche 9.

⁶⁹ Répertoire : Secteur 6 Fiche 2.

⁷⁰ Répertoire : Secteur 3 Fiche 7.

⁷¹ Répertoire : Secteur 8 Fiches 2 et 3. Dossier monographique 11.

⁷² Répertoire : Secteur 8 Fiche 1. Dossier monographique 11.

⁷³ Répertoire : Secteur 2 Fiche 11.

⁷⁴ Répertoire : Secteur 3 Fiche 16.

Chrysochérís (1915- ?) réalise le groupe HLM Château-Gaillard (1954-1955)⁷⁵ ; **Max Graveleau** (né en 1920) est l’auteur de la résidence Souspiron (1965-1967)⁷⁶ ; **Gilbert Bonnardel** (1914- ?) conçoit l’immeuble de la Caisse régionale d’Assurance maladie (1963-1965)⁷⁷ ; **R. Davi** et **J. Perrinel** construisent le dispensaire municipal (actuel centre médico-social, 1979-1980)⁷⁸. D’autres sont originaires de Montpellier à l’image d’**Auguste Gibely** qui signe deux immeubles d’habitation avec rez-de-chaussée commerciaux en centre-ville (n°4-4bis avenue Victor Hugo, 1964-1965⁷⁹ ; n°17-19 cours Aristide Briand, 1965-1966⁸⁰) ou de Paris, comme c’est le cas de **Pierre Laborde** (1908-1994) qui conçoit le nouvel hôpital de Tarascon (1967-1971)⁸¹.

Les années 1970 correspondent à l’installation à Tarascon de l’architecte **Jean-Baptiste Hudavert** qui rachète l’agence de Marcel et Pierre Guesnot. Il construit par exemple le nouveau gymnase (1976)⁸² et la résidence Les Acacias (1977-1978)⁸³.

Enfin, concernant les études d’urbanisme, l’établissement du Plan d’Urbanisme Directeur (1963) est confié à l’architecte-urbaniste **Emile Sala** (1913-1998). Comme Jacques Van Migom, Emile Sala est un architecte d’origine parisienne. Il est installé à Arles depuis le début de l’année 1961.

⁷⁵ Répertoire : Secteur 6 Fiche 4.

⁷⁶ Répertoire : Secteur 6 Fiche 6.

⁷⁷ Répertoire : Secteur 1 Fiche 2.

⁷⁸ Répertoire : Secteur 1 Fiche 3.

⁷⁹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 7.

⁸⁰ Répertoire : Secteur 1 Fiche 6.

⁸¹ Répertoire : Secteur 9 Fiche 1. Dossier monographique 8.

⁸² Répertoire : Secteur 2 Fiche 10.

⁸³ Répertoire : Secteur 3 Fiche 17.

PARTIE 1 : LE PREMIER XX^e SIECLE (1900-1944)

Pendant la première moitié du XXe siècle, l'activité constructive à Tarascon est assez limitée. Certes, les faubourgs se lotissent. Dans ces nouveaux quartiers qui se développent aux abords du centre historique, on trouve différentes typologies d'habitations (maisons individuelles avec jardin, maisons mitoyennes, cités-jardins ouvrières, etc.) ainsi que les équipements sociaux, culturels, éducatifs nécessaires à la vie de leurs habitants. Toutefois, un bilan dressé par l'administration des Ponts-et-Chaussées en 1962 au sujet du logement à Tarascon ne fait état que de 43 logements construits entre 1918 et 1940⁸⁴. De fait, les initiatives privées sont peu nombreuses au cours des premières décennies du XXe siècle. L'activité constructive est principalement soutenue par la maîtrise d'ouvrage publique. Les initiatives municipales⁸⁵ concernent essentiellement les équipements scolaires, les réseaux et équipements publics ainsi que des opérations d'aménagements et d'embellissements urbains.

I. CONSTRUCTION ET TRANSFORMATION DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

Déjà largement entamée sous la Restauration et le Second Empire (loi Guizot de 1833 sur les écoles communales, circulaire Rouland de 1858 sur les dispositions des maisons d'écoles, réformes de Victor Duruy de 1863 et 1869, etc.), la mise en place d'un système éducatif national trouve un aboutissement sous la Troisième République. La loi de 1878, relative à l'obligation de construire des maisons d'école, les lois de Jules Ferry instituant l'école gratuite, laïque et obligatoire (1881-1882), ainsi que la loi de finances de 1884 donnent à la construction scolaire une impulsion sans précédent. A Tarascon, cela se traduit dès la fin du XIXe siècle par la construction d'une école communale de garçons située avenue de la République (1880-1888, arch. : Henri Révoil, détruite en 1944).

Au début du XXe siècle, la municipalité poursuit son effort en termes d'équipements scolaires. Une école communale de filles est construite entre 1903 et 1905, dans le faubourg Saint-Jean, sur un terrain situé à l'est de l'Hôpital de la Charité. Il est également nécessaire de doter les principaux hameaux de la commune d'infrastructures scolaires. Pour cela, la municipalité fait appel aux architectes du service Architecture du département. Eric Buyron et

⁸⁴ *Notice descriptive et justificative dressée par les Ponts-et-Chaussées pour le lotissement municipal des Ferrages du Cours* (6 avril 1960), AM TARASCON, Série W, Dossier Les Ferrages du Cours, non inventorié.

⁸⁵ Les initiatives municipales ont été identifiées grâce à un dépouillement exhaustif des registres des délibérations communales entre 1904 et 1966 (AM TARASCON, Registres des délibérations municipales).

Louis Chauvet réalisent ainsi les groupes scolaires de Saint-Etienne-du-Grès⁸⁶ (1905-1908) et de Lansac (1907-1908)⁸⁷. Concomitamment, les deux architectes réalisent l'Hôtel des Postes (1900-1904 détruit en 1944) et de la caserne de gendarmerie de Tarascon (1906-1907)⁸⁸. Au travers de ces quatre bâtiments officiels, ils introduisent à Tarascon le style Troisième République.

L'école du hameau de Lansac (1907-1908, arch. : Eric Buyron et Louis Chauvet)⁸⁹

L'école de Lansac a été construite en 1907-1908 selon les plans dressés par les architectes Eric Buyron et Louis Chauvet.

Au début du XXe siècle, le hameau de Lansac (275 habitants) dispose d'une école mixte installée dans un local loué par la commune. Vingt-cinq élèves y sont scolarisés (douze filles et treize garçons). Son mauvais état incite la commune à envisager la construction d'une nouvelle école pour recevoir les enfants du quartier et loger l'institutrice chargée de la direction de cette école. En 1905, elle charge les architectes du département, Eric Buyron et Louis Chauvet, d'établir un projet.

Eric Buyron et Louis Chauvet mettent au point le projet de l'école de Lansac en juin 1905. Ce projet est successivement approuvé par le conseil municipal (septembre 1905), par l'inspecteur primaire de l'Académie (octobre 1905), par la commission sanitaire de la circonscription de Tarascon (octobre 1905) et par le préfet (février 1907). L'entrepreneur Charles Vidal est déclaré adjudicataire des travaux en août 1907. La construction de l'école, commencée peu de temps auparavant, s'achève en juillet 1908. L'école de Lansac est mise en service à la rentrée de l'année scolaire 1908-1909.

Pour cette construction, les architectes disposent d'un terrain (surface : mille mètres carrés) appartenant à la commune. Situé au centre du hameau, il est contigu, à l'ouest, au terrain et aux bâtiments occupés par le presbytère et ses dépendances qui appartiennent également à la commune. Ce terrain est en surélévation d'un mètre cinquante par rapport au niveau de la route, dénivellation que les architectes proposent de rattraper par un escalier de huit marches ouvert sur la route.

L'accès à l'école se fait en effet par la route. Elle adopte un plan en L composé d'une aile principale et d'un préau formant une aile en retour. Ce dernier est adossé au mur séparant

⁸⁶ Saint-Etienne-du-Grès fait alors partie du domaine communal de Tarascon.

⁸⁷ Répertoire : Secteur 10 Fiche 1.

⁸⁸ Répertoire : Secteur 3 Fiche 6.

⁸⁹ Répertoire : Secteur 10 Fiche 1.

l'école du jardin du presbytère. Les bâtiments s'articulent autour d'une cour de récréation divisée, comme le préau, en deux parties (l'une réservée aux filles, l'autre aux garçons) par une barrière à claire-voie. Les architectes prévoient que des sanitaires destinés aux élèves soient accessibles depuis les cours de récréation.

L'aile principale, orientée nord-sud, se compose de deux bâtiments juxtaposés : l'un – la classe d'une capacité de trente-neuf élèves – est de plain-pied ; l'autre, élevé d'un étage sur rez-de-chaussée, est occupé au niveau inférieur par les vestiaires-réfectoires des garçons et des filles, par le bureau de la maîtresse, par une cuisine et par une cage d'escalier menant à l'étage et, au niveau supérieur, par deux chambres et un WC. Le logement de fonction, réparti sur les deux niveaux comprend ainsi quatre pièces et un WC. Le bâtiment principal, de plan rectangulaire (8,10 x 6,10 m), atteint 4 mètres de hauteur. Il est couvert par une toiture à deux pentes garnie de tuiles et de tuiles faitières provenant de l'usine de Saint-Henri (Marseille). Les façades principale et postérieure comprennent quatre travées de fenêtres ; la façade méridionale, donnant sur la cour, est en outre percée par une porte-fenêtre donnant sous le préau. L'accès au logement de l'institutrice peut se faire par la façade est.

La construction est en maçonnerie traditionnelle (moellons de pays), les planchers et la charpente en bois. La pierre de taille de Beaucaire est utilisée pour les seuils, les marches d'escalier et les chaînes d'angle.

La décennie 1920 n'est marquée par aucune réalisation importante en termes d'architecture scolaire, la ville disposant des infrastructures nécessaires à l'éducation de sa population. En 1929, dans un contexte général de développement de l'enseignement professionnel, il est un temps envisagé de créer à Tarascon une Ecole pratique de commerce et d'industrie. Il semble que cette intention donne lieu à l'élaboration d'un projet d'architecture, certainement confié à Bauzan. La municipalité prévoit de construire l'établissement sur l'emplacement du jardin public du boulevard Itam⁹⁰. Le projet sera finalement abandonné.

Le 26 janvier 1930, les bâtiments situés derrière l'église Sainte-Marthe, occupés par le collège des garçons de Tarascon montrent des signes de désordres structurels. Le maire, Georges Laffont, contacte le service Architecture du département des Bouches-du-Rhône afin de procéder à un examen attentif de l'édifice. Le verdict est sans appel : il faut étayer d'urgence,

⁹⁰ Délibérations municipales des 14 avril et 7 juillet 1929, Registre des délibérations municipales (1922-1933), AM TARASCON.

démolir immédiatement la partie qui menace ruine et, à terme, l'ensemble des bâtiments. L'entrepreneur beaucairois Charles Vidal est chargé des travaux de sécurisation. Concomitamment, et comme il était d'usage de le faire pour les projets d'une telle envergure destinés à être cofinancés par la ville, le département et l'Etat, Georges Laffont confie au service Architecture du département des Bouches-du-Rhône le soin de dresser les plans et les devis nécessaires à la reconstruction du collège. Gaston Castel et Henri Lyon prennent en charge le dossier. Dans un premier temps, il est question de conserver l'établissement à son emplacement initial. Un projet est établi dans ce sens le 4 avril 1930. Il prévoit une dépense de 1 700 000 francs (valeur 1930). Approuvé successivement par le Conseil municipal le 6 avril 1930 puis par l'assemblée départementale, il est pourtant rejeté par le Ministère de l'Instruction publique, ce dernier ne subventionnant que la construction d'établissements neufs conformes aux prescriptions réglementaires. Aussi, en novembre 1930, le Conseil municipal de Tarascon abandonne l'idée de reconstruire sur site et se met en quête d'un terrain afin d'y édifier un nouveau collège. En 1932, la municipalité acquiert quatre parcelles dans le quartier des Casernes, pour un montant de 330 000 francs (valeur 1932). Le terrain obtenu est long et étroit, niché entre la Caserne Kilmaine et la voie de chemin de fer, en retrait par rapport au boulevard. Les architectes doivent donc composer avec un site *a priori* peu adapté à recevoir un établissement public de toute première importance.

Collège de garçons (actuel Lycée Alphonse Daudet, 1935-1936, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)⁹¹

Le nouvel établissement est construit entre 1935 et 1936, selon les plans dressés par Gaston Castel, architecte en chef du département des Bouches-du-Rhône, et son adjoint, Henri Lyon, architecte principal du département des Bouches-du-Rhône. Financé par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts, le Conseil général des Bouches-du-Rhône et la municipalité, le nouveau collège se compose d'un grand bâtiment (R+2) doté d'un avant-corps (R+1) ainsi que d'une aile en retour (R+1).

L'établissement est conçu pour accueillir 312 élèves (3 classes d'enseignement primaire et 8 d'enseignement secondaire) dont une soixantaine d'internes. Il est en outre doté de services administratifs, d'une classe de dessin, d'une salle de physique, d'un réfectoire et de ses annexes, d'une infirmerie, de deux bibliothèques et de deux appartements de fonction.

Gaston Castel et Henri Lyon travaillent au projet en 1932 et 1933. Ils présentent un premier

⁹¹ Répertoire : Secteur 4 Fiche 3. Dossier monographique 1.

projet en septembre 1932 dont le coût initial, 4 725 000 de francs (valeur 1932), est ramené à 4 247 007,45 francs (valeur 1932) par des modifications mineures. Dans ce projet initial, le collège était composé d'un grand bâtiment doté de deux ailes perpendiculaires en retour. Il était élevé de deux étages sur rez-de-chaussée, sauf au niveau du bâtiment central qui ne comportait qu'un rez-de-chaussée et au niveau des extrémités des ailes en retour qui n'avaient qu'un étage. L'ensemble était couvert en toiture-terrasse. Le ministre, par des dépêches en date du 15 mars et du 12 avril 1933, demande certaines modifications, tant au niveau des plans que des aménagements intérieurs.

Gaston Castel et Henri Lyon reprennent leurs études. Le projet définitif est arrêté le 9 mai 1933. En février 1935, l'adjudication des travaux du collège a lieu en Préfecture. Peu de temps après l'adjudication des travaux, le chantier commence. En juin 1935, le sous-sol est terminé. En juillet 1936, la construction est achevée. Il ne reste qu'à effectuer les branchements d'eau et d'électricité, à installer le mobilier scolaire et le matériel scientifique et à mettre en marche l'horlogerie. Tout est prêt pour que le collège accueille les premiers élèves à la rentrée d'octobre 1936.

En 1932, quand Gaston Castel et Henri Lyon commencent à travailler au projet du collège de garçons de Tarascon, les architectes du département ont déjà édifié l'Ecole des métiers Louis Pasquet (Arles, 1927-1929, arch. : Gaston Castel et Jean Rasonglès) et procèdent à la construction du collège de jeunes filles Louis Ampère (Arles, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon, 1932-1934). Ces trois établissements figurent donc parmi les premières réalisations majeures de Gaston Castel en matière d'architecture scolaire et, à ce titre, revêtent une importance toute particulière. Ils sont représentatifs d'une volonté de modernisation des infrastructures scolaires et des différentes stratégies mises en œuvre pour y arriver.

Le collège de Tarascon se compose de douze classes d'enseignement, de deux salles d'étude, d'une classe de dessin avec dépôt de modèles, d'un amphithéâtre de physique avec un laboratoire, de deux bibliothèques (une classique, une générale), d'une cuisine avec annexes et réfectoire pour une soixantaine d'élèves, de deux dortoirs de trente élèves chacun avec sanitaires, d'infirmières (dont une pour les isolés), de chambres pour le personnel, de deux appartements de fonction, destinés respectivement au directeur et au concierge, ainsi que de divers locaux techniques (salle des bagages, dépôt de chaussures, etc.) et administratifs (bureaux, salle de professeurs, conciergerie, etc.).

Le plan régulier en U, proposé initialement par Gaston Castel et Henri Lyon, laisse finalement place à une configuration en L, moins courante et moins équilibrée, dictée par les

caractéristiques du site (orientation, mistral, proximité de la voie ferrée et des casernes, etc.). Les architectes masquent cette asymétrie du plan derrière une façade principale parfaitement régulière, ne laissant rien paraître de l'inégal développement de l'édifice dans la profondeur de la parcelle. L'organisation générale du bâtiment témoigne du pragmatisme de Gaston Castel et d'Henri Lyon. Les architectes dissocient les locaux dévolus à l'administration (avant-corps de vingt mètres de large et douze de profondeur) et ceux dévolus aux élèves (aile principale et aile en retour). Pour élaborer le plan de l'aile principale et de celle en retour, Gaston Castel et Henri Lyon utilisent un module de 8 mètres par 8 mètres, correspondant aux dimensions d'une salle de classe. Les espaces techniques (sanitaires, escaliers, annexes des salles de classe) occupent un demi module (4 mètres par 8 mètres). S'y ajoutent des espaces de circulation (1,60 mètres de large). Au final, l'aile principale mesure 75 mètres vingt de long sur 10 mètres de large (13,80 mètres à son extrémité orientale) ; l'aile en retour 55,80 mètres de long sur 10 mètres de large.

Du point de vue formel, le collège de Tarascon relève d'un courant majeur de la production architecturale de l'entre-deux-guerres : le régionalisme. Cela n'a rien d'étonnant car, comme la majorité des architectes actifs pendant la première moitié du XXe siècle, Gaston Castel fait preuve d'un certain éclectisme dans sa démarche créatrice, se référant aussi bien à l'esthétique Beaux-arts dont il a été nourri pendant ses études, qu'aux styles régionaux, à la vogue Art déco ou encore à l'esthétique plus radicale prônée par les architectes du Mouvement moderne. Gaston Castel s'est déjà illustré dans le registre régionaliste. Au collège de Tarascon, les éléments typologiques de l'architecture provençale (tuiles rondes, génoises, claustras en tuiles rondes, fronton chantourné, colonnes renflées, etc.) sont réinterprétés à la lumière d'un langage plus contemporain, exempt de références historiques. Il en résulte une architecture mesurée, une architecture à la fois monumentale et anecdotique, une architecture du présent mais qui reste ancrée dans le territoire et dans les traditions vernaculaires.

En dehors de toute considération esthétique, Gaston Castel et Henri Lyon cherchent à affirmer la dimension publique du collège de Tarascon. A défaut de disposer d'un emplacement digne d'un tel équipement, ils travaillent la mise en scène de l'édifice. Ainsi, depuis le boulevard, ils ménagent un accès au moyen un petit jardin architecturé. Ce dispositif permet aux architectes de ménager une perspective sur la façade principale qui, étroitesse de la parcelle oblige, est implantée en oblique par rapport à l'axe du boulevard. La façade principale du collège de Tarascon est d'ailleurs particulièrement soignée. Il s'agit d'une composition, généreuse dans ses proportions, et savamment ordonnancée. Symétrique et régulière, elle s'articule autour de

l'avant-corps central qui marque l'accès à l'établissement. De part et d'autre, le bâtiment principal se déploie selon une organisation tripartite traditionnelle : soubassement formé par un sous-sol semi-enterré ; niveaux courants, à savoir le rez-de-chaussée et les deux étages, se caractérisant par des bandeaux de vitrage continus ; couronnement constitué par les garde-corps maçonnés des toitures-terrasses et par les édicules latéraux. A son sommet, la façade est animée au moyen d'une frise décorative et d'une corniche saillante en ciment qui se prolonge de manière continue tout autour du bâtiment.

La façade sur cour de l'aile principale exprime son articulation tripartite (aile orientale, « *galerie* », aile occidentale). En son centre, l'accès à la « *galerie* » est marqué par un perron semi-circulaire protégé par une marquise faisant écho à celle de la façade principale.

La construction du collège de Tarascon, outre l'importance qu'elle peut avoir au niveau de la commune, est emblématique de l'émergence d'une nouvelle architecture scolaire pendant l'Entre-deux-guerres. Perceptible au niveau national au travers des réalisations d'architectes tels que Jean et Edouard Niermans (respectivement 1897-1989 et 1904-1984) ou André Lurçat (1894-1970), ce renouvellement s'opère également dans les Bouches-du-Rhône, notamment sous la conduite de Gaston Castel et des hommes de l'art rattachés au service Architecture du département qui participent à ce mouvement.

II. EQUIPEMENTS ET RESEAUX PUBLICS

En dehors de l'architecture scolaire, une série d'initiatives visant à améliorer les équipements et réseaux publics de la ville sont lancés. L'important programme de construction de casernes lancé en France sous Napoléon III se matérialise à Tarascon pendant les premières années du XXe siècle, au travers de la construction de la caserne du boulevard Gambetta.

Gendarmerie nationale (1906-1907, arch. : Louis Chauvet et Eric Buyron)⁹²

La caserne de Tarascon est construite entre 1906 et 1907, selon les plans dressés par Louis Chauvet et Eric Buyron, architectes en chef du département des Bouches-du-Rhône, également auteurs à Tarascon de l'ancien Hôtel des Postes (1900-1904) et du groupe scolaire de Lansac (1905-1907).

La gendarmerie est édifiée au sud-est de la ville ancienne, en face de l'hôpital, dans le quartier des Ferrages du Cours dont elle lance l'urbanisation. Elle adopte une typologie courante, éprouvée à maintes reprises depuis qu'un important programme de casernes avait été lancé sous Napoléon III. La gendarmerie de Tarascon se présente comme un imposant corps de bâtiment de plan rectangulaire, s'élevant de deux étages sur rez-de-chaussée et couvert par une toiture en croupe garnie de tuiles mécaniques. Il est implanté parallèlement et légèrement en retrait par rapport au boulevard Gambetta. La destination du bâtiment « Gendarmerie nationale » est inscrite en grandes lettres au-dessus de l'entrée principale. A l'arrière est aménagée une cour de service qui, plus tard, recevra des constructions supplémentaires.

Les façades principale et postérieure s'ordonnent symétriquement autour d'accès centraux. Elles comportent sept travées de fenêtres au profil surbaissé. Elles combinent maçonnerie enduite, briques et pierre : « pierre de taille de Beaucaire pour les angles, les marches, la fontaine et le lavoir ; pierre de taille d'Arles pour les angles, les linteaux, les piédroits, les couronnements » précise le mémoire des travaux du lot maçonnerie. Si les murs demeurent porteurs, les architectes utilisent des éléments métalliques pour la construction des planchers.

Les actions municipales visent principalement à améliorer les réseaux publics qui, au début du XXe siècle, sont encore très sommaires. L'eau d'alimentation est fournie par une nappe souterraine (ancien lit de la Duransole) et par des puits particuliers. L'énergie électrique n'est distribuée qu'en 1905 dans l'agglomération, et seulement en 1928 sur l'ensemble du territoire

⁹² Répertoire : Secteur 3 Fiche 6.

communal. Le réseau d'assainissement municipal, envisagé dès 1908, est mis en place en 1912 sous la direction de l'architecte municipal, Bauzan. Ce réseau sera rénové en 1967. En découle la construction de toilettes publiques (« chalets de nécessité ») sur les boulevards extérieurs : en 1907 sur le boulevard Itam ; en 1913 sur l'avenue de la République et le boulevard Victor Hugo (deux nouveaux WC publics y seront édifiés en 1928). En 1923, invoquant des raisons d'hygiène, la municipalité décide de couvrir la roubine Bagnolette au niveau du boulevard Gambetta, celle-ci faisant office « *d'égouts à ciel ouvert, responsables d'émanations désagréables et nuisibles* »⁹³.

La municipalité essaie de pallier le manque et le mauvais état des principaux équipements. Ainsi, l'ancien lavoir du boulevard Gambetta, qui fait un temps office de dépôt municipal, est transformé en Bourse du travail en 1905, avant d'être démoli en 1910 (ou 1930 ?)⁹⁴. La question de l'abattoir municipal, d'actualité depuis le début du XXe siècle, est résolue en 1930-1932 par la construction d'un nouveau bâtiment dans le quartier Carcassonne, au sud de l'agglomération, selon le projet de l'architecte municipal, Bauzan.

Abattoir municipal (1930-1932, arch. : Bauzan)⁹⁵

Jusqu'à la construction de cet abattoir moderne entre 1932 et 1934, la ville de Tarascon ne disposait que d'un local vétuste adossé au château du roi René, édifié sur un terrain acheté par la ville au département en 1816. La nécessité de pourvoir la ville d'un abattoir moderne se fait sentir dès le début du XXe siècle. Il faut pourtant attendre 1924 pour que soit prise la décision de construire cet équipement. Georges Laffont, le maire qui initie le projet, s'appuie sur trois raisons. En premier lieu, la vétusté complète de l'abattoir qui ne répond plus ni aux besoins de la ville, ni aux conditions d'hygiène les plus élémentaires. Cela motive, à chaque visite du vétérinaire départemental, des critiques par trop justifiées. Ensuite, toujours du fait de la vétusté des locaux, un entretien difficile et onéreux, pesant sur le budget municipal. Enfin, le fait que l'abattoir dépare totalement le château du roi René auquel il est adossé. En 1924, le château fait encore office de prison départementale mais le Conseil général a décidé de désaffecter le château et de construire une nouvelle prison (le site envisagé est alors sur le

⁹³ Délibération municipale du 29 juillet 1923, AM TARASCON, Registres des délibérations municipales (1922-1930).

⁹⁴ Les sources sont à ce sujet contradictoires, à moins qu'il ne s'agisse de deux constructions indépendantes. Voir Délibération municipale du 6 mars 1905, AM TARASCON, Registres des délibérations municipales (1904-1910), Délibération municipale du 12 novembre 1910, AM TARASCON, Registres des délibérations municipales (1910-1915) et Délibération municipale du 23 février 1930, AM TARASCON, Registres des délibérations municipales (1922-1930).

⁹⁵ Répertoire : Secteur 5 Fiche 1.

boulevard extérieur, dans le quartier nord-est de la ville ; le château cessera de faire office de prison en 1926). La municipalité, tout comme le ministère des Beaux-Arts, espèrent ainsi rendre au château toute son ampleur et sa monumentalité. Pour cela, elle décide de construire un nouvel abattoir et de détruire l'ancien (cela ne sera fait qu'en 1935).

Le site retenu est un terrain situé en aval de la ville, sur les bords du Rhône, à huit cents mètres de l'agglomération. Le 10 août 1924, le Conseil municipal de Tarascon approuve le projet dressé par l'architecte municipal (Bauzan), lequel prévoit que toutes les règles d'hygiène soient observées au sein d'un nouveau complexe pavillonnaire qui serait muni de tous les appareils modernes. L'architecte prévoit la construction de trois bâtiments : un pavillon central, de plan carré, à usage administratif ; de part et d'autre, deux pavillons – l'un formé d'un pavillon de plan carré et d'un hangar de plan rectangulaire, l'autre d'un hangar en L – servant à l'accueil des animaux, à l'abattage et à la transformation de la viande – en rez-de-chaussée – et de grenier – à l'étage. Les pavillons sont édifiés en appareil mixte de moellons et pierre de taille, cette dernière étant réservée aux encadrements des ouvertures et aux chaînages d'angle. Ils disposent de toitures en croupe couvertes de tuiles mécaniques. Les ouvertures, que l'architecte a voulues grandes pour des raisons d'hygiène, adoptent un profil d'arcs surbaissés. Le pavillon de l'administration se distingue par sa faible hauteur (rez-de-chaussée surélevé sur sous-sol semi-enterré) et un fronton en pierre de taille où est inscrite la destination de l'édifice (« Abattoirs »), un écusson aux armes de la ville et la date d'achèvement (« 1932 »). L'architecte évalue la dépense à 260 000 francs (francs 1924) devant être financée, à parts égales, par la municipalité et par le Conseil général. Devant la dépense, et malgré l'urgence de la situation, le projet s'enlise.

En 1927, la mise en adjudication souhaitée par Georges Laffont, qui occupe toujours le fauteuil de maire, n'est pas votée par le Conseil municipal, ce dernier hésitant encore entre la construction d'un nouvel abattoir et la remise en état de l'ancien. Il faut finalement attendre octobre 1928 pour que la construction du nouvel abattoir soit définitivement approuvée. Le projet de l'architecte municipal, qui avait déjà fait l'objet d'un vote approuvatif en 1924, est conservé. Seuls évoluent son coût (réévalué pour atteindre 525 000 francs) et son financement (un tiers à la charge de la commune ; deux tiers à celle du Conseil général). Quelques améliorations seront apportées au moment de la mise en chantier : surélévation du sol des cours afin d'éviter toute inondation par le Rhône ; construction d'un égout ; modification de l'entrée, de la cour et des escaliers accédant aux greniers ; reconstruction d'un mur de clôture en ciment. Au début de l'année 1930 a lieu l'adjudication des travaux : le gros-œuvre est

confié à un entrepreneur de Beaucaire, Vidal ; la ferronnerie à la maison marseillaise Piana ; l'électricité à l'entreprise Firmin ; l'adduction d'eau et la construction de la martellière à Favier ; et la pose de la vanne à Figuière. Le chantier commence. En mars 1931, un maçon, Marius Richard, est nommé surveillant de chantier. Ce dernier s'achève en 1932. Les nouveaux abattoirs de Tarascon sont mis en service. En janvier 1941, il est décidé de construire une nouvelle clôture. Le projet est confié à l'architecte Marcel Guesnot qui prévoit l'édification de piliers en ciment armé, l'établissement d'une grille en fer, la transformation du grand portail d'accès. Les travaux, estimés à 19 210 francs (valeur 1941), sont confiés à des entreprises locales : la maçonnerie à Ismaël Chaillol ; la serrurerie à Louis Fiéloux.

Au tournant début des années 1930, deux réalisations architecturales – l'abattoir et le collège municipal de garçons – témoignent de l'effort de modernisation entrepris par la ville.

III. AMENAGEMENTS ET EMBELLISSEMENTS URBAINS

Pendant la première moitié du XXe siècle, les aménagements urbains sont peu nombreux et restent d'envergure modeste. Il faut toutefois évoquer plusieurs opérations qui visent à embellir le cœur de la vie publique, à savoir le cours National (actuel cours Aristide Briand) et ses abords.

A partir de 1925, la municipalité envisage de transformer en jardin public l'ancienne place d'Armes, située juste devant l'Hôpital de la Charité (1691-1695, arch. : Peru). Ce projet doit accompagner la création d'une nouvelle entrée à la gare de voyageurs par la Compagnie de chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (PLM). La mairie espère que la création de ce nouvel espace public « *complètera l'embellissement de la ville, en s'étendant en arc de cercle dans le prolongement au méridional du cours National* »⁹⁶. Concomitamment à la création du jardin public, la municipalité aménage une nouvelle voie (avenue de la Gare) permettant de rejoindre la nouvelle entrée de la gare ferroviaire.

Quelques années plus tard, en 1929, il s'agit de transformer la partie nord du cours National. En mars 1929, le conseil municipal approuve le plan d'alignement partiel du cours dressé par Bauzan. Ce plan prévoit d'établir une ligne droite partant de l'arête nord-ouest de l'Hôtel des Postes pour aboutir à l'arête nord-est de l'hôtel des Empereurs, rue des Halles.

Enfin, au cours des années 1920, la municipalité soutient une politique d'embellissement urbain en érigeant plusieurs monuments commémoratifs aux abords du cours National : le premier, et le plus important, est le monument aux morts de la Grande Guerre sur la place de la Charité (1922-1923, sculpt. : Jean-Baptiste Hugues)⁹⁷ ; le second est celui du docteur Barberin (1927, détruit en 1944, réédifié en 1958)⁹⁸. Enfin, un troisième monument est évoqué dès 1927 : celui que l'Académie de Tarascon et la municipalité veulent ériger en l'honneur de la félibresse Alexandrine Brémond⁹⁹. Il ne sera finalement réalisé qu'en 1964-1965.

⁹⁶ Délibération du Conseil municipal (8 février 1925), AM TARASCON, Registre des délibérations municipales (1922-1930).

⁹⁷ Répertoire : Secteur 1 Fiche 16.

⁹⁸ Répertoire : Secteur 1 Fiche 15.

⁹⁹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 14.

Le monument aux morts de la Grande Guerre (1922-1923, sculpt. : Jean-Baptiste Hugues)¹⁰⁰

Au lendemain de la première Guerre Mondiale, les municipalités françaises endeuillées érigent des monuments à leurs morts. Tarascon constitue, aux alentours de 1920, un comité chargé de l'érection de son monument. Le Conseil municipal, à ce propos, vote une subvention de 10 000 francs. Pour sa part, l'Etat participe au projet à hauteur de 1 000 francs. Enfin, une souscription publique rapporte 24 500 francs, élevant *grosso modo* le budget à 35 000 francs. Après que l'idée d'un concours ait été évoquée, le comité s'adresse vraisemblablement directement à Jean-Baptiste Hugues (1847-1930).

Jean-Baptiste Hugues fut élève de Bontoux et de Vittoz à Marseille, puis de Dumont et Bonnassieux à Paris. Il conquiert de longue lutte le grand prix de Rome (1872, 2e second grand prix) ; 1873, 1er second grand prix ; 1875 : grand prix). Ses envois romains correspondent à ses débuts au Salon : *Le Baptême du Christ* (bas-relief plâtre, 1878, médaille de 3e classe) et *Jeune femme jouant avec son enfant* (groupe marbre, 1881, médaille de 2e classe, musée des Beaux-Arts de Roubaix). En 1882, *Œdipe à Colone* (musée des Beaux-Arts de Grenoble) est gratifié d'une médaille de 1ère classe. Fort de ces succès au Salon, conforté par des médailles d'or aux Expositions universelles de 1889 et de 1900, il obtient de nombreuses commandes publiques. Il collabore d'abord avec Victor Laloux (basilique Saint-Martin de Tours, gares de Tours et d'Orsay) et Albert Ballu (restaurant Pavillon Elysée, cathédrale d'Oran). Il est fait chevalier de la Légion d'honneur en 1889 et officier en 1903. Le 15 mai 1897, un poste de professeur de modelage aux cours du soir est créé à son attention à l'Ecole nationale des Beaux-arts où il demeure jusqu'à sa retraite en 1929. Le 23 mai 1905, il est nommé membre du Conseil supérieur de l'enseignement en tant que délégué des enseignants du modelage. Au tournant du XXe siècle, il s'intéresse à l'Art nouveau (*Nymphe*, 1894, corne et étain, musée d'Art et d'Histoire de Belfort) et à la polychromie (*Ravenne*, buste en marbre partiellement peint, bronze et pierres bleues, 1898, musée des Beaux-Arts d'Arras ; *La Muse de la source*, statue en marbres polychromes et bronze, 1900, musée d'Orsay). A Marseille, on lui doit entre autres le *Monument au chevalier Roze* (1880) et la *Fontaine des Danaïdes* (1907).

Contrairement à certains de ses confrères, le sculpteur marseillais Jean-Baptiste Hugues, âgé de quelques soixante-dix ans, ne fit pas des monuments aux morts une spécialité. Il se

¹⁰⁰ Répertoire : Secteur 1 Fiche 16.

contenta de répondre aux besoins de la Ville de Tarascon, dans les Bouches-du-Rhône, où il avait de la famille (sa fille Marie a épousé vers 1918 Emile Chauffard, lequel possédait le domaine du Grand Fontanille à Saint-Etienne-du-Grès).

Pour le monument aux morts de Tarascon, Jean-Baptiste Hugues soumet plusieurs maquettes à la municipalité. Le motif retenu représente un jeune soldat mourant tenant dans la main droite une petite allégorie de la Victoire.

Comme pour la fontaine des Danaïdes (Marseille, 1907), l'artiste gère ici l'ensemble de sa commande. Le traité de gré à gré précise bien ce point : « *Il [Hugues] exécutera la partie sculpture, architecture, fourniture, pose, taille de la pierre, inscriptions diverses, plaques de marbre, etc. En un mot, M. Hugues devra livrer le monument entièrement terminé* ». Le monument commémoratif, réalisé en pierre de Lens, est inauguré le 11 novembre 1923, anniversaire de l'Armistice de 1918, sur la place de la Charité. Il constitue, par ailleurs, la dernière commande monumentale du statuaire.

L'année suivant l'inauguration, en 1924, une grille est ajoutée autour du monument. Plus tard, en 1954, la mémoire des morts pour la France pendant le second conflit mondial y est associée par la pose d'une plaque confectionnée par Chapat-Combe. Enfin, le monument est déplacé en 1956, lors des travaux d'aménagement de la place du colonel Berrurier, après que l'hôpital général de la Charité ait été démoli.

Enfin, au sein de l'espace urbain, quelques infrastructures destinées aux loisirs (arènes en 1914¹⁰¹, cinéma Rex¹⁰²) sont aménagées, témoignant de l'évolution des pratiques sociales en la matière.

¹⁰¹ Répertoire : Secteur 2 Fiche 1.

¹⁰² Répertoire : Secteur 1 Fiche 4.

PARTIE 2 :

LA RECONSTRUCTION

(1944-1964)

La reconstruction de Tarascon s'effectue suivant le Plan de Reconstruction et d'Aménagement dressé par l'architecte-urbaniste Pierre Vago (1910-2002). Ce Plan est élaboré à partir de 1945. Il est définitivement adopté en 1948.

I. CONTEXTE

1. Tarascon, ville sinistrée

Lors des combats pour la Libération de la Provence, Tarascon, en raison de sa position stratégique au bord du Rhône, est durement touchée par les bombardements aériens alliés. Ces derniers visent principalement les infrastructures (ponts et gare notamment) : la tête du pont de Beaucaire c'est-à-dire les abords du château du roi René et de l'église Sainte-Marthe ; le faubourg Madame c'est-à-dire la partie sud-est de la ville comprise entre les bords du Rhône, le cours Aristide Briand et la voie de chemin de fer. Tarascon est classée sinistrée, comme treize autres communes du département des Bouches-du-Rhône (Arles, Carry-le-Rouet, Fos-sur-Mer, La Ciotat, Lambesc, Les Pennes-Mirabeau, Les Saintes-Maries-de-la-Mer, Martigues, Marseille, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Salon).

Ce classement de Tarascon parmi les communes sinistrées du département rend compte de deux réalités. La première est que, sur un plan purement quantitatif, Tarascon a subi d'importants dommages. Au sortir de la guerre, on dénombre en effet 142 immeubles détruits représentant environ 300 logements. En décembre 1946, 1 360 dossiers de sinistrés ont déjà été déposés par les habitants de Tarascon auprès de la Commission départementale de Reconstruction des Bouches-du-Rhône. La seconde est que, selon une appréciation plus qualitative, les destructions mettent en péril la cohérence même de la ville. En 1946, lors de la réunion de la Commission départementale de la Reconstruction, le Délégué départemental, Roux-Dufort, s'excusant pour les termes employés, rappelle que les communes déclarées comme sinistrées sont « *celles où les destructions se présentent dans des conditions telles qu'il y a lieu de profiter de l'occasion pour réaliser des dispositions plus heureuses qui sont définies par un plan de reconstruction et d'urbanisme* ». Tarascon figure parmi elles : elle est amputée de près d'un cinquième de sa surface ainsi que du cours Aristide Briand (ancien cours National), voie aménagée en 1862 hors des remparts, dans la tradition des cours

provençaux du XVIIIe siècle et qui était rapidement devenu un espace d'agrément, de sociabilité, de commerce et de communication important.

A Tarascon, la zone sinistrée est relativement peu étendue, tout au moins en comparaison avec d'autres villes françaises telles que Marseille (10 ha, 10 833 immeubles sinistrés, 3613 détruits), Amiens (115 ha de ruines, 5 200 immeubles détruits, 10 000 immeubles endommagés), Caen (15 500 bâtiments détruits dont deux tiers totalement et un tiers partiellement), Le Havre (150 ha de ruines, 12 500 immeubles détruits), Rouen (16 ha), Brest (4 800 immeubles détruits, 3 700 fortement endommagés) ou Saint-Nazaire (7 500 bâtiments totalement détruits et 2 500 partiellement endommagés). Par conséquent, la reconstruction de Tarascon se résume à une seule opération : la reconstruction du centre-ville. Cette opération de grande ampleur, conduite sous la houlette de l'Association syndicale de reconstruction de Tarascon, s'accompagne de programmes de restitution plus ponctuels, concernant principalement des équipements publics (école de garçons, Hôtel des Postes, Centre civique, gare, presbytère, hôtel de voyageurs, etc.). Ces derniers sont conduits de façon relativement indépendante de la reconstruction des immeubles d'habitation du cours Aristide Briand et de l'avenue de la République.

2. Pierre Vago, architecte en chef de la Reconstruction

Quand il est nommé architecte en chef de la Reconstruction en 1945, Pierre Vago est un architecte internationalement connu pour son travail éditorial (il est rédacteur de la revue *L'Architecture d'Aujourd'hui* depuis 1931) et pour son rôle dans l'organisation des Réunions Internationales d'Architectes¹⁰³. Toutefois, bien qu'âgé de trente-cinq ans et diplômé depuis 1932, Pierre Vago est encore un praticien peu expérimenté : il n'a, pour ainsi dire, pratiquement rien construit en son nom, si ce n'est la villa Devun (Cassis, 1940-1941) et l'usine de cétonisation (Sorgues, 1941-1943).

Dès 1942, Pierre Vago demande son agrément en tant qu'architecte-reconstructeur auprès du Commissariat à la Reconstruction Immobilière. En 1943, Pierre Vago étant emprisonné pour

¹⁰³ Les Réunions Internationales d'Architectes (RIA), pendant les années 1930, permettent à des architectes de toutes nationalités, souvent en sympathie avec les idées du Mouvement moderne, de se rencontrer et d'échanger.

faits de résistance, c'est son épouse, Monique Vago, qui complète pour lui, « *selon ses désirs supposés* », ses vœux d'affectation : Seine (rang 1) ; Bouches-du-Rhône (rang 2) ; Alpes-Maritimes (rang 3) ; Var (rang 4). A la Libération, il est nommé dans les Bouches-du-Rhône et chargé plus spécifiquement de la partie occidentale du département, c'est-à-dire de la reconstruction des villes d'Arles, de Tarascon et de Beaucaire (les frontières administratives s'adaptant alors à l'usage du territoire).

Dans ses Mémoires, Pierre Vago exprime sa satisfaction d'avoir obtenu ce poste pour deux raisons d'ordre affectif. La première est que Pierre Vago, réfugié en Provence entre 1940 et 1943, avait appris à connaître la région et « *se sentait en sympathie, au sens étymologique du terme, avec sa population* »¹⁰⁴. La seconde est que le docteur Joseph Imbert (1903-1945), maire d'Arles de 1936 à 1940, avait été son compagnon de cellule à la prison Saint-Pierre de Marseille. Soupçonné de résistance, Pierre Vago y avait été emprisonné en mai 1943 avant d'être transféré à Fresnes (été 1943).

Pierre Vago témoigne aussi des difficultés auxquelles il se trouve confronté, comme tout architecte-reconstructeur : « *Et se pose l'angoissante question : reconstruire – mais sur quelles base ? D'après quels plans ? (...) Certes il fallait entreprendre sans tarder la reconstruction du pays. Devant l'étendue des ruines, l'immensité et l'urgence des besoins, il était impossible d'attendre que soit entreprise et achevée la longue et difficile procédure devant aboutir à l'approbation de centaines de plans d'aménagement. La France avait un retard considérable en cette matière. (...) Nous avons une législation dépassée. Nous n'avons pas de doctrine. Nous n'avons pas d'urbanistes. Il y avait à Paris un Institut d'urbanisme, mais les rares urbanistes étaient architectes, formés à l'école des Beaux-arts. (...) Dans l'immédiat après-guerre, peu d'architectes français, et encore moins d'hommes politiques et administrateurs, avaient une notion, même approximative, de l'aménagement du territoire. (...) Je voudrais indiquer le dilemme auquel, comme plusieurs de mes camarades architectes, je me suis trouvé confronté. D'une part il fallait bâtir ; les centaines de milliers de sans-abris y poussaient ; l'activité économique devait redémarrer ; la vie de la nation était tributaire d'une rapide reprise dans tous les domaines. D'autre part, il était indispensable de reconstruire ce qui avait existé avant les destructions de guerre. Il fallait bâtir une France nouvelle, selon des plans cohérents, répondant aux exigences d'aujourd'hui et, dans la*

¹⁰⁴ VAGO Pierre, *Une Vie intense*, op. cit.

mesure du prévisible, de demain. L'étude des plans d'aménagement et les premières réalisations devaient être menées à bien parallèlement, simultanément, tâches difficiles que compliquaient encore les incidences juridiques, économiques, législatives, administratives : propriété du sol, remembrement, expropriations, calcul de dommages de guerre, etc. En outre, les règles démocratiques ne permettaient pas de prendre rapidement les décisions qui parfois s'imposaient. Les plans d'urbanisme devaient parcourir un long chemin, obtenir toute une série d'accords (et particulièrement celui des élus d'une population, presque toujours très mal informée). Or, à ce travail, nous n'étions absolument pas préparés »¹⁰⁵. Ce contexte ne peut être ignoré lorsqu'on aborde la question de la Reconstruction. Les interventions de Pierre Vago à Arles, à Tarascon et, dans une moindre mesure, à Beaucaire, constituent un exercice nouveau pour cet architecte peu expérimenté qui, de surcroît, est propulsé urbaniste. Conscientieux, il s'empresse dès sa nomination d'approfondir les réflexions sur l'urbanisme qu'il avait amorcées au cours des années 1930, au travers de ses activités éditoriales notamment. Pour cela, il suit de près l'expérience de la Reconstruction à Rotterdam, à Varsovie et à Londres où il effectue un voyage d'étude au début de l'année 1946.

3. Une œuvre collective

En France, la Reconstruction obéit à un système très hiérarchisé. Pour chaque ville sinistrée, un architecte en chef est nommé. Il dresse les plans directeurs et définit les grandes lignes des projets. Il désigne ensuite un ou des architectes chefs de groupe à qui il confie la conception des différents îlots. Ces derniers mobilisent à leur tour une équipe d'architectes d'opération à qui incombe la responsabilité d'un ou plusieurs bâtiments. Cette organisation pyramidale est le reflet d'une profession très hiérarchisée : les architectes en chef sont généralement des architectes parisiens, Grands Prix de Rome, patrons d'ateliers, architectes exerçant des fonctions officielles ou, tout au moins, connus sur le plan national ; les architectes chefs de groupe et les architectes d'opération sont, pour leur part, des professionnels reconnus au plan régional et local. Les architectes d'opération élaborent les projets et conduisent leur réalisation. Ils s'engagent à observer les instructions du Délégué départemental pour le délai des études et la direction des travaux ainsi que les directives architecturales et techniques de l'architecte en chef et, le cas échéant, de l'architecte chef de groupe.

¹⁰⁵ VAGO Pierre, *Une Vie intense*, op. cit., p.268-p.271.

A Tarascon, Pierre Vago intervient en tant qu'architecte en chef, ce qui implique plusieurs missions : en premier lieu, il fait office d'urbaniste et établit un Plan de Reconstruction et d'Aménagement à l'échelle de la commune ; ensuite, il définit les principes directeurs, tant au niveau du plan d'ensemble de la zone à reconstruire que du traitement architectural ; enfin, il nomme et coordonne les architectes qui œuvreront à ses côtés. De fait, Pierre Vago concevait sa mission comme celle d'un grand ordonnateur. Dans ses Mémoires, il dénonce d'ailleurs ceux qui, à ses yeux, ont confondu les missions d'urbaniste et d'animateur de la reconstruction pour assouvir des « *rêves d'architecte créateur* », quitte à « *profiter de la destruction d'une ville pour bâtir la cité idéale de ses fantasmes* », citant les exemples de Le Corbusier pour son projet non réalisé de Saint-Dié et Auguste Perret pour Le Havre.

A Tarascon, Pierre Vago n'intervient pas comme architecte d'opération, à l'exception de la construction, hors du périmètre de reconstruction du centre-ville, de l'école de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952). Par contre, il constitue autour de lui une équipe restreinte composée d'un architecte en chef (Léon Pierre) et de deux architectes d'opération (Marcel Guesnot et René Maron).

Léon Pierre est un architecte marseillais, collaborateur et ami de Fernand Pouillon. On peut penser que Léon Pierre a été recommandé, ou même présenté, à Pierre Vago par Fernand Pouillon. En effet, les deux hommes avaient fait connaissance à Marseille pendant la guerre, lorsque Pierre Vago s'était installé en zone libre en 1941 suite à sa démobilisation. Il avait même occupé un temps, pour la conduite de ses projets personnels, des locaux situés dans l'agence marseillaise de Fernand Pouillon. A Tarascon, la mission de Léon Pierre se borne à coordonner et à vérifier le travail des architectes d'opération. Il n'est lui-même architecte d'opération que pour la construction d'un bloc et n'intervient pas dans l'élaboration du projet général. Il agit en quelque sorte comme le représentant local de Pierre Vago qui, par ailleurs, l'associera à un autre de ses projets, cette fois en tant que directeur de travaux : la construction du Centre d'apprentissage du bâtiment de Marseille-Malpassé (Marseille, 1955, arch. : Pierre Vago).

Marcel Guesnot est installé à Tarascon depuis 1936. Ce Parisien est un architecte autodidacte dans le sens où il n'a fréquenté aucune école mais s'est formé par apprentissage en travaillant dans diverses agences de la capitale entre 1919 et 1925. En 1925, il ouvre une agence à Paris,

en association avec deux architectes DPLG, Maroni et Tord. Ayant l'opportunité de travailler sur la côte d'Azur, les trois hommes ouvrent une seconde agence au Rayol. Fin 1926, Marcel Guesnot quitte Paris avec sa famille pour diriger l'agence de la petite station varoise. Son association avec Tord et Maroni cesse en 1928. Il continue d'exercer seul jusqu'en 1935, construisant la chapelle (1931), l'école (1934) et de nombreuses villas au Rayol et dans les villages environnants. Réduit à l'inactivité par la crise économique, Marcel Guesnot s'installe à Marseille en 1935 avant de gagner Tarascon l'année suivante, sur les conseils du sous-préfet qui lui indique que la ville est dépourvue d'architecte. Dès son arrivée à Tarascon en 1936, Marcel Guesnot devient architecte municipal et se constitue rapidement une clientèle privée. Actif jusqu'en 1972 (en collaboration avec son fils Pierre Guesnot à partir de 1945), Marcel Guesnot marque la ville de ses réalisations, à commencer par les programmes de reconstruction. Lorsqu'il aborde la reconstruction du centre-ville de Tarascon, Marcel Guesnot est déjà un praticien aguerri, habitué à la conduite de chantier. Il s'agit de la deuxième opération de reconstruction à laquelle il prend part, après celle des départements de l'Oise, de la Somme et de l'Aisne consécutive à la première Guerre Mondiale. Il s'agit toutefois d'une expérience inédite pour lui, compte tenu de l'ampleur de la tâche à accomplir et de sa très forte implication dans le projet.

René Maron, originaire de la Drôme, est ingénieur de formation. Diplômé de l'Ecole spéciale des Travaux publics de Paris en 1936, il commence sa vie professionnelle comme adjoint technique (c'est-à-dire surveillant de travaux) à la ville de Lyon où il exerce entre 1941 et 1943. En 1943, il demande son inscription à l'Ordre des Architectes dans la circonscription de Lyon puis, dans la foulée, son agrément en tant qu'architecte reconstruteur. En mai 1945, nommé à Tarascon, il s'y installe, ouvrant une agence au 9 boulevard Jules Ferry. La reconstruction du centre-ville inaugure sa vie professionnelle en tant qu'architecte.

II. RECONSTRUIRE LA VILLE (1948-1972)

La reconstruction de Tarascon comprend deux volets principaux : la reconstruction des immeubles d'habitation du centre-ville (cours Aristide Briand) et celle d'une série d'équipements qui, selon les cas, seront édifiés à l'intérieur ou en dehors du périmètre de Reconstruction.

1. Loger les sinistrés : la reconstruction des immeubles d'habitation du cours Aristide Briand (1948-1960)¹⁰⁶

Malgré l'urgence qu'il y a à reconstruire, cette opération nécessite près de quinze ans puisqu'elle débute en 1948 avec la construction de deux immeubles de logement classés ISAI (Immeubles sans affectation individuelle ou immédiate) situés sur l'avenue de la République (1948-1950, arch. d'opération : Marcel Guesnot, René Maron) pour ne s'achever qu'en 1960 avec la construction de l'immeuble formant l'angle entre l'avenue Victor Hugo et la place du colonel Berrurier (1960, arch. : Marcel Guesnot).

a. Une approche sensible

Pierre Vago aborde la reconstruction de Tarascon avec une certaine sensibilité, dans le but de restituer la ville dans un état proche de son état d'origine, tout en la dotant de nouveaux espaces publics et d'équipements performants.

Lorsqu'il rédige le *Rapport d'enquête et de justification* qui accompagne le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Tarascon, rien n'est encore décidé quant aux immeubles à reconstruire en centre-ville. Il indique que, « *pour des raisons psychologiques et techniques, l'aménagement du centre est laissé complètement en suspens, cela en attendant que les mesures de dégagement des quartiers sinistrés soient entreprises* »¹⁰⁷. Pierre Vago se contente de donner les lignes directrices de son projet : restituer le cours dans sa fonction d'origine de promenade classique et de lieu de sociabilité ; faire bénéficier les habitants des

¹⁰⁶ Répertoire : Secteur 1 Fiches 18 à 27. Dossier monographique 2.

¹⁰⁷ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié et AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1225.

immeubles à construire le long des quais de la vue sur le Rhône en prévoyant des rez-de-chaussée surélevés.

b. Recomposition urbaine

Ainsi, la recomposition urbaine de Pierre Vago s'ordonne autour de l'ancien parcellaire dont l'empreinte est conservée : il conserve la trame des rues, quitte à aménager des passages sous les immeubles d'habitation comme c'est le cas au niveau du numéro 5 cours Aristide Briand où l'ancienne rue Vannier est ainsi matérialisée. Le cours, l'avenue de la République, la rue Louis Pasquet, la rue André Perrot, la rue Mouniat, la rue des Tonneliers, le boulevard Victor Hugo, la rue des Halles, la rue Edouard Branly, la rue du Louvre conservent leurs tracés originels. A l'échelle du centre-ville, seules la rue des Coches et la rue Rouet disparaissent. L'attitude de Pierre Vago est donc éloignée de tout positionnement dogmatique : « *si les rues sont généralement étroites et rarement droites* », écrit-il dans son *Rapport d'enquête et de justification* en mai 1945, « *ce n'est pas seulement l'effet du hasard. Il semble donc raisonnable de résister à la tentation d'élargir et de redresser, sous prétexte d'hygiène et de circulation. Il faut éviter de regarder les petites villes de cette région avec l'optique du Parisien. Dans une petite ville comme Tarascon, la circulation intérieure se fait à pied et il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement* »¹⁰⁸.

Ce diagnostic sensible n'empêche pas l'urbaniste de procéder à quelques opérations d'assainissement et d'aération du tissu ancien, en aménageant des places aux abords des nouveaux immeubles. Ainsi, l'intervention de Pierre Vago est perceptible au niveau de la place de Verdun, de la cité Branly, de la place du colonel Berrurier ainsi qu'aux abords du château du roi René, de l'église Sainte-Marthe et de la place de la Concorde. Dans les deux premiers cas, il s'agit d'aménager des espaces d'agrément derrière les nouveaux immeubles d'habitation. Il faut toutefois reconnaître que Pierre Vago a peu traité ces espaces, tant au point de vue architectural qu'au point de vue urbain. Il en résulte aujourd'hui une couture difficile avec le tissu ancien.

La question de la place du colonel Berrurier est plus complexe. L'Hôpital de la Charité (1691-

¹⁰⁸ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

1695, arch. : Peru) qui s’y trouvait a été détruit aux quatre cinquièmes par les bombardements aériens puis, en janvier 1945, par des travaux de déblaiement. Au sortir de la guerre, seule l’aile orientale est encore en place, quoique très endommagée. La question de la destruction des bâtiments donne lieu à de vifs débats aussi bien au sein du Conseil municipal que de la Commission départementale de la Reconstruction. Bien que la position affichée soit de conserver tout ce qui peut être utilisé, la Maison des Vieillards sera finalement démolie afin de dégager une vaste place devant la gare. La position de Pierre Vago à ce sujet est difficile à déterminer, compte tenu des sources dont nous disposons. Il semble qu’il ait été favorable à la démolition, à terme, de l’Hôpital de la Charité. Par contre, ses propositions quant à l’aménagement de l’espace dégagé n’ont pas été retenues. Dans un premier temps, il propose de reconstruire un établissement hospitalier neuf sur le site, en édifiant une aile neuve et en supprimant ensuite les vestiges de l’ancien hospice. Cette solution n’étant pas retenue, il propose ensuite de créer un pôle de transport rassemblant gare de chemin de fer et gare routière et de construire un hôtel de voyageurs, en conservant le parcellaire existant. Finalement, un « aménagement par le vide » sera préféré, aboutissant à la création d’une place de forme triangulaire, délimitée à l’est par l’avenue de la Gare qui conserve son emprise originelle, au sud par le tracé légèrement concave du viaduc de chemin de fer et, à l’ouest, par un nouvel alignement prolongeant l’amorce de l’ancienne rue de la Charité. Venant s’ajouter à la présence de la gare de voyageurs, était prévue l’implantation du nouvel Hôtel des Postes (1954-1955, arch. : Eugène Chirié), d’un hôtel de voyageurs (postérieur à 1956, arch. : René Maron) et de l’agence EDF-GDF (1956, arch. : Marcel Guesnot). Cela aurait dû renforcer la vocation publique de ce nouvel espace urbain.

Le traitement des abords du château du roi René, de l’église Sainte-Marthe et du pont de Beaucaire répond à une logique différente, révélatrice des pratiques de l’après-guerre : la priorité est donnée aux infrastructures, routières notamment. Dans l’analyse qu’il fait de Tarascon, Pierre Vago insiste sur le fait que la ville est un important nœud de communication placé au croisement de trois grandes voies ferrées (Paris-Lyon-Marseille, Paris-Lyon-Bordeaux, Nice-Bordeaux) et un lieu de passage historique entre la Provence et le Languedoc. Il la qualifie de « *plate-forme* », de « *centre de transit* », de « *nœud routier* »¹⁰⁹ et entend la renforcer dans cette vocation.

¹⁰⁹ VAGO Pierre, *Rapport d’enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

Endommagé lors des bombardements, le pont de Beaucaire est reconstruit légèrement en aval de son emplacement initial (inauguré le 18 juillet 1959, détruit et remplacé en 1989 par un nouveau pont). Pierre Vago décide de ne pas reconstituer l'ancien parcellaire. Cela lui permet de dégager les monuments (château du roi René et église Sainte-Marthe), d'implanter un nouvel équipement municipal devant symboliser la renaissance de Tarascon (Centre civique) et d'aménager les rampes d'accès au pont de Beaucaire. Pierre Vago utilise d'ailleurs ces dernières comme des éléments fondamentaux de la composition architecturale et urbaine de la reconstruction du centre-ville. Il élabore un dispositif (dénaturé depuis la construction du nouveau pont) qui conciliait circulation automobile, cheminements piétons, panoramas sur le fleuve et structuration urbaine. Le pont de Beaucaire s'arrimait au rivage au-dessus du niveau du sol. Les deux voies de circulation se séparaient alors en deux faisceaux à double sens et à faible déclivité, formant une patte d'oie : le premier partait vers le château du roi René pour rejoindre le chemin départemental de Vallabrègues ; le second surplombait l'avenue de la République avant de rejoindre le cours Aristide Briand dont il formait le prolongement. La partie piétonne du cours était ainsi en parfait alignement avec l'avenue de la République qui n'était alors qu'une voie de desserte. Côté fleuve, sous le pont, était aménagé un vaste parvis semi-circulaire accessible par les voies sur berges. Cet espace piétonnier constituait un agréable lieu de promenade et offrait de belles vues sur le Rhône et sur la ville de Beaucaire. Il était agrémenté de bancs. Lui succédait un espace transitoire, dédié à la circulation automobile, constitué par la patte d'oie supérieure et la voie de circulation sur berge située en dessous. Côté ville, les rampes du pont délimitaient une placette pentagonale sur laquelle s'ouvrait, au-delà de la voie de desserte automobile, le Centre civique. Equipée de toilettes publiques, cette place était dotée d'un panneau décoratif représentant la Tarasque. Le long des rampes du pont, elle était prolongée par de larges trottoirs bordés de places de stationnement en épi. L'ensemble, avec son profil en V tronqué, constituait le négatif du Centre civique qui se voyait ainsi renforcé dans sa vocation de « *tête de pont* », d'édifice symbolisant l'entrée dans la ville. Il est d'ailleurs important de préciser que, dans son état initial, le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago prévoyait que le Centre civique soit intégré à un îlot d'immeubles d'habitation qui se déployait le long de l'avenue de la République et le long de la place de la Concorde. Cette dernière portion ne sera finalement pas réalisée, ce qui engendre un parcellaire très lâche aux abords de Sainte-Marthe et de la place de la Concorde. Au niveau de la reconstruction du centre-ville de Tarascon, les interventions de Pierre Vago sont donc clairement perceptibles au niveau de l'aménagement de nouveaux espaces publics

dont la vocation était d'aérer un tissu ancien. Il faut dire que le diagnostic de l'urbaniste reste sans appel sur la ville ancienne qu'il qualifie de « *vaste îlot insalubre* », constatant que « *peu de pâtés de maisons sont satisfaisants au point de vue de l'hygiéniste, peu de rues suffisantes pour assurer l'ensoleillement des logements et de la circulation. Peu d'immeubles remplissent les conditions que nous considérons indispensables* ». Il note qu'avant la guerre, « *un nombre considérable de Tarasconnais était logés dans des immeubles vétustes, insalubres, indignes de notre peuple et de notre époque* ». Elaborant bientôt un discours rassemblant tous les poncifs habituels sur l'insalubrité supposée des anciens noyaux urbains, l'approche de Pierre Vago s'inscrit dans la tradition hygiéniste du XIX^e siècle. Il précise d'ailleurs qu'une fois les sinistrés relogés, « *le problème sera loin d'être résolu. Il faudra alors s'attaquer à la vieille ville : améliorer, élaguer et le plus souvent remplacer* »¹¹⁰. Dans l'esprit de l'urbaniste, la reconstruction du centre-ville et l'établissement d'un quartier de compensation et d'extension à l'est de la ville, au quartier des Ferrages, doivent permettre de résoudre au moins partiellement ce problème en offrant des logements modernes et confortables.

Notons également que Pierre Vago avait prévu une reconstruction du centre-ville plus ambitieuse que celle qui sera finalement mise en œuvre. Outre les dispositifs déjà évoqués pour la place de la Concorde et pour la place Berrurier, Pierre Vago avait envisagé un réaménagement intégral des quais sur le Rhône depuis le pont de Beaucaire jusqu'au viaduc de chemin de fer, par la construction d'une série d'îlots d'habitation en U dont un seul sera finalement réalisé.

¹¹⁰ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

c. Zonage et répartition des tâches

Pierre Vago organise la reconstruction du centre-ville de Tarascon en divisant la zone en onze îlots : l'îlot I concerne les bâtiments attenants à l'église Sainte-Marthe ; l'îlot II, qui inclut le Centre civique, est l'îlot d'habitation délimité par la place de la Concorde, l'avenue de la République, la rue des Halles et la cité Branly ; l'îlot III, également dédié au logement, forme un U, entre le cours Briand, les quais du Rhône et la rue André Perrot ; l'îlot IV est constitué par un immeuble de logement en L donnant sur la rue des Halles, le cours et la place de Verdun ; l'îlot IVbis rassemble les immeubles en façade sur la place de Verdun, côté ville ancienne, ainsi que l'immeuble situé au numéro 13 du cours ; l'îlot V correspond à la portion du cours comprise entre la rue des Tonneliers et la rue Mouniat ; l'îlot VI à l'immeuble situé à l'angle de la rue André Perrot et des quais du Rhône ; l'îlot VII à la zone située entre les quais du Rhône et la rue Barbès ; l'îlot VIII à celle, voisine, située entre la rue Barbès et la place Garibaldi ; l'îlot IX est délimité par la place Garibaldi et la place du colonel Berrurier ; l'îlot X, constitué par l'immeuble formant l'angle entre la place du colonel Berrurier et le boulevard Victor Hugo, clot la perspective du cours.

Chaque îlot, quand sa taille le nécessite, est ensuite divisé en blocs dont la construction est attribuée à l'un des deux architectes d'opération ou, fait exceptionnel, à l'architecte chef de groupe. Léon Pierre se réserve en effet un bloc de choix puisqu'il s'agit du bâtiment formant l'angle entre la rue des Halles et l'avenue de la République (actuel n°13 avenue de la République), ce qui explique d'ailleurs certainement son profil plus travaillé que les immeubles voisins. René Maron et Marcel Guesnot réalisent en association les immeubles d'Etat, immeubles ISAI de l'avenue de la République et de la cité Branly (actuels n°5 et n°7 avenue de la République et n°6 cité Edouard Branly) par lesquels débute la reconstruction de Tarascon. Ensuite, René Maron se voit ainsi confier l'îlot I (presbytère, sacristie et annexes de l'église Sainte-Marthe), deux blocs dans l'îlot II (actuels n°3 et n°9 avenue de la République), quatre blocs de l'îlot III (actuels n°2 et n°4 cours Aristide Briand et n°1 et n°3 quai du Rhône) et deux blocs de l'îlot IV (actuels n°9 et n°11 cours Aristide Briand). Marcel Guesnot, dont l'agence est plus importante, conduira la reconstruction de trois blocs (actuels n°4 place de la Concorde et n°60 et n°62 rue des Halles) et du Centre civique (actuel Panoramique situé au n°1 avenue de la République) au sein de l'îlot II, de quatre blocs de l'îlot IV (actuels n°6 et n°8 cours Aristide Briand et n°5 et n°7 quai du Rhône), de la majeure partie de l'îlot IV (six

blocs sur huit, actuels n°61-63 rue des Halles et n°1 à n°7 cours Aristide Briand), de la totalité de l'îlot V (actuels n°2 à 12 cours Aristide Briand, du bloc 41 de l'îlot X (actuel 2 boulevard Victor Hugo, immeuble formant l'angle avec la place du colonel Berrurier) ou encore de l'agence EDF-GDF qui compose une partie du bloc IX (actuel n°14 place du colonel Berrurier).

Pour l'ensemble de la reconstruction du centre-ville de Tarascon, Pierre Vago et Léon Pierre assument respectivement les fonctions d'architecte en chef et d'architecte chef de groupe. Le témoignage de Pierre Guesnot est sur ce point précieux. Au sein de l'agence paternelle, il prend part au projet dès 1945 et se rappelle que Pierre Vago et Léon Pierre étaient présents sur le terrain au début de la Reconstruction – Pierre Vago descendait en effet chaque semaine de Paris, par train de nuit, pour superviser les chantiers arlésiens et tarasconnais –, mais que, rapidement, ils se font plus rares, laissant aux architectes d'opération le soin de conduire les projets.

La liberté de ces derniers reste toute relative dans le sens où ils sont tenus de respecter les directives de l'architecte en chef, notamment en ce qui concerne la hauteur des immeubles. Désirant que les nouvelles constructions respectent le gabarit de la ville ancienne, Pierre Vago prévoit des bâtiments ne dépassant pas trois étages sur rez-de-chaussée. De cette manière, le prestige du cours est restitué, sa largeur équivalant à deux fois la hauteur des immeubles.

d. Traitement architectural

Outre ces contraintes d'implantation et d'échelle, les architectes d'opération doivent également respecter les préconisations de Pierre Vago concernant le traitement architectural des immeubles. A l'échelle de l'opération de reconstruction du centre-ville de Tarascon, Pierre Vago impose en façade l'emploi d'un revêtement en pierre de Beaucaire alternant avec le béton des dalles horizontales des planchers et des colonnes et piliers des galeries du rez-de-chaussée. Les pierres utilisées en parement proviennent des carrières de Beaucaire remises en activité pour l'occasion. Le béton bénéficie aussi d'une finition soignée : désactivé, il laisse apparaître des granulats colorés qui lui donnent une texture et un aspect particuliers. Pierre Vago prévoit également un rythme de travée et le recours exclusif à des baies et des

perceptions rectangulaires. Partout, il opte pour une couverture en tuiles, les toitures présentant deux ou quatre pentes selon la situation des bâtiments. Les architectes d'opération, Marcel Guesnot en tête, auraient préféré utiliser l'arc plein cintre – plus provençal – et la seule pierre de Beaucaire, mais ils se plient aux directives de l'architecte en chef.

Toutefois, à l'intérieur de ce cadre général qui garantit la cohérence de l'ensemble, Pierre Vago rend possible les déclinaisons formelles : chacun des îlots possède son identité propre, reposant sur des variations au niveau des compositions des façades. Côté ville ancienne (alignement nord-ouest du cours formé par les îlots II et IV), Pierre Vago impose une ordonnance tripartite, courante dans les immeubles de logement puisque conforme à la tradition d'un développement en élévation comprenant soubassement, étages courants et couronnement. Il décide que les immeubles en façade sur le cours et l'avenue de la République posséderont un rez-de-chaussée commercial en retrait sur l'alignement pour former un large trottoir abrité, trois étages courants et un étage en retrait formant couronnement. Conçues selon ce schéma commun, les façades des îlots II et IV diffèrent : celle de l'îlot II repose sur l'alternance de deux travées de fenêtres et d'une travée de loggias ; celle de l'îlot IV sur l'alternance de quatre travées de fenêtres et de deux travées de loggias. Les façades arrière sont planes (îlot II) ou animées par la saillie des circulations verticales (îlot IV). Côté faubourg Madame (alignement sud-est du cours), le modèle apparaît moins élaboré : il n'y a plus de galerie en rez-de-chaussée ni de couronnement en retrait. Les façades de l'îlot V sont planes, simplement animées par des bandeaux horizontaux saillants marquant les différents niveaux. Celles de l'îlot III, plus complexes, bénéficient de traitements différenciés suivant qu'elles donnent sur le cours, sur la place Alexandrine Brémond, sur les quais du Rhône ou sur la place des Anciens combattants. Côté cours Aristide Briand, la façade est plane, simplement marquée par trois balcons saillants à l'angle sud-ouest de l'îlot et par un bandeau continu de loggias au niveau du troisième étage, dans la partie centrale de la composition. Au niveau des étages courants, le rythme est plus aléatoire : travées de fenêtres et de loggias se succèdent sans logique apparente. Sur la place Alexandrine Brémond, la façade est simplement animée au niveau du rez-de-chaussée par la saillie formée par l'hôtel-restaurant du Pont. Côté quai du Rhône, afin de faire bénéficier les habitants des logements du panorama sur le fleuve, Pierre Vago impose l'installation de garages en rez-de-chaussée. Une large place est donnée aux loggias et aux balcons. Les façades intérieures de l'îlot sont, pour leur part, animées par les travées vitrées des cages d'escalier et des loggias-séchoirs.

Sans que l'on sache avec certitude à qui incombent ces variations formelles, il semble que Pierre Vago, tout en définissant un cadre général et en coordonnant les interventions des différents acteurs, ait laissé une certaine latitude aux architectes d'opération. Cette attitude est révélatrice du positionnement d'un homme qui voulait impliquer les architectes locaux dans la reconstruction de Tarascon tout en jouant pleinement son rôle d'architecte en chef. A quelques exceptions près, il adopte la même méthode à Arles, ville où, par contre, il développe une approche beaucoup plus radicale en termes de recomposition urbaine et de langage formel.

2. Les équipements (1948-1972)

La reconstruction de Tarascon comprend également la restitution d'édifices et d'équipements publics détruits ou endommagés pendant la guerre. Parmi eux figurent des infrastructures modestes à l'image de la bascule des poids publics dont la reconstruction, en haut du boulevard Gambetta, est conduite par Marcel Guesnot entre 1947 et 1949.

a. Eduquer, administrer et rassembler : trois réalisations majeures témoignant du basculement de Tarascon dans le XXe siècle

Trois réalisations architecturales majeures témoignent du basculement de Tarascon dans le XXe siècle : l'école de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952, arch : Pierre Vago)¹¹¹ ; l'Hôtel des Postes (1954-1955, arch. : Eugène Chirié)¹¹² ; le Centre civique (actuel Panoramique, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)¹¹³.

Ecole de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952, arch : Pierre Vago)¹¹⁴

L'Ecole Jules Ferry (ancienne Ecole communale de garçons) a été construite entre 1948 et 1952, dans le quartier du cimetière, selon les plans de Pierre Vago. Il s'agit d'une des premières opérations de reconstruction à être mise en œuvre avec celle des immeubles d'Etat de l'avenue de la République.

-Une œuvre manifeste

L'école de garçons de Tarascon est une œuvre manifeste à plusieurs égards. En premier lieu, elle figure parmi les premières réalisations significatives de Pierre Vago. Ensuite, elle a valeur de prototype car il s'agit de la première construction scolaire de l'architecte¹¹⁵. Enfin,

¹¹¹ Répertoire : Secteur 2 Fiche 3. Dossier monographique 3.

¹¹² Répertoire : Secteur 1 Fiche 5. Dossier monographique 4.

¹¹³ Répertoire : Secteur 1 Fiche 8. Dossier monographique 6.

¹¹⁴ Répertoire : Secteur 2 Fiche 3. Dossier monographique 3.

¹¹⁵ D'autres suivront, parmi lesquelles l'école Léon Blum (Arles, 1951-1953, en collaboration avec Georges Imbert et Jacques Van Migom), l'école Jeanne d'Arc (Montrouge, 1952), l'école libre des Dominicaines (Parisot, 1965), le groupe scolaire Puech Cabrier (Beaucaire, 1966-1973), celui de Souspiron (Tarascon, 1967) ou encore celui baptisé La Tramontane (Antibes, 1966-1969). A ces établissements d'enseignement primaire s'ajouteront bientôt des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur comme le Centre

lorsqu'il conçoit l'école de garçons de Tarascon, Pierre Vago jouit d'une assez grande liberté : la trame obligatoire d'un 1,75 mètres qui, bientôt, régira toute construction scolaire en France n'est pas encore de mise. Son projet reflète donc les aspirations profondes d'un architecte qui soutenait l'idée qu'il était nécessaire d'être de son temps et de son lieu, ce qui excluait la copie et le pastiche, et aussi tout formalisme stéréotype et cosmopolite. L'école de garçons de Tarascon a, pour toutes ces raisons, valeur de manifeste architectural, d'autant plus qu'il s'agit du premier symbole de la reconstruction de Tarascon.

-Un programme ambitieux

Le programme architectural est ambitieux : l'école de garçons doit comporter huit classes, une classe de sciences, une salle de dessin, un amphithéâtre (aussi appelé salle des fêtes), un gymnase, un réfectoire avec cuisine attenante, un centre médical, six appartements de fonction destinés aux instituteurs, au directeur et au gardien.

-Un accélérateur d'urbanisation des faubourgs septentrionaux de Tarascon

En tant qu'urbaniste chargé d'établir le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de la ville, Pierre Vago détermine lui-même l'emplacement de la future école de garçons : elle sera édifiée au nord de l'agglomération, dans un secteur encore peu urbanisé en raison de sa situation un peu ingrate. Le terrain dévolu à la construction est plat, loti par quelques immeubles, semble-t-il à vocation artisanale. Situé au-delà du faubourg Jarnègues, il est délimité d'un côté par le boulevard Itam, axe de circulation qui ceinture la ville ancienne ; de l'autre, par le cimetière ; et au-delà, la digue septentrionale qui protège la ville des crues du Rhône. Il s'agit de la propriété de madame Chaix, propriété appelée « La Provençale ». Ce nom sera d'ailleurs donné à la résidence d'habitation, construite en 1968, selon les plans de Marcel Guesnot, à proximité de l'école, à l'angle du boulevard Itam et de la rue Porrentruy. Dès 1945, Pierre Vago englobe la propriété Chaix dans le périmètre de compensation. En conséquence, elle est déclarée d'utilité publique et expropriée selon la procédure d'urgence (arrêté du 8 mars 1946 complété le 9 décembre 1946 du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ; ordonnance du 18 août 1948 du Tribunal civil de première instance de

d'apprentissage du bâtiment de Malpassé (Marseille, 1955, en collaboration avec Léon Pierre), l'université technique du Mans (1959), l'école technique de Beaucaire (1961), le CES (1965-1968) et le lycée Saint-Exupéry (1967) de Vélizy-Villacoublay, le collège Youri Gagarine (1968-1971) et le CET (1970-1973) de Trappes ou encore, figurant parmi les réalisations majeures de l'architecte, la bibliothèque universitaire de Bonn en Allemagne (1968, en collaboration avec Fritz Bornemann) et l'université de Lille (facultés de droit et de lettres, 1969-1977).

Tarascon). Pierre Vago met tout en œuvre pour que les questions foncières soient rapidement réglées. Le MRU achète les terrains sur lesquels doivent être édifiés les différents équipements municipaux. Cette procédure permet de gagner plusieurs mois, la prise de possession pouvant se faire dans un délai plus court que si la ville se portait acquéreur ; cela permet en outre d'économiser les droits (environ 20 % de la valeur). Le Plan de Reconstruction et d'Aménagement détermine la forme urbaine du nouveau quartier : Pierre Vago crée deux voies nouvelles – la rue de Porrentruy et le boulevard Alphonse Daudet – respectivement perpendiculaire et parallèle au boulevard Itam. L'école de garçons occupera une parcelle d'angle située à l'intersection de ces deux voies. En regard direct sera édifiée l'école maternelle (actuelle école Marie Curie, arch. : Marcel Guesnot, 1956).

-Un projet à l'épreuve des vicissitudes de la Reconstruction

La construction de l'école des garçons de Tarascon est considérée comme une opération de reconstruction prioritaire. Il faudra pourtant six ans pour passer de l'approbation du projet (1946) à la mise en service de l'établissement (1952). Maître d'œuvre et maître d'ouvrage expérimentent, ici comme ailleurs en France, les vicissitudes de la Reconstruction.

-Une certaine conception de la modernité

Au travers de l'école de garçons de Tarascon, Pierre Vago dévoile sa conception personnelle de la modernité en architecture : une architecture qu'il veut attentive au contexte (« *Le parti est commandé par le terrain et les conditions climatiques du pays* » déclare-t-il) mais qui affirme, avec une certaine radicalité, son caractère novateur.

Attentif au bon fonctionnement de l'établissement, Pierre Vago dissocie, au moyen de deux bâtiments, les espaces d'enseignement (bâtiment des classes ou aile sud) des équipements scolaires et administratifs et des logements (bâtiment des logements ou aile nord). Il prévoit que le bâtiment des classes et celui des logements soient parallèles, orientés nord-sud, largement ouverts vers le soleil et fermés du côté nord d'où souffle le mistral. Ils sont séparés par une cour-jardin (aussi appelée cour d'honneur) et reliés, côté ouest, par une aile secondaire de plain-pied et, côté est, par un portique formant l'entrée du groupe scolaire.

Les deux bâtiments principaux, de plans rectangulaires, ont des gabarits sensiblement similaires mais bénéficient de traitements différenciés au niveau de l'élévation. Le bâtiment des classes affirme son caractère aérien : Pierre Vago utilise des pilotis, solution qui lui permet d'aménager un préau couvert reliant la cour de récréation à la cour d'honneur. Aux

extrémités de ce préau sont placés, côté est, l'appartement et la loge du gardien et, côté ouest, la salle des sciences et des sanitaires. A l'étage se trouvent les huit salles de classes, alignées le long d'un couloir. Les classes s'ouvrent au sud, sur la cour de récréation ; le couloir, au nord, sur la cour d'honneur.

Pierre Vago adopte une logique inverse pour le bâtiment des logements qui présente un rez-de-chaussée et un étage partiel : l'architecte développe l'aile de façon continue au niveau inférieur, soulignant son ancrage au sol ; par contre, il introduit deux césures au niveau supérieur, de part et d'autre de l'amphithéâtre qui, au centre de la composition, se déploie sur les deux niveaux. Il en résulte une silhouette crénelée, une aile de bâtiment composée de trois blocs reliés par un rez-de-chaussée continu où sont rassemblés les services administratifs ainsi que les équipements communs : à savoir, d'est en ouest, l'appartement et le bureau du directeur, la cantine, l'amphithéâtre avec vestibule attenant, la salle de dessin et les installations médicales (bureau du médecin, infirmerie, douches, vestiaires). A l'étage se déploient quatre appartements destinés aux instituteurs, ainsi que quatre chambres indépendantes pouvant compléter les logements ou servir à loger les instituteurs célibataires. L'aile ouest, qui relie les deux blocs principaux, est occupée par le gymnase.

Pierre Vago surélève légèrement les bâtiments par rapport au niveau du sol. Il introduit ainsi un rapport dynamique entre les espaces intérieurs, les espaces extérieurs (cour de récréation, cour d'honneur) et les espaces de transition (préau, portique d'entrée). Il adopte le principe d'emmarchements continus (deux ou trois marches) qui, s'inspirant du système de crépis des temples grecs, monumentalise de façon très subtile son architecture.

Depuis la rue Porrentruy, l'entrée de l'école de garçons se signale par un portique en béton très léger : six fines colonnes disposées par paires délimitent trois travées et portent un voile de béton horizontal. De discrètes grilles tubulaires en métal réglementent l'accès et délimitent le territoire de l'école. Pierre Vago propose donc une architecture largement ouverte sur l'espace urbain, ce qui apparaît comme novateur en matière d'architecture scolaire.

Ce système permet qu'un jeu de perspectives visuelles se mette en place entre la rue, l'entrée, la cour d'honneur, le préau et la cour de récréation, témoignant de la sensibilité avec laquelle Pierre Vago appréhende la question de la perception de l'espace par les usagers de son architecture. Néanmoins, ce dispositif s'avère peu adapté aux conditions climatiques locales : par jour de mistral, malgré l'aile septentrionale censée former écran, le vent s'engouffre par ce portique légèrement orienté nord-est et les enfants ne peuvent plus séjourner dans le préau. En 1955, Pierre Vago reconnaît que la fermeture de l'accès à la cour d'honneur s'impose. Il

élabore un système de grandes baies vitrées, fixes ou mobiles, enserrées dans des cadres métalliques, qui remédient au problème sans altérer la cohérence du bâtiment (elles en accentuent même la transparence).

Si Pierre Vago prend en compte les conditions locales pour l'implantation des bâtiments, il ne fait aucune concession à la tradition pour le traitement architectural : l'école de garçons de Tarascon affirme de manière radicale qu'elle est une architecture moderne, fonctionnelle et rationnelle. L'utilisation de toiture-terrasse, dont on a vu comment Pierre Vago justifiait l'emploi, la planéité des façades tout juste rompue, de façon très ponctuelle, par quelques retraits ou saillies, la prédominance des lignes droites et des arêtes vives, contribuent à créer une architecture à la géométrie cubiste très affirmée qui l'inscrit définitivement dans le répertoire du Mouvement moderne.

La modénature est extrêmement réduite : corniche continue dans la cour d'honneur ; voiles de béton en porte-à-faux formant marquises au-dessus des entrées de service de la façade septentrionale du bâtiment des logements. En dehors d'une discrète trame de faux-joints dessinant un réseau de rectangles, le bâtiment est dénué de tout ornement. Son esthétique repose essentiellement sur l'alternance des pleins et des vides et sur les jeux d'ombre et de lumière qui en résultent. Le rythme et les proportions des ouvertures reflètent la distribution spatiale intérieure : bandeaux d'étroites fenêtres horizontales pour les espaces de circulation ; grandes baies carrées pour les pièces orientées au sud et à l'est.

Pour ces dernières, Pierre Vago élabore un modèle astucieux : les fenêtres, dotées de cadres métalliques, sont divisées en deux parties égales par un montant vertical ; chaque « battant » se compose de quatre vantaux, s'ouvrant vers l'extérieur par un système de bascule horizontale. La manœuvre des vantaux est simultanée, de même que leur verrouillage. Ce système permet une très large ventilation des classes, l'ouverture des baies étant totale et sans aucune saillie vers l'intérieur. En 1954, afin de pallier l'excèsif ensoleillement des classes, on procède à la pose de stores intérieurs. Depuis, les huisseries originelles ont été déposées et remplacées par un modèle de fenêtre plus commun, constitué de deux panneaux coulissants coiffés par une imposte fixe.

-Portée de l'édifice

Dans l'esprit de l'architecte, l'école de garçons de Tarascon devait symboliser la renaissance de Tarascon après le douloureux épisode de la seconde Guerre Mondiale. L'architecte la considère comme « *une bonne chose qui, sans être extraordinaire ni géniale, sans constituer*

une œuvre d'art, innove, contient pas mal de petites trouvailles (...) et utilise bien le terrain »¹¹⁶. Il s'agit effectivement d'un jalon important dans le parcours de l'architecte, d'une œuvre manifeste qui témoigne de sa démarche singulière.

A Tarascon, un autre édifice public témoigne de la quête de renouvellement des formes architecturales qui caractérise la période de la Reconstruction. Il s'agit de l'Hôtel des Postes construit entre 1954 et 1955, sur la place du colonel Berrurier, selon les plans d'Eugène Chirié (1902-1984), architecte régional des Postes Télégraphes et Téléphones (PTT). Il vient remplacer l'ancien Hôtel des Postes¹¹⁷, totalement détruit par les bombardements aériens du mois d'août 1944.

Hôtel des Postes (1954-1955, arch. : Eugène Chirié)¹¹⁸

-Genèse du projet

Dès le mois de février 1945, le directeur des Services postaux de la région de Marseille prend contact avec le maire de Tarascon afin de lui faire part de l'impérieuse nécessité qu'il y a à engager au plus vite la construction d'un Hôtel des Postes adapté au fonctionnement des services, insistant sur le fait que « *ce nouveau bâtiment, dont le style sera de la plus belle tenue, contribuera à l'embellissement de la cité* ». Cela rejoint les préoccupations de l'architecte en chef de la reconstruction qui, en mai 1945, dans le *Rapport d'enquête et justification* qui accompagne le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Tarascon¹¹⁹, note qu'il est indispensable de doter la ville d'un équipement postal répondant aux besoins de la population, qualifiant au passage l'ancien Hôtel des Postes d'« *insignifiant* ».

En attendant la construction d'un nouveau bâtiment, les services de l'administration des PTT recommencent à fonctionner dès le sortir de la guerre dans un baraquement en bois, installation provisoire montée et aménagée sous la direction de l'architecte Marcel Guesnot (1896-1974). En 1951, dans une lettre adressée au maire de Tarascon, le receveur dénonce la précarité de ces installations et les difficiles conditions de travail qui en résultent.

¹¹⁶ VAGO Pierre, *Une Vie intense*, op. cit., p.295-p.296.

¹¹⁷ L'édifice, d'inspiration néoclassique, avait été construit entre 1900 et 1904 par Eric Buyron et Louis Chauvet, architectes en chef du département des Bouches-du-Rhône. Il était situé à l'angle de la rue Vallier (dite rue des Trois Pilons) et du boulevard National. Cet Hôtel des Postes avait lui-même succédé à un premier bureau situé rue Lubières.

¹¹⁸ Répertoire : Secteur 1 Fiche 5. Dossier monographique 4.

¹¹⁹ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

Malgré cela, le projet de l'Hôtel des Postes de Tarascon ne prend tournure qu'à la fin de l'année 1953, soit plus de huit ans après que sa reconstruction ait été évoquée pour la première fois comme étant particulièrement urgente. En novembre 1953, sur la base du programme des besoins fixé par l'administration, Eugène Chirié dresse le devis descriptif et les plans de l'édifice (ils ne seront définitivement arrêtés qu'en juin-juillet 1954). Le permis de construire est délivré le 24 mai 1954. Le chantier s'ouvre immédiatement et l'Hôtel des Postes est mis en service un an plus tard, en 1955.

-Emplacement

Pierre Vago propose d'édifier le nouvel Hôtel des Postes à l'angle du boulevard Victor Hugo et de la place Berrurier, de manière à ce qu'il forme le « *motif de fond* » de la perspective du cours. Finalement, l'Hôtel des Postes sera édifié sur un terrain situé sur la place du colonel Berrurier. Il semble que cet emplacement soit proposé par la municipalité. Il est accepté par l'administration postale en septembre 1948 et entériné par le préfet et le Commissaire départemental du Remembrement en 1950.

Le terrain dévolu à la construction du nouvel Hôtel des Postes (superficie 874 mètres carrés) était justement anciennement occupé par l'aile démolie pendant la guerre. Il s'agit d'une parcelle d'angle bordée au nord-est par la rue de la Charité, à l'ouest par la rue Garibaldi et à l'est par la place du colonel Berrurier. Au sud, se trouvent les terrains attribués à l'Association Syndicale de Remembrement de Tarascon. Y seront édifiés un hôtel de voyageurs (arch. : René Maron, postérieur à 1956) ainsi que les locaux Electricité de France-Gaz de France du district de Tarascon (arch. : Marcel Guesnot, 1956).

L'emplacement réservé au nouvel Hôtel des Postes correspond donc parfaitement aux attentes de l'administration qui, pour la construction de ce type d'équipement, préconise le recours à des terrains de 500 mètres carrés minimum, de préférence dégagés au moins sur deux faces et placés à proximité du centre-ville et des réseaux de communication.

-L'œuvre d'un architecte aguerri

Lorsqu'il est nommé architecte régional des PTT en août 1944, Eugène Chirié est déjà un praticien reconnu : en exercice depuis 1928, il est solidement implanté sur la scène architecturale régionale. En outre, il bénéficie déjà d'une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de l'architecture postale. Au sortir de la guerre, il s'agit en premier lieu de remettre en état les édifices endommagés pendant la guerre ou de moderniser les

infrastructures déjà anciennes. Bientôt, l'administration postale reprend sa politique d'équipement du territoire national initiée au début du XXe siècle. Cela se traduit par la construction de nouveaux bureaux et Hôtels de Postes dans les quelques chefs-lieux de département où les infrastructures modernes font encore cruellement défaut (Avignon, Bastia, Digne), et surtout dans des villes moyennes jusque-là mal desservies (Istres, Briançon, Aubagne, Sartène, Golfe-Juan, Le Beausset, Corte, Tarascon, Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône). De nouveaux bureaux urbains, à la pointe de la modernité, voient le jour (Marseille-Rome, Marseille-Canebière) tandis que les bureaux ruraux ne font souvent l'objet que de modestes améliorations (Saint-Zacharie, Saint-Cézaire, Port-de-Bouc).

Les premières commandes importantes sont adressées à Eugène Chirié par l'administration postale entre 1946 et 1948¹²⁰. Au total, entre juin 1945 et décembre 1954, Eugène Chirié est missionné à trente-huit reprises par l'administration postale au sujet de trente-cinq de ses infrastructures, principalement des bureaux et Hôtels des Postes (vingt-cinq), mais aussi des centraux téléphoniques (cinq), un centre de tri postal, une station hertzienne ainsi que des équipements divers (garages, logements provisoires, logements de fonction, centre d'amplification).

Les bâtiments d'accueil du public (bureaux et Hôtels de Postes et, dans une moindre mesure, centraux téléphoniques), donnent lieu aux recherches architecturales les plus intéressantes. L'Hôtel des Postes de Tarascon en témoigne.

-Les codes officiels d'une architecture officielle

Une nouvelle génération d'Hôtels des Postes est construite au cours de la décennie qui suit la fin de la seconde Guerre Mondiale. Ils répondent à une typologie bien précise¹²¹ qu'illustre

¹²⁰ Elles concernent la construction des Hôtels des Postes d'Istres (1946-1947) et de Briançon (1947-1955). La construction de l'Hôtel des Postes d'Avignon (1949-1955), par l'importance de l'opération et par le succès remporté par l'édifice auprès de l'administration, lui permet de s'imposer définitivement dans le domaine de l'architecture postale.

¹²¹ Ce schéma est le suivant :

- sous-sol technique (salle des machines, salle des accumulateurs, chaufferie, soute à charbon, cave du receveur, local d'arrivée des câbles, magasin des accessoires, dépôt des imprimés et archives) ;
- rez-de-chaussée dédié à l'accueil du public (salle des guichets, cabines téléphoniques) et au travail des fonctionnaires postiers (bureau du receveur, salle des vaguemestres et boîtes de commerce, bureau des ordres, salle du courrier, cabine de chargement du courrier, vestiaires, chauffage des facteurs, dépôt pour imprimés et archives, salle du télégraphe) ;
- premier étage réservé aux services du téléphone (salle du multiple ou de l'autocommutateur, salle du répartiteur, comptabilité téléphonique, ateliers, vestiaire et salle de repos des employés) ;
- l'appartement du receveur est, selon la configuration de l'édifice, situé au premier ou au second étage. Il s'agit généralement d'un logement de Type IV comprenant vestibule d'entrée, salon-salle à manger (séparés ou non), deux ou trois chambres, salle de bains, cuisine, penderie, balcon ou terrasse.

parfaitement l'Hôtel des Postes de Tarascon.

L'édifice possède un plan en L. Il est constitué par deux ailes rectangulaires d'un étage sur rez-de-chaussée et sous-sol partiel, disposées perpendiculairement l'une par rapport à l'autre et se développant respectivement le long de la place du colonel Berrurier et de la rue de la Charité. Elles sont couvertes de toitures-terrasses. L'entrée de l'Hôtel des Postes est traitée en rotonde. A l'arrière, Eugène Chirié aménage une grande cour de service. Le bâtiment comporte un sous-sol partiel dévolu aux espaces techniques. Il a la particularité d'être cuvelé de manière à faire face à d'éventuelles inondations. Le rez-de-chaussée est occupé par les espaces d'accueil du public et les services du courrier. L'étage est partagé entre les équipements téléphoniques et l'appartement du receveur¹²².

Au-delà de cette distribution spatiale type induite par un programme exigeant, les Hôtels des Postes répondent à des codes plus subtils perceptibles au niveau du traitement architectural. Les bureaux et Hôtels des Postes possèdent en effet une triple dimension politique, administrative et sociale. Eléments essentiels de la chaîne des édifices publics qui émaillent le territoire français, au même titre que les mairies ou les écoles, les Postes oscillent toujours entre le désir d'afficher ostensiblement leur appartenance au territoire national et de demeurer un signe d'une identité régionale. Ils doivent en outre exprimer la modernité du service des PTT, tout en conservant la monumentalité requise pour tout bâtiment officiel. Enfin, ils doivent répondre à des programmes spécifiques et accompagner les mutations des conditions de travail et des différents métiers de la Poste. Dès lors, on comprend aisément que l'architecture postale soit nécessairement polysémique et que l'architecte des PTT doive sans cesse condenser, au sein d'un seul et même édifice, tous les paradoxes qu'elle porte en elle.

En France, la création du service des Bâtiments et d'un corps d'architectes des PTT en 1901 permet de mettre en place une stratégie architecturale. Désormais, outre le recrutement des architectes, l'administration contrôle précisément les termes de la commande en établissant des programmes-types, puis suit de près l'élaboration et la réalisation des projets. Dans le

Les Hôtels des Postes construits au cours des années 1950 obéissent généralement à ce schéma directeur. Toutefois, selon la configuration de l'édifice et l'importance de la structure, la distribution peut légèrement changer : services téléphoniques répartis entre le rez-de-chaussée et un étage partiel ; appartement du receveur situé au premier ou au deuxième étage ; présence d'équipements supplémentaires (télégraphe de nuit, salle des sacs postaux, bureaux de la direction départementale) dans les Hôtels des Postes les plus importants, etc.

¹²² L'Hôtel des Postes de Tarascon s'organise de la manière suivante :

- sous-sol : salle des accumulateurs et des machines, chaufferie et soute à charbon, cave du receveur, salle des imprimés, infra-répartiteur et galerie de câbles ;
- rez-de-chaussée : salle du public et des guichets, salle d'arrivée et de départ du courrier, cabine de chargement et de recouvrement, salle du télégraphe, bureau du receveur, bureau d'ordres, vestiaires, sanitaires, salle du répartiteur ;
- étage : appartement du receveur, autocommutateur, vestiaires, sanitaires, ateliers.

contexte difficile de l'après-guerre, elle rationalise d'ailleurs au maximum l'ensemble du processus¹²³. Pendant les années 1910, François Le Cœur (1874-1934) et, à sa suite, pendant l'Entre-deux-guerres, Jacques Debat-Ponsan (1882-1942) et Michel Roux-Spitz (1888-1957), ouvrent la voie à un classicisme moderne qui, en dehors de quelques expériences régionalistes valorisées en province à l'image de celle de Pierre-Jack Laloy (1885-1962) en Bretagne, s'impose rapidement comme le style officiel de l'administration¹²⁴.

-Une modernité classicisante

Si l'on considère l'œuvre postale d'Eugène Chirié au sortir de la seconde Guerre Mondiale, il semble que les deux pistes formelles évoquées (classicisme moderne et régionalisme) restent d'actualité. Le Marseillais est un connaisseur en la matière puisque, avant d'entrer au service de l'administration, il a lui-même exploité ces deux veines stylistiques, dans le programme du logement notamment. Pendant sa première décennie au service des PTT, il adapte donc à l'architecture postale des poncifs déjà éprouvés. L'architecte opte pour une modernité classicisante pour les équipements importants ou situés en milieu citadin¹²⁵. Eugène Chirié réserve le répertoire formel régional à ceux des villages ou des villes moyennes, ancrés dans un territoire possédant une forte identité¹²⁶.

Eugène Chirié construit une dizaine d'édifices postaux empreints de modernité classicisante, parmi lesquels l'Hôtel des Postes de Tarascon, qui a été conçu sur le même modèle que celui d'Aubagne (1948-1955). La sobre monumentalité de l'édifice rappelle les édifices publics de l'entre-deux-guerres. L'entrée est placée à l'angle du bâtiment, angle qui s'impose comme

¹²³ L'architecte est avisé par une lettre de service quand une affaire lui est confiée. Un formulaire dans lequel sont détaillés les besoins de l'administration en termes de surfaces, de services et d'équipements lui est remis. Sur cette base, il commence ses études. Un ou plusieurs avant-projets sont proposés jusqu'à être approuvés par l'administration. Ils sont étudiés, en présence de l'architecte, lors de conférences de service qui se tiennent à Paris, au siège de la direction des Bâtiments et des Transports. L'architecte établit ensuite son projet d'exécution qui, outre les plans et les diverses planches dessinées, comporte généralement un devis descriptif, un devis estimatif, un cahier des prescriptions spéciales.

¹²⁴ « Il s'agissait de créer des édifices appropriés aux exigences très nouvelles d'une grande industrie et par conséquent de chercher dans ces exigences elles-mêmes le caractère architectural à donner à des constructions urbaines, généralement situées sur des emplacements en vue. L'administration des PTT a tenu dans l'histoire de l'architecture, mais sans en avoir bien conscience, un rôle de première importance » dira François Le Cœur en 1933.

¹²⁵ En témoignent ses interventions à Marseille (garage régional Clovis Hugues, central Prado, bureau Rome, central Saint-Ferréol, bureau Canebière), dans les chefs-lieux de départements (Avignon, Bastia) ou dans les villes d'une certaine importance (Istres, Aubagne, Tarascon, Salon-de-Provence).

¹²⁶ Il propose ainsi plusieurs déclinaisons de l'architecture vernaculaire : montagnarde à Briançon ; corse à Sartène et Corte ; provençale à Golfe-Juan, au Beausset, à Pertuis ou encore à Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette posture, que Jean-Claude Vigato définit comme un « éclectisme acritique », se retrouve chez beaucoup d'architectes actifs pendant les années 1920, 1930, 1940 et 1950. Elle résulte de la distance avec tout engagement doctrinal que conservent les architectes libéraux, plutôt adeptes d'une certaine diplomatie commerciale.

l'élément ordonnateur de la volumétrie. Concave au niveau du rez-de-chaussée et convexe au niveau de l'étage, elle est précédée par un perron à degrés et protégée par une marquise en porte-à-faux qui se prolonge sur les deux façades latérales. Ces dernières sont largement vitrées au moyen de grandes baies séparées par de fins piliers, conséquence de l'utilisation d'une ossature béton. Eugène Chirié réduit la modénature de la façade à de simples moulures carrées qui encadrent les fenêtres et soulignent les principales lignes horizontales de l'élévation (soubassement, garde-corps du balcon, sommet de la façade). Les lettres métalliques, qui indiquent la destination de l'édifice, animent la façade et participent à l'esthétique de l'ensemble : l'inscription « TELEGRAPHE POSTE TELEPHONE » se détache au-dessus de l'entrée ; « TARASCON » est écrit de manière moins ostentatoire sur l'imposte fixe de la porte d'entrée. Un bas-relief en béton, représentant la légende locale de la Tarasque, est placé en haut de la façade, au niveau de l'arrondi de l'entrée. Il s'agit d'une œuvre du sculpteur marseillais Louis Arnaud (1914-?)¹²⁷. A Tarascon, Eugène Chirié utilise l'iconographie traditionnelle du relief pour ancrer l'édifice dans le territoire local et tempérer un édifice qui, tant du point de vue de ses équipements que de ses lignes architecturales, projette définitivement la ville dans le XXe siècle.

La même quête esthétique et fonctionnelle guide Eugène Chirié dans le traitement des espaces intérieurs. L'architecte apporte un soin tout particulier à l'aménagement de la salle des guichets. Un tambour la précède, assurant la transition entre extérieur et intérieur. De plan pentagonal (rectangle dont un angle – au niveau de l'entrée de l'établissement – a été tronqué), elle est baignée de lumière naturelle. Les murs sont recouverts de marbre de couleur ivoire, les plafonds sont blancs et le sol constitué de grandes dalles carrées en granito mosaïqué. Les chromes des mains courantes, des banques et des éléments de signalétique se détachent sur ce fond clair. Le mobilier – guichets, écritoires, horloge, boîtes postales, luminaires – est le même que celui utilisé à l'Hôtel des Postes d'Avignon (1949-1955) ou au bureau Marseille-Rome (1950-1954) qui sont étudiés par Eugène Chirié concomitamment à

¹²⁷ Louis Arnaud (1914- ?) est un artiste formé à l'Ecole des Beaux-arts de Marseille (1928-1932) puis de Paris (1932-1935, atelier Bouchard). On connaît ses collaborations avec l'architecte Fernand Pouillon (1912-1986) : *Discobole* en pierre de Lens au Parc des sports des universités de Lettres et de Droit d'Aix-en-Provence ; *Baigneuse* en pierre d'Estailade du Hameau des Sablettes ; *Jeune femme allongée* du groupe des Deux Cents Logements d'Aix-en-Provence ; *Bassin aux trois dauphins et Bassin aux six chevaux marins* exécutés en béton pour le groupe de logements Diar-El-Mahçoul à Alger. Eugène Chirié fait également appel à lui à plusieurs reprises. Les deux hommes ont collaboré pour la première fois à l'occasion de la reconstruction du cinéma Rex (Marseille, 1945-1947) pour lequel Louis Arnaud signe de grandes compositions décoratives pour la salle de projection, puis lors de la reconstruction du Vieux-Port (groupe 10-11, arch. en chef : Eugène Chirié et Jean Rozan, 1948-1956) où il réalise huit hauts-reliefs en pierre d'Artige représentant des animaux. Eugène Chirié l'associe également à d'autres constructions postales : Hôtel des Postes de Briançon (1946-1957) ou de Saint-Tropez (1959-1961).

l'Hôtel des Postes de Tarascon, dans l'optique de mettre au point un modèle-type destiné à être étendu à l'ensemble des bureaux de la Direction de Marseille. Cette dernière, satisfaite du résultat, diffusera d'ailleurs ce modèle à l'échelle nationale.

-Portée de l'édifice

L'Hôtel des Postes de Tarascon constitue un témoignage particulièrement représentatif des recherches qui accompagnent l'émergence d'une nouvelle architecture postale au sortir de la seconde Guerre Mondiale. Eugène Chirié se plie aux contraintes d'alignement et de volumétrie imposées par les règles d'urbanisme, exprime ostensiblement en façade la structure de l'édifice, revisite en les épurant certains poncifs de l'architecture classique aussi bien en termes d'ordonnance que de modénature, et enfin conserve une ornementation discrète mais non dénuée d'élégance. En cela, l'Hôtel des Postes de Tarascon rejoint d'autres réalisations emblématiques d'Eugène Chirié et, au-delà, les expériences menées par l'ensemble du corps des architectes des PTT pendant les années 1950.

A Tarascon, le symbole de la renaissance de la ville reste le Centre civique construit face en haut de l'avenue de la République, face au pont de Beaucaire, en regard de deux des principaux monuments historiques de la ville : le château du roi René et l'église Sainte-Marthe.

Centre civique (actuel Panoramique, arch. : Marcel et Pierre Guesnot, 1962-1964)¹²⁸

Le Panoramique est le nom qui a été attribué, dès son inauguration en octobre 1964, au Centre civique édifié entre 1962 et 1964 selon les plans de l'architecte Marcel Guesnot (1896-1974). Le projet de construire un Centre civique à Tarascon, en haut de l'avenue de la République, remonte à l'après seconde Guerre Mondiale. Toutefois, la priorité étant donné aux immeubles de logement, il faut attendre près de vingt ans pour que l'édifice soit réalisé.

-Une « tête de pont » dans la ville

Dans le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago élaboré à partir de 1945 et définitivement approuvé en 1948, un Centre civique doit faire face au pont routier franchissant le Rhône. L'ouvrage d'art, indispensable au bon fonctionnement de la cité, avait

¹²⁸ Répertoire : Secteur 1 Fiche 8. Dossier monographique 6.

été endommagé lors des bombardements de l'été 1944. Un nouveau pont, construit légèrement en aval du pont initial, est inauguré le 18 juillet 1959, avant même que les plans du Centre civique ne soient élaborés.

L'aménagement des abords du pont retient toute l'attention de l'architecte-urbaniste. Dans le *Rapport d'enquête et justification* qui accompagne le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Tarascon¹²⁹, Pierre Vago explique que les rampes d'accès du pont seront des éléments structurants de la composition architecturale et urbaine de Tarascon. Dans son état initial, le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago prévoyait déjà que le Centre civique soit intégré à un îlot d'immeubles d'habitation. Ce dernier devait former un V dont la pointe était tronquée. Il faisait face au nouveau pont routier et se déployait le long de l'avenue de la République et le long de la place de la Concorde (cette portion ne sera finalement pas réalisée). Le Centre civique, dont Pierre Vago prévoyait que la façade principale soit animée par un avant-corps légèrement saillant (idée qui ne sera pas reprise par Marcel Guesnot, le portique étant finalement intégré à la façade), occupait la pointe tronquée de ce V. A défaut d'en avoir dressé les plans, Pierre Vago a influé de manière décisive sur la physionomie du futur Centre civique car il en a déterminé l'emplacement (et par extension les grandes lignes de son plan) et en a dessiné les abords. L'ensemble, avec son profil en V tronqué, constituait donc le « négatif » de l'édifice que dessinera Marcel Guesnot.

-Un équipement municipal polyvalent

Dès 1945, le Centre civique est envisagé comme un équipement municipal dans lequel pourront avoir lieu diverses manifestations de la vie de la cité : conférences, bals, manifestations caritatives, réunions des différentes sociétés de la ville, etc. L'immeuble doit être financé à l'aide du transfert de crédits afférents aux dommages de guerre subis par la ville pour l'Hôtel des Postes, le presbytère de la place de la Concorde, la place de la Concorde elle-même et des immeubles situés rue de la Liberté et boulevard Gustave Desplaces. Ces crédits sont évalués à 27 114 891 francs (valeur 1950) en janvier 1950 lorsque le Conseil municipal de Tarascon adopte le principe de cette réalisation. Insuffisants, ils devront être complétés par trois emprunts de 560 000 francs (valeur 1960), 150 000 francs (valeur 1963) et 250 000 francs (valeur 1964) contractés successivement en août 1960, mars 1963 et octobre 1964 auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône, pour financer respectivement les travaux de construction, de décoration et d'achèvement du Panoramique.

¹²⁹ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

-Une lente gestation

Considérant que cet immeuble doit répondre à des préoccupations esthétiques certaines, le Conseil municipal décide en janvier 1950 de confier le soin d'élaborer et de dresser le projet à Pierre Vago, « *architecte-urbaniste qualifié* » pour cette tâche et de faire participer à l'œuvre commune, en tant qu'architectes d'opération, les « *deux architectes de la ville* », Marcel Guesnot et René Maron. L'Assemblée municipale statue également sur les grandes lignes du programme et décide de l'inscrire dans les programmes des priorités de 1951, mais malgré cela, il n'est plus question du Centre civique pendant huit ans.

En février 1959, la municipalité remet à l'ordre du jour la construction du Centre civique en chargeant Marcel Guesnot d'établir, seul, le projet de construction. Il y travaille pendant vingt mois (février 1959-octobre 1960). Le projet approuvé, l'étude du sol et de la superstructure du bâtiment est confiée à l'administration des Ponts-et-Chaussées en mars 1961. En février 1962, le permis de construire du Centre civique de Tarascon est approuvé par le ministre de la Construction. L'adjudication du lot n°1 (maçonnerie-charpente-toiture) a lieu le 12 février 1962. C'est une entreprise nîmoise, la Société méridionale du bâtiment, qui emporte le marché. En novembre 1962, l'entreprise procède à la pose de la toiture. Les travaux de second œuvre débutent alors. Ils se poursuivent jusqu'en septembre 1963, date à laquelle commencent les travaux de décoration. Le Centre civique est inauguré un an plus tard, en octobre 1964.

-Une consécration pour Marcel Guesnot

La construction du Centre civique constitue une consécration pour Marcel Guesnot qui, au travers de cette commande, se voit confirmé dans son rôle d'architecte attitré de la ville. Elle va lui permettre de mettre en œuvre deux principes qui, depuis longtemps déjà, guident sa démarche d'architecte : recherche de lignes contemporaines et d'intégration au site.

-Une architecture moderne, contrariée par une décoration de style

L'architecte imagine un ensemble architectural de plan hexagonal (hexagone irrégulier) s'élevant sur trois étages et couvert par une toiture de tuiles rondes : au sous-sol, se trouvent la chaufferie et le local à combustible ; au rez-de-chaussée, Marcel Guesnot dispose, au centre, le hall du public, dans la partie sud, le logement du concierge et le syndicat d'initiative et, dans la partie nord, l'établissement de douches municipales auxquelles on accède par la façade postérieure ; au premier étage se trouvent la salle des fêtes et ses annexes ; la salle des

fêtes s'élevant sur deux niveaux, le deuxième étage est un étage partiel occupé par un logement occupant l'aile nord ; au troisième et dernier étage se trouvent une salle de réunions pour sociétés et des logements de fonction.

La portée symbolique du Centre civique, de par sa vocation et son emplacement de choix, pousse Marcel Guesnot à imaginer un édifice empreint d'une certaine monumentalité, perceptible notamment au niveau de la façade principale. Traitée en pierre de taille, elle s'organise autour d'une colonnade d'ordre colossal s'élevant du rez-de-chaussée jusqu'à l'attique. Elle est composée de quatre colonnes à tambours complétées par deux piliers carrés en antes, disposés de part et d'autre de l'avant-corps. Au premier étage, l'emplacement de la salle des fêtes est indiqué par une loggia avec garde-corps en bois qui prolonge l'espace intérieur et constitue une sorte de tribune d'honneur donnant sur le parvis. Au-dessus, protégé par une corniche à denticules, le nom de l'édifice est inscrit en lettres métalliques. De part et d'autre de la colonnade, la façade est traitée en un semis de trous carrés et de pierres en saillie, dispositif qui engendre des effets d'ombre et de lumière très intéressants. La structure des murs porteurs associe donc des blocs en pierre taillée. De section carrée, ils sont disposés transversalement au plan de la façade. Selon Pierre Guesnot qui, lors de la conception du Centre civique travaillait déjà aux côtés de son père, ce procédé aurait été suggéré à Marcel Guesnot par Guillaume Gillet (1912-1987) alors architecte-conseil dans les Bouches-du-Rhône. Il apparaît comme une référence directe à l'architecture de Fernand Pouillon (1912-1986)¹³⁰. Au Panoramique, ce motif rythmique de pierres en relief et en creux donne de la profondeur et de la densité à la façade. Au niveau du troisième étage, une loggia court sur toute la longueur de la façade, formant attique. Scandée par des piliers de section carrée, elle introduit un rythme plus dense qui matérialise le couronnement de l'édifice.

La façade postérieure est également traitée avec soin, notamment au niveau de l'entrée : pierre de taille, perron extérieur, balcon en porte-à-faux au premier étage, trois travées de grandes baies verticales éclairant les niveaux supérieurs (escaliers et salle des fêtes), loggia continue, se décrochant avec l'avant-corps, au dernier étage.

En septembre 1963, sous l'impulsion du maire Honoré Valette, la municipalité décide alors de s'adjoindre les services de Michel Placidi, décorateur toulousain, officiellement pour « *décorer et meubler* » le Centre civique mais, en réalité, pour « rattraper » une architecture

¹³⁰ Fernand Pouillon utilise un procédé semblable au hameau des Sablettes (La Seyne-sur-mer, 1950-1953), à la bibliothèque de la faculté Saint-Charles (Marseille, 1950-1958), aux Deux cents logements (Aix-en-Provence, 1951-1953), à la cité Diar-el-Mahçoul (Alger, 1954), à la cité universitaire des Gazelles (Aix-en-Provence, 1955-1959) ou encore à la cité Climat de France (Alger, 1955).

qu'Honoré Valette, pourtant en poste depuis 1945 (donc lors de la nomination de Marcel Guesnot et de l'approbation du projet) juge ratée¹³¹. La dichotomie toujours observable au Panoramique repose sur cette insatisfaction du maître d'ouvrage à la réception de l'édifice et sur les stratégies mises en œuvre pour y remédier.

Michel Placidi élabore en effet un projet de décoration intérieure dans un esprit rustique, puisant son inspiration dans la période moderne. Le décorateur prévoit de changer la physionomie des lieux au moyen de deux styles : style Louis XV avec murs tapissés de tissu, tapis persan, bureau et fauteuils laqués, commode, bibliothèque garnie de livres XVIIIe pour le syndicat d'initiative ; style Louis XIII pour le hall du public (rebaptisé pour l'occasion hall-fumoir), la salle des fêtes, la salle de conférences et le bar. Michel Placidi traite le hall du public comme un salon de réception bourgeois en intégrant une cheminée monumentale en bois, des glaces dorées, des rideaux avec bandeau en velours bleu avec guipure noire, une table orthogonale recouverte d'un tapis assorti aux rideaux, un meuble Renaissance à deux corps, des fauteuils et des tabourets Louis XIII. La salle des fêtes adopte les mêmes lignes : mobilier Louis XIII (banquettes, tables, chaises) et lambris en bois sur la partie inférieure des murs. A l'origine, deux grands tableaux parachevaient la décoration. Les luminaires (appliques et lustres) choisis par Michel Placidi étaient en accord avec l'ensemble. Ce changement radical de parti-pris esthétique entraîne des dépenses supplémentaires et oblige à modifier certains marchés¹³².

-Portée de l'édifice

Cinquante ans après la livraison du Panoramique, le constat reste le même : l'intervention de Michel Placidi vient contrarier l'architecture sobre et monumentale de Marcel Guesnot,

¹³¹ Le jugement du maire sur le Centre civique est sans appel : « *Je ne crois pas que vous soyez fondé à soutenir que vous êtes laissé dans l'ignorance absolue de ce qui s'élabore pour la décoration du Centre civique. Sur ma demande, monsieur Placidi vous a rendu visite (...). J'ajoute qu'il avait toujours été prévu que l'ameublement et la décoration seraient confiés à un spécialiste, au même titre que l'insonorisation par exemple. Cela a paru d'autant plus nécessaire à la Commission des Travaux publics qu'il saute aux yeux, en l'état de l'avancement des travaux, que le rapport de proportion et des volumes n'est une réussite ni dans le hall d'entrée, ni dans les deux ailes contiguës du troisième étage. Je suis d'ailleurs convaincu que cela ne vous a pas échappé et je vous prie de considérer que tout doit être fait, avec votre concours d'ailleurs, pour remédier à une regrettable impression d'écrasement que l'on éprouve dans le hall du rez-de-chaussée et encore plus dans les salles du troisième étage* » (Lettre d'Honoré Valette à Marcel Guesnot, 17 mai 1963, AM TARASCON, Série W, Dossier Panoramique, non inventorié).

¹³² Ainsi, pour l'escalier d'accès à la salle des fêtes, Marcel Guesnot avait prévu une rampe main courante en métal et verre durlux, prévue au lot serrurerie-miroiterie. En optant pour le style Louis XIII proposé par Michel Placidi, l'Assemblée municipale rend inévitable la suppression de cette rampe moderne et son remplacement par un garde-corps à balustres en acajou massif imitant celui, en pierre, de l'escalier d'honneur de l'hôtel de ville. Elle fait l'objet d'un marché de menuiserie signé en octobre 1964, juste avant l'inauguration officielle de l'édifice.

aboutissant ainsi à un curieux équilibre entre des lignes architecturales relativement modernes et une décoration intérieure qui, quoique très partiellement conservée, semble d'un autre âge.

b. Faire fonctionner la ville

En dehors de ces trois réalisations majeures, la reconstruction de Tarascon donne lieu à la mise en service ou à la remise en état d'autres équipements nécessaire à la vie de la cité.

L'agence EDF-GDF du district de Tarascon (Reconstruction du centre-ville, îlot IX, 1956, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)¹³³

Ainsi, Marcel Guesnot est chargé d'édifier, sur la place du colonel Berrurier, l'agence EDF-GDF du district de Tarascon. Le bâtiment doit abriter une salle d'accueil du public, une salle d'exposition, des bureaux, un atelier, des locaux techniques (postes de coupure et de transformation), un garage-entrepôt et deux logements de fonction. En alignement sur la nouvelle face ouest de la place, l'édifice prend la forme d'une longue aile de plain-pied abritant l'agence EDF-GDF. Le volume principal est coiffé, sur sa partie septentrionale, de deux étages partiels abritant chacun un logement de fonction. Une cour de service est aménagée à l'arrière. L'ensemble, couvert en terrasse, est traité de manière très sobre. La composition de la façade repose sur un jeu entre l'horizontalité de l'aile basse et la verticalité affirmée de la dernière travée. La façade, lisse, n'est animée que par le porte-à-faux des balcons des appartements, par les bandeaux saillants de la corniche et des percements. L'état d'origine a été dénaturé par une surélévation récente.

Gare SNCF (1960, arch. non déterminé)¹³⁴

La remise en état de la gare des voyageurs donne lieu à plus de discussions. Depuis le milieu du XIXe siècle, Tarascon est un nœud de communication extrêmement important du point de vue du transport ferroviaire. La ville se trouve au carrefour de trois voies importantes : Paris-Marseille ; Avignon-Marseille ; Marseille-Nîmes. La gare de voyageurs est construite en 1848, concomitamment à la ligne PLM. Elle est construite en hauteur, au niveau de la voie ferrée qui, en raison de la présence du pont sur le Rhône, a nécessité l'établissement d'un

¹³³ Répertoire : Secteur 1 Fiche 22.

¹³⁴ Répertoire : Secteur 4 Fiche 2.

remblai. En 1855, le *Guide pittoresque du voyageur dans Tarascon*, en donne la description suivante : « La gare est située derrière l'Hospice de la Charité. La présence de cet édifice a malheureusement empêché la construction d'un embarcadère, avec avenue et porte d'entrée dignes de l'importance de la station ; mais, malgré l'absence du coup d'œil général dans l'arrangement et la coupe du bâtiment, on ne peut se lasser d'admirer la vive animation qui brille dans ce lieu. Des salles d'attente fraîchement décorées où affluent continuellement des voyageurs, d'élégants salons de réception, un buffet des plus riches tenu par M. Constantin, homme de goût, s'il en fut, d'immenses bureaux, des magasins pour les marchandises, des ateliers de construction et de réparations, etc. Tout est réuni dans la station de Tarascon pour en faire une des premières du chemin de fer de la Méditerranée »¹³⁵. En 1925, des reporters allemands en parlent en ces termes : « La gare, déjà, est extraordinaire, elle semble inventée exprès pour Tarascon. Le hall d'entrée est situé au premier étage. Quelqu'un qui se trouve en bas, devant le porche, ne réussit pas à comprendre s'il est déjà dans la gare ou pas »¹³⁶.

L'accès à la gare se fait effectivement par le boulevard du Viaduc, derrière l'Hospice de la Charité. Une porte monumentale est aménagée dans l'un des arceaux du viaduc ferroviaire. Des escaliers conduisent au niveau supérieur (niveau des quais) où est édifiée la gare de voyageurs. La parcelle triangulaire, délimitée par les trois tronçons ferrés, est entièrement occupée par les constructions : le bâtiment principal – édifice de plan rectangulaire, élevé d'un étage sur rez-de-chaussée et couvert en croupe – est entouré par des extensions – structures plus légères, en métal, couvertes en bâtières successives. Des abris – marquises métalliques – sont aménagés le long des quais. Il en résulte un complexe extrêmement original, d'une surface considérable.

Dans le *Rapport d'enquête et justification* qui accompagne le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Tarascon¹³⁷, Pierre Vago note que la gare SNCF est très endommagée. Après avoir consulté les services techniques de la SNCF sur la faisabilité du projet, il propose de créer une gare à un niveau intermédiaire, entre le niveau de la ville et celui des voies, avec accès par rampes. Il envisage que le soubassement ainsi créé soit utilisé pour la gare routière. La SNCF accepte le principe, sous réserve bien entendu que le financement des transformations engendrées par une telle disposition ne soit pas à sa charge. Le projet ne sera

¹³⁵ *Guide pittoresque du voyageurs dans Tarascon*, Tarascon, Davis Serf imprimeur et papetier, 1855 (réédition Nîmes, Lacour, 1991).

¹³⁶ ROTH Joseph, « Les villes blanches » (« Die wiessen staädte »), *Werke*, volume III, Cologne, Editions Kienpenheuer & Witsch, 1976 d'après des reportages de 1925, cité par DUBOY Philippe, *Tarascon. Etudes préliminaires d'urbanisme*, Mairie de Tarascon, juillet 1989.

¹³⁷ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

finalement pas réalisé, la gare étant conservée au niveau des voies : le bâtiment des voyageurs est remis en état et dégagé du fait de la démolition des extensions annexes et des abris à voyageurs. En 1960, la SNCF charge l'entreprise Michel et Jauffret (Miramas) de ces travaux : remise en état du bâtiment des voyageurs ; construction d'un bâtiment de service ; démolition d'un bâtiment annexe ; démolition de l'abri à voyageurs ; reconstruction d'un abri plus modeste¹³⁸.

Presbytère, centre culturel et sacristie de la collégiale Sainte-Marthe (1966-1972, arch. : René Maron)¹³⁹

Aux abords de la collégiale de Sainte-Marthe, l'architecte René Maron conduit, entre 1966 et 1972¹⁴⁰, la reconstruction du presbytère, du centre culturel et de la sacristie qui forment un complexe monumental attenant à l'église. Il se déploie au nord de l'église, entre celle-ci et la rue Jean Robert, sur une parcelle rectangulaire. Les trois bâtiments s'organisent autour d'un jardin d'agrément : à l'est, le presbytère est en façade sur le boulevard du roi René ; au nord, la maison des œuvres est accessible depuis la rue Jean Robert ; à l'ouest, la sacristie constitue une aile en retour vers l'église avec laquelle elle communique. Le presbytère adopte un plan en T, dont l'une des ailes est atrophiée ; haut de dix mètres, il possède un étage sur rez-de-chaussée. La maison des œuvres possède un plan rectangulaire ; elle adopte le même gabarit que le presbytère, soit un étage sur rez-de-chaussée. La sacristie est également rectangulaire

¹³⁸ L'entreprise Michel et Jauffret réalise ces travaux pour un coût de 341 178,17 francs (valeur 1960).

¹³⁹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 17.

¹⁴⁰ La construction du presbytère, du centre culturel (ou maison des œuvres) et de la sacristie de la Collégiale Sainte-Marthe est une opération complexe, tout au moins du point de vue de son déroulement chronologique. L'ancien presbytère ainsi que la maison du sacristain sont endommagés lors des bombardements aériens de l'été 1944 qui visaient principalement les infrastructures de la ville et donc, entre autre, les abords du pont sur le Rhône. L'église Sainte-Marthe ainsi que ses abords sont particulièrement touchés.

En 1948, l'architecte René Maron est chargé par la municipalité de constituer les dossiers de dommages de guerre relatifs à plusieurs immeubles communaux dont le presbytère et la maison du sacristain. En 1950, elle transfère les crédits de dommages de guerre de ces bâtiments à la construction du Centre civique. En contrepartie, elle s'engage à prendre à sa charge la construction de la sacristie ; la Société civile de la rue du Louvre, présidée par Jean-Marie Grandmaison, doit s'occuper de celle du presbytère et du centre culturel.

Les études débutent et les premiers projets sont soumis à l'approbation des différents services mais, en 1963, face aux observations faites par l'architecte des Monuments historiques, un plan de masse pour l'aménagement des abords de Sainte-Marthe est établi. René Maron reprend ses études sur cette base.

En 1966, il met au point les projets du presbytère, du centre culturel et de la sacristie. Deux demandes de permis de construire sont déposées respectivement le 11 mai 1966 (presbytère) et le 5 décembre 1966 (sacristie). Le permis de construire du presbytère est accordé le 30 juin 1966 (PC n°13 82 238) ; le bâtiment sera édifié entre 1966 et 1968. Le permis de construire de la sacristie est délivré le 19 décembre 1966 (PC n°13 85 741) ; le bâtiment sera édifié entre 1970 et 1971. Pour sa part, la construction du centre culturel est repoussée (elle sera finalement prise en charge par l'Association diocésaine du diocèse d'Aix-en-Provence et non par la Société immobilière de la rue du Louvre). René Maron établit un nouveau projet en date du 31 décembre 1971. La demande de permis de construire, déposée le 14 janvier 1972, reçoit un avis favorable le 19 mai 1972 (PC n° 13 108 20 404). La sacristie sera construite en 1972.

mais de plain-pied.

L'ensemble des constructions est traité dans le même esprit : volumes simples et massifs, fenêtres rectangulaires à petits carreaux, enduit ciment pierre marquant un soubassement, enduit mortier chaux et sable pour les façades, corniches, chaînes d'angle et encadrements des baies en pierre de taille, génoise, toiture en croupe couverte de tuiles rondes vieilles

La reconstruction de Tarascon est une opération de grande envergure, comprenant des programmes de logement et une série d'équipements publics. Il s'agit d'une opération de longue haleine qui débute en 1948 pour ne s'achever que près de quinze ans plus tard, en 1972. Elle donne lieu à des expériences architecturales intéressantes qui transforment la physionomie de la ville mais, au-delà, elle conditionne le développement même de l'agglomération, le Plan de Reconstruction et d'Aménagement constituant le document d'urbanisme de référence pendant deux décennies.

III. LE PLAN DE RECONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DE PIERRE VAGO, UN DOCUMENT D'URBANISME (1948-1969)

Le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago sera actif jusqu'en 1969, date de la publication d'un nouveau document élaboré par Emile Sala. Conformément à la loi de 1943, ce projet a pour vocation d'encadrer la reconstruction des quartiers sinistrés et d'aménager le territoire de la commune. Le document d'urbanisme se compose d'un plan d'aménagement (associé à un règlement) qui délimite un périmètre d'agglomération. A l'intérieur de celui-ci, sont indiqués un périmètre de reconstruction ainsi qu'une limite de secteurs définissant de part et d'autre la « zone centrale » (la vieille ville non endommagée) et les « secteurs d'extension et de compensation ». Ce document, à la lecture de l'état d'urbanisation de la période considérée, paraît surtout avoir joué un rôle majeur dans la reconstruction des quartiers sinistrés.

1. Un périmètre d'agglomération fortement délimité... et des projets qui s'empressent de le transgresser

Le plan établi par Pierre Vago définit un périmètre d'agglomération de 75 ha destiné à loger dans de bonnes conditions une population de 10 000 habitants¹⁴¹. Ce périmètre est enfermé dans les limites formées par la digue au nord et le viaduc de Chemin de fer à l'est et au sud. Il ignore les « débordements » des faubourgs le long des principaux axes. L'objectif affiché est de contenir l'expansion urbaine : « *Nous avons d'abord délimité l'agglomération, pour en interdire toute extension tentaculaire* »¹⁴². Au démarrage des études la population de la ville atteint 7 781 habitants ; ce chiffre témoigne d'une baisse régulière de population mesurée depuis le premier recensement de 1856, où elle atteignait alors 13 229 habitants. Ce n'est qu'au milieu des années 1950 qu'elle connaît une impulsion économique considérable avec l'installation de l'usine de fabrication de pâte à papier¹⁴³. Cette dernière s'installe dans une zone d'activités prévue par le plan d'aménagement, située en dehors du périmètre d'agglomération, dans une logique de séparation des nuisances industrielles et de l'habitat. Cette installation conduit, dès 1954, à une extension du périmètre d'agglomération au nord,

¹⁴¹ Nombre atteint lors du Recensement Général de Population de 1968, INSEE.

¹⁴² VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et justification* (15 Mai 1945), op. cit..

¹⁴³ La Cellulose du Rhône.

au-delà de la digue, englobant un terrain appartenant à La Cellulose du Rhône afin d'y permettre l'édification d'habitations¹⁴⁴ : le groupe HLM Château Gaillard (50 logements, 1954-1956, arch. : André Chrysochérès)¹⁴⁵ et la Cité Pierre Curie (23 logements, 1960-1962, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier)¹⁴⁶. Ces premières opérations préfigurent un développement résidentiel alliant mixité de programme (entre locatif social et accession sociale) et diversité des typologies (entre collectif et individuel). Mais elles amorcent aussi un développement résidentiel vers le nord, qui se poursuivra au-delà du périmètre d'agglomération, au détriment d'un aménagement planifié des secteurs de compensation et d'extension.

Deux secteurs avaient été effectivement prévus à cette fin. Au nord, quartier de la Visitation, le plan d'aménagement indique des réservations pour équipements publics : école et plaine sportive. Ce secteur s'aménage quasi conformément au plan (en termes de programmes, d'assiette foncière et viabilisation), même si la réalisation du Parc des Sports ne débute qu'en 1968¹⁴⁷. Le secteur est, par contre, connaît plus d'aléas. Les aménagements de voirie ne sont que partiellement réalisés, et seul le quartier des Ferrages du Cours connaît une urbanisation basée sur un plan d'ensemble mis au point définitivement en 1963¹⁴⁸. Le quartier de la Fraternité s'urbanise progressivement, accueillant – plus qu'ordonnant – des opérations d'habitat collectif (notamment commanditées par La Compagnie Nationale du Rhône), des équipements et des lotissements de maisons individuelles. Quant au quartier Voltaire, son urbanisation plus tardive, se fait exclusivement sous forme de lotissements de maisons individuelles.

En termes de morphologie, si Pierre Vago avait cependant pris clairement position pour un habitat collectif dans le *Rapport d'enquête et de justification* « [...] l'examen de l'agglomération indique le peu de goût des tarasconnais (et cela est assez particulier) pour la « villa ». La presque totalité de la population vit « en ville », ou à la campagne, dans de véritables fermes. Il n'y a pour ainsi dire pas de « banlieue ». Nous avons profité de cette

¹⁴⁴ Selon une délibération du Conseil Municipal en date du 29 Septembre 1954 (AM TARASCON, Registre des délibérations municipales, 1954). Nous n'avons cependant pas trouvé trace du plan présentant le nouveau périmètre d'agglomération ; d'après le document ultérieur (PUD réalisé par Emile Sala) il représente 89 ha.

¹⁴⁵ Répertoire : Secteur 6 Fiche 4. Dossier monographique 5.

¹⁴⁶ Répertoire : Secteur 6 Fiche 2. Dossier monographique 5.

¹⁴⁷ Répertoire : Secteur 2 Fiche 10.

¹⁴⁸ Cette réalisation est générée par un accroissement de population liée au développement de La Cellulose du Rhône.

heureuse circonstance pour laisser de côté toute solution genre « cité-jardin » (zone de construction en ordre discontinu) »¹⁴⁹, le règlement reste quant à lui très souple. Sans doute reflète-t-il le résultat de négociations avec la commune. Ainsi, l'ordre continu à l'alignement n'est pas obligatoire, sauf indication contraire au Plan de Reconstruction et d'Aménagement (ce qui renvoie exclusivement à l'ordonnancement du cours Aristide Briand)¹⁵⁰. Les règles qui s'imposent explicitement au secteur de compensation et d'extension sont celles d'emprise au sol dont on voit bien combien elles ont pu conduire au développement de l'habitat individuel : « la surface bâtie ne pourra excéder un tiers de la surface totale de la propriété, sauf au cas où un plan d'ensemble serait accepté par les propriétaires de tous les terrains formant un îlot. Dans ce cas la totalité de la surface bâtie ne pourra excéder 40% de la surface totale de l'îlot »¹⁵¹.

Nous touchons du doigt, ici, la difficulté de ce type de document à encourager certaines formes urbaines, à travers des prescriptions réglementaires¹⁵².

2. Le projet de Reconstruction : une modernité mesurée

Le périmètre de reconstruction s'appuie sur un relevé établi sur un fond de plan au 1/2000 indiquant les immeubles détruits (en rouge) et les immeubles endommagés (en bleu). Le périmètre de reconstruction proposé prend en compte l'intégralité du secteur bombardé, limité par le Rhône à l'ouest, le chemin de fer au sud et le tissu existant non endommagé de la vieille ville au nord-est. Nous constatons – au vu des réalisations effectives – que ce périmètre sera réduit dans sa partie sud-ouest. La volonté du plan d'aménagement qui était de recomposer des îlots en alignement sur le quai du Rhône n'ira pas jusqu'au bout ; nous supposons que l'état des immeubles – permettant une réhabilitation – aura pesé dans les négociations entre Pierre Vago, la commune, l'Etat et les propriétaires concernés. Il en est certainement de même pour la recomposition des îlots autour de l'église Sainte-Marthe¹⁵³. Au final, la reconstruction

¹⁴⁹ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et justification* (15 Mai 1945), op. cit.

¹⁵⁰ VAGO Pierre, *Plan d'Aménagement de Tarascon*, article 2/2 du Chapitre 2 du règlement, document non daté, AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié et AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1225.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² Ce n'est que récemment, avec la loi *Solidarité et Renouvellement Urbain* du 13 Décembre 2000, qu'une logique plus conceptuelle revient à l'ordre du jour dans les documents de planification.

¹⁵³ Nous n'avons trouvé aucune trace d'échanges à ce sujet dans la documentation dépouillée.

suit de très près le plan des immeubles démolis ou endommagés, proposant des constructions nouvelles là où il ne peut y avoir de réhabilitation. C'est ainsi que ces dernières se présentent comme des opérations de greffe au sein d'un tissu existant, venant se loger dans les emprises foncières libérées par les immeubles démolis. Ce qui ordonnance remarquablement l'ensemble provient du fait que les emprises libérées forment un ensemble urbain depuis « *la tête de pont* » et de part et d'autre du cours Aristide Briand. Dans ce cadre, nul besoin n'a été ressenti d'inventer de nouvelles règles urbaines ; la composition respecte l'organisation viaire antérieure et reconstruit l'alignement du cours (sans l'îlot central cependant) en respectant le gabarit des constructions existantes (hauteur, toitures) et leur apparence (utilisation de la pierre de Beaucaire en façade). Elle prolonge le fonctionnement commercial de la rue des Halles avec le principe d'une galerie couverte en rive sud du cours.

Cependant, l'exercice de composition avec l'existant bute sur la question du parcellaire. Si les immeubles sont bien redécoupés foncièrement par entrée, il n'en est pas de même pour les espaces libres dégagés à l'arrière. Ceux-ci sont pensés d'un seul tenant (une seule parcelle) et leur aménagement ne permet pas des raccords de qualité entre les nouveaux « îlots barre » et les morphologies diverses qui constituent le tissu existant et en dessinent sa richesse (« îlots agrégats », « îlots linéaires », « îlots aérés »)¹⁵⁴. C'est donc bien sur les espaces du vide que la modernité de Pierre Vago s'est le plus exprimée¹⁵⁵. De manière générale, la maîtrise des espaces publics – à l'exception du cours Aristide Briand – reste problématique dans le projet de Reconstruction, à l'exemple du parvis de Sainte-Marthe ou de la place Berrurier.

Dans cette complexité de la composition se devine toute l'ambiguïté de la position de Pierre Vago au regard de la vieille ville.

¹⁵⁴ Selon les dénominations retenues par Mireille Pellen dans le Rapport de présentation de la ZPPAUP (PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP*, op. cit.).

¹⁵⁵ Nous la retrouvons aussi d'un point de vue architectural dans le rythme des ouvertures et la mise en œuvre de matériaux modernes visibles en façade.

3. La rénovation de la vieille ville : étape non aboutie du plan Vago

« Il ne paraît pas utile de s'étendre sur l'histoire de Tarascon, car elle ne peut exercer aucune influence sur le plan, sur l'évolution future ou sur le caractère de la ville »¹⁵⁶. Cette position indique le peu d'intérêt de Pierre Vago pour le patrimoine architectural et urbain de Tarascon. A ce sujet, il se contente d'évoquer le château du Roi René, le portail sud de l'église Sainte Marthe, l'Hôtel de Ville et l'hôtel particulier du 17 rue Branly ainsi que la rue des Halles et la place Pie. Dans le même temps, il qualifie la vieille ville d'îlot insalubre. Cette position perturbe car, si elle apparaît en complète osmose avec son temps, elle dénote la sensibilité que nous avons relevée précédemment et que nous retrouvons dans ses écrits lorsqu'il évoque la Provence : « Je me sentais en sympathie, dans le sens étymologique du terme, avec sa population ; j'aimais les couleurs de la terre et de la végétation, l'histoire, la culture spécifique, la langue – j'arrivais même à comprendre le provençal ! – et jusqu'à la cuisine. Sans parler, évidemment, de l'architecture »¹⁵⁷.

Comment interpréter cette ambiguïté dans le discours, ce décalage entre discours et pratique ?

Il apparaît à la lecture du *Rapport d'enquête et de justification*¹⁵⁸ que Pierre Vago, dès 1945, poursuit une stratégie au regard de la vieille ville qui ne peut trouver sa place dans le Plan d'Aménagement, tant il s'agit d'un objet beaucoup trop ambitieux. Il suggère de résoudre la question de l'aménagement de Tarascon en deux temps : le secteur de Reconstruction et le centre ancien. Nous n'avons retrouvé nulle trace du plan complémentaire concernant l'aménagement de la zone centrale¹⁵⁹, ni aucun échange à ce sujet avec les différents services concernés. Aussi, nous pouvons faire l'hypothèse qu'il n'a pas été entrepris. Est-ce que la position de Pierre Vago sur la vieille ville pouvait être entendue des élus municipaux, à la suite du traumatisme lié aux bombardements et encore présent dans toutes les mémoires ? De l'Etat, aux prises avec les urgences de la Reconstruction sur tout le territoire ?

Nous constatons que cette position a cependant, au final, contribué à préserver l'intégralité du tissu urbain existant, même si elle n'a pu empêcher sa dégradation ou ses altérations dues aux

¹⁵⁶ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

¹⁵⁷ VAGO Pierre, *Une Vie intense*, op.cit.

¹⁵⁸ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

¹⁵⁹ Prévu dans l'article 3/1 du chapitre 3 du règlement, VAGO, Pierre, *Plan d'Aménagement de Tarascon*, op. cit.

initiatives individuelles de réhabilitation. Ignorée dans le Plan d'Aménagement, la vieille ville a ainsi été épargnée par des opérations prises au titre de l'hygiénisme et que l'on retrouve dans des tissus comparables. Et Pierre Vago le fait en pleine conscience, comme ses écrits l'indiquent : *« Si les rues sont généralement étroites et rarement droites, ce n'est pas seulement l'effet du hasard. Il semble donc raisonnable de résister à la tentation d'élargir et de redresser sous prétexte d'hygiène et de circulation. Il faut éviter de regarder les petites villes de cette région avec l'optique du parisien. Dans une petite ville comme Tarascon, la circulation intérieure se fait exclusivement à pied et il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement si les distances n'augmentent pas. (...) Dans ces conditions, la « politique » à suivre paraît devoir consister plutôt dans la limitation de l'extension et dans l'amélioration de l'hygiène par la création de zones d'habitation attirant la population et permettant des opérations d'assainissement et de remembrement ultérieurs, que dans l'élargissement des voies qui livrerait toute la ville à la circulation automobile »*. Il livre ainsi une vision – en avance sur son temps – d'une rénovation respectueuse du réseau viaire existant et basée sur des opérations de curetage et de remembrement. C'est aussi dans cette pensée du projet de la vieille ville que Pierre Vago se révèle en décalage avec la doctrine du Mouvement moderne.

4. L'ambition de moderniser la ville à travers les infrastructures de déplacement

Le projet de reconstruction et d'aménagement de Tarascon lui donne cependant l'occasion de mettre en valeur ses idées visant à inscrire la ville dans la modernité. En effet, le secteur bombardé comprend la gare de chemin de fer ainsi que le pont reliant la ville à Beaucaire. Son projet est donc tendu entre la création de ces deux équipements pour lesquels il propose des solutions ambitieuses (déplacement du pont, nouvelle gare située au niveau intermédiaire et connectée à un projet de gare routière). Ces projets génèrent des discussions, parfois des avis divergents entre services concernés ; ils seront finalement disjointes du projet d'ensemble¹⁶⁰.

Le déplacement du pont de Beaucaire ayant été accepté par les Ponts et Chaussées, Pierre Vago réalise l'aménagement de la tête de pont, dans lequel *« les rampes d'accès (...) sont*

¹⁶⁰ *Compte-rendu du Comité technique de reconstruction et d'aménagement*, séance du 25 Novembre 1945, AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié.

utilisées comme éléments de composition architecturale »¹⁶¹. Pour l'architecte-urbaniste, cet aménagement participe d'une composition architecturale unique avec le nouveau Centre civique et l'ordonnancement du cours et des quais. En ce qui concerne le projet de gare, Pierre Vago ne sera pas suivi, certainement du fait de problèmes financiers. Car si la SNCF accepte sa proposition de nouvelle gare au niveau intermédiaire, elle ne compte pas participer financièrement à l'opération¹⁶². Au final, la gare existante sera réaménagée et aucun projet de gare routière ne verra le jour.

¹⁶¹ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et justification* (15 mai 1945), op. cit.

¹⁶² *Compte-rendu de la Conférence mixte* (séance du 20 Juin 1947), AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié.

PARTIE 3

LES ANNEES DE CROISSANCE

(1955-1975)

INTRODUCTION : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DEVELOPPEMENT URBAIN

Ville rurale prenant le tournant de l'industrialisation en retard, Tarascon ne connaît un essor économique qu'au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, avec l'installation de l'usine de fabrication de pâte à papier de La Cellulose du Rhône.

Dès 1953, La Cellulose du Rhône prépare la mise en service de son usine, prévue en 1955. Cette dernière est implantée au sud de la ville, en bordure du Rhône, dans le quartier de Carcassonne¹⁶³. Pour fonctionner, elle nécessite le concours de quatre à cinq cents ouvriers et cadres, dont La Cellulose du Rhône prévoit qu'une centaine viendra de l'extérieur. La société envisage de faire construire des logements de fonction près de l'usine (notamment pour des villas destinées aux cadres), mais, consciente que cela ne sera pas suffisant, elle interpelle la municipalité sur la nécessité qu'il y a à engager une politique de logement.

L'administration municipale, antérieurement à la demande de La Cellulose, avait déjà projeté d'urbaniser le quartier de Château Gaillard, secteur agricole situé au-delà des faubourgs au nord de la ville. Cette zone paraissait effectivement parfaitement adaptée à la construction de nouveaux quartiers résidentiels du fait de sa proximité avec le centre ancien (moins de 500 mètres) et de sa situation à l'abri des inondations grâce à la digue. Au tournant des années 1950, elle constitue une réserve foncière à fort potentiel, grâce aux prix modérés des terrains agricoles. En conséquence, la ville de Tarascon anticipe son développement en procédant à l'extension du réseau d'eau de la ville jusqu'aux portes du quartier, le courant électrique y étant déjà disponible. Elle pose une option sur un terrain plat de 25 000 mètres carrés, propriété de Monsieur Etienne Amy qui est disposé à le céder au prix de 148 francs le mètre carré.

La sollicitation de La Cellulose du Rhône accélère donc une volonté municipale de développement de la ville vers le nord. Elle permet de lancer des programmes de logements que la ville ne pouvait assumer seule. Dans un premier temps, il est décidé de construire un groupe d'une cinquantaine de logements par le biais de l'office HLM des Bouches-du-Rhône

¹⁶³ Répertoire : Secteur 5 Fiche 2.

(groupe HLM Château Gaillard, 1954-1956, arch. : André Chrysochérès)¹⁶⁴, puis de poursuivre l'urbanisation du quartier.

L'élan économique et urbain que connaît Tarascon au début des années 1950 est bientôt conforté par l'implantation de La Compagnie Nationale du Rhône (CNR) qui construit le barrage de Vallabrègues en amont de la ville (barrage mis en service en 1969).

A partir de 1963, en vue des travaux d'aménagement du Rhône et de la chute de Vallabrègues qui débiteront en octobre 1966, La Compagnie Nationale du Rhône conduit plusieurs opérations immobilières à Tarascon et à Beaucaire. Ces opérations, initiées en accord avec les municipalités, visent à construire des logements destinés aux employés de la CNR.

A Tarascon, suivant qu'ils sont destinés aux cadres, aux agents ou aux ouvriers, les logements prennent la forme de résidences d'habitation plus ou moins cossues, de lotissements de maisons individuelles ou de simples baraquements provisoires. Ainsi, entre 1964 et 1969, la CNR conduit cinq opérations, par le biais de sociétés civiles immobilières. Quatre sont pérennes : Résidence Château Gaillard (ancienne résidence Les Bruyères, 1964-1966, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van Migom, Ivan Bares, 12 logements, quartier du Cimetière)¹⁶⁵ ; Résidence Souspiron (1965-1967, arch. : Jacques Van Migom, Max Graveleau, Pierre Biscop, Georges Brodovitch, 160 logements, quartier Souspiron)¹⁶⁶ ; Résidence Fraternité (1965-1969, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van Migom, 18 logements, quartier Fraternité)¹⁶⁷ ; Cité des cadres (1968, arch. : N. Tabacchi, 6 logements, quartier Barailler-Bas)¹⁶⁸. La dernière est provisoire : Cité provisoire Les Célibataires (1965, arch. : Max Graveleau, 400 lits, quartier Les Ferrages du Cours).

A Tarascon, La Cellulose du Rhône et La Compagnie Nationale du Rhône constituent donc des « accélérateurs d'urbanisation ». Elles participent directement à la dynamique démographique, résidentielle et par conséquent architecturale et urbaine de la ville.

¹⁶⁴ Répertoire : Secteur 6 Fiche 4. Dossier monographique 5.

¹⁶⁵ Répertoire : Secteur 2 Fiche 11.

¹⁶⁶ Répertoire : Secteur 6 Fiche 6. Dossier monographique 7.

¹⁶⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 16.

¹⁶⁸ Répertoire : Secteur 6 Fiche 1.

Consciente qu'il faut accompagner ce développement, en édifiant des logements et en équipant la ville, le pouvoir municipal met en place un cadre réglementaire au développement de Tarascon.

I. LES DOCUMENTS D'URBANISME : CADRES REGLEMENTAIRES DU DEVELOPPEMENT URBAIN

En 1963 la Commune confie à Emile Sala des études visant à rénover le document d'urbanisme¹⁶⁹. On peut faire l'hypothèse que cette demande de révision est liée au projet d'urbanisation (160 logements et équipement scolaire) déposé par la CNR sur un terrain situé au nord du périmètre d'agglomération¹⁷⁰. A la suite d'une première extension du périmètre d'agglomération au nord de la digue, ce projet révèle une fois de plus que ce secteur de la commune – marqué par des parcelles agricoles plus grandes et un moindre mitage – propose une faisabilité opérationnelle plus grande, pour des opérations d'une certaine taille, que celui planifié à l'est¹⁷¹. Le projet déposé par la CNR peut se réaliser en toute légalité, puisqu'il est précisé dans le règlement : *« dans la zone rurale, aucun permis de bâtir ne sera accordé, excepté pour les bâtiments servant à l'exploitation agricole, comportant ou non une habitation, et à l'habitation des ouvriers ou artisans ruraux. Toutefois, la construction de bâtiments d'habitation pourra être autorisée si le terrain mesure au moins 2 500 mètres carrés de superficie, s'il n'en résulte aucune charge pour la collectivité et si les intérêts de l'hygiène et de l'esthétique sont sauvegardés »*¹⁷².

Ainsi ce territoire au nord de la commune, délaissé par le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago, supportera une grande part des projets d'habitat de la période de croissance. Le Plan d'Urbanisme de Détail (PUD) n'étant publié qu'en 1969, le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago restera le document d'urbanisme de référence pendant plus de vingt ans.

¹⁶⁹ Suite à un arrêté ministériel du 14 Novembre 1963.

¹⁷⁰ Projet dans lequel est impliqué Pierre Vago avec la réalisation du groupe scolaire (1967).

¹⁷¹ A l'exception cependant du quartier des Ferrages.

¹⁷² Cf. article 5/1 du chapitre 5 du règlement, VAGO Pierre, *Plan d'Aménagement de Tarascon*, op. cit.

1. Le Plan d'Urbanisme de Détail (1963-1969, Emile Sala)

Approuvé en 1971, c'est cependant cette même année qu'un arrêté vient prescrire la réalisation d'un Plan d'Occupation des Sols. Comme l'explique Emile Sala dans le *Rapport justificatif*¹⁷³, les études du PUD – lancées avant la Loi d'orientation Foncière de 1967 (qui prescrit les Plans d'Occupations des Sols (POS) comme nouveaux documents d'Urbanisme) – iront jusqu'au bout d'un document opposable, tout en préparant le nouveau document conforme à la Loi d'Orientation Foncière (LOF) : « *Le présent plan d'urbanisme directeur dont la procédure d'approbation est engagée, sera ultérieurement complété par un plan d'occupation des sols. Celui-ci déterminera les possibilités de construction en fonction du niveau des équipements, alors que celui-là, comme a voulu le montrer ce rapport, constitue une proposition, un objectif qu'il est souhaitable d'atteindre* ». Le POS ne sera cependant publié qu'en 1979¹⁷⁴.

Le PUD présente un grand décalage avec la doctrine du Plan Vago dans le sens où la ville est perçue avant tout en situation dynamique (période de croissance). Elle se doit d'être équilibrée (entre les fonctions) plus que limitée spatialement, ce qui va produire un changement d'échelle. Là où Pierre Vago se contente de constater que la ville est constituée d'une « *bourgeoisie fermée* »¹⁷⁵, Emile Sala évoque « *une ville léthargique à qui il serait souhaitable de redonner vie par l'implantation d'activités (...)* »¹⁷⁶.

¹⁷³ SALA Emile, *Rapport justificatif, PUD de Tarascon*, 1969, Archives Municipales de Tarascon, Série W, Dossier PUD, non inventorié.

¹⁷⁴ Nous n'avons trouvé aucune étude concernant la conception du POS. Le document ne portant que la signature institutionnelle de la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches-du-Rhône, nous ne sommes pas en mesure de savoir quel rôle a joué Emile Sala dans sa conception.

¹⁷⁵ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et justification* (15 mai 1945), op. cit.

¹⁷⁶ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala* (5 novembre 1966). *Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

a. La planification de l'étalement urbain

Le PUD – dont les plans sont réalisés à l'échelle 1/5000 [fig.7] et 1/10000¹⁷⁷ – couvre l'ensemble du territoire de la commune, alors que le Plan Vago était circonscrit au périmètre d'agglomération et à la zone industrielle au sud. Il s'agit ici de zoner (et réglementer) l'intégralité du territoire de la commune.

Au milieu des années 1960, porté par l'élan des « Trente Glorieuses », le principe affirmé est de planifier un développement de la ville, en misant sur un équilibre habitat/activités : « *Les objectifs du plan d'urbanisme visent à confirmer les vocations résidentielles et agricoles de la commune de Tarascon et à créer la fonction industrielle* »¹⁷⁸. Le développement industriel dont il est question est basé sur une exploitation de la filière agricole. Face au déclin constaté de l'agriculture (en termes d'emplois et de place marchande dans la région), il est proposé une restructuration autour de la vocation maraîchère et fruitière, avec la création d'une coopérative intercommunale permettant une « *industrialisation et commercialisation de fruits et raisins* »¹⁷⁹.

Spatialement, ces objectifs se traduisent par la création d'un secteur dédié à cette activité et dans l'extension de la zone d'habitation, calibrée pour accueillir 19 000 habitants en 1985¹⁸⁰. Dans le mouvement amorcé précédemment, ces localisations sont prévues au Nord « *sur une partie de la commune où, d'ailleurs, une extension naturelle et anarchique a lieu, extension anarchique qu'il est urgent de structurer* »¹⁸¹. La zone d'agglomération du PUD représente 177 ha, que nous pouvons mettre au regard des 89 ha du Plan Vago. L'extension résidentielle est prévue sans grande densité : « *L'extension projetée devrait rester à caractère très bas avec une forte proportion d'habitat individuel* »¹⁸². Emile Sala justifie cette faible densité par le contexte : « *Il apparaît assez regrettable que la densité moyenne de l'habitat situé dans le périmètre urbain actuel soit trop faible et qu'une densification apparaisse compromise en*

¹⁷⁷ Nous n'avons cependant pas trouvé trace du plan au 1/10000 représentant le zonage de l'ensemble du territoire communal

¹⁷⁸ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op.cit.

¹⁷⁹ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

¹⁸⁰ Pour information, la population totale dépassera à peine les 11 000 habitants en 1982, Recensement Général de Population, INSEE

¹⁸¹ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

¹⁸² SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

raison de l'existence 1/ au sud, d'une importante caserne [5,5 ha], 2/ au nord, du Couvent de la Visitation et du Cimetière [environ 2,72ha], 3/ au nord-est, de terrains sur lesquels ont été édifiés des villas, réduisant de la sorte la densité en un lieu où l'on aurait pu souhaiter qu'elle soit plus importante »¹⁸³. Nous pouvons néanmoins penser que sur cette question – comme sur celle des hauteurs maximum, perceptible dans le Plan Vago – la commune de Tarascon a pesé¹⁸⁴. A la faible densité de la zone urbaine d'extension s'ajoute le mitage programmé de la zone agricole avec un secteur N1 « rural à vocation résidentielle », tout à fait au nord de la commune, autorisant les lotissements sur des propriétés de plus d'1,5 ha. L'objectif de développer un secteur industriel depuis la filière agricole s'accompagne donc d'une déprise programmée des terrains dévolus à l'agriculture. A ce sujet, Emile Sala précise que s'il s'agit de : « maintenir et stimuler l'agriculture dans les parties du territoire où il est opportun de le faire » [l'objectif de préserver d'importantes zones rurales répond aussi à la finalité de :] « disposer ultérieurement de terrains non occupés pour un lointain avenir, limiter autant que faire se peut les charges d'équipement qui incombent aux collectivités, préserver le paysage »¹⁸⁵. Apparaît ici très clairement ce qui va fonder en grande partie la doctrine de la planification de cette période : les terres agricoles vues comme variable d'ajustement de la croissance résidentielle.

En termes de bilan, le rapport de présentation du document ultérieur¹⁸⁶ indique que, sur la période 1968-1975, 98 logements collectifs ont été réalisés pour 709 logements individuels. Relevons que l'essentiel du maillage viaire prévu pour organiser l'extension urbaine ne se fera pas.

¹⁸³ SALA Emile, *Rapport d'enquête d'Emile Sala (5 novembre 1966). Révision du Plan d'Urbanisme directeur (1965-1970)*, op. cit.

¹⁸⁴ Notons qu'à cette même époque, Emile Sala, en tant que chargé de l'aménagement de la ZUP de Plan-de-Bourg à Arles, mène une réflexion poussée sur l'habitat individuel dense.

¹⁸⁵ SALA Emile, *Rapport justificatif, PUD de Tarascon*, op.cit.

¹⁸⁶ *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, 1984, Service Municipal de l'Urbanisme de Tarascon. Il s'agit du rapport de présentation lié à la première modification du POS portant sur le règlement.

b. Une sensibilité au paysage et à l'attractivité de la vieille ville

Emile Sala témoigne de cette sensibilité dès l'exposé des données du rapport justificatif : « *Tarascon est une ville ancienne bien connue et un centre d'excursions fréquenté. De nombreux immeubles sont classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques (...) Tout doit donc être mis en œuvre pour que soit préservé un des plus beaux paysages de Provence et que le développement industriel et commercial de cette commune ne nuise pas à l'attrait qu'elle présente pour de nombreux touristes* ». Il est d'ailleurs intéressant de comparer les listes établies par Emile Sala et Pierre Vago concernant les monuments classés et inscrits. D'une part, nous voyons que le processus de patrimonialisation se développe : la Porte de la Condamine est classée en 1961, les vestiges archéologiques de Saint-Gabriel sont inscrits en 1955 et ceux de l'Abbaye Saint-Honorat en 1961. D'autre part, la liste présentée par Pierre Vago présente des lacunes : oubli du classement depuis 1943 d'une maison Renaissance et de l'inscription depuis 1930 de la Porte Saint-Jean.

Cependant le regard porté par Pierre Vago et Emile Sala sur le tissu urbain de la vieille ville est très proche : « *Enfin, il y aurait lieu d'envisager un plan de rénovation urbaine affectant le Quartier Central vétuste et insalubre* ». « *Dans Tarascon, un certain nombre de rues et petites places méritent d'être conservées en raison de leur caractère typiquement méridional et du charme qui s'en dégage [rue des Halles, place Pie, rue Condamine, etc.]* »¹⁸⁷. Une prise en compte plus large de la notion de paysage caractérise Emile Sala – cela est certainement dû à l'exercice du document imposant un zonage de tout le territoire, avec la prise en compte des espaces naturels et de campagne – là où Pierre Vago n'évoque que les vues sur le Rhône.

Prescrit en 1971, le POS ne sera opposable au tiers qu'à partir de 1979. Un plan des coefficients provisoires d'occupation des sols est approuvé par arrêté préfectoral le 22 Juin 1971, permettant au PUD réalisé par Emile Sala d'être pleinement opératoire.

¹⁸⁷ SALA Emile, *Rapport d'enquête, révision du PUD*, op. cit.

2. Le Plan d'Occupation des Sols (Direction Départementale de l'Équipement, 13)

Si, en termes de prospective, le POS est plus mesuré que le plan précédent (« *Pour les dix années à venir, on peut envisager une reprise de la croissance démographique due à un apport de populations extérieures à la commune. Tarascon pourrait compter, en 1987, une population comprise entre 12 500 habitants et 13 500 habitants* »¹⁸⁸), en termes de consommation d'espace, il repousse de manière conséquente les limites de l'extension urbaine tout en portant un regard renouvelé sur la vieille ville.

a. Une prospective basée sur une logique de libération de l'offre foncière

Les zones urbaines représentent dorénavant 267 hectares ; elles sont en augmentation de 50% par rapport au PUD. Mais nous ne pouvons nous fixer sur ce chiffre. En effet, à l'appui du nouveau zonage qui découle des POS, les capacités d'accueil théorique sont estimées de manière bien plus importante en zones naturelles (2 770 logements) qu'en zones urbaines (1 440 logements). Ainsi aux 267 hectares, nous pouvons ajouter 200 hectares prévus pour un aménagement futur résidentiel, sous forme de Zone d'Activités Commerciales (ZAC) ou de lotissements, ainsi que 98 hectares prévus pour un aménagement futur d'activités. En tout, l'ensemble représente 565 hectares urbanisés ou destinés à l'être à plus ou moins long terme. Par ailleurs, 107 hectares classés en zone NB (zone de campagne) poursuivent le phénomène de mitage du secteur rural. Alors que, précédemment, l'argument en faveur de la croissance était fondé sur un développement industriel depuis la filière agricole¹⁸⁹, ici c'est la logique de capacité d'accueil qui prévaut avant tout. Il est mis en avant la « *possibilité de développer l'industrie compte tenu de la situation et des dessertes* »¹⁹⁰ en synergie avec le projet d'extension de La Cellulose du Rhône et la zone industrielle de Beaucaire. Ce développement économique est présenté comme susceptible de soutenir une croissance résidentielle qui, à son tour, justifie d'une offre foncière conséquente.

¹⁸⁸ DDE 13, *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, op. cit. Pour information, la population totale est de 11 158 habitants en 1990, source Recensement Général de Population, INSEE.

¹⁸⁹ Développement qui se réalise aujourd'hui dans la zone des Roubians, mais sur lequel le POS ne dit rien.

¹⁹⁰ DDE 13, *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, op. cit.

b. Une Logique favorisant une grande discontinuité bâtie

Spatialement l'extension urbaine (sous forme de zones NA) est organisée en couronne autour de l'agglomération du nord jusqu'au sud. Seule la future zone d'activités des Roubians est prévue à distance de la zone agglomérée : ancien terrain de manœuvres acquis par la commune, elle est incluse au sein de la zone agricole. Elle est cependant reliée par le projet de rocade sud aux zones d'activités le long du Rhône et à celle de Beaucaire avec le projet de nouveau pont routier. L'ensemble du dispositif (zones d'activités, rocade et pont) a été effectivement réalisé ; les grands projets d'infrastructures portés par l'Etat ayant été au bout de leur logique. L'urbanisation résidentielle a été, quant à elle, bien en deçà des capacités offertes par le document d'urbanisme. Réalisée essentiellement sous forme de lotissements, au gré des disponibilités foncières, elle s'est développée sans logique de continuité et sans s'appuyer sur le maillage viaire envisagé. Ainsi, les secteurs nord et est n'ont pu éviter de poursuivre l'urbanisation anarchique, caractérisée par de grandes poches relativement étanches les unes aux autres. Le choix du zonage spatial comme du règlement (discontinuité, faible densité) pouvait le laisser prévoir : *« Il est à remarquer que la zone UB a été limitée à la frange de l'ancienne agglomération, comme pour terminer « proprement » les amorces d'alignement en ordre continu que l'on retrouve ça et là sur l'alignement extérieur des boulevards et dans quelques rues qui y aboutissent. En somme, on a opté à Tarascon, comme dans bien d'autres communes, pour une urbanisation pavillonnaire. C'est sans doute mieux ainsi si l'on admet que la ville initiale est un centre assez étoffé pour qu'il ne soit pas indispensable de l'étendre »*¹⁹¹.

c. Un changement de regard : éloge de la vieille ville, rejet de l'architecture Moderne

Avec le POS apparaît une rupture importante dans la doctrine sur l'architecture et la ville : *« La vieille ville de structure médiévale, jadis contenue par des remparts, l'est de nos jours par de larges boulevards ombragés qui la détachent heureusement de l'urbanisation contemporaine. Ainsi elle s'affirme mieux au bord de cette avenue aérée qu'est la vallée du Rhône, flanquée de son château massif »*¹⁹². Cette remarque nous montre que le tissu ancien

¹⁹¹ DDE 13, *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, op. cit.

¹⁹² DDE 13, *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, op. cit.

de Tarascon (et plus seulement ses monuments) entre dans une logique de patrimonialisation et devient un enjeu de politique urbaine : « *La conservation Régionale des Bâtiments de France avait désigné le centre ville de Tarascon parmi les plus belles villes du Département qui devaient bénéficier d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur.[...] Il serait souhaitable que cette idée soit à nouveau examinée par la Municipalité à un moment qu'elle jugera opportun* »¹⁹³. Mais ce nouveau regard s'accompagne d'une dépréciation de l'urbanisation contemporaine. Ainsi, il n'est plus fait de différence entre le tissu ordonné de la Reconstruction, et celui lié à des logiques opérationnelles plus fragmentées, à l'architecture de plus ou moins grande qualité. A partir de ce moment, un regard stigmatisant et généralisant va être porté sur la production de l'habitat collectif d'après-guerre.

¹⁹³ DDE 13, *Rapport de présentation du POS de Tarascon*, op. cit.

II. LE DEFI DU LOGEMENT

A Tarascon, comme dans la plupart des villes françaises au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les programmes de logement dominant la production architecturale. Ils constituent donc un prisme au travers duquel sont observables les principaux phénomènes à l'œuvre dans le domaine de l'architecture : renouvellement des typologies ; tentative de mixité programmatique (opérations associant logement social locatif ou en accession ; opérations associant logement individuel et logement collectif) ; évolution des techniques de construction (standardisation ; utilisation de procédés rationnels de construction associant le béton et la pierre prétaillée) ; expérimentations formelles.

A Tarascon, il est particulièrement frappant de constater que l'ensemble des programmes de logement (individuel, collectif et, dans une moindre mesure, individuel groupé), toutes catégories et typologies confondues (logement social, copropriété, et, dans une moindre mesure, propriété individuelle), témoigne de ce renouvellement des pratiques. Cela s'explique certainement par le fait que quelques personnalités – principalement l'agence Van Migom-Pélissier et les architectes Marcel et Pierre Guesnot mais aussi d'autres figures importantes telles Pierre Laborde, Max Graveleau, André Chrysochérès – dominant la production architecturale de la période. Ces architectes, par leur pratique, initient et mettent en œuvre ce renouvellement architectural, dans le domaine du logement comme, nous le verrons ensuite, dans celui des équipements.

1. Les données de départ

a. La crise du logement à Tarascon

La pénurie de logements, déjà criante à Tarascon pendant l'entre-deux-guerres, a été aggravée par les destructions engendrées pendant la seconde Guerre Mondiale. Les programmes de Reconstruction, bien qu'ambitieux, n'ont solutionné que partiellement cette crise qui devient plus aiguë à partir des années 1950, au moment où la population de la ville recommence à croître, après un demi-siècle de déclin¹⁹⁴. En 1960, les pouvoirs publics ne peuvent que

¹⁹⁴ La population de Tarascon est passée de 13 229 habitants en 1859 à 7 744 en 1954. Elle remonte à 8 661 habitants en 1962 pour atteindre les 10 735 habitants en 1982.

constater la pénurie de logements : « *La ville de Tarascon possédait, en 1918, 1 832 logements ; pendant la période allant de 1918 à 1940, 43 logements ont été construits. La vétusté et la guerre ont amené la destruction de 180 logements et, au 1^{er} janvier 1957, le nombre de logements construits ou reconstruits était de 2 036 logements. Dans ce nombre, on peut compter 130 logements menaçant ruines ou inhabitables par suite de vétusté ou d'insalubrité* »¹⁹⁵.

Le développement de la ville incite la municipalité à prévoir la construction de nouveaux logements¹⁹⁶. Tenant compte des exigences du Plan d'Urbanisme approuvé, elle détermine un programme de construction permettant l'édification échelonnée de logements destinés aux ménages moyens et modestes. Elle conduit elle-même une opération importante – la construction du groupe HLM des Ferrages du Cours (310 logements, 1964-1968, arch. : Van Migom-Pélissier)¹⁹⁷ –, au travers de la Société d'Economie Mixte de Tarascon (SEMITAR) placée sous son égide. En outre, elle facilite la diffusion de terrains propices à la construction à l'intérieur du périmètre d'agglomération, cela auprès des différents opérateurs publics, semi-publics ou privés (organismes HLM, Société Civiles Immobilières).

¹⁹⁵ Notice descriptive et justificative dressée par les Ponts-et-Chaussées pour le lotissement municipal des Ferrages du Cours (6 avril 1960), AM TARASCON, Série W, Dossier Les Ferrages du Cours, non inventorié.

¹⁹⁶ En 1962, le maire de Tarascon s'adresse au préfet des Bouches-du-Rhône en ces termes : « *Ce projet [la construction du groupe HLM des Ferrages du Cours], à lui seul, va représenter une augmentation de population que l'on peut évaluer à 800 ou 1 000 personnes. Il s'agit bien d'une augmentation et non d'un simple déplacement de population à l'intérieur de la commune, si l'on tient compte que l'usine de La Cellulose du Rhône emploie actuellement plus de 600 ouvriers et que sur ce nombre il n'y en a pas plus de 200 qui habitent Tarascon, faute de logements. Par ailleurs, les projets d'aménagement du Rhône doivent déterminer la création d'un chenal qui passera sur la rive gauche, c'est-à-dire côté Tarascon. La Compagnie Nationale du Rhône a déjà pris des contacts avec moi en vue de la construction de logements réservés à son personnel, logements à prévoir en dehors et en sus du lotissement dont je viens de parler. En outre, le rapatriement progressif des troupes stationnées en Afrique du Nord conduit l'autorité militaire à envisager le retour au quartier Kilmaine à Tarascon de la Compagnie des Essences qui y était stationnée avant les événements d'Algérie. Cela représente environ 500 militaires dont une quarantaine de cadres vivant en famille. Tout cela, joint à l'augmentation générale de la population qui se traduit, par exemple, pour ma commune par une augmentation constatée à l'occasion du dernier recensement qui a fait passer la population de 7 744 en 1954 à 8 910 actuellement, me paraît justifier les prévisions faites par l'assemblée municipale* », Lettre du Maire de Tarascon au préfet des Bouches-du-Rhône au sujet du projet d'école de garçons du quartier des Ferrages (11 octobre 1962), AM TARASCON, Série W, Dossier Ecole de garçons des Ferrages, non inventorié.

¹⁹⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 10.

b. Le modèle Prétaillé mis au point par l'agence Van Migom-Pélissier, socle du renouveau du logement à Tarascon

Le modèle Prétaillé repose sur l'utilisation de refends transversaux porteurs et de façades en pierre prétaillée provenant des carrières de Fontvieille et d'Estailades. Il est mis au point par une équipe regroupant l'agence d'architecture Van-Migom-Pélissier (Arles), la Société nouvelle de constructions et de travaux (mandataire commun, siège à Paris, huit agences en France dont celle de Marseille, 3 161 salariés en 1974), l'entreprise de maçonnerie, travaux publics et béton armé Michel et Jauffret (Miramas, 352 salariés en 1974) et la Société méridionale d'exploitation des carrières de pierre de taille qui exploite les carrières de Fontvieille, Menerbes et Lacoste (Bouches-du-Rhône), d'Estailades (Vaucluse), de Castillon du Gard (Gard).

L'objectif de cette équipe est de tendre à « *une simplification de la construction et à une utilisation rationnelle d'un matériau de façade naturel, noble, particulièrement adapté aux sites, villes et villages du midi de la France* », autrement dit de mettre au point un procédé de construction, rationnel et standardisé, reposant sur l'utilisation de refends transversaux porteurs et de façades en pierre prétaillée provenant de carrières locales.

Ce procédé de construction est mis au point au cours des années 1960 au travers de huit opérations de plus ou moins grande envergure : Val Saint-André (1960-1966, Aix-en-Provence, 400 logements) ; Griffeuille (1963-1968, Arles, 536 logements) ; Les Ferrages du Cours (1964-1968, Tarascon, 310 logements)¹⁹⁸ ; Molière (1964, Miramas, 96 logements) ; La Gabelle (1966, Arles, 24 logements) ; Vieille Carrière (1967, Chateaurenard, 87 logements) ; Cabannes (1968-1969, Cabannes, 36 logements) ; La Ranjarde (1969, Saint-Rémy-de-Provence, 70 logements).

Sur la base de ces expériences successives, l'équipe élabore des modèles régionaux (Prétaillé 2 en 1970, Prétaillé 3 en 1971, Prétaillé 4 en 1972) dans les conditions définies par la circulaire 6946 du ministère de l'Équipement et du Logement du 9 avril 1969. Ces modèles, valables pour des ensembles allant de 40 à 2 000 logements, sont destinés à être édifiés dans un rayon de 100 kilomètres à partir du centre de taillerie industrialisée.

¹⁹⁸ Répertoire : Secteur 3 Fiche 10.

Dans le cadre du modèle Prétaillé, l'équipe Van Migom-Pélissier met au point un plan-type de cellules d'habitation, selon ce qu'ils considèrent être des exigences de vie et de confort. Ils déclinent ce modèle à toutes les tailles d'appartements. Les appartements sont conçus selon un esprit de fonctionnalité, les architectes cherchant à éviter « *d'imposer un plan de conception trop intellectuelle ou décorative, inadaptée à la vie de tous les jours* » : le hall d'entrée, auquel est adossé le bloc sanitaire (salle de bains équipée d'une baignoire, d'un lavabo et d'un bidet ; WC séparés), et la pièce de rangement (penderie ouvrant dans la circulation et la/les chambres d'enfant) qui lui fait face constituent l'articulation du logement. De part et d'autre se développent l'espace jour (cuisine et séjour ouvrant sur une loggia) et l'espace nuit (chambres). Les architectes traitent le hall largement pour donner une certaine ampleur à l'entrée qui peut ainsi recevoir un meuble de rangement, un secrétaire, ou devenir une surface de libre évolution pour les enfants. Les architectes tiennent aussi à ce que la cuisine soit grande, ce qui donne la possibilité d'aligner tous les appareils sur une seule face, de prendre ses repas à l'aise et de loger un mobilier complet sur les surfaces libres. Ils conçoivent la salle de séjour comme un lieu de détente et de repos. Elle est adaptée à recevoir un ameublement de salon, une table extensible permettant d'y dresser le couvert. A l'extérieur, elle est prolongée par la loggia. Précisons que les architectes prennent soin de ménager l'intimité de chacun : grâce à une alternance d'orientation (est, ouest ou sud), les loggias des uns sont à l'abri des regards des autres. Les pièces de nuit sont de deux types : chambres des parents où, selon la volonté des architectes, aucune largeur n'est inférieure à 2,75 mètres ce qui permet de toujours disposer d'un passage de 0,95 mètres autour du lit et où l'absence d'ouvrants de penderie permet de loger un mobilier complet, en particulier une armoire et un berceau ; chambres des enfants disposées de manière à pouvoir éventuellement recevoir deux lits avec une circulation possible sur trois faces. La hauteur sous plafond est fixée à 2,54 mètres. Les logements sont équipés du chauffage collectif et de l'eau chaude individuelle. Ils disposent d'un cellier-séchoir en prolongement de la loggia. Les espaces collectifs sont traités simplement : escalier préfabriqué en granité, paliers recouverts de dalles vinyle, rampe métallique avec main courante en plastique.

Sur la base des plans-types d'appartements, l'équipe Van Migom-Pélissier met au point des bâtiments-types que les architectes combinent à loisir dans les différentes opérations de logement collectif : des barres horizontales qu'ils baptisent immeubles « Famille linéaire » ; des tours ou blocs qu'ils baptisent immeubles « Famille ponctuel ».

2. Le logement social à Tarascon ou l'avènement du modèle Prétaillé

A Tarascon, les programmes de logements sociaux ont en commun de pratiquement tous faire intervenir l'agence Van Migom-Pélissier. Par conséquent, ils témoignent des recherches qui accompagnent l'émergence, la mise au point et la diffusion du modèle Prétaillé.

Les trois principaux programmes de logements sociaux à être initiés à Tarascon au cours de la période qui nous intéresse sont l'opération Château-Gaillard (1954-1962), celle des Ferrages (1963-1968) et celle des Célibataires (1974-1975). Ces trois opérations ont en commun de combiner des logements collectifs et des logements individuels groupés, des logements locatifs et d'autres en accession à la propriété.

a. L'opération Château-Gaillard (1954-1962)¹⁹⁹

L'opération Château Gaillard rassemble deux ensembles de logements sociaux construits à quelques années d'intervalle : le groupe d'Habitations à Loyer Modérés (HLM) Château Gaillard, ensemble d'immeubles collectifs construit selon les plans de l'architecte marseillais d'origine grecque André Chrysochérès (1915-?) pour le compte de l'Office public HLM des Bouches-du-Rhône entre 1954 et 1956 ; le lotissement de maisons individuelles ou jumelées Château Gaillard, actuelle cité Pierre Curie, construit selon les plans des architectes Jacques Van Migom (1907-1980) et Jean Pélissier (1927-2003) pour le compte de la Société coopérative HLM Le Foyer de Provence entre 1960 et 1962.

Ces deux opérations, bien que différentes en termes de programme et d'acteurs, répondent à une même logique : l'urbanisation du quartier Château Gaillard, situé au nord de la ville de Tarascon, afin de doter la ville de logements. Elles constituent respectivement la première et la deuxième tranche d'un programme social. En outre, elles constituent, par leur juxtaposition même, une tentative intéressante pour essayer de conjuguer logement collectif et individuel, logement locatif et en accession à la propriété.

¹⁹⁹ Dossier monographique 5.

Le groupe HLM Château-Gaillard (1954-1956, arch. : André Chrysochérís)²⁰⁰

Par une délibération municipale en date du 17 juillet 1953, la municipalité de Tarascon décide, en accord avec La Cellulose du Rhône et avec son concours financier, que la ville réalisera une première tranche de cinquante logements d'un programme HLM sur le terrain Amy. Elle demande à l'Office départemental HLM des Bouches-du-Rhône d'inscrire ce programme au rang des priorités, au titre du décongestionnement des villes industrielles, et de désigner un architecte. La ville de Tarascon n'a qu'une seule exigence : les immeubles à édifier ne doivent pas dépasser deux étages et six appartements par unité. Elle s'engage à prendre en charge les travaux d'aménagement du chemin communal n°38 qui dessert le site et à participer au financement de l'opération à hauteur d'un million de francs (valeur 1953). Enfin, elle cède l'option qu'elle avait posée sur le terrain Amy au profit de La Cellulose du Rhône.

Cette dernière achète immédiatement le terrain situé en contrebas de la digue en talus qui le sépare du Rhône et l'abrite du mistral. En novembre 1953, elle revend une parcelle de 12 711 mètres carrés, soit environ la moitié de la surface totale, à l'office départemental d'HLM des Bouches-du-Rhône pour que ce dernier y édifie des immeubles collectifs.

En avril 1954, un contrat est passé entre La Cellulose du Rhône et l'Office départemental d'HLM des Bouches-du-Rhône concernant la participation financière de La Cellulose du Rhône à la construction du groupe Château Gaillard, participation financière de 15% venant s'ajouter aux crédits d'Etat visant à financer les logements sociaux par le biais de la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions de la loi du 3 septembre 1947. En contrepartie, sur l'ensemble des logements construits, l'Office s'engage à réserver au bénéfice du personnel de la société 40 des 50 logements. Cet engagement porte sur 31 logements de Type II (sur les 38 que doit compter le groupe) et 9 logements de Type III (sur les 10 que doit compter le groupe). La Cellulose du Rhône décidera à quelles familles ils seront attribués.

Pour conduire l'opération, l'Office départemental d'HLM des Bouches-du-Rhône désigne l'architecte André Chrysochérís (1915- ?). Ce dernier, architecte DPLG de nationalité grecque, né à Istanbul en 1915 et installé dans la cité phocéenne, est un ancien élève de l'Ecole régionale d'architecture de Marseille (atelier Castel et Beaudouin) et de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris (atelier Tournon). Diplômé en 1942, il commence sa carrière en collaborant avec des figures importantes de la scène architecturale

²⁰⁰ Répertoire : Secteur 6 Fiche 4. Dossier monographique 5.

marseillaise telles que Jean Rozan (1887-1977), André Devin (1905-1983) ou encore Jean Allar (1901-1944). En 1946, il ouvre son agence personnelle et ne tarde pas à se spécialiser dans le domaine du logement. Le groupe de Château Gaillard de Tarascon est la seule opération que lui confie l'Office.

Son projet, dressé le 12 mars 1954, est approuvé par le préfet le 15 mars 1954. Le permis de construire est accordé le 25 mai 1954.

Conformément au vœu émis par la municipalité de Tarascon, le parti qui préside à la construction du groupe HLM de Château Gaillard consiste à prévoir la construction de quatre barres de faible hauteur (un et deux étages sur rez-de-chaussée) et de dimensions différentes (deux ou trois blocs) entourant des espaces libres réservés aux piétons et aux enfants. Les contraintes morphologiques du site conduisent André Chrysochérès à opter pour une implantation orthogonale des bâtiments : les bâtiments A et B sont disposés parallèlement à la digue, selon une orientation est-ouest ; les bâtiments C et D sont disposés perpendiculairement à ces derniers, selon une orientation nord-sud. Il en résulte un plan masse extrêmement simple, les bâtiments s'ordonnant le long d'une voie de desserte dessinant un L, de manière à dégager un vaste espace collectif d'agrément isolant le groupe de l'actuelle avenue de Château Gaillard²⁰¹.

Dans l'état initial, les 50 logements du groupe se répartissaient de la manière suivante : 8 appartements de Type III dans le bâtiment A ; 18 dans le bâtiment B ; 2 Type I, 4 Type II et 6 Type III dans le bâtiment C ; 6 Type II et 6 Type III dans le bâtiment D. Les appartements conçus par André Chrysochérès obéissent à une organisation rationnelle visant à séparer espaces jour et nuit : la cuisine et le séjour sont directement accessibles depuis l'entrée ; la salle de bains et les WC se trouvent en position centrale ; la (ou les) chambre(s) occupe(nt) la dernière partie du logement. La seule différence notable entre les différentes cellules d'habitation est que les appartements des bâtiments C et D, bénéficiant d'une meilleure orientation, disposent de balcons prolongeant, au sud, l'espace de la salle de séjour.

Les bâtiments se développent sur un (A) ou deux étages (B, C et D) sur rez-de-chaussée. Ils possèdent tous des sous-sols surélevés aménagés en caves. Ils sont couverts par des toitures de tuiles rondes. Les cages d'escaliers, deux ou trois par bâtiments, desservent deux appartements par palier. Les portes d'entrée des bâtiments C et D, légèrement surélevées par rapport au niveau du sol naturel, sont accessibles au moyen de généreuses volées d'escalier.

²⁰¹ Cette disposition initiale a depuis été modifiée par l'ajout, dans les années 1990, d'un nouveau bâtiment de 20 logements, en façade sur l'avenue de Château Gaillard, et qui ferme le groupe sur lui-même.

André Chrysochérís opte pour un parti constructif ayant encore valeur de prototype, en ce milieu des années 1950. Il utilise une structure de murs porteurs qui combine du béton (fondations sur semelles), des pierres dures appareillées (murs des caves) et, sur trois des quatre façades, de la pierre tendre prétaillée débitée en blocs de 30 centimètres d'épaisseur. Cette pierre est laissée brute de sciage, de manière à dessiner un appareil à assise régulière faisant alterner des lits de 40 et de 80 centimètres de hauteur. La dernière des quatre façades, orientée au sud (C, D) ou à l'est (A, B) selon les bâtiments, est traitée différemment : l'ossature béton armé, qui dessine des trames de 4,50 mètres de large, est laissée brute ; des panneaux de remplissage en ciment moulé complètent l'ensemble. Ces derniers, coulés sur place, possèdent une face de parement constituée de petits galets blancs enrobés dans du ciment blanc. Leur apparence originelle a été altérée par la pose ultérieure d'un revêtement de peinture dessinant des motifs circulaires. Il n'empêche que l'apparence soignée des bâtiments résulte de ce choix constructif et des conséquences esthétiques qu'il engendre, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la pierre prétaillée.

La démarche d'André Chrysochérís rejoint celles de Fernand Pouillon (1912-1986) ou de Jacques Van Migom qui, au même moment, posent les bases d'une architecture s'inscrivant dans la tradition régionale d'utilisation de la pierre tendre. Cette dernière, associée ici à la pierre dure (soubassement), au béton brut (ossature et casquette des portes d'entrée), au ciment (panneaux de remplissage et appuis de fenêtres), au métal (garde-corps des balcons) et à la terre cuite (claustras placées au-dessus des portes d'entrée), acquiert une expressivité nouvelle.

Bien qu'étant une opération relativement modeste sur le plan quantitatif, le groupe HLM Château Gaillard de Tarascon est un geste architectural fort. André Chrysochérís y affirme, par des lignes claires et une composition graphique, que créer une architecture résolument contemporaine peut s'inscrire dans une tradition locale.

Le lotissement HLM Château Gaillard (actuelle Cité Pierre Curie, 1960-1962, arch. : Jacques Van Migom et Jean Pélissier)²⁰²

Lors de l'élaboration du projet de lotissement voisin, l'actuelle cité Pierre Curie, les architectes Jacques Van Migom et Jean Pélissier vont formuler une proposition d'un autre ordre.

La construction du lotissement constitue, en quelque sorte, la seconde tranche de l'opération d'urbanisation du quartier de Château Gaillard. Elle est initiée en 1960 par La Cellulose du Rhône, en accord avec la municipalité. Pour la société, il s'agit de lotir la seconde moitié de la parcelle, ancienne propriété d'Etienne Amy, acquise en 1953. Pour cela, La Cellulose du Rhône fait appel à la Société coopérative d'HLM Les Foyers de Provence qui confie le projet à la principale agence d'architecture arlésienne : celle des architectes Jacques Van Migom et Jean Pélissier. Ces derniers sont très actifs dans le domaine du logement collectif et des équipements publics depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale. Le lotissement de Château Gaillard constitue l'une de leurs premières expériences en termes de logement individuel groupé.

Les architectes arrêtent le projet de lotissement de Château Gaillard le 7 avril 1960. La demande de permis de construire, déposée le 9 avril 1960, reçoit une suite favorable le 12 août 1960. Le chantier commence immédiatement et, prévu pour durer vingt-quatre mois, se poursuit jusqu'en 1962.

Il s'agit de construire 23 logements individuels (22 logements en maisons jumelées et une maison individuelle isolée) en accession à la propriété. Pour cela, la parcelle de 12 045 mètres carrés est divisée en 23 parcelles variant de 350 à 600 mètres carrés, la moyenne des surfaces s'établissant à 420 mètres carrés environ. Sur chaque lot, il est prévu que soit construit un logement de Type IV. Le financement de l'opération est assuré par Les Foyers de Provence. Les logements sont destinés prioritairement aux salariés de La Cellulose du Rhône qui, pour les acquérir, peuvent cumuler un prêt à taux réduit de la Caisse des Dépôts et des Consignations, un prêt spécial de La Cellulose du Rhône et, subsidiairement, des prêts proposés par la Caisse d'Allocations familiales.

Jacques Van Migom et Jean Pélissier tirent parti de la forme triangulaire de la parcelle en introduisant une rue centrale de 5 mètres de largeur, avec trottoirs latéraux d'1 mètre de largeur chacun. A la base et au sommet de la parcelle, cette voie est raccordée au chemin

²⁰² Répertoire : Secteur 6 Fiche 2. Dossier monographique 5.

vicinal ordinaire n°38 (actuelle avenue de Château Gaillard, alors appelée ancienne route de Vallabrègues), permettant une circulation aisée au sein du lotissement. Ils tiennent également compte de la morphologie particulière du terrain, et notamment du fait qu'il est protégé du mistral par la digue-talus qui, au-delà de la route de Vallabrègues, le sépare du Rhône.

Le plan masse, régulier, répond à une logique d'implantation orthogonale des bâtiments. Il tient également compte du domaine public, et notamment des différentes infrastructures qui délimitent la parcelle. Alternant maisons implantées parallèlement et perpendiculairement à la digue, maisons de plain-pied et maisons à étage, les architectes évitent toute impression de monotonie. Enfin, la petite cité-jardin qu'ils imaginent laisse une large place à la nature : seul un tiers de la surface de la parcelle est bâtie ; les deux tiers restants constituent des jardins individuels.

Jacques Van Migom et Jean Pélissier imaginent trois types de maisons : les maisons jumelées de plain-pied (cinq, soit 10 logements) occupent le sommet du triangle ; les maisons jumelées à étage (six, soit 12 logements) sont implantées à sa base, en périphérie sud et est de la parcelle ; une maison individuelle à étage, conçue sur le même modèle que les précédentes, occupe la dernière parcelle.

Bien que se développant sur un ou deux niveaux, les logements sont tous des habitations de Type IV, d'une surface moyenne de 69 mètres carrés. Ils comprennent un cellier/garage, une cuisine, une salle de séjour, une salle d'eau avec WC séparés et trois chambres. La principale différence réside dans le fait que, dans les maisons à étage, du fait de la distribution sur deux niveaux, la séparation est plus marquée entre les annexes techniques, autrement dit le cellier/garage et le porche, qui occupent tout le rez-de-chaussée, et les espaces de vie qui sont rejetés à l'étage. Ce choix résulte de la nécessité de ménager une vue, en particulier pour les maisons implantées le long de la digue. En dehors de cela, la cellule d'habitation est partout semblable. Elle est constituée par une cuisine, un séjour, une salle d'eau avec WC séparés et trois chambres, dont une s'ouvre sur le séjour, offrant ainsi la possibilité d'être utilisée comme une extension de la principale pièce de vie.

Le traitement architectural du lotissement est moins novateur que celui du groupe HLM voisin. Jacques Van Migom et Jean Pélissier utilisent un vocabulaire plus convenu, aboutissant à une architecture de bonne tenue, quoique relativement pauvre du point de vue esthétique, marquée par de discrètes réminiscences régionalistes (volumes simples et massifs ; toitures à deux pentes, symétriques ou non, couvertes de tuiles rondes). De fait, son principal intérêt réside dans le fait qu'il apparaît, à l'échelle locale, comme l'un des premiers exemples

de lotissements en accession à la propriété sociale, et qu'il illustre ainsi une étape importante de l'histoire du logement social.

La construction du groupe HLM Château-Gaillard et de la cité Pierre Curie témoigne d'une phase du développement économique, démographique et urbain de Tarascon. Elle constitue un exemple précoce d'association de deux types de logements sociaux : logements collectifs destinés à la location et logements individuels groupés destinés à l'accession à la propriété.

b. L'aménagement du quartier de compensation des Ferrages du Cours (1963-1968)

A Tarascon, l'opération de logement social la plus emblématique de l'implication municipale est l'aménagement du quartier de compensation des Ferrages du Cours. La ville de Tarascon décide de créer un lotissement municipal dont les lots seront répartis entre différents maîtres d'ouvrage (commune, organisme HLM, Société d'économie mixte, particuliers) afin de créer un quartier neuf comprenant des logements collectifs, des logements individuels et un établissement scolaire.

-Site

Le terrain choisi par la municipalité pour l'établissement du lotissement municipal est situé à l'intérieur du périmètre de l'agglomération, dans le quartier dit des Ferrages du Cours. Dans le Plan de Reconstruction et d'Aménagement (Pierre Vago, 1945-1948), il est réservé comme quartier de compensation. Au sortir de la seconde Guerre Mondiale, Pierre Vago prévoyait en effet l'aménagement de deux quartiers de compensation à Tarascon : l'un, prévu au faubourg Jarnègues, devait accueillir des écoles et un Parc des Sports ; le second, prévu à l'est de la ville ancienne, dans le quartier des Ferrages du Cours, derrière la cité Nicolas, était principalement dédié au logement. Dans son *Rapport d'enquête et de justification*, Pierre Vago indiquait d'ailleurs : « *On peut souhaiter qu'une partie de la population évacuée les vieux quartiers pour s'établir dans le quartier de compensation que nous avons prévu à l'est* »²⁰³. L'urbaniste y réservait un emplacement pour la « *construction éventuelle et ultérieure d'une école maternelle* » à laquelle se substituera finalement l'école de garçons des Ferrages du Cours (1963-1967, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van

²⁰³ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

Migom).

Ce quartier a la forme d'un triangle curviligne dont les deux côtés droits sont constitués par la route nationale 570 (boulevard Gambetta) et le chemin départemental 80 (route de Maillane) et le côté curviligne par la ligne de chemin de fer Paris-Vintimille. Une roubine - La Bagnollette - couverte sur presque tout son parcours, longe la route nationale 570 et le chemin départemental 80. Ce quartier, d'une superficie de 64 910 mètres carrés, possède au début des années 1950 un certain nombre de constructions assez récentes parmi lesquelles la gendarmerie nationale (1906-1907, arch. : Eric Buyron et Louis Chauvet) et la cité Nicolas (1912). Bâties sur un même alignement, ces constructions forment une transition entre la ville ancienne et le quartier à créer.

Le lotissement prévu par la municipalité a une superficie totale d'environ 59 000 mètres carrés. En 1960, la commune de Tarascon a déjà acquis 26 072 mètres carrés par des procédures amiables ; les autres seront acquises par expropriations entre 1960 et 1963.

-Une genèse complexe

Le programme du lotissement municipal varie au fil du temps, de même que les acteurs intervenant dans le projet. Dès 1955, par une délibération en date du 30 mars 1955 approuvée par monsieur le préfet le 11 mai 1956, la municipalité décide de confier l'établissement du plan d'ensemble et l'aménagement Voirie et Réseaux Divers (VRD) au service des Ponts-et-Chaussées. Ce plan est approuvé par la ville le 18 juin 1957 mais il ne reçoit pas l'aval des services de l'Etat. Entre-temps, le service des Armées exprime son souhait de construire cinq à six cents logements à Tarascon. En conséquence de quoi, en 1959, le ministre de la Reconstruction désigne l'architecte parisien André Gomis (1926-1971), pour étudier et présenter au ministère une proposition de plan de masse pour une zone à urbaniser, zone dans laquelle est compris le lotissement municipal²⁰⁴. Le plan Gomis (janvier-mars 1959) planifiait l'urbanisation du quartier des Ferrages et de la Fraternité avec la construction de 635 logements en immeubles collectifs, 64 habitations individuelles, des garages, trois centres commerciaux et un groupe scolaire. Le génie militaire abandonne son projet, rendant caduc le plan Gomis.

La municipalité demande au service des Ponts-et-Chaussées de reprendre l'étude du plan masse du lotissement municipal en vue de la création d'un « *véritable quartier comprenant 40 constructions de type individuel et 245 appartements en copropriété dans des immeubles*

²⁰⁴ André Gomis était un proche de Guillaume Gillet, alors architecte-conseil des Bouches-du-Rhône.

collectifs, le tout enserrant une nouvelle école ». En avril 1960, les Ponts-et-Chaussées présentent un nouveau projet élaboré « *sous le contrôle de la délégation départementale du ministère de la Construction* ». Il prévoit la construction de 143 logements groupés dans trois blocs d'immeubles de trois étages sur rez-de-chaussée, de 40 logements HLM rassemblés dans un immeuble de trois étages sur rez-de-chaussée, de 31 maisons individuelles isolées ou jumelées et d'une école placée au centre du lotissement. Il est approuvé par le conseil municipal le 7 octobre 1960.

Entre-temps, les architectes marseillais Elie et Michel Gardeil ont pris contact avec le maire de Tarascon, lui soumettant un projet de construction d'un groupe d'habitation de type LOGECO, à financer par la création d'une société civile immobilière. La correspondance échangée entre l'architecte et le maire de la ville, entre les mois de mai et novembre 1960, témoigne de la bonne voie du projet puis de son abandon brutal.

Concernant le groupe d'habitation les Ferrages du cours, en février 1962, la municipalité opte finalement pour la création d'une société d'économie mixte – la SEMITAR, Société d'Economie Mixte de Tarascon – dans le but de conduire l'opération des Ferrages en s'associant à des personnes et organismes privés n'étant mus par aucun but spéculatif. La ville souscrit 65% du capital, de façon à être majoritaire. Elle fait également évoluer le projet du lotissement en termes de programme. Le projet de lotissement est d'abord ramené à 31 villas individuelles, 231 logements collectifs et une école de garçons. Le maire estime que « *ce projet, à lui seul, va représenter une augmentation de population que l'on peut évaluer à 800 ou 1000 personnes* », précisant qu'il « *s'agit bien d'une augmentation et non d'un simple déplacement de population à l'intérieur de la commune, si l'on tient compte que l'usine de La Cellulose du Rhône emploie actuellement plus de 600 ouvriers et que sur ce nombre il n'y en a pas plus de 200 qui habitent Tarascon, faute de logements* ». Bientôt, il est envisagé de mélanger logements destinés à l'accession à la propriété avec logements à vocation locative, puis de remplacer une partie des maisons individuelles par des immeubles collectifs.

Il faut attendre 1963 pour que le projet soit définitivement arrêté. Le plan du lotissement est approuvé par l'architecte-conseil du ministère de la Construction, Guillaume Gillet (1912-1987), le 30 janvier 1963. Les objectifs d'aménagement du quartier ont été réévalués comme suit : construction de 12 à 15 maisons individuelles (11 seront réalisées) ; mise en œuvre d'un ensemble important d'immeubles collectifs répartis en un immeuble HLM (48 logements, arch. : Marcel Guesnot) et sept immeubles de la Société d'Economie Mixte de la ville de Tarascon (310 logements, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van Migom) ;

édification d'une école de garçons (1963-1967, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier, Michel Van Migom). Dans cette configuration définitive, le lotissement municipal des Ferrages est destiné à recevoir 370 à 373 familles. Le groupe d'habitation SEMITAR occupe la partie centrale du terrain ; l'école et l'immeuble HLM occupent la portion orientale.

L'immeuble HLM des Ferrages (1963, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²⁰⁵

L'immeuble HLM des Ferrages du Cours a été construit en 1963, selon le projet dressé par Marcel et Pierre Guesnot, pour le compte de la Société marseillaise d'habitation (coopérative HLM).

En 1962, bien que le plan d'ensemble du lotissement municipal des Ferrages n'ait pas encore été officiellement approuvé (en raison de l'incertitude qui ne concerne plus que le groupe d'immeubles collectifs les Ferrages du cours), la municipalité cède des terrains à la Société marseillaise d'habitations afin de construire un immeuble HLM. Cette dernière fait appel à l'agence de l'architecte tarasconnais Marcel Guesnot à qui elle a déjà confié, en 1958, la construction d'un immeuble de 21 logements à Saint-Rémy-de-Provence.

Au niveau du plan de masse, Marcel et Pierre Guesnot sont contraints de se plier aux prescriptions du service des Ponts-et-Chaussées qui avait déterminé que l'immeuble prendrait la forme d'une longue barre de trois étages sur rez-de-chaussée. Leur liberté réside dans l'organisation spatiale et le traitement architectural de l'immeuble. Ils imaginent un plan général comportant six bâtiments accolés, où chaque bâtiment est desservi par une entrée et comporte huit appartements (soit deux par niveaux). L'immeuble comporte donc 48 logements. Les bâtiments sont de trois types (cellules A, B et C) et organisés selon le rythme ABCCBA. Les cellules de types A abritent les logements 3 et 4 pièces. Placées aux extrémités de l'immeuble, elles possèdent trois orientations. Les cellules de type B sont identiques, à la différence qu'elles ne possèdent que deux orientations. Les cellules de type C abritent des logements traversants de 4 et 5 pièces. La surface des appartements varie de 54,45 mètres carrés (logements 3 pièces) à 83,51 mètres carrés (logements 5 pièces) en passant par 64,23 mètres carrés (logement 4 pièces). Ils comportent une entrée, un séjour orienté au sud et prolongé par une loggia, une cuisine avec séchoir et une salle d'eau orientés au nord, des WC, et deux à quatre chambres.

Si l'espace de l'appartement est fonctionnel, l'intérêt de l'immeuble réside surtout dans son traitement en élévation. La façade nord, sur laquelle donne la majorité des pièces de service,

²⁰⁵ Répertoire : Secteur 3 Fiche 11.

fait alterner travées de fenêtres verticales (cuisines), de pavés de verre (séchoirs), de semis de trous carrés (circulations verticales) et de fenêtres horizontales (chambres). La façade méridionale est, selon la même logique, savamment ordonnancée : elle fait alterner loggia (séjour) et fenêtres horizontales (chambres). Contrairement à la façade postérieure qui se caractérise par sa planéité, la façade principale est traitée de manière très sculpturale : les saillies des loggias et des escaliers d'accès aux portes d'entrée des différents bâtiments introduisent perspectives visuelles et jeux d'ombres. Il en résulte une architecture très plastique dont chaque détail (en témoignent les portes d'entrée) bénéficie d'un traitement soigné.

En même temps que l'immeuble HLM de 48 logements se construit, les études concernant le groupe d'habitation Les Ferrages du cours débutent.

Le groupe d'habitation Les Ferrages du cours (1966-1968, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom)²⁰⁶

La SEMITAR confie la construction des immeubles collectifs aux architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom. Il s'agit de construire 310 logements économiques et familiaux à raison de 7 logements F1bis, 15 logements F2, 119 logements F3, 157 logements F4 et 12 logements F5. Ce parc combine appartements en accession à la propriété (177) et destinés à la location (133). Ces logements correspondent aux normes des Logements économiques et familiaux.

Les architectes travaillent à l'élaboration du projet en 1963-1964. Le plan de masse, les façades et coupes-types élaborés par l'agence Van Migom-Pélissier sont approuvés par le conseil municipal le 10 février 1964. Ils seront définitivement arrêtés le 4 décembre 1964. La construction du groupe intervient entre 1966 et 1968. La réception définitive des travaux sera prononcée en 1970.

Les architectes disposent d'une parcelle rectangulaire de près de quatre hectares, partiellement aménagée par le service des Ponts-et-Chaussées (quatre voies existantes). Ils répartissent les logements dans six bâtiments (A à F) qu'ils implantent selon une logique orthogonale. Le plan s'organise autour d'une vaste place centrale (84,01 x 41,29 m) délimitée par deux immeubles en U se faisant face (ils forment le bâtiment C). Isolée de la circulation automobile, accessible par deux passages piétons, cette place fait office d'agora. Les architectes proposent de

²⁰⁶ Répertoire : Secteur 3 Fiche 10.

l'aménager comme un vaste jardin afin qu'elle constitue un cheminement agréable pouvant, par le jeu des portiques, conduire jusqu'aux abords de l'école. Autour de ce noyau central, qui marque l'axe de la composition, se développe une nouvelle couronne bâtie composée de cinq immeubles : deux barres de plan rectangulaire de longueurs différentes (bâtiments D et F) ; deux modules en L animés par quelques décrochés (bâtiments B et E). Un peu à l'écart, à l'extrémité nord de la parcelle est implanté un dernier bâtiment (bâtiment A), de taille modeste et adoptant un plan en L. La frange occidentale de la parcelle, celle en regard avec la cité Nicolas, est traitée en zone de parking (290 places et trois groupes de 29 garages individuels, soit une capacité totale de 319 voitures). Les architectes avaient d'ailleurs prévu qu'une voie soit percée depuis le boulevard Gambetta jusqu'à la place centrale, selon un axe est-ouest. Elle aurait traversé, et détruit partiellement, la cité Nicolas. Elle n'a finalement pas été réalisée, n'entraînant pas la destruction de cette cité-jardin du début du XXe siècle mais, du même coup, privant le groupe des Ferrages d'un lien avec la ville ancienne qui aurait été précieux.

Le groupe des Ferrages figure parmi les opérations ayant permis à l'équipe Van Migom-Pélissier de mettre au point le modèle Prétaillé que nous avons évoqué. Il a donc valeur de prototype et d'espace d'expérimentation. Pour la construction de cet ensemble, les architectes combinent des immeubles du type « Famille linéaire » qui adoptent tous le même gabarit : immeubles de trois étages sur rez-de-chaussée couverts par des toitures en croupe. Leur hauteur (douze mètres au sommet de la façade) correspond au maximum fixé par le règlement d'urbanisme de Tarascon. Les façades reposent sur la combinaison régulière de plusieurs types de travées : portes-fenêtres (simples ou doubles) ; loggias (simples ou doubles) ; séchoirs (brise-soleil verticaux) ; fenêtres de services ; circulations verticales. La pierre de Castillon est utilisée en parement. Les façades combinent ainsi pierre, béton (banché, bouchardé ou laissé brut), ciment (corniche), métal (garde-corps et volets) et bois (menuiseries). Les appartements du groupe des Ferrages répondent aux exigences de vie et de confort du modèle Prétaillé.

L'aménagement du quartier des Ferrages comprend également un lotissement de onze villas individuelles (1962-1966)²⁰⁷ dont la construction fait intervenir différents maîtres d'œuvre

²⁰⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 12.

ainsi que d'une groupe scolaire (1963-1967, arch. : Van Migom-Pélissier)²⁰⁸ que nous évoquerons plus loin. Les Ferrages constitue ainsi la plus ambitieuse opération de logement social, quantitativement du moins, lancée à Tarascon pendant la seconde moitié du XXe siècle. Celle des Célibataires, qui intervient au cours de la décennie suivante, témoigne d'une certaine évolution formelle. Elle confirme le développement de la ville vers l'est.

²⁰⁸ Répertoire : Secteur 3 Fiche 8.

c. L'opération des Célibataires : résidence et lotissement (1974-1975)²⁰⁹

L'opération Célibataires-Margarido constitue en effet un témoignage intéressant de l'histoire de Tarascon : le début de l'urbanisation, au tournant des années 1970, des zones agricoles situées à l'est de la ville, au-delà de la voie de chemin de fer, terrains éphémèrement occupés par la cité provisoire de la CNR.

De la cité provisoire des Célibataires à l'opération Célibataires-Margarido

En 1971, la municipalité de Tarascon rachète à La Compagnie Nationale du Rhône (CNR) deux domaines : la Cité des Célibataires (1965, arch. : Max Graveleau) et le groupe scolaire Souspiron (1967, arch. : Pierre et Jean-Pierre Vago). La CNR avait fait édifier ces ensembles afin d'accueillir le personnel devant travailler à l'aménagement du Rhône et de la chute de Vallabrègues à partir d'octobre 1966.

La cité provisoire Les Célibataires est, comme son nom l'indique, destinée accueillir les ouvriers célibataires. Sa construction en 1965 est précédée par un projet du même type, non abouti, dressé par l'architecte Pierre Biscop (né en 1907) en 1962 : en novembre, la CNR avait déposé une demande d'accord préalable pour la construction d'une cité provisoire de vingt-quatre chalets au nord de Tarascon, dans le quartier Barailler-Haut, sur le site où seront finalement édifiés la résidence et le groupe scolaire Souspiron. Cette demande avait été rejetée en mars 1963 au motif que le terrain sur lequel étaient projetées les constructions n'était pas raccordé au réseau d'assainissement et d'eau potable. Finalement, la cité provisoire est édifiée à l'est de la ville, sur un terrain agricole situé au-delà de la voie ferrée, dans le quartier des Ferrages du Cours, selon les plans dressés par l'architecte marseillais Max Graveleau (né en 1920). Elle était composée de douze bâtiments d'une capacité de vingt-quatre à quarante-huit lits, d'une cantine, de terrains de sport (volley-ball et boulodrome). Un parking pouvant accueillir trente camions avait été aménagé à proximité. A la fin du chantier d'aménagement de la chute de Vallabrègues, la Cité provisoire est désertée. La municipalité se porte acquéreur du terrain (39 680 mètres carrés) sur lequel se trouvent encore des baraquements pour un prix global de 317 000 francs (valeur 1971, soit 8 francs le mètre carré).

Un premier projet de lotissement municipal, en date du 2 décembre 1971, prévoit, en plus d'une structure d'accueil pour personnes âgées, la construction de quarante pavillons

²⁰⁹ Répertoire : Secteur 8 Fiches 2 et 3. Dossier monographique 11

individuels et de cent logements en immeubles collectifs (cinquante locatifs, cinquante en accession à la propriété). Les ambitions de départ sont rapidement revues à la baisse en ce qui concerne le nombre de logements, mais la pluralité du programme est maintenue. Sur ce site seront en effet successivement édifiés la résidence-foyer La Margarido (1972-1973, arch. : Van Migom-Pélissier), puis la résidence Les Célibataires et le lotissement Les Célibataires (1974-1975, arch. : Van Migom-Pélissier, arch. d'opération : Emile Sala).

Acteurs

La construction de la résidence et celle du lotissement sont confiées à la Société Marseillaise d'Habitation, en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage, et à l'architecte Emile Sala. L'équipe Van Migom-Pélissier participe également à la construction des Célibataires, mais de manière indirecte, en tant que concepteur du modèle Prétaillé qui est mis en oeuvre²¹⁰. La résidence et le lotissement Les Célibataires répondent en effet aux normes du modèle Prétaillé 1974 qui, agréé par le chef du Service régional de l'Équipement le 21 mars 1974 (n°740 266), est une réactualisation de versions antérieures.

La résidence des Célibataires (1974-1975, arch. : Van Migom-Pélissier, arch. d'opération : Emile Sala)²¹¹

La résidence Les Célibataires correspond à une typologie courante du modèle Prétaillé : l'immeuble Famille linéaire. Souvent utilisé sous la forme d'immeubles de quatre étages sur rez-de-chaussée, Emile Sala réduit ici la hauteur du bâtiment à trois étages, compte tenu de la taille de l'opération. Le plan masse résulte de la juxtaposition de trois modules rectangulaires, simplement animés par quelques décrochés (angle traité en creux ; retrait au niveau de la partie centrale des blocs, ce renforcement marquant l'entrée des blocs).

La résidence se présente sous la forme d'une barre de trois étages sur rez-de-chaussée surélevé. Elle est couverte par une toiture-terrasse et comporte trois entrées (n°1, n°4 et n°6) desservant chacune huit appartements (soit, pour chaque bloc, deux appartements par niveau).

²¹⁰ Il est intéressant de préciser que, dans l'opération des Célibataires, la fonction d'architecte d'opération recouvre des réalités différentes suivant que l'on considère la résidence ou le lotissement. Concernant la résidence, Van Migom et Pélissier sont simplement les architectes auteurs du modèle. Emile Sala « *adapte au programme les projets de bâtiments établis par Van Migom-Pélissier* ». Il assure « *la mise au point des études, l'établissement des marchés, l'organisation, la coordination, la surveillance et le contrôle des travaux, la réception et la vérification des ouvrages* ». Concernant le lotissement, les premiers ont en charge les études préalables, les esquisses générales, le plan masse, l'avant-projet, le projet d'exécution et la préparation des marches. Emile Sala assume la direction des travaux, la réception et la vérification des mémoires et décomptes définitifs ainsi que la certification conforme.

²¹¹ Répertoire : Secteur 8 Fiche 3. Dossier monographique 11.

Au total, elle abrite cinq appartements Type III, dix Types IV et six Type V. Tous les appartements sont traversants, bénéficiant donc au minimum de deux orientations. Conformément aux préceptes du modèle Prétaillé, ils sont conçus selon un esprit de fonctionnalité.

Les espaces collectifs sont traités simplement : escalier préfabriqué en granité, paliers recouverts de dalles vinyle, rampe métallique avec main courante en plastique.

D'un point de vue constructif, la résidence Les Célibataires repose sur l'utilisation d'une structure en béton armé à refends porteurs et, pour les murs de façade, d'éléments en pierre prétaillée de 0,20 mètre d'épaisseur et d'un doublage intérieur par une contre-cloison. Les autres éléments (murs de fond des loggias, appuis de fenêtre, linteaux, acrotères, claustras des séchoirs) sont préfabriqués.

La disposition dynamique du plan masse se retrouve en élévation où le décalage des blocs permet des jeux de perspective et d'ombre. Les architectes évitent ainsi l'impression de monotonie inhérente à toute stricte linéarité. Les façades possèdent par ailleurs une ordonnance régulière reposant sur l'alternance de quatre types de travées : fenêtres, loggias, bandeaux étroits des circulations verticales.

Le lotissement des Célibataires (1974-1975, arch. : Van Migom-Pélissier, arch. d'opération : Emile Sala)²¹²

Le lotissement combine pour sa part deux types de maisons individuelles (dites Plein-Sud) : treize villas Tramontane (quatre pièces et cinq pièces), dix villas Montmajour (cinq pièces). Ces types généraux présentent des déclinaisons (taille, orientation de l'entrée, tant et si bien que huit modèles de villas différentes composent le lotissement. S'y ajoutent vingt-trois garages.

Les villas se répartissent en bandes, le long des trois voies de circulation qui sillonnent le lotissement. Mitoyennes ou isolées, de plain-pied (Montmajour) ou d'un étage sur rez-de-chaussée (Montmajour et Tramontane), elles disposent de jardins plus ou moins grands selon la taille des parcelles. Deux chemins piétons parcourent également le lotissement.

D'un point de vue constructif, les villas n'utilisent pas d'ossature béton armé, les murs de façade (pierre) et les éléments séparatifs (béton banché) étant porteurs. Les murs des façades sont exécutés en pierres prétaillées qui répondent à un cahier des charges précis : « *pierre de Fontvieille ou similaire de 0,20 mètres d'épaisseur, en provenance d'une carrière agréée par*

²¹² Répertoire : Secteur 8 Fiche 2. Dossier monographique 11.

les architectes et le bureau de contrôle ; (...) La précision de la prétaille devra être rigoureuse, les joints sont tolérés à 2 centimètres ; (...) Les pierres sont normalisées aux dimensions suivantes : épaisseur : 0,20 mètres ; hauteur d'assise : 0,61 mètres ; chaînage en placage de 7 centimètres ». Les villas sont couvertes de tuiles disposées sur des charpentes bois.

Elles possèdent une volumétrie très simple qui est le reflet de la régularité des plans au sol. La pierre en façade leur donne toutefois un fini soigné.

d. Le modèle Prétaillé, une réponse exclusive aux problématiques soulevées par le logement social à Tarascon ?

De par ses caractéristiques constructives et formelles, l'opération Célibataires-Margarido²¹³ symbolise la maturité du modèle Prétaillé mis au point par les architectes Van Migom-Pélissier. Ce procédé est l'une des principales émanations d'une « école stylistique » régionale pour laquelle la création architecturale conjugue rationalisation de la construction et utilisation d'un matériau local et séculaire : la pierre des carrières de Provence et du Gard.

A Tarascon, deux autres opérations confirment que le modèle Prétaillé s'impose comme la réponse, presque exclusive, aux problématiques soulevées par le logement social : le groupe HLM Fraternité (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier, 31 logements)²¹⁴ construit au nord-ouest de la ville et le groupe HLM Barailler-Haut (1974-1975, arch. : Van Migom-Pélissier, 43 logements)²¹⁵ construit au nord-est de l'agglomération. Ces deux groupes ont été commandés par la Société nouvelle d'HLM de Marseille au cabinet d'architectes Van Migom-Pélissier, respectivement en 1972 et en 1974. Le premier répond aux normes du modèle Prétaillé 3, agréé par le ministère de l'Équipement et du Logement le 29 juillet 1971. Le second répond aux normes du modèle Prétaillé 4, agréé par le chef du Service régional de l'équipement le 21 mars 1974 (n°740 266). Le groupe Fraternité entre dans le cadre des Programmes à Loyers Réduits (PLR). Il compte trente-un logements locatifs²¹⁶ répartis dans trois bâtiments (blocs 1, 2 et 3) de faible hauteur (R+3). Le groupe Barailler-Haut compte

²¹³ Dossier monographique 11.

²¹⁴ Répertoire : Secteur 3 Fiche 7.

²¹⁵ Répertoire : Secteur 6 Fiche 3.

²¹⁶ Les 31 logements du groupe Fraternité se répartissent comme suit : deux Type 1bis (33 mètres carrés), huit Type III (63 mètres carrés), vingt Type IV (73 mètres carrés) et un Type V.

quarante-trois logements locatifs²¹⁷ répartis dans deux bâtiments de trois et quatre étages sur rez-de-chaussée.

Ces deux groupes d'habitation combinent donc deux typologies courantes du modèle Prétaillé : le « Famille linéaire » et le « Famille ponctuel ». Souvent utilisés sous la forme de R+4, les architectes réduisent ici leur hauteur à trois étages compte-tenu de la taille des opérations. A la Fraternité comme à Barailler-Haut, les bâtiments sont implantés selon une logique orthogonale de façon à ce que les bâtiments délimitent un espace paysager dont la vocation de placette, si elle était envisagée, est aujourd'hui contrariée par la circulation et le stationnement automobile.

A Tarascon, force est de constater que l'agence Van Migom-Pélissier possède le quasi-monopole des programmes du logement social. Entre 1954 et 1980, seules les constructions du groupe HLM Château-Gaillard (arch. : André Chrysochérès)²¹⁸ et de l'immeuble HLM des Ferrages du Cours (arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²¹⁹ lui échappent. Cela confirme que le modèle mis au point par les architectes et leurs partenaires s'est imposé comme une réponse pertinente – tant d'un point de vue technique, programmatique, économique que formel – aux problématiques soulevées par le logement social pendant les années de croissance, à Tarascon et, plus largement, à l'échelle du département²²⁰. L'exemple tarasconnais illustre bien comment le modèle Prétaillé s'est imposé comme l'un des principaux procédés de construction rationalisée sur le plan régional pendant les années de croissance.

²¹⁷ Les 43 logements du groupe Barailler-Haut se répartissent comme suit : sept Type II (surface moyenne : 53 carrés), vingt-un Type III (surface moyenne : 63 mètre carrés) et quinze Type IV (73 mètres carrés).

²¹⁸ Répertoire : Secteur 6 Fiche 4. Dossier monographique 5.

²¹⁹ Répertoire : Secteur 3 Fiche 11.

²²⁰ Ce phénomène, perceptible à Tarascon se vérifie dans beaucoup de ville du département : Arles, Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Miramas, La Roque d'Anthéron, Saint-Rémy-de-Provence, Venelles, Pélissanne, Chateaufort, Fontvieille, Martigues, Port-Saint-Louis, etc.

3. Les copropriétés : un lieu propice à l'expérimentation architecturale ?

A Tarascon, les programmes de logement social constituent une matrice particulièrement propice au renouvellement architectural. Toutefois, nous l'avons vu, ils aboutissent à une relative uniformité formelle du fait du recours quasi systématique au modèle Prétaillé. La construction d'immeubles en copropriété, qu'ils s'agisse d'immeubles mitoyens édifiés dans le périmètre du centre-ville ou de résidences d'habitation construites à sa périphérie, s'impose-t-elle comme un lieu plus propice à l'expérimentation architecturale ? L'intervention d'un plus grand nombre d'acteurs, des programmes plus souples et, parfois, moins de contraintes économiques pouvaient le laisser espérer.

A l'intérieur du périmètre de Reconstruction, l'architecte montpelliérain Auguste Gibely va par exemple réaliser deux immeubles d'habitation dotés de rez-de-chaussée à vocation commerciale. Situés respectivement n°17-19 cours Aristide Briand (1965-1966, arch. : Auguste Gibely, 11 logements)²²¹ et n°4-4bis avenue Victor Hugo (1962-1964, arch. : Auguste Gibely)²²², ils intègrent les prescriptions du Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago (placage de pierre de taille, bandeaux en ciment, corniches) de façon à respecter l'unité des constructions prévues sur le cours.

En dehors de ces deux exemples, les résidences d'habitation sont essentiellement construites dans les faubourgs qui entourent la ville ancienne. Dans le contexte de développement urbain qui caractérise la période 1950-1980, ces faubourgs, dont certains ont commencé à se constituer dès le XIXe siècle, sont alors en pleine urbanisation : les résidences Desanat (1963-1965, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²²³, Mireio (1969-1970, conception et construction : entreprise Rossi)²²⁴, La Provençale (1967-1968, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²²⁵ et Château-Gaillard (1965-1965, arch. : Van Migom-Pélissier)²²⁶ sont édifiées au nord de la ville ancienne (secteur Jarnègues/Cimetière/Visitation) ; la résidence Fraternité (1965-1969, arch. : Van Migom-Pélissier)²²⁷ à l'est (secteur Ferrages/Fraternité/Voltaire) ; la résidence Les Iris

²²¹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 6.

²²² Répertoire : Secteur 1 Fiche 7.

²²³ Répertoire : Secteur 2 Fiche 12.

²²⁴ Répertoire : Secteur 2 Fiche 14. Dossier monographique 10.

²²⁵ Répertoire : Secteur 2 Fiche 13.

²²⁶ Répertoire : Secteur 2 Fiche 11.

²²⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 16.

(1974-1976, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²²⁸ occupe la pointe sud de l'ancien faubourg Madame. La résidence Souspiron (1965-1967, arch. : Max Graveleau, Van Migom-Pélissier)²²⁹ est, pour sa part, construite dans le quartier Barailler/Souspiron, au-delà de la digue qui, jusqu'au lendemain de la seconde Guerre mondiale, constituait la limite nord de l'agglomération.

Dans leurs réalisations, Marcel et Pierre Guesnot favorisent des gabarits (R+3 couverts en tuiles) introduisant une continuité avec la ville ancienne. Symétriques et soigneusement composées, les façades des résidences d'habitation font généralement alterner travées de fenêtres et de loggias. Leur modénature est réduite (soubassement, appui des fenêtres, corniche) mais suffit à les animer.

Les expériences menées par l'entreprise Rossi à la résidence Mireio et par Max Graveleau, Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom à la résidence Souspiron se caractérisent par une recherche qualitative plus poussée.

Les façades de la résidence Mireio possèdent en effet une ordonnance régulière mais aussi une subtile asymétrie résultant des différences de dimension entre les blocs. La composition de la façade sur rue repose sur l'alternance de travées de fenêtres (bois), de balcons (ouverts à l'origine mais dont beaucoup sont aujourd'hui fermés par des fenêtres coulissantes sur cadre métallique), de séchoirs (claustras en terre cuite) et de parties pleines (crépi). Le parti des concepteurs consiste à accentuer l'horizontalité de l'élévation : les allèges des fenêtres et les garde-corps des balcons se muent en un bandeau continu légèrement saillant par rapport au plan de la façade. De plus, ils sont revêtus d'un crépi blanc alors que les autres bandeaux adoptent une teinte ocre qui forment une transition avec la couleur plus soutenue des claustras en terre cuite. La même démarche préside au dessin de la façade sur jardin qui marie tout aussi harmonieusement textures et matières. L'aménagement paysager de toute la partie sud-ouest du terrain achève de mettre en scène la résidence Mireio²³⁰.

Les élévations de la résidence Souspiron se caractérisent quant à elles par une horizontalité affirmée. Aux bandeaux continus des dalles des planchers des façades nord et est répondent, au niveau des façades sud et ouest, les balcons filants en porte-à-faux qui prolongent l'espace

²²⁸ Répertoire : Secteur 1 Fiche 28.

²²⁹ Répertoire : Secteur 6 Fiche 6. Dossier monographique 7.

²³⁰ L'espace d'agrément (560 mètres carrés) situé à l'arrière du bâtiment, est planté d'arbres à haute-tige, d'arbustes à fleurs, d'arbustes à feuillage persistant, de pelouse et de massifs de fleurs. Une aire de jeux pour les enfants y est aménagée.

du séjour. Associés à de discrets garde-corps métalliques, ces balcons aériens contribuent à dématérialiser les plans de façade, et par conséquent, à donner une certaine légèreté à l'architecture. Le graphisme des façades résulte surtout de l'heureuse combinaison de béton brut de décoffrage (piliers des passages couverts, portiques encadrant les entrées des bâtiments et dalles des planchers), de blocs prétaillés de pierre de Salon (étages courants), de pierre de La Ciotat (soubassement) et de panneaux pleins préfabriqués (étages courants, matériau : Freitag Klintex). Comme l'entreprise Rossi à la résidence Mireio, les architectes interviennent également sur l'aménagement paysager de la résidence Souspiron²³¹.

Au regard du corpus mis au jour – sept résidences en copropriété construites entre 1963 et 1978 à Tarascon –, il ressort que ces programmes de logement aboutissent à une plus grande diversité formelle que ceux de logement social. Toutefois, cette diversité apparaît plus comme l'expression de l'individualité des architectes que comme l'expression d'une volonté affirmée de renouveler une typologie architecturale. Il n'en demeure pas moins que ces immeubles en copropriété donnent lieu à quelques expériences intéressantes.

²³¹ Attentifs aux arbres existants lors de l'établissement du plan de masse, ils prévoient ensuite de faire alterner surfaces de gazon, graviers et plantation de cyprès et de platanes.

III. EQUIPER LA VILLE

Le second défi, auquel se trouvent confrontés les acteurs du développement démographique et urbain de Tarascon, concerne l'équipement de la ville. A Tarascon, les cinq secteurs de commandes sont : les établissements scolaires ; les équipements administratifs ; les équipements sportifs ; les équipements de santé et d'utilité publique ; les équipements techniques. Ils sont, comme le logement, les témoins d'un profond changement des pratiques architecturales, à l'exception des équipements techniques qui, à Tarascon, ne donnent pas lieu à des expériences très poussées²³².

1. Les équipements scolaires : du fonctionnalisme à la standardisation

Le programme d'équipement scolaire engagé par la ville de Tarascon après la seconde Guerre Mondiale avec la construction de l'école de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952, arch. : Pierre Vago)²³³ se poursuit pendant les décennies suivantes. Les années 1950 voient la mise en service de l'école maternelle Marie Curie (1956-1958, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²³⁴. L'école de filles située faubourg Saint-Jean est, pour sa part, agrandie et aménagée à plusieurs reprises entre 1958 et 1965 sous la direction de l'architecte René Maron. Les années 1960 correspondent à la construction du groupe scolaire des Ferrages (actuelle école Jean Macé, 1963-1967, arch. : Van Migom-Pélissier)²³⁵ et du groupe scolaire Souspiron (1967, arch. : Pierre et Jean-Paul Vago)²³⁶. Enfin, la décennie 1970 est marquée par la construction du groupe scolaire Fraternité (actuelle école Marcel Batlle, 1973-1976, arch. : Van Migom-Pélissier)²³⁷.

Les écoles construites à Tarascon pendant les Trente Glorieuses illustrent le profond renouvellement de l'architecture scolaire depuis les années 1950²³⁸. L'école Marie Curie

²³² En témoignent la caserne des pompiers (1956, arch. : Marcel et Pierre Guesnot), le garage et les ateliers municipaux (1965-1966, arch. : Marcel et Pierre Guesnot) ou encore le central téléphonique (1974, arch. : non déterminé).

²³³ Répertoire : Secteur 2 Fiche 3. Dossier monographique 3.

²³⁴ Répertoire : Secteur 2 Fiche 4.

²³⁵ Répertoire : Secteur 3 Fiche 8.

²³⁶ Répertoire : Secteur 6 Fiche 5. Dossier monographique 9.

²³⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 9.

²³⁸ LAINE Michel, *Les constructions scolaires en France*, Paris, PUF, 1996.

témoigne par exemple du fait que l'école devient un bâtiment fonctionnel pourvu de vastes baies vitrées, bien orienté, accompagné de préaux donnant sur des terrains rectangulaires bordés d'arbres. L'école adopte un plan en U constitué de trois ailes rectangulaires de longueurs variables mais dont la largeur est fixe (9,80 mètres). Les architectes les articulent selon une logique orthogonale mais introduisent des décrochés au niveau des angles. En élévation, ces retraits rompent la massivité de l'ensemble. La démarche fonctionnaliste qui préside à l'élaboration du plan se prolonge par un traitement architectural volontairement dépouillé. La composition géométrique du plan se traduit, en élévation, par des volumes cubistes, des arêtes vives et des façades planes dont les appuis de fenêtres légèrement saillants et une discrète corniche constituent la seule modénature. Les façades sur cour sont percées de larges baies. La blancheur de la façade accentue l'allure moderniste de l'édifice. Cette posture moderniste adoptée par Marcel Guesnot apparaît ainsi comme une réponse, un prolongement des propositions faites par Pierre Vago à l'école de garçons.

Les groupes scolaires des Ferrages, Souspiron et Fraternité illustrent la radicalisation progressive des typologies scolaires : face à la massification de la demande, le ministère de l'Education nationale fait le choix de la production en série et de la standardisation et de l'industrialisation des constructions scolaires dans le but de limiter les coûts de construction. En France, à partir de 1963, les subventions ne sont accordées qu'aux écoles composées des éléments obligatoires définis par des fiches techniques établies par le ministère. Désormais, les classes sont regroupées en barres fonctionnelles largement vitrées, présentant une trame obligatoire de 1,75 mètres. Face à cette centralisation des décisions, les architectes ne bénéficient plus que d'une marge de manœuvre très ténue.

Au quartier des Ferrages, Jacques Van Migom, Jean Péliissier et Michel Van Migom déterminent l'implantation des bâtiments en tenant compte de l'orientation des terrains, de la réalisation des travaux en deux tranches et des possibilités d'extension du groupe. Ils optent pour un plan en équerre qui permet de partager nettement le programme en deux phases : la première phase se matérialise par la construction d'une aile implantée au nord de la parcelle ; la seconde par celle d'une aile implantée à l'ouest de la parcelle. Le parti adopté permet en outre d'abriter les classes du mistral et de permettre le meilleur ensoleillement des locaux affectés aux enfants et aux deux logements des instituteurs. Le plan obéit à une logique modulaire déterminée par l'emploi de la trame d'1,75 mètres imposée par l'Education nationale dans le but d'obtenir une standardisation générale et un abaissement du prix de

revient des constructions scolaires. Cette logique détermine également l'aspect extérieur des bâtiments : les bâtiments sont couverts en terrasse ; les façades, très simples, sont ordonnancées selon la trame de l'Education nationale. Les architectes envisagent au départ de combiner poteaux en béton et revêtement des parties pleines en pierre locale. Pour des raisons budgétaires, ils seront finalement contraints d'abandonner cette option au profit d'un enduit uniforme. De la même manière, l'aménagement projeté du patio (bassin avec jet d'eau, motif sculpté, sol mosaïqué et motifs floraux) au titre du 1% artistique ne sera pas réalisé.

Le groupe scolaire Fraternité, réalisé près de dix ans plus tard par la même équipe d'architectes, montre que les contraintes imposées par le ministère ont été intégrées par les praticiens. Ils optent ici pour un plan en L²³⁹ qui, comme au groupe scolaire des Ferrages, est un plan modulaire, élaboré à partir de la trame-type d'1,75 mètres qui répond à la fois aux contraintes du site (forme de la parcelle et exposition au mistral) et aux impératifs d'exécution (opération en deux tranches). Au niveau du traitement architectural, Jacques Van Migom, Jean Péliissier et Michel Van Migom abandonnent toute ambition formelle. Ils optent pour une simple mise en valeur de l'ossature béton du bâtiment qu'ils mettent mise en exergue au moyen d'une modénature très simple (bandeaux saillants soulignant les lignes horizontales des planchers, appuis des fenêtres).

Le parti adopté par Pierre et Jean-Paul Vago lors de la construction du groupe scolaire Souspiron témoigne de recherches plus abouties. Le plan de masse révèle la sensibilité des architectes aux contraintes physiques et géographiques du site : ils implantent les bâtiments à l'angle nord-ouest de la parcelle, de manière à créer à l'est et au sud de vastes espaces d'agrément (cours de récréation et terrains de sport) qui soient à la fois isolés de la route et protégés du mistral. Les surfaces bâties occupent seulement un quart de la surface disponible. Le bâtiment combine ossature béton armé et remplissage en agglomérés et en briques creuses. Les allèges des fenêtres sont constituées par des panneaux préfabriqués (Glazal). Les toitures sont en terrasses. Le plan modulaire respecte la trame obligatoire d'1,75 mètres imposée dans les constructions scolaires. Elle est clairement lisible en élévation. Toutefois, Pierre et Jean-Pierre Vago introduisent une certaine complexité dans la lecture des volumes et dans la pratique des espaces. L'école adopte un plan en L. Elle s'articule autour de quatre blocs répondant aux différentes fonctions du programme. Le jeu géométrique qui préside à

²³⁹ L'aile principale est implantée parallèlement et en léger retrait par rapport au chemin de Saint-Georges. Elle dispose d'une orientation nord-sud et offre une bonne protection contre le mistral. Elle se développe sur deux niveaux et elle est couverte par une toiture en tuiles. L'aile en retour ne dispose pour sa part que d'un rez-de-chaussée. Elle est couverte en terrasse.

l'élaboration du plan se prolonge ensuite en élévation. Cela aboutit à un édifice dont la physionomie cubiste est déterminée par la prédominance des angles droits et des arêtes vives. La sobriété du traitement architectural (façades enduites et peintes en blanc, absence de modénature, etc.) renforce cette impression. L'esthétique du groupe scolaire Souspiron repose sur une horizontalité affirmée, que les architectes contredisent par des fenêtres et, plus ponctuellement, par des brise-soleil verticaux. La façade nord du préau est animée par une série de percements garnis de verre transparent. Ils forment une composition géométrique extrêmement simple – étroites bandes verticales groupées par sept, légèrement décalées en hauteur les unes par rapport aux autres – qui illustre assez fidèlement le minimalisme formel qui caractérise l'architecture de Pierre Vago.

2. Les équipements administratifs

En plus de l'Hôtel des Postes et de l'agence EDF-GDF édifiés dans le cadre de la Reconstruction, trois nouveaux équipements administratifs sont construits à Tarascon au cours des décennies 1950 et 1960 : la Perception-recette municipale (1958-1959, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier)²⁴⁰ dont la construction marque le début de l'urbanisation du faubourg Fraternité ; la Maison des Impôts (1966-1967, arch. : Jacques Van Migom, Jean Pélissier)²⁴¹ construite dans le centre-ville, à proximité immédiate de l'église Sainte-Marthe ; le nouveau commissariat de Police (1967-1969, conception : service technique du centre Administratif et Technique Interdépartemental du ministère de l'Intérieur)²⁴², édifié dans le quartier des Ferrages, sur le terrain jouxtant la caserne de gendarmerie (1906-1907, arch. : Louis Chauvet, Eric Buyron)²⁴³.

Ces équipements administratifs, adaptés à une ville qui dépasse désormais les 10 000 habitants, restent modestes dans leurs programmes. Ils donnent toutefois lieu à constructions soignées.

Pour la nouvelle Perception-recette municipale, Jacques Van Migom et Jean Pélissier imaginent un bâtiment qui, malgré la modestie du programme (petite agence accueillant les

²⁴⁰ Répertoire : Secteur 3 Fiche 14.

²⁴¹ Répertoire : Secteur 1 Fiche 13.

²⁴² Répertoire : Secteur 3 Fiche 15.

²⁴³ Répertoire : Secteur 3 Fiche 6.

services du Trésor), est empreint d'une certaine monumentalité exprimant son statut d'équipement public. Il s'agit d'une construction en L²⁴⁴, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée. Le rez-de-chaussée accueille les services du Trésor (salle du public, bureau des employés, bureau du receveur, salle d'archives, chaufferie, vestiaire, garage). L'étage est dévolu au logement du receveur : appartement comprenant séjour, cuisine, salle de bains, trois chambres. Le bâtiment est couvert par une toiture en tuiles. Elle est précédée par un portique à quatre colonnes formant avant-corps, moyen élégant de monumentaliser la construction. Les façades sont ordonnancées par les travées régulières de fenêtres (largeur : 1,20 m). Elles sont animées par une trame de faux-joints imitant un appareil régulier et une modénature d'inspiration classique (bandeau horizontaux, corniche).

Le prestige du site retenu (place de la Concorde, à proximité de la collégiale Sainte-Marthe et du château du roi René) pour la construction de la Maison des Impôts de Tarascon, conduit le maire à confier le projet à Jacques Van Migom, architecte des Monuments historiques. Avec, ses associés (Jean Péliissier et Michel Van Migom), l'architecte imagine un édifice empreint de classicisme, tant au niveau de son gabarit²⁴⁵ et de son inscription dans l'espace que de son traitement formel. Une certaine monumentalité émane de la Maison des impôts grâce, notamment, à l'emploi de la pierre en façade et d'une modénature classique (corniche, soubassement avec bossage continu). Les architectes structurent les élévations au moyen de travées de baies rectangulaires (fenêtres et portes-fenêtres) équipées de garde-corps en bois. Certains détails (escaliers extérieurs en pierre de Cassis, portes d'entrée avec poignées en bronze, etc.) témoignent du soin apporté à la conception de cet équipement public.

Le commissariat de Police possède pour sa part la volumétrie simple et l'allure sobre des équipements administratifs des années 1960. Il s'agit d'un petit bâtiment parallélépipédique implanté parallèlement et légèrement en retrait du boulevard Gambetta, de sorte qu'il possède une quadruple exposition : façade principale à l'est (boulevard Gambetta) ; façades latérales sud (voie nouvelle) et nord (caserne de gendarmerie) ; façade postérieure à l'ouest (cour de service). Le bâtiment possède un étage sur rez-de-chaussée²⁴⁶. Couvert en terrasse, l'édifice

²⁴⁴ Emprise au sol : 11,80 mètres x 11,64 mètres.

²⁴⁵ Le bâtiment adopte un plan en L : l'aile principale (35 x 10 mètres) reprend l'alignement de la rue du collège ; l'aile en retour est très courte (5 mètres). Haut de dix mètres, il comprend deux étages sur rez-de-chaussée et sous-sol aménagé. Il est couvert en tuiles. La surface bâtie est de 485 mètres carrés ; la surface utile intérieure de 1 500 mètres carrés environ.

²⁴⁶ Le rez-de-chaussée se compose d'un hall d'accueil du public, d'un poste de garde, d'une cabine radio, d'un garage et de chambres de sûreté. Au premier étage se trouvent le cabinet du chef de service, le bureau des officiers de police adjoints chargés des enquêtes administratives et judiciaires, les bureaux du tribunal de police, le secrétariat, le bureau des archives, le laboratoire photo.

s'articule autour de l'entrée qui occupe l'angle sud-est du bâtiment. Les façades sont traitées en pierre (moellons équarris disposés selon un appareil assisé) et béton. Leur composition, notamment au niveau des percements, témoigne de l'organisation de l'espace intérieur. Elles sont traitées avec soin, en témoignent une modénature épurée mais présente ainsi qu'un modèle intéressant de fenêtres (trois ouvrants horizontaux avec système de bascule).

3. Les équipements sportifs : l'aménagement du Parc des Sports (1968-1970²⁴⁷, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²⁴⁸

Le Parc des Sports de Tarascon, dont la construction est évoquée dès la fin des années 1930, est aménagé à partir de 1968, sur le terrain dit "La Provençale", selon les projets de l'architecte Marcel Guesnot. Sans constituer une réalisation majeure²⁴⁹, il témoigne de l'histoire urbaine de Tarascon et, sur un plan plus général, de la multiplication de ce type de programmes, dont la typologie avait été fixée avant la seconde Guerre Mondiale, mais qui évoluent considérablement pendant les Trente Glorieuses grâce au renouvellement continu des techniques²⁵⁰.

a. Une genèse difficile

En 1938-1939, Marcel Guesnot – architecte qui, depuis son arrivée à Tarascon en 1936, fait office d'architecte municipal – élabore un projet de stade pour l'Union sportive tarasconnaise. Ce complexe sportif comprend une salle de gymnastique, un stade et une série de bâtiments démontables : tribune, buffet, vestiaires, chalet abritant une salle de réunion, un bureau et un vestiaire. Le site pressenti pour l'installation de ce complexe est le lieu dit "Les Délices", qui

²⁴⁷ A partir de 1976, un gymnase (Halle des sports de type COSEC) vient compléter les installations du Parc des Sports. Le projet a été conduit sous la direction de l'architecte J.-B. Hudavert, qui a racheté l'agence de Marcel Guesnot lorsque ce dernier a cessé son activité en 1972. Hudavert fait ici office d'architecte d'opération, la Halle des sports étant un bâtiment-type, préfabriqué industriellement. La Halle des sports a une surface totale au sol de 960 mètres carrés. La piste d'évolution a quarante mètres de longueur sur vingt mètres de largeur (soit 800 mètres carrés). Les sports en salle peuvent y être pratiqués : le hand-ball, le basket-ball, le tennis et le volley-ball. En même temps est construit un bâtiment annexe de plan rectangulaire (20 x 8 mètres) comprenant des locaux sanitaires pour hommes et pour femmes, des douches collectives, une salle des professeurs et des arbitres avec douches privées, une chaufferie pour l'ensemble des installations.

²⁴⁸ Répertoire : Secteur 2 Fiche 10.

²⁴⁹ A la différence du Complexe sportif Fournier aménagé à Arles par l'agence Van Migom-Pélissier entre 1952 et 1964.

²⁵⁰ MONNIER Gérard (dir.), ABRAM Joseph, *L'architecture moderne en France. Tome 2 : du chaos à la croissance (1940-1966)*, Paris, Picard, 1999, p. 179-p.181.

se trouve au sud de la ville, à proximité du collège municipal.

En 1942, l'architecte élabore un nouveau projet de « *terrain scolaire provisoire d'éducation physique et sportive destiné aux enfants des écoles* ». Il propose que ce terrain soit aménagé sur le site La Provençale, en raison de sa position centrale par rapport aux établissements scolaires de la ville. Marcel Guesnot est donc le premier à envisager l'installation d'un complexe sportif sur ce terrain.

Il sera en cela suivi par Pierre Vago, l'architecte-urbaniste chargé d'établir le Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Tarascon (1945-1948) au lendemain de la seconde Guerre Mondiale. Dans le *Rapport d'enquête et justification*²⁵¹, Pierre Vago note qu'en dehors d'un terrain de football, privé et mal entretenu, rien n'existe pour les sports à Tarascon. Il intègre donc le projet de Parc des Sports, depuis longtemps à l'étude, au plan de Reconstruction. Il reprend l'idée émise par Marcel Guesnot en 1942 en prévoyant que ce nouvel équipement municipal soit aménagé sur le terrain « La Provençale ».

Pierre Vago trace les grandes lignes de l'urbanisation du quartier en y prévoyant, outre l'aménagement du Parc des Sports, la construction d'une école de garçons (actuelle école Ferry, 1948-1952, arch. : Pierre Vago) et d'une école maternelle (actuelle école Marie Curie, 1956-1958, arch. : Marcel Guesnot). Le site est plat, lotis par quelques immeubles, semble-t-il à vocation artisanale. Situé au-delà du faubourg Jarnègues, il est délimité d'un côté par le boulevard Itam, axe de circulation qui ceinture la ville ancienne, de l'autre, par le cimetière et au-delà, la digue septentrionale qui protège la ville des crues du Rhône. Il s'agit de la propriété de madame Chaix, propriété appelée « La Provençale ». Ce nom sera d'ailleurs donné à la résidence d'habitation, construite en 1968, selon les plans de Marcel Guesnot, à proximité de l'école, à l'angle boulevard Itam et de la rue Porrentruy. Dès 1945, Pierre Vago englobe la propriété Chaix dans le périmètre de compensation²⁵². Le plan de Reconstruction et d'Aménagement détermine la forme urbaine du nouveau quartier : Pierre Vago crée deux

²⁵¹ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

²⁵² En conséquence, elle est déclarée d'utilité publique et expropriée selon la procédure d'urgence (arrêté du 8 mars 1946 complété le 9 décembre 1946 du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ; ordonnance du 18 août 1948 du Tribunal civil de première instance de Tarascon). Ainsi, le MRU achète les terrains sur lesquels doivent être édifiés les différents équipements municipaux. Cette procédure permet de gagner plusieurs mois, la prise de possession du site pouvant se faire dans un délai plus court que si la ville se portait acquéreur ; cela permet en outre d'économiser les droits (environ 20 % de la valeur).

voies nouvelles – la rue de Porrentruy et le boulevard Alphonse Daudet – respectivement perpendiculaire et parallèle au boulevard Itam. L'école de garçons occupera une parcelle d'angle située à l'intersection de ces deux voies. En regard direct sera édifiée l'école maternelle. Derrière, entre le boulevard Alphonse Daudet et la digue, sera aménagé le Parc des Sports.

En 1947, sans remettre en cause l'aménagement du Parc des sports sur le terrain « La Provençale », la municipalité émet l'idée qu'un second complexe sportif plus particulièrement destiné aux élèves du collège et de l'école de filles puisse être installé au sud de la ville, en bordure de la route d'Arles. Ce projet restera sans suite.

En août 1947, Marcel Guesnot est officiellement désigné pour aménager le Parc des Sports. Mais, pendant sept ans, les priorités de la Reconstruction étant ailleurs, le projet reste sans suite. Il est brièvement relancé en 1954 par l'acquisition de parcelles supplémentaires (toujours propriété de la famille Chaix) afin de pouvoir lancer une première tranche d'aménagement comprenant : un terrain de football, un terrain de basket-ball, un terrain de volley-ball, un plateau d'éducation physique et une clôture.

En 1957, rien n'a encore été fait mis à part quelques aménagements conduits par les services techniques municipaux. Il faut en fait attendre 1959 pour que le projet prenne la voie de la concrétisation. La municipalité acquiert une nouvelle parcelle, amenant ainsi la surface disponible pour l'aménagement du Parc des Sports à plus de quatre hectares. Marcel Guesnot est confirmé dans son rôle d'architecte : l'étude de la composition d'ensemble et de tous les éléments de construction lui échoit (la convention précisant ses missions ne sera signée qu'en juin 1961). Pour l'épauler, la municipalité désigne un ingénieur du service des Ponts-et-Chaussée qu'elle charge de l'étude technique des travaux d'aménagement des sols des terrains de sport, des terrassements, des travaux horticoles, canalisations, adduction d'eau, etc.

Le 24 juin 1960, l'avant-projet dressé par Marcel Guesnot est approuvé. L'architecte finalise ses études et présente, le 17 mars 1962, un plan d'ensemble prévoyant la construction : d'un terrain de football-rugby, de vestiaires, de deux courts de tennis avec mur d'entraînement et vestiaires attenants, d'un plateau d'évolution, de deux terrains de basket-ball, de deux terrains de volley-ball, d'un logement de gardien et d'une piscine avec vestiaires. Concomitamment, il dresse un avant-projet d'entrée et de logement de gardien : la première sera réalisée en 1968,

conformément au projet de 1962 ; le second sera réalisé en 1969, conformément au projet de 1962.

b. Le Parc des Sports de Tarascon : un complexe sportif

L'aménagement du Parc des Sports commence en 1968 avec la réalisation de la clôture et de l'entrée qui, constituée par des voûtes minces de béton prenant appui sur des piliers en pierre, apparaît comme une référence directe à l'architecture de Fernand Pouillon. Elle se poursuit avec l'aménagement du terrain d'honneur qui comprend une aire gazonnée (119 x 66 mètres) dédiée à la pratique du football et du rugby, une piste de course à pied (400 mètres) dotée des équipements nécessaires au saut en longueur, au saut en hauteur, au lancer de marteau, de disque et de poids. Deux terrains de tennis ainsi qu'une aire d'entraînement sont également réalisés.

En mai 1968, le projet de logement de gardien et de vestiaires avec toiture-terrasse inaccessible est accepté par le maire. La demande de permis de construire, déposée le 16 septembre 1968, reçoit une suite favorable le 17 janvier 1969 (PC n°13 96 948). Ils sont construits en 1969. Le bâtiment des vestiaires est édifié en bordure du terrain d'honneur. De plan rectangulaire (36,30 x 8,10 mètres) et couvert en terrasse, il comporte une salle de réunion, deux cabines de moniteurs avec douches individuelles, six cabines collectives pour hommes et deux pour femmes. Le logement de gardien adopte une allure cubiste²⁵³.

Le 30 janvier 1967 avait été approuvé un avant-projet de piscine en plein-air et de vestiaires, dressé le 15 décembre 1966 par Marcel Guesnot. Les deux bassins sont construits en 1970²⁵⁴. Le premier est un bassin de natation (25 x 12,5 mètres) doté d'un plongoir. Le second est un bassin d'agrément (12,5 x 12,5 mètres). Ils sont revêtus de tesselles bleues, certaines présentant des motifs de poissons en relief.

²⁵³ Il se situe au bout de l'allée centrale, cet emplacement permettant la surveillance de l'ensemble des installations. De plan quasiment carré (9,95 mètres x 9,60 mètres), il est élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage.

²⁵⁴ Ce projet met, comme les autres, du temps à prendre la voie de la concrétisation. La demande de permis de construire est déposée en mai 1969. Le permis de construire (n°13 108 1074) est délivré le 26 juillet 1969 et les travaux se déroulent au cours de l'année 1970.

4. Les équipements de santé ou l'ambition d'élaborer des établissements-modèles

a. Les équipements hospitaliers de Tarascon au XXe siècle

Au début du XXe siècle, Tarascon possède deux établissements hospitaliers datant l'un du XVIe siècle (hôpital Saint-Nicolas, appelé Hôtel Dieu Saint-Nicolas puis hôpital civil et militaire), l'autre du XVIIe siècle (Hôpital de la Charité, appelé familièrement La Charité puis, en raison de sa transformation en Hospice départemental, la Maison des Vieillards). Le premier avait été construit en 1569 dans la gâche de l'arrière-vigne, puis agrandi à partir de 1695 sous la direction de l'architecte avignonnais Peru. Son agrandissement se poursuit au XVIIIe siècle sous la direction de Jean-Baptiste Franque, avec notamment la construction du pavillon de l'Apothicaire.

Le second, l'Hôpital général de la Charité, avait été construit entre 1691 et 1695, selon les plans de Peru. Louis Renard rappelle que cette construction avait été rendue possible grâce aux libéralités du chanoine Joseph Clerc de Mollières, trésorier du chapitre royal, official forain de l'archevêque d'Avignon, qui avait acquis un terrain dans le faubourg Madame pour y édifier un hôpital. L'architecte Peru imagine un vaste édifice, conforme à la typologie hospitalière de la période moderne : la façade principale de l'Hôpital de la Charité se déployait sur près de 90 mètres de long, selon un plan orthogonal formé de deux ailes principales, implantées parallèlement l'une à l'autre, et de trois ailes en retour. Elles délimitaient deux cours intérieures carrées bordées de galeries. L'ensemble s'élevait sur deux étages sur rez-de-chaussée.

Lors des combats pour la Libération de la Provence, les équipements hospitaliers de la ville sont particulièrement endommagés. L'hôpital paie un lourd tribut dû à la déflagration de plusieurs fourneaux de mines, utilisés dans le but de détruire le viaduc ferroviaire du boulevard Gambetta. Dans un *Descriptif sommaire des travaux à exécuter d'urgence* dressé le 6 octobre 1944²⁵⁵, Marcel Guesnot indique que les couvertures des bâtiments principaux sont à refaire entièrement et que les destructions intérieures sont importantes. Par contre, il ne parle pas de l'hospice. Pourtant, la Maison des Vieillards a été détruite aux quatre cinquièmes par les bombardements aériens de juin 1944, puis encore endommagée en janvier 1945 par

²⁵⁵ GUESNOT Marcel, *Descriptif sommaire des travaux à exécuter d'urgence* (6 octobre 1944), AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié.

des travaux de déblaiement. Au sortir de la guerre, seule l'aile orientale est encore en place, quoique en très mauvais état. La question de la destruction des bâtiments donne lieu à de vifs débats aussi bien au sein du conseil municipal que de la commission départementale de la Reconstruction. Bien que la position affichée soit de conserver tout ce qui peut être utilisé, la Maison des Vieillards sera finalement démolie afin de créer une vaste place devant la gare.

La position de Pierre Vago (1910-2002), architecte en chef de la Reconstruction de Tarascon, sur cette question est difficile à déterminer avec certitude, compte tenu des sources dont nous disposons. Il semble qu'il ait été favorable à la démolition, à terme, de l'Hôpital de la Charité. Par contre, ses propositions quant à l'aménagement de l'espace ainsi dégagé n'ont pas été retenues : en conservant le parcellaire existant, il proposait de créer un pôle de transport rassemblant gares ferroviaire et routière et d'y adjoindre un hôtel de voyageurs²⁵⁶.

Quoi qu'il en soit, le 9 janvier 1948, le conseil municipal de Tarascon déclare que « *la démolition de la Maison des Vieillards est souhaitable, tant du point de vue technique et esthétique et qu'elle a la faveur unanime des diverses autorités administratives consultées* ». Il précise aussi que cette démolition ne devra être engagée que « *lorsqu'il apparaîtra que son maintien est devenu inutile pour le logement des ouvriers et que les services administratifs qui l'occupent (...) auront été pourvus de locaux convenables* ». De fait, cette démolition interviendra en 1956. Les dommages de guerre des Hospices seront utilisés pour l'édification du Centre civique (1962-1964, arch. : Marcel Guesnot). Pierre Vago propose que l'hospice départemental soit déplacé en dehors de la ville, « *conformément au bon sens et au souhait unanime de la population* » précise-t-il dans son *Rapport d'enquête et de justification*²⁵⁷.

Pierre Vago aborde la question de l'hôpital avec autant de radicalité. Il dresse le constat suivant : « *La ville possède un hôpital-hospice de cent quatre-vingt-cinq lits, répartis entre les divers services de médecine, de chirurgie, maternité, salles militaires et hospice. Il n'existe pas de services distincts pour les enfants, les contagieux, l'hospice. La maternité est enclavée*

²⁵⁶ Finalement, un « aménagement par le vide » sera préféré, aboutissant à la création d'une place de forme triangulaire, délimitée à l'est par l'avenue de la Gare qui conserve son emprise originelle, au sud par le tracé légèrement concave du viaduc de chemin de fer et, à l'ouest, par un nouvel alignement prolongeant l'amorce de l'ancienne rue de la Charité. Venant s'ajouter à la présence de la gare de voyageurs, l'implantation du nouvel Hôtel des Postes (1954-1955, arch. : Eugène Chirié), d'un hôtel de voyageurs (postérieur à 1956, arch. : René Maron) et de l'agence EDF-GDF (1956, arch. : Marcel Guesnot) aurait dû renforcer ce nouvel espace urbain dans sa vocation publique.

²⁵⁷ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

*entre deux services de médecine. Absence complète des commodités les plus élémentaires : ascenseurs, monte-charges, monte-plats. Du rez-de-chaussée, les malades sont transportés par un escalier extérieur jusqu'au premier étage, puis au deuxième, par des escaliers et des couloirs qui exigent des brancardiers des qualités d'acrobates. Cependant, il ne serait pas raisonnable d'abandonner complètement les installations actuelles dont certaines sont tout à fait satisfaisantes (chirurgie, radio) pour reconstruire ailleurs un hôpital neuf »*²⁵⁸. Il préconise alors de déplacer l'hôpital vers l'ouest, en reconstruisant une aile neuve et en supprimant l'aile endommagée. Selon lui, cette solution présenterait le double avantage d'éloigner l'établissement de la voie ferrée et de permettre la réorganisation des services. Le conseil municipal, lors de la réunion du 9 janvier 1948 au cours de laquelle il approuve, dans son ensemble, le Plan d'Aménagement et de Reconstruction présenté par Pierre Vago, émet quelques réserves quant à ce projet, se laissant toute latitude de décider ou non d'un agrandissement éventuel de l'hôpital.

Pendant la décennie qui suit la seconde Guerre Mondiale, le projet d'agrandissement de l'hôpital ne figure pas parmi les priorités de la municipalité, celle-ci étant donnée aux logements. Aussi, il faut attendre 1955-1956 pour que des aménagements soient envisagés. Le premier d'entre eux concerne l'ouverture d'un service réservé à des malades mentaux calmes. Marcel Guesnot mène à bien le projet. Mais, bientôt, il devient indispensable d'agrandir et de moderniser l'hôpital.

En 1959, un projet reposant sur la transformation du bâtiment existant est soumis à l'agrément du ministère de la Santé publique et de la Population. Il est rejeté par le ministère qui encourage plutôt la construction d'équipements neufs. La municipalité propose alors de maintenir les locaux existants pour l'hospice et les services généraux et de créer des bâtiments neufs pour les services médicaux. Pour la première fois, la construction d'un nouvel hôpital est donc envisagée.

La vétusté des équipements hospitaliers de Tarascon conduit finalement à la construction de deux équipements majeurs en matière d'architecture de la santé : l'hôpital de Tarascon (1966-1967, arch. : Pierre Laborde, arch. d'opération : Marcel et Pierre Guesnot)²⁵⁹ construit à l'entrée sud de l'agglomération, dans le quartier de Saint-Antoine ; la résidence-foyer pour

²⁵⁸ VAGO Pierre, *Rapport d'enquête et de justification* (15 mai 1945), op. cit.

²⁵⁹ Répertoire : Secteur 9 Fiche 1. Dossier monographique 8.

personnes âgées La Margarido (1972-1973, arch. : Van Migom-Pélissier)²⁶⁰, qui fait partie de l'opération d'urbanisation du quartier des Célibataires²⁶¹.

Ces deux opérations, très différentes tant en termes de programme que de traitement architectural, sont emblématiques de la volonté de fixer de nouvelles typologies architecturales au cours de la seconde moitié du XXe siècle : l'hôpital de Tarascon se veut un établissement-modèle, il sera d'ailleurs reconnu comme tel par le ministère de la santé ; la même ambition préside à la conception de résidence-foyer La Margarido. Cette dernière, sans être promue au plan national, sera reconnue à l'échelle régionale où d'autres structures seront édifiées sur le même modèle.

b. L'Hôpital de Tarascon (1966-1967, arch. : Pierre Laborde, arch. d'opération : Marcel et Pierre Guesnot)²⁶²

L'hôpital de Tarascon a été construit entre 1967 et 1971, dans le quartier Saint-Antoine, selon les plans de l'architecte Pierre Laborde (1908-1994). Marcel Guesnot (1896-1974) et son fils Pierre (né en 1921) sont associés au projet en tant qu'architectes d'opération.

Conçu pour recevoir cent trente-cinq patients répartis dans quatre services (médecine, chirurgie, spécialité ORL et ophtalmologie, maladies chroniques), l'hôpital de Tarascon constitue un témoignage intéressant du renouvellement de l'architecture hospitalière au tournant des années 1970.

Quoique de taille relativement modeste par rapport aux grands établissements hospitaliers édifiés entre 1950 et 1980 dans les grandes villes françaises, il est construit à une période pendant laquelle s'impose une nouvelle génération d'équipements de santé : les hôpitaux monoblocs. Dans l'histoire de l'architecture hospitalière, cette typologie succède au modèle hygiéniste des XVIIIe et XIXe siècles et au modèle pavillonnaire mis au point à la fin du XIXe siècle et encore très employé pendant toute la première moitié du XXe siècle. Désormais, la rationalisation des fonctions et des coûts s'exprime architecturalement par une organisation verticale qui tente de concilier technicité de la médecine et bien-être des patients, en séparant spatialement le plateau technique des espaces d'hospitalisation.

²⁶⁰ Répertoire : Secteur 8 Fiche 1. Dossier monographique 11.

²⁶¹ La partie nord-est du terrain des Célibataires est réservée à la construction de La Margarido. Il s'agit d'une parcelle rectangulaire de 8 000 mètres carrés sur laquelle se trouvent encore trois baraquements hérités de l'ancienne cité provisoire. Elle est en bordure de propriété et, à l'est, s'étendent des terres agricoles.

²⁶² Répertoire : Secteur 9 Fiche 1. Dossier monographique 8.

Ni la capacité, ni la vocation généraliste de l'hôpital de Tarascon ne justifiaient une telle organisation. Pierre Laborde propose donc une déclinaison originale de cette nouvelle typologie hospitalière.

-Genèse du projet

La construction d'un nouvel hôpital est évoquée pour la première fois en 1959 mais il faut encore attendre quatre ans pour que le projet prenne la voie de la concrétisation. Le 15 novembre 1963, le conseil municipal vote le principe d'une participation communale de 500 000 francs (sur un coût prévisionnel alors fixé à 5 455 272 francs) pour la construction d'un nouvel hôpital. Cette participation sera revalorisée à 680 000 francs en mai 1965, au moment de la mise au point du projet définitif.

-D'un architecte à l'autre

Entre-temps, en 1962, le projet de construction du nouvel hôpital est confié à Marcel Guesnot. En 1962, concomitamment au projet de nouvel hôpital, la municipalité lui confie la réalisation d'un autre équipement important : le Centre civique. L'octroi de ces deux commandes apparaît comme une consécration pour ce praticien aguerri. Pourtant, si le projet de Centre civique se concrétise – il est inauguré en 1964 –, celui de l'hôpital s'avère plus complexe à mener à bien.

Marcel Guesnot et son fils travaillent au projet de 1962 à 1964, poussant les études jusqu'à l'avant-projet. Il s'agit de concevoir un établissement de cent cinq lits doté de logements de fonction (directeur, concierge, infirmières). Ce n'est pas la première fois que Marcel Guesnot aborde l'architecture hospitalière. Il a déjà agrandi par deux fois l'hôpital-hospice de Saint-Rémy-de-Provence (1952 et 1962) et étudié la transformation de la Maison de retraite de la Vallée des Baux (1961, non réalisé).

Alors que l'avant-projet relatif au nouvel hôpital de Tarascon est prêt, Marcel et Pierre Guesnot sont dessaisis du dossier au profit de Pierre Laborde, architecte dont l'agence est installée à Paris (11 rue Maspero, 16ème arrondissement).

Pierre Laborde est imposé par le ministère de la Santé. Il est un praticien aguerri, agréé par le ministère de la Santé publique pour la construction des hôpitaux et centres hospitaliers universitaires. Ancien élève de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris (atelier Roger-Henri Expert), Pierre Laborde est un habitué des commandes ministérielles : reconstruction de Rouen, sous la direction de Jacques Gréber (1882-1962), au lendemain de la

seconde Guerre Mondiale ; architecte-urbaniste auprès du ministère de la France d’Outre-mer de 1950 à 1955, ce qui le conduit à réaliser de nombreux projets à Madagascar, au Cameroun, en Nouvelle-Calédonie et au Sénégal ; architecte du Commissariat l’Energie Atomique à partir de 1956 ; architecte conseil de l’Equipement pour les départements du Vaucluse, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes de 1960 à 1964. Dans le domaine de l’architecture hospitalière, il s’illustre en construisant l’hôpital de Tarascon (1970-1971) puis, quelques années plus tard l’Institut Gustave Roussy (Villejuif, 1980).

Les circonstances du « parachutage » de Pierre Laborde à Tarascon restent floues. Il n’en reste pas moins que Pierre Guesnot témoigne des bonnes relations que son père et lui-même ont entretenues avec l’architecte pendant la conduite du projet, même s’il exprime aussi sa déception légitime de ne pas avoir vu leur projet « *différent et beaucoup moins onéreux* » se concrétiser. De son côté, Pierre Laborde aura l’élégance de cosigner le projet avec Marcel Guesnot, alors même que Pierre Guesnot affirme que les plans ont été dressés par Laborde seul.

-Chronologie du projet

Un avant-projet est présenté le 12 mai 1965. Il fixe les grandes lignes du projet aussi bien en termes de composition que de traitement architectural. Seule évoluera la forme du pavillon central : parallélépipède intégré au volume de la construction dans l’avant-projet, il deviendra un avant-corps de forme hexagonale dans le projet définitif.

Le projet définitif est arrêté au mois de juin 1965. La demande de permis de construire est déposée par le directeur de l’hôpital-hospice de Tarascon le 15 juillet 1965. Elle reçoit un avis favorable de la part du maire de Tarascon (15 juillet 1965), du directeur départemental de la Construction (24 décembre 1965) et du ministère de l’Equipement (12 février 1966). La construction de l’hôpital nécessite par ailleurs une dérogation aux articles 5-1 et 5-3 du *Règlement d’urbanisme*, relatifs aux constructions en zone agricole. Cette dérogation est accordée par le préfet des Bouches-du-Rhône le 13 novembre 1965.

Une fois les formalités administratives accomplies, il faut encore attendre plus d’un an avant que le chantier ne s’ouvre en mai 1967. Il dure plus de quatre ans et la construction de l’hôpital s’achève en décembre 1971.

-Site

Le site choisi se trouve à l’écart de la ville, dans le quartier Saint-Antoine qui est encore très

peu urbanisé. Il s'agit d'un terrain plat de quatre hectares et demi, situé en bordure de la route nationale 570 reliant Tarascon à Arles.

La parcelle étant relativement profonde, Pierre Laborde choisit d'implanter l'hôpital au centre, ce qui présente le double avantage de le protéger des nuisances de la route tout en permettant une éventuelle extension vers l'arrière.

L'architecte prend le parti d'une implantation des bâtiments selon un axe nord-sud, ce qui induit une orientation des chambres vers l'est ou l'ouest. Il prévoit un dispositif de façade en dents de scie afin d'offrir une protection contre le mistral.

-Programme architectural

Pierre Laborde doit concevoir un établissement d'une capacité de cent trente-cinq lits répartis dans quatre services : médecine (soixante lits), chirurgie (trente lits), service spécialisé en ORL et ophtalmologie (quinze lits), maladies chroniques (quinze lits). Il doit prévoir en outre une loge pour le concierge, un pavillon d'habitation pour le directeur et des logements destinés au personnel hospitalier.

Le programme stipule également que l'architecte doit envisager une possibilité d'extension future par l'ajout d'une aile supplémentaire d'une capacité de quatre-vingt-dix lits et par la construction d'un bâtiment indépendant dont il est prévu, dans un premier temps, qu'il accueille un centre de transfusion sanguine puis une maison de retraite.

En 1968, Pierre Laborde et Marcel Guesnot élaborent un avant-projet de maison de retraite à construire à l'arrière de la parcelle. Ils imaginent une Unité de vie dans le même esprit que l'hôpital. Elle ne sera pas réalisée et le terrain restera vierge jusqu'à la construction récente (2007-2008) d'une maison de retraite conçue selon un parti très différent.

-Parti architectural

Pierre Laborde imagine un bâtiment composé de deux ailes d'hospitalisation de plan rectangulaire, disposées selon un même axe nord-sud, légèrement décalées l'une par rapport à l'autre de manière à former une ligne brisée. Ces ailes sont reliées par un pavillon central composé d'un couloir de circulation, flanqué par les bureaux du personnel soignant ; d'un espace de distribution central qui, à chaque niveau, abrite un hall et les circulations verticales (escaliers et ascenseurs) ; d'un avant-corps de forme hexagonale qui abrite la chaufferie, la cuisine, des garages et divers dépôts (sous-sol), le bureau des admissions, les services administratifs et une bibliothèque médicale (rez-de-chaussée), le bloc opératoire (1er étage).

L'hôpital est construit sur un vide sanitaire servant de galerie technique. Il se développe sur quatre niveaux, excepté au niveau de l'avant-corps qui n'en compte que trois. On trouve un sous-sol (ou rez-de-chaussée inférieur) qui se trouve en fait à rez-de-jardin, un rez-de-chaussée surélevé (ou rez-de-chaussée supérieur), un premier et un deuxième étages.

Le rez-de-chaussée inférieur regroupe le service des urgences (partie centrale) et les locaux techniques qui se répartissent dans les deux ailes : lingerie, vestiaires, sanitaires, ateliers, réfectoire, cuisine, chaufferie, dépositoire, pharmacie, réserves. Ces différents espaces sont alignés le long d'un couloir de circulation largement éclairé dans sa portion orientale.

Le rez-de-chaussée inférieur est traversé par un tunnel réservé aux ambulances et aux véhicules de secours. Ce dispositif devait faciliter l'acheminement des malades. Mais, dans la pratique, il s'est rapidement révélé peu adapté à son usage du fait de son exposition au mistral. Seul accès à l'établissement pour les patients alités, il continue néanmoins d'être utilisé.

Depuis l'extérieur, l'accès au rez-de-chaussée supérieur se fait par un large escalier à volée unique qui forme un angle de 60° avec la façade principale de l'aile sud. Dans sa partie centrale, le rez-de-chaussée abrite un vaste hall d'entrée qui centralise les circulations horizontales (accès aux deux ailes ainsi qu'à l'avant-corps) et verticales (escaliers et ascenseurs desservant les étages).

La maternité occupait l'aile nord (elle a fermé en 1994 et l'aile est aujourd'hui occupée par un service de médecine) ; les services de consultations externes et de radiologie ainsi que les laboratoires sont rassemblés dans l'aile sud.

Au premier étage sont répartis : dans l'aile nord, trente lits de chirurgie (huit chambres à un lit, cinq chambres à deux lits, trois chambres à quatre lits) ; dans l'aile sud, quinze lits de spécialité chirurgicale et quinze lits de convalescents et de malades chroniques (dix chambres à un lit, sept chambres à deux lits, trois à quatre lits). Ces deux ailes s'articulent autour d'un hall central qui donne aussi accès au bloc opératoire logé dans l'avant-corps hexagonal. Le bloc possède deux salles d'opération ainsi que toutes les annexes nécessaires à la chirurgie : lavage des instruments, hall stérile, salle de préparation des chirurgiens, anesthésie, vestiaires-sanitaires des chirurgiens, salle aseptique, salle de réanimation. Les salles d'opération, de plan hexagonal, apparaissent comme particulièrement novatrices.

Le deuxième étage se structure de la même manière que le niveau inférieur, à la seule différence qu'il ne possède pas d'extension hexagonale. Il est entièrement consacré à la médecine. L'ensemble du bâtiment est couvert de toitures-terrasses.

D'un point de vue technique, Pierre Laborde utilise une ossature béton armé et, pour le remplissage, des agglomérés pleins au niveau inférieur, des agglomérés creux puis des briques creuses pour les étages.

L'architecte met au point un plan modulaire reposant sur l'utilisation de travées de 3 mètres de largeur et 12 mètres de profondeur. Chaque aile, se composant de treize travées, mesure donc 39 mètres de long sur 12 mètres de large. Dans cette profondeur, Pierre Laborde loge deux rangées de chambres séparées par un couloir central aveugle (2 mètres de large) : à l'est se trouvent les chambres individuelles (4 mètres de profondeur) ; à l'ouest les chambres doubles et quadruples (6 mètres de profondeur). Les chambres individuelles et doubles occupent une travée ; les quadruples résultent de la réunion de deux travées.

D'autre part, les façades avant et arrière sont traitées en dents de scie ce qui fait que les chambres ne sont pas strictement rectangulaires, mais qu'elles possèdent une extrémité triangulaire. Si cela a parfois engendré des difficultés pour disposer le mobilier, force est de constater que cette simple excroissance améliore la qualité des espaces intérieurs, en rompant la rigueur qu'une simple orthogonalité aurait induite.

-Traitement architectural

Cette disposition particulière dynamise aussi la composition des façades orientale et occidentale qui se développent à la manière de feuilles de papier pliées. Les pignons nord et sud sont, pour leur part, aveugles.

Pierre Laborde accentue le caractère graphique des façades est et ouest en faisant alterner, au niveau de chaque travée, un pan de murs pleins et un pan vitré. Les parties opaques sont traitées avec un revêtement granulé, très facile d'entretien et qui donne une texture au bâtiment (ce revêtement a depuis été peint au niveau du corps central du bâtiment). Les pans vitrés font alterner verre transparent sur cadre bois (fenêtres s'ouvrant sur un tiers de leur surface et dotées de moustiquaires) et glaces teintées sur cadres métalliques, qui viennent masquer les allèges maçonneries des fenêtres.

L'utilisation d'un tel parement répond avant tout à une volonté esthétique de Pierre Laborde qui souhaitait que la rigueur géométrique du plan du bâtiment soit traduite en élévation. Il soigne donc l'aspect de l'hôpital de Tarascon, travaillant les façades est et ouest comme des compositions cinétiques.

-Portée de l'édifice

L'hôpital de Tarascon apparaît comme une contribution intéressante de Pierre Laborde au renouvellement de l'architecture hospitalière au tournant des années 1970. Il s'agit d'un édifice où se conjuguent harmonieusement parti-pris architectural, technicité, recherche esthétique et quête d'efficience, tant au niveau de l'accueil des patients que des conditions de travail du personnel. La démarche Pierre Laborde à Tarascon comme plus tard à Villejuif, si elle aboutit à un résultat formel original, rejoint les expériences initiées par Paul Nelson (1895-1979), Pierre Forestier (1902-1989) ou André Wogensky (né en 1916), architectes qui refondent la typologie des établissements hospitaliers pendant les décennies qui suivent la seconde Guerre Mondiale.

Bien que construit il y a près de quarante ans, l'hôpital de Tarascon n'a pas subi de transformations majeures au niveau de son enveloppe extérieure. Il n'a pas fait non plus l'objet de réaménagements structurels. A l'intérieur de l'hôpital, les modifications ont été nombreuses (changement de services, fermeture du bloc opératoire, mise en conformité, amélioration du confort des chambres par la création de salles d'eau individuelles, installation de volets roulants, etc.), mais l'organisation générale des locaux a finalement été peu modifiée. La trame modulaire imaginée par Pierre Laborde a, jusqu'ici, permis de réaliser les adaptations nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

c. La Margarido : résidence-foyer pour personnes âgées (1972-1973, arch. : Van Migom-Pélissier)²⁶³

La Margarido est représentative du renouvellement des typologies architecturales qui découle de la redéfinition programmatique des structures d'accueil des personnes âgées. Sa construction s'inscrit en effet dans un contexte global d'équipement des villes françaises en établissements d'utilité publique et de santé pendant les années de croissance. Cet effort

²⁶³ Répertoire : Secteur 8 Fiche 1. Dossier monographique 11.

d'équipement s'accompagne de réflexions sur la place des patients et des résidents au sein de ces structures, ainsi que sur la qualité de leur cadre de vie. Cela aboutit à la mise au point de nouveaux dispositifs d'accueil, notamment en ce qui concerne les personnes âgées. La formule du foyer-résidence connaît un large succès, car elle permet un accueil en logement individuel tout en offrant une assistance médicale, une large gamme de services à la personne et des temps de vie collective.

-Une équipe expérimentée

Pour mener à bien la construction de La Margarido, la municipalité de Tarascon fait appel à la Société nouvelle d'HLM de Marseille et à l'agence d'architecture Van Migom-Pélissier, principale agence arlésienne animée par Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom. Cette agence, très active dans le domaine du logement collectif et des équipements publics depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, est à un moment clé de son histoire : Jacques Van Migom s'apprête à arrêter son activité (il se retire en 1977), confiant l'agence qu'il avait fondée à Arles en 1937 à Jean Pélissier qui fut successivement son stagiaire (depuis 1947), son collaborateur (1954-1957) puis son associé à partir de 1957, et à Michel Van Migom, son fils, qui a rejoint l'agence en 1963.

Les architectes se sont déjà confrontés au programme spécifique du logement des personnes âgées, notamment à Chateaufrenard où, à la demande de Société HLM Famille et Provence, ils ont conçu Maison Paisible (actuel Clos Réginel), une structure pouvant accueillir quarante-cinq résidents.

D'autre part, l'agence Van Migom-Pélissier est habituée à travailler avec la Société nouvelle d'HLM de Marseille. Ensemble, maître d'œuvre et maître d'ouvrage ont déjà réalisé plusieurs opérations de logement social : Roque-Coquille (Chateaufrenard, 271 logements), La Carraire (Miramas, 120 logements), La Jacoulerette (La Roque d'Anthéron, 32 logements), la résidence Fraternité (Tarascon, 31 logements). En outre, ils ont mené à bien des opérations plus spécifiques comme le foyer pour travailleurs migrants de Miramas (115 lits) mais, surtout, ils ont mis au point un modèle de résidence-foyer pour personnes âgées.

-Modèle-type et procédé constructif standardisé

En 1971, Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom, à la demande et en partenariat avec la Société nouvelle d'HLM de Marseille, mettent en effet au point un modèle de structure d'accueil pour personnes âgées permettant d'accueillir soixante-six résidents. Au

total, ils en construiront en deux : la première à La Roque d'Anthéron (1972, résidence-foyer Cantagaï), la seconde à Tarascon (1972-1973). Ces deux édifices sont identiques en tous points, tant au niveau du programme que du traitement architectural. La Margarido doit donc être appréhendée comme la déclinaison d'un modèle-type déjà éprouvé.

De plus, La Margarido est conçue selon un mode de construction standardisé – le modèle Prétaillé – que nous avons déjà évoqué. Les architectes Van Migom-Pélissier adaptent ce procédé à toutes sortes de programmes, mettant au point des plans-types destinés principalement au logement collectif et au logement individuel. Des variantes sont mises au point pour des logements-foyers destinés à des travailleurs ou, comme La Margarido, à des personnes âgées.

La Margarido a une valeur d'exemplarité car elle procède d'une logique de standardisation, de préfabrication et d'industrialisation. Elle combine éléments préfabriqués en béton (dalles, éléments de façades, murs de refends, linteaux, séchoirs, acrotères, escaliers, etc.) et blocs de pierre prétaillés (façades). En outre, construite plus de dix ans après que les architectes Van Migom et Pélissier ont utilisé pour la première fois la pierre prétaillée à grande échelle, elle témoigne d'un procédé constructif arrivé à maturité.

-Chronologie du projet

Il n'est donc pas étonnant de constater que la construction de La Margarido est extrêmement rapide : il s'écoule moins de dix-neuf mois entre la première prise de contact entre la Société nouvelle d'HLM de Marseille et la mairie de Tarascon (courrier en date du 24 novembre 1971) et l'inauguration de la résidence le 4 juin 1973²⁶⁴.

-Une architecture efficiente

La Margarido est conçue pour accueillir soixante-six résidents dans un complexe rassemblant des logements individuels et des services collectifs. Elle correspond à une nouvelle

²⁶⁴ La décision d'édifier La Margarido est prise le 3 décembre 1971, lors d'une réunion en mairie de Tarascon à laquelle participent, outre le maire (Antonin Saint-Michel) et trois de ses adjoints (Grandmaison, Batlle, Fajon) : Brisac, le directeur de la Société nouvelle d'HLM de Marseille ; Boulet, directeur de l'Association des Foyers de Provence ; Michel Van Migom et Jean Pélissier, architectes. Cette réunion conduit à l'adoption du projet-type proposé par l'équipe Van Migom-Pélissier et la Société nouvelle d'HLM de Marseille. La municipalité passe un accord avec cette dernière : le financement de l'opération est entièrement assuré par l'organisme HLM ; la commune s'engage pour sa part à conclure un bail emphytéotique pour le terrain d'implantation.

Reproduisant à l'identique la résidence-foyer Cantagaï qui est en cours d'exécution à La Roque d'Anthéron, les architectes sont en mesure de déposer le dossier dans un délai très bref, afin d'obtenir un déblocage des crédits au cours du premier semestre 1972. Les plans sont définitivement arrêtés le 25 janvier 1972. Le chantier s'ouvre le 1er février 1972 ; la cérémonie de pose de la première pierre a lieu pendant la première quinzaine de mai. Le 1er avril 1973, les travaux sont terminés et La Margarido est inaugurée le 4 juin 1973.

philosophie d'accueil des personnes âgées : « *Un responsable vivra à demeure au milieu des pensionnaires* », précise un texte présentant la résidence dans la revue municipale de 1972, « *Ces derniers, grâce au bail de droit commun qu'ils signent sont des locataires de plein droit parfaitement protégés mais en outre ils bénéficieront de cette permanence, qui a surtout pour objet de leur épargner toute démarche inutile et fatigante* »²⁶⁵.

La structure du bâtiment traduit cette dualité entre individualité et collectivité : les appartements occupent une barre de deux étages sur rez-de-chaussée (hauteur 8,50 mètres) orientée est-ouest tandis que les services collectifs sont rassemblés dans un pavillon en rez-de-chaussée (hauteur 4,50 m) implanté à l'extrémité nord de la barre. Les deux entités, articulées selon une logique orthogonale, se chevauchent au niveau d'un angle où les architectes placent l'entrée de l'établissement. Ce parti permet de dégager, devant le bâtiment, un vaste espace d'agrément protégé du mistral par le bloc dédié à la vie communautaire.

Ce dernier adopte un plan rectangulaire (26,10 x 19,02 mètres). Y sont rassemblés : un hall d'entrée flanqué par le logement du responsable et le bureau de réception, deux salons bénéficiant d'une orientation ouest, une salle à manger s'ouvrant vers l'est, une cuisine avec réserve, office et dépôt attenants, une salle de soins et un bloc sanitaire.

L'espace résidentiel se concentre dans une barre (82,50 x 16,28 mètres) orientée est-ouest. Son plan, modulaire, repose sur l'utilisation d'une travée de cinq mètres correspondant à la largeur d'un logement.

Les appartements, vingt-deux par niveaux, se répartissent de part et d'autre d'une circulation centrale. Il s'agit de cellules de Type Ibis comportant une entrée, une salle d'eau avec WC, un séjour s'ouvrant sur un coin cuisine et un espace repos. Il existe toutefois deux types d'appartements qui, suivant qu'ils sont destinés à une personne seule ou à un couple, ont une surface de 25 mètres carrés à 32 mètres carrés.

-Une dimension esthétique

Les architectes Van Migom et Pélissier soignent l'ordonnance des façades de La Margarido. Leur composition régulière, fruit de la modularité du plan, repose sur l'alternance de deux travées de fenêtres et de deux travées de petits balcons-séchoirs équipés de garde-corps saillants. Se détachant du plan de la façade et induisant des jeux d'ombre, ils en constituent la principale animation.

Les façades possèdent en outre une texture qui résulte de la combinaison de plusieurs

²⁶⁵ *Tarascon. Revue municipale 1972*, AM TARASCON, non inventorié.

matériaux : béton (garde-corps des balcons), métal (volets en accordéon des fenêtres), panneaux préfabriqués (allèges des fenêtres) et pierre. La pierre, calcaire à grain fin de fond blanc uni, provient certainement de la carrière d'Estailades. A La Margarido, disposée selon un appareil à assises régulières, elle procure un fini soigné à la construction.

L'hôpital de Tarascon et la résidence-foyer pour personnes âgées La Margarido constituent les deux principaux équipements de santé construits à Tarascon pendant la seconde partie du XXe siècle. Ce type de programme donne lieu à d'autres réalisations²⁶⁶ parmi lesquelles le Dispensaire (actuel Centre médico-social) édifié sur la place du colonel Berrurier entre 1979 et 1980 par les architectes Davi et Perrinel. Il s'agit d'un petit bâtiment cubiste, à la volumétrie volontairement heurtée, correspondant bien au courant destructuraliste de l'époque.

²⁶⁶ En témoigne par exemple l'aménagement de la clinique Sainte-Anne sur le boulevard Itam.

CONCLUSION

LE PATRIMOINE DU XX^e SIECLE : UN PATRIMOINE A DECOUVRIR, UN PATRIMOINE EN DEVENIR

Tarascon constitue un terrain d'étude privilégié pour aborder l'architecture et l'urbanisme du XX^e siècle. La ville possède en effet de nombreux témoignages de son histoire récente : le développement urbain, la diversification et les mutations successives des activités économiques, les destructions subies pendant la seconde Guerre Mondiale, la reconstruction de certains quartiers se lisent tant au niveau de la morphologie de la ville qu'au niveau des édifices ou des groupes d'édifices qui la composent.

L'architecture des premières décennies du XX^e siècle est représentée sur le territoire de la commune. Le temps est au renouvellement, tant au niveau des programmes mis en œuvre, du traitement formel ou des techniques de construction comme en témoignent encore la caserne de gendarmerie de Tarascon (1906-1907)²⁶⁷, le groupe scolaire de Lansac (1907-1908)²⁶⁸, l'abattoir municipal (1930-1932, arch. : Bauzan)²⁶⁹ et le collège de garçons (actuel Lycée Alphonse Daudet, 1935-1936, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)²⁷⁰. A Tarascon, cet exercice de renouvellement donne lieu à un certain éclectisme stylistique, à l'image de ce qui se passe sur l'ensemble du territoire français. Le concept de Modernité est en effet expérimenté de manière plurielle pendant toute la première partie du XX^e siècle. La prégnance des codes de l'architecture officielle, le dynamisme des Arts décoratifs, l'attachement à la tradition classique ou à l'architecture vernaculaire donnent lieu à des propositions nuancées : architecture « Troisième république », architecture sobre et monumentale à tendance classicisante, style Art Déco, régionalisme.

La Reconstruction, qui s'effectue sous la houlette de Pierre Vago, donne lieu à des expériences plus innovantes. Les immeubles d'habitation du cours Aristide Briand²⁷¹ sont traités avec un souci qualitatif évident qui fait que la Reconstruction de Tarascon apparaît comme beaucoup plus aboutie que celle des quartiers Cavalerie et Trinquetaille, opérations conduites simultanément par le même architecte. A cette nouvelle trame urbaine s'ajoutent des équipements qui, à l'image de l'école de garçons (actuelle école Jules Ferry, 1948-1952,

²⁶⁷ Répertoire : Secteur 3 Fiche 6.

²⁶⁸ Répertoire : Secteur 10 Fiche 1.

²⁶⁹ Répertoire : Secteur 5 Fiche 1.

²⁷⁰ Répertoire : Secteur 4 Fiche 3. Dossier monographique 1.

²⁷¹ Répertoire : Secteur 1 Fiches 18 à 27. Dossier monographique 2.

arch : Pierre Vago)²⁷², de l'Hôtel des Postes (1954-1955, arch. : Eugène Chirié)²⁷³ et du Centre civique (actuel Panoramique, arch. : Marcel et Pierre Guesnot)²⁷⁴, donnent à la ville une nouvelle dimension.

Bientôt, le dynamisme démographique, économique et urbain des Trente Glorieuses se traduit par le développement des quartiers est et nord de Tarascon. La construction de logements, qui domine cette période, donne lieu à des expériences tant au niveau programmatique (mixité entre logements collectifs et logements individuels groupés, entre logements locatifs et logements en accession à la propriété) que technique et formel (procédé Prétaillé). Les opérations Château Gaillard (1954-1962)²⁷⁵ et Célibataires-Margarido (1974-1975)²⁷⁶ ou encore la résidence Mireio (1969-1970, conception et construction : entreprise Rossi)²⁷⁷ sont à ce titre particulièrement intéressantes. De la même manière, parmi les équipements édifiés pendant les décennies 1950, 1960 et 1970, les établissements scolaires constituent un terrain d'observation privilégié du renouvellement des pratiques architecturales. A cela s'ajoute, quelques réalisations phares, comme la construction du nouvel Hôpital de Tarascon (1966-1967, arch. : Pierre Laborde, arch. d'opération : Marcel et Pierre Guesnot)²⁷⁸, qui donnent lieu à des expériences architecturales de premier ordre.

A Tarascon, comme sur l'ensemble du territoire national, la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 est donc abondante et hétérogène. Toutefois, au sein de ce corpus, certains édifices ou groupes d'édifices se distinguent. Ils constituent un patrimoine à découvrir, un patrimoine en devenir qui mérite d'être respecté et valorisé.

²⁷² Répertoire : Secteur 2 Fiche 3. Dossier monographique 3.

²⁷³ Répertoire : Secteur 1 Fiche 5. Dossier monographique 4.

²⁷⁴ Répertoire : Secteur 1 Fiche 8. Dossier monographique 6.

²⁷⁵ Dossier monographique 5.

²⁷⁶ Répertoire : Secteur 8 Fiches 2 et 3. Dossier monographique 11

²⁷⁷ Répertoire : Secteur 2 Fiche 14. Dossier monographique 10.

²⁷⁸ Répertoire : Secteur 9 Fiche 1. Dossier monographique 8.

ANNEXES

I. INVENTAIRE DES SOURCES

1. Sources d'archives

Archives nationales (AN CAC, Centre des archives contemporaines Fontainebleau)

-AN CAC 19771065 art 252, Dossier de demande d'agrément de Pierre Vago auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Archives départementales des Bouches-du-Rhône (AD 13, Marseille)

- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/1.
- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/11.
- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/2.
- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/3.
- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/4.
- AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 110/6.
- AD 13, Fonds Castel, 86 J 826.
- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 1117.
- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 468-469.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 592.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 267.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 442.
- AD 13, Série Dommages de guerre Equipement, 50 W 133.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 2193.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 232.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 277.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 278.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 279.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 280.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 281.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 344.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 42.
- AD 13, Série Urbanisme, 12 O 632.

Archives municipales d'Arles (AM ARLES, Arles)

- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 813.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 938.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 970.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 971.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1181.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1525.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1532.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1560.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1574.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1675.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1732.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1805.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1952.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/3.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/4.

- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/7.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/7.

Archives municipales de Tarascon (AM TARASCON, Tarascon)

- AM TARASCON, Délibérations du Conseil municipal (1900-1980).
- AM TARASCON, Permis de construire (1950-1980).
- AM TARASCON, Série W, Dossier Abattoir, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Caserne des sapeurs-pompiers, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Commissariat, Non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Ecole, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Ferrages du Cours, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Groupe HLM Barailler-Haut, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Groupe scolaire Fraternité, dossier non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Groupe scolaire Les Ferrages du Cours, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Groupe scolaire Souspiron, Non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Hôpital-Hospice, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Immeuble Sécurité sociale, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Les Ferrages du Cours, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Lotissement Château Gaillard, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Maison des Impôts, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Panoramique, document non coté.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Parc des Sports, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Reconstruction, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Résidence pour personnes âgées La Margarido, non inventorié.
- AM TARASCON, Série W, Dossier Salle de sports du collège, non inventorié.

Archives privées (AP)

- AP Centre hospitalier de Tarascon.
- AP Pierre Guesnot.

Centre d'archives d'architecture du XXe siècle (Paris)

- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 Ifa 100/2.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 Ifa 106.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 Ifa 403/16.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 Ifa 403/18.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 Ifa 532/3.

Musée de la Poste (Paris)

- Musée de la Poste, Fonds iconographique provenant de la direction nationale de l'immobilier.

2. Les sources imprimées

Ouvrages généraux

- DIRECTION GENERALE DES POSTES, *Dictionnaire des Postes*, Noyon, 1859.
- VERNE Jules, *Géographie de la France illustrée*, 1879.

Contexte local et régional

- AMY Jean-Baptiste, *Tarascon par un tarasconnais*, Nîmes, C. Lacour Editeur, 1899 (édition originale), 1994 (réédition).
- Dictionnaire biographique des Bouches-du-Rhône. Annuaire et album*, Paris, Editions Flammarion, collection *Les Dictionnaires départementaux*, 1901-1902, p.232.
- Dictionnaire biographique illustré des Bouches-du-Rhône*, Paris, Librairie Flammarion/Raoul Wagner Editeur, collection *Dictionnaires biographiques illustrés départementaux*, 1911, p.172-173.
- Guide pittoresque du voyageurs dans Tarascon*, Tarascon, Davis Serf imprimeur et papetier, 1855 (réédition Nîmes, Lacour, 1991).
- HUGO A., *Département des Bouches-du-Rhône. Description pittoresque, topographique et statistique*, 1835.
- JOANNE Adolphe, *Dictionnaire des communes du département des Bouches-du-Rhône*, 1899.
- MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône : encyclopédie départementale. Troisième partie : Le sol et ses habitants. Tome XV : Monographies communales*, Paris/Marseille, Librairie Honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1933.
- ROTH Joseph, « Les villes blanches » (« Die wiessen staädte »), *Werke*, volume III, Cologne, Editions Kienpenheuer & Witsch, 1976 d'après des reportages de 1925.

Approches monographiques

- S.N., « Le nouvel hôpital de Tarascon-sur-Rhône », *L'Architecture française*, n°349-350, date non déterminée.
- S.N., « Écoles primaires. Pierre Vago architecte », *Architecture d'Aujourd'hui*, n°34, mars 1951, p.26-p.27.
- SOLARI Emile, "Le sculpteur J.-B. Amy", *Le Figaro*, 27 mars 1907.
- VAGO Pierre, « École de garçons à Tarascon », revue non identifiée (*Techniques et architecture ?*), p.50-51.

Revue municipales (conservées aux Archives municipales de Tarascon, non inventorié)

- Tarascon. Revue municipale 1960.*
- Tarascon. Revue municipale 1968.*
- Tarascon. Revue municipale 1970.*
- Tarascon. Revue municipale 1972.*
- Tarascon. Revue municipale 1974.*
- Tarascon. Revue municipale 1976.*
- Tarascon. Revue municipale 1978.*
- Tarascon. Revue municipale 1980.*
- Tarascon. Revue municipale 1982.*

3. Bibliographie

TARASCON ET LE CONTEXTE REGIONAL

Etudes historiques

- LES AMIS DU VIEUX TARASCON, *Tarascon. Mémoire en images*, Joué-les-Tours, Editions Alan Sutton, 2002.
- RENARD Louis, *Tarascon*, Barbantane, Editions Equinoxe, 2002.
- ROUYRE Jean-Louis, *La tradition taurine à Tarascon : essai sur quelques lieux, faits et gens ayant fait de la cité de Tartarin et de la Tarasque une ville de "toros"*, Pau, Union des bibliophiles taurins, 1988.

Approches monographiques

- ALAUZEN André (dir.), NOET Laurent (dir.) pour la nouvelle édition mise à jour, corrigée et augmentée, *Dictionnaire des peintres et sculpteurs de Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Marseille, Editions Jeanne Laffitte, 1986 (édition originale), 2006 (nouvelle édition).
- BONTHOUX Lucille, *La modernité critique de Pierre Vago : entre militantisme actif et oeuvre discrète*, Travail Personnel de Fin d'Etudes sous la direction de Jean-Lucien Bonillo, Marseille, ENSA Marseille-Luminy, 2002.
- DION Mathilde, « Notice biographique de Pierre Vago », *Notices biographiques d'architectes français*, Paris, IFA/ Archives d'architecture du XXe siècle, 1991.
- MARANTZ-JAEN Eléonore, *Eugène Chirié (1902-1984). Une expérience de l'architecture au XXe siècle. Parcours et réalisations d'un architecte marseillais*, Thèse de doctorat en Histoire de l'art sous la direction de Claude Massu, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2006.
- NOET Laurent, *Jean-Baptiste Hugues, un sculpteur sous la IIIe République*, Paris, Thélès, 2002.
- OTTINGER Bénédicte, GEORGET Claude, *Jean-Barnabé Amy (1839-1907) : masques et profils*, catalogue d'exposition (Musée des Beaux-Arts, Marseille, 1992), Marseille, Musées de Marseille, 1992.
- PELLEN Mireille (dir.), *Rapport de présentation de la ZPPAUP de Tarascon*, Tarascon/Arles, Ville de Tarascon/Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône, novembre 2006.
- PEYCERE David (dir.), *Répertoire numérique du Fonds Vago (064 Ifa)*, Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine/IFA/Centre d'archives d'architecture du XXe siècle, 2007.
- VAGO Pierre, *Une Vie intense*, Bruxelles, AAM, 2000.
- VIGNAL Robert, *Histoire de Tarascon-sur-Rhône*, Marseille, Editions Jeanne Laffitte, 1979.

Contexte régional

- DUROUSSEAU Thierry, *Ensembles et résidences à Marseille 1955-1975*, Aix-en-Provence, DRAC PACA, 2005.
- DUROUSSEAU Thierry, *Ensembles et résidences à Marseille 1955-1975. 20 années formidables*, Marseille, Editions Bik and Book, 2009.
- NOET Laurent, *Les grands prix de Rome de sculpture formés à Marseille dans la seconde moitié du XIXe siècle : André Allar (1845-1926), Jean Turcan (1846-1895), Jean-Baptiste Hugues (1849-1930), Henri Lombard (1855-1929), Constant Roux (1865-1942) et Auguste Carli (1868-1930) : une école marseillaise de statuaire ?*, Thèse de doctorat d'Histoire de l'art

sous la direction de Luce Barlangue, Université Montpellier III, 2000.

HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE ET DE LA VILLE AU XX^e SIECLE

Ouvrages généraux

- BERSTEIN Pierre (dir.), MILZA Serge (dir.), *Histoire du XX^e siècle. Tome 1 : La fin du monde européen 1900-1945*, Paris, Hatier, 1996.
- BERSTEIN Serge (dir.), MILSA Pierre (dir.), *Histoire du XX^e siècle. Le monde entre guerre et paix (1945-1973)*, Paris, Hatier, 1996.

Dictionnaires et chronologies

- COLLECTIF, *Dictionnaire des architectes*, Paris, Encyclopedia Universalis/Albin Michel, 1999.
- JOLY Pierre (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'architecture moderne et contemporaine*, Paris, Philippe Sers, 1987.
- MIDANT Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire des architectes du XX^e siècle*, Paris, Hazan/IFA, 1996.
- MONNIER Gérard, *Les grandes dates de l'architecture en Europe*, Paris, PUF, collection Que-sais-je ?, n°3439, 1999.
- OUDIN Bernard, *Dictionnaire des architectes de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Seghers, 1970 (édition originale), 1994 (nouvelle édition).

Etudes historiques

- ABRAM Joseph, MONNIER Gérard (dir.), *L'architecture moderne en France. Tome 2 : du chaos à la croissance (1940-1966)*, Paris, Picard, 1999.
- BENEVOLO Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne. Tome 2 : Avant-garde et mouvement moderne (1890-1930)*, Paris, Dunod, collection Espace et architecture, 1979 (édition originale), 1998 (nouvelle édition).
- BENEVOLO Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne. Tome 3 : Les conflits et l'après-guerre*, Paris, Dunod, collection Espace et architecture, 1980 (édition originale), 1999 (nouvelle édition).
- DAGEN Philippe, HAMON Françoise, *Histoire de l'art. Epoque contemporaine XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Flammarion, 1995.
- DAL CO Francesco, TAFURI Manfredo, *Architecture contemporaine*, Paris, Gallimard/Electa, collection Histoire de l'architecture, 1982.
- EMERY Marc, *Un siècle d'architecture moderne 1850-1950*, Horizons de France, 1971.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture une anthologie. Tome 1 : La culture architecturale*, Paris/Liège, IFA/ Mardaga, 1992.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture, une anthologie. Tome 2 : Les architectes et le projet*, Paris/Liège, IFA/Mardaga, 1992.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture, une anthologie. Tome 3 : La commande en architecture*, Paris/Liège, IFA/Mardaga, 1993.
- FRAMPTON Kenneth, *Histoire critique de l'architecture moderne*, Paris, Philippe Sers, 1980 (édition anglaise), 1985 (édition française).
- JULLIAN René, *Histoire de l'architecture en France de 1889 à nos jours : un siècle de modernité*, Paris, Philippe Sers, 1984.
- KLEIN Richard (dir.), MONNIER Gérard (dir.), *Les années ZUP. Architectures de la croissance (1960-1973)*, Paris, Picard, 2002.

- KLEIN Richard, MONNIER Gérard (dir.), *Les architectures de la croissance I*, Villeneuve d'Ascq, Ecole d'architecture de Lille Région Nord, 1998.
- KLEIN Richard, MONNIER Gérard (dir.), *Les architectures de la croissance II*, Villeneuve d'Ascq, Ecole d'architecture de Lille Région Nord, 1999.
- LEMOINE Bertrand, RIVOIRARD Philippe, *L'architecture des années trente*, Lyon/Paris, La Manufacture/DAAVP, 1987.
- LOUPIAC Claude, MENGIN Christine, MONNIER Gérard (dir.), *L'architecture moderne en France. Tome I : 1889-1940*, Paris, Picard, 1997.
- LOYER François, *Histoire de l'architecture française de la Révolution à nos jours*, Paris, Mengès/Éditions du Patrimoine, 1999.
- LUCAN Jacques, *Architecture en France (1940-2000). Histoires et théories*, Paris, Le Moniteur, 2001.
- LUCAN Jacques, *France architecture 1965-1988*, Milan/Paris, Electa/Moniteur, 1989.
- MONNIER Gérard, *L'architecture du XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, collection Que sais-je ?, n°3112, 1997.
- MONNIER Gérard, *L'architecture moderne en France 1918-1950. Une histoire critique*, Paris, Philippe Sers, 1991.
- MONNIER Gérard, *L'architecture moderne en France. Tome 3 : De la croissance à la compétition (1967-1999)*, Paris, Picard, 2000.
- RAGON Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne. Tome 2 : Naissance de la cité moderne (1900-1940)*, Paris, Seuil, collection Point, 1986.
- RAGON Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne. Tome 3 : De Brasalia au post-modernisme (1940-1991)*, Paris, Seuil, collection Point, 1986.

La Reconstruction

- BARJOT Dominique (dir.), BAUDOUIN Rémi (dir.), VOLMAN Danièle (dir.), *La reconstruction en Europe 1945-1949* (actes du colloque international de Caen organisé par le Mémorial de Caen et le Centre de recherche d'histoire quantitative, 20-22 février 1997), Bruxelles, Complexe, 1997.
- COLLECTIF, *Reconstructions et modernisation : la France après les ruines 1918 1945*, catalogue de l'exposition des Archives nationales (janvier-mai 1991), Paris, Archives nationales, 1991.
- DIEUDONNE Patrick (dir.), *Villes reconstruites. Du dessin au destin, volume II : La ville seconde, retour à la vie ordinaire, les autres reconstructions* (actes du colloque organisé par la ville de Lorient/Institut de géoarchitecture de Brest, 1993), Paris, L'Harmattan, 1994.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), VAYSSIERES Bruno (dir.), *Les trois reconstructions : 1919-1940-1945*, Paris, IFA, collection Dossiers et documents n°4 : Comte rendu des rencontres des 19 et 20 mai 1983 à l'IFA, décembre 1983.
- KOOP Anatole, « Les architectes et la Reconstruction », *Les Cahiers de la recherche architecturale n°8 : Les bâtisseurs de la cité moderne. De l'art urbain à l'urbanisme*, Marseille, Parenthèses, avril 1981, p.76-p.87.
- KOOP Anatole, BOUCHER Frédéric, PAULY Danièle, *L'architecture de la reconstruction en France 1945-1953*, Paris, Le Moniteur, 1981.
- POUVREAU Benoît, *Eugène Claudius-Petit (1907-1989). Un politique en architecture*, Paris, Le Moniteur, 2004.
- SADDY Pierre, « Les bombardements et la reconstruction », *Les Cahiers de la recherche architecturale n°8 : Les bâtisseurs de la cité moderne. De l'art urbain à l'urbanisme*, Marseille, Parenthèses, avril 1981, p.88-p.103.

- VAYSSIERES Bruno, *Reconstruction- déconstruction : Le hard-french ou l'architecture des Trente Glorieuses*, Paris, Picard, collection Villes et sociétés, 1988.
- VOLDMAN Danièle, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

L'architecture postale

- COULAUD Hervé, LECLERC Bénédicte, *Un siècle d'architecture postale en France. Architectes et architecture de 1889 à 1985*, Paris, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, Délégation à la Recherche et à l'Innovation, 1989.
- LE ROUX Muriel (dir.), *Histoire de La Poste. De l'administration à l'entreprise*, Paris, ENS/Editions de la rue d'Ulm, 2002.
- MINISTÈRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES, *Instructions sur le service des locaux*, Tomes 1 & 2, Paris, Imprimerie nationale, 1938.
- Monuments historiques*, n°184 : Postes, Paris, novembre-décembre 1992.

L'architecture scolaire

- LAINE Michel, *Les constructions scolaires en France*, Paris, PUF, 1996.

4. Sources orales

Entretiens avec Pierre Guesnot (2009-2010)

5. Bases de données

Bases de données du ministère de la Culture, notamment Mérimée

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX ARCHITECTES INTERVENANT A TARASCON

GASTON CASTEL (1886-1971)

Gaston Castel (1886-1971) est un architecte DPLG installé à Marseille et actif de 1918 à 1971 en France, principalement dans le sud-est, et au Brésil.

Originaire de Pertuis (Vaucluse), fils et petits-fils de fontainiers et entrepreneurs en bâtiment, Gaston Castel se destine très tôt à l'architecture. Après avoir été élève de l'Ecole normale d'Aix-en-Provence et avoir validé la première partie du baccalauréat, il prépare, à partir de 1901, le concours d'entrée de la section architecture de l'Ecole Nationale et Spéciale des Beaux-arts de Paris (ENSBA) au sein de la classe d'architecture de l'Ecole des Beaux-arts de Marseille. Reçu en janvier 1906, il étudie successivement à l'Ecole régionale d'architecture de Marseille dont il est l'un des premiers élèves (atelier Eugène Sénès, de janvier à octobre 1906), puis à l'ENSBA de Paris (d'octobre 1906 à novembre 1917 avec une interruption pendant la guerre, atelier Louis Bernier) dont il est diplômé en 1917 au terme d'un brillant cursus. Malgré un nombre impressionnant de récompenses (plus de dix médailles et autant de prix), Gaston Castel n'obtient pas la distinction suprême – le Grand Prix de Rome – mais un second Grand Prix qui, s'il ne lui ouvre pas les portes de la villa Médicis, lui permet toutefois de prétendre à une carrière officielle. Il crée une première agence à Paris, l'agence des « Trois Arts » avec l'architecte Paul Tournon (1881-1964), le peintre François Carrera (1889- ?) et le sculpteur Antoine Sartorio (1885-1988).

La première guerre mondiale bouscule irrémédiablement le destin de Gaston Castel, faisant du jeune homme une Gueule cassée. Mobilisé le 9 août 1914, après deux mois passés sur le front, il est grièvement blessé au cours d'un assaut : le 26 septembre, il perd l'oreille et l'œil droits. D'abord captif en Bavière, Gaston Castel bénéficie en 1916 d'un échange de prisonniers qui permet son transfert à Montreux (Suisse) où il achève sa convalescence. Mettant toute son énergie « *à la seule patrie des Arts* », il initie « *avec ses camarades professionnels, convalescents ou guéris* » un spectaculaire projet de sanatorium des Alliés (1917, non réalisé).

De retour à la vie civile, Gaston Castel est nommé architecte adjoint du département des Bouches-du-Rhône le 1^{er} mai 1918. Sous la direction de Louis Chauvet, architecte en chef du département, il mène quelques opérations (monument aux morts d'Aubagne, 1920) et travaille au plan d'aménagement, d'extension et d'embellissement de la région marseillaise. Bientôt, il demande un congé sans solde d'un an à compter du 1^{er} décembre 1920 afin de se rendre aux Etats-Unis pour étudier l'extension des ports américains. Finalement, il consacre cette disponibilité à un voyage au Brésil où, en collaboration avec son ami Antoine Sartorio, il réalise un monument célébrant l'indépendance du pays (Santos, 1921-1922).

En 1921, son succès au concours lancé par la ville de Marseille pour la reconstruction de l'Opéra municipal (en collaboration avec Henri Ebrard et Georges Raymond, 1923-1924) qui avait été presque entièrement détruit par un incendie en 1919, ramène Gaston Castel à Marseille d'où il effectuera ensuite toute sa carrière.

Cumulant la fonction officielle d'architecte adjoint (1918-1926 avec une interruption entre 1920-1921 pendant son séjour au Brésil) puis d'architecte en chef (1926-1941) du département des Bouches-du-Rhône et celle, libérale, de patron d'une agence importante (1920-1971), Gaston Castel est un acteur incontournable de la scène architecturale régionale jusqu'à sa mort en 1971. Comme la majorité des architectes actifs pendant la première moitié du XX^e siècle, il fait preuve d'un certain éclectisme dans sa démarche créatrice, se référant à

l'esthétique Beaux-arts dont il a été nourri pendant ses études, aux styles régionaux, à la vogue Art déco ou encore à l'esthétique plus radicale prônée par les architectes du Mouvement moderne.

Le statut d'architecte du département recouvre plusieurs missions (conseil, expertise, suivi administratif, etc.) parmi lesquelles la maîtrise d'œuvre d'édifices financés, en totalité ou partiellement, par le Conseil général. Entre 1918 et 1941, Gaston Castel conçoit ainsi en collaboration avec ses trois adjoints – Jean Rasonglès (1905- ?), Henri Lyon (1885- ?) et Ludovic Mistral (1889- ?) – la plupart des nouveaux équipements du département qu'il s'agisse d'établissements de santé (asile départemental de retraite de Montolivet, Marseille, 1921-1942 ; orphelinat laïc de Saint-Joseph, Marseille, 1922-1939 ; sanatorium de l'Arbois, Aix-en-Provence, 1932-1935 ; centre d'hygiène mentale de la Timone, Marseille, 1931-1941), d'édifices de justice (annexe du Palais de Justice, Marseille, 1931-1933 ; prisons des Baumettes, Marseille, 1936-1940), d'établissements d'enseignement primaire et secondaire (groupe scolaire Paul Doumer, La Fare les Oliviers, 1930-1934 ; groupe scolaire de Saint-Martin-de-Crau, 1930-1938 ; école de filles de Berre, 1931-1932 ; école Dézarnaud, Berre, 1933-1937 ; groupe scolaire Jean Jaurès, Peynier, 1936-1938 ; école de garçons de Port-de-Bouc, 1937-1943 ; collège de garçons de Tarascon, 1935-1936 ; collège de jeunes filles Ampère, Arles, 1932-1933 ; Ecole des métiers Louis Pasquet, Arles, 1927-1929 ; cité universitaire Benjamin Abram, Aix-en-Provence, 1931-1935), d'équipements sportifs (stade municipal d'Aubagne, 1919-1922 ; stade municipal de Berre, 1936-1937 ; arènes des Saintes-Maries-de-la-Mer, 1932-1933) ou encore d'ouvrages d'art (pont de Cavaillon, 1932, détruit en 1944 ; entrées du tunnel du Rove, Marseille, 1925-1927).

Le titre d'architecte en chef du département favorise l'accès de Gaston Castel à la commande privée. Patron d'une agence importante occupant le rez-de-chaussée de son hôtel particulier de la rue Croix-de-Régner (1924), il élabore une œuvre conséquente, tant au point de vue quantitatif – 782 projets ont été recensés en 2009 lors de l'établissement du répertoire du fonds d'archives Castel par les Archives départementales des Bouches-du-Rhône – que qualitatif.

Il intervient dans le domaine du logement construisant immeubles et résidences mais aussi maisons individuelles (villa L'Eolienne, Marseille, 1929) et groupes de logements sociaux (près de vingt groupes HBM pendant l'Entre-deux-guerres puis des ensembles HLM pendant les années de croissance). Gaston Castel participe à la reconstruction du Vieux-Port en tant qu'architecte chef de groupe et qu'architecte d'opération (Groupe II).

Il réalise des équipements industriels et commerciaux (Compagnie générale transatlantique, 1928-1929 ; Grand garage de la promenade des Anglais, Nice, 1926 ; hôtel Arbois, Marseille, 1936-1942 ; immeuble Air France, Marseille, 1949-1955 ; hôtel Impérial, Bastia, 1949-1951) ainsi que des édifices administratifs (Hôtel de Douanes, Marseille, en collaboration avec Marius Dallest et Jean Rozan, 1929-1930 ; Cité administrative Saint-Charles, à partir de 1951 ; palais consulaire d'Ajaccio-Sartène, 1950-1959 ; nombreux bureaux de Poste et mairies dans les Bouches-du-Rhône).

Enfin, il dote Marseille et les villes environnantes de monuments commémoratifs (monument aux héros de l'armée d'Orient et des terres lointaines, Marseille, 1927 ; monument Pax, Marseille, 1936-1937 ; Mémorial de la Résistance, Ramatuelle, 1959).

L'intérêt de Gaston Castel pour les questions d'urbanisme se lit dans ses nombreuses contributions théoriques (*Marseille et l'Urbanisme*, 1932 ; *Marseille Métropole*, 1934) et projectives au développement de la cité phocéenne : aménagement des terrains de la Bourse (1924 à 1952) ; plan d'aménagement et d'extension de Marseille (en collaboration avec

Jacques Gréber, 1933) ; aménagement du quai Rive-neuve (1933 à 1944) ; aménagement du quartier du Vieux-Port (1946 à 1959).

Enfin, parallèlement à ses missions de praticien, Gaston Castel est chef d'atelier à l'Ecole régionale d'architecture de Marseille de 1922 à 1952, marquant ainsi par son enseignement plusieurs générations de praticiens locaux.

SOURCES

Archives

-AN AJ 52 417, *Dossier de Gaston Castel dans la section architecture de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-arts de Paris*.
 -AN CAC 19771065 art. 51, *Dossier de Gaston Castel auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme*.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Adda, Dossier 218 Ifa 136/2.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Beaudouin, Dossiers 265 AA 1/2, 265 AA 1/3, 265 AA 33.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Bernard, Dossier 266 AA 50/2.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Hennebique, Dossiers 076 Ifa 1923/6, 076 Ifa 3189/8, 076 Ifa 3210/21, 076 Ifa 3230/13 à 076 Ifa 3230/15, 076 Ifa 1968/28, 076 Ifa 3307/20, 076 Ifa 2003/7, 076 Ifa 2324/20.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Dumail, Dossier 525 AP 19/8.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds SADG, Dossiers 179 Ifa 2/21 à 179 Ifa 2/25.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Perret, Dossiers 523 AP 454/2, 535 AP 662/1, 535 AP 454/1.
 -CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Tournon, Dossier 351 AA 2/9.
 -AD 13 86 J, Fonds Castel.
 -AD 13 4 N et 103 W, Fonds de la Préfecture : construction des bâtiments départementaux.
 -AD 13 3 O, Fonds de la Préfecture, Travaux communaux.
 -AD 13 15 Fi, Fonds de la Préfecture, Travaux communaux.
 -AD 13 T 12 et 131 W, Fonds de la Préfecture, Constructions scolaires.
 -AD 13 6 S, Fonds de l'Equipement, Service maritime.
 -AD 13 7 ETP, Fonds de l'Office public d'aménagement et de construction.
 -AD 13 86 Fi, Fonds Detaille.
 -AD 13 M 1 610, *Dossier d'architecte départemental des Bouches-du-Rhône de Gaston Castel*.
 -AM MARSEILLE, 31 R 144, *Fonds de l'école des Beaux-arts. Registre d'inscription des jeunes gens*.
 -AM MARSEILLE, Fonds 3 O, Bâtiments communaux.
 -Musée d'Histoire de Marseille, Fonds Castel.

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références des dossiers d'archives des différentes communes dans lesquels Gaston Castel est intervenu.

Bibliographie

-CHIAVASSA Isabelle (dir.), GASNAULT François (dir.), *Les Castel. Une agence d'architecture au XXe siècle*, Marseille, Parenthèses/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2009.
 -DROCOURT Daniel (dir.), *Gaston Castel, architecte marseillais*, Aix-en-Provence/Marseille, Edisud/Musées de Marseille, 1988.
 -REIMBOLD Emmanuelle, Dossier de presse de présentation de l'ouvrage *Les Castel, une agence d'architecture au XXe siècle*, document non publié, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, Marseille, 2010.

Sources imprimées

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références de sources imprimées, notamment les articles écrits par Gaston Castel et ceux consacrés à ses réalisations qui documentent son œuvre.

ANDRE CHRYSOCHERIS (né en 1915)

André Chrysochérès (né en 1915) est un architecte DPLG installé à Marseille, actif principalement dans le sud-est de la France mais aussi en Turquie (Istanbul) à partir de 1943. De nationalité grecque, né à Istanbul le 20 juillet 1915, André Chrysochérès étudie l'architecture à Marseille au sein de l'Ecole régionale d'architecture (atelier Castel et Beaudouin) puis à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris (atelier Tournon). Diplômé en 1942 au terme d'un brillant cursus, il commence sa carrière l'année suivante, souvent en association avec des figures importantes de la scène architecturale marseillaise : Jean Allar (1901-1944) avec qui il aménage le centre hospitalier Cantini et participe au concours de cité hospitalière de Marseille ; Jean Rozan (1887-1977) avec qui il travaille à la gendarmerie du Cap Janet et la gare maritime à Marseille ou encore à la cité ouvrière de Saint-Victoret et au hangar d'aviation à Marignane.

Pendant la guerre, André Chrysochérès se consacre essentiellement aux études d'urbanisme qui, pour lui comme pour beaucoup de ses confrères, constituent l'une des seules alternatives à l'inactivité. En 1943-1944, toujours avec Jean Rozan, André Chrysochérès mène une étude sur l'Aménagement de la vallée de l'Huveaune et la sortie est de Marseille. Concomitamment, il en réalise une autre sur la Camargue (Les Saintes-Maries-de-la-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer), cette fois en collaboration avec André Devin (1905-1983). Sous la direction d'Eugène Beaudouin (1898-1983) et en collaboration de Léon Hoa (né en 1912), il travaille aux Plans d'aménagement de Marseille et de Montpellier. Toujours pendant la seconde guerre mondiale, il construit la gare maritime d'Istanbul (en collaboration avec Debe). En 1945, il prend part au concours lancé pour le Plan d'aménagement du Vieux-Port au sein de l'équipe constituée d'André Devin (1905-1983), René Egger (né en 1915), Fernand Pouillon (1912-1986), André Dunoyer de Segonzac (né en 1915) et Léon Hoa.

A la Libération, quoique continuant à exercer chez divers confrères marseillais, André Chrysochérès s'installe à son compte et mène ses premiers projets seuls en 1945 : clinique à Aix-en-Provence ; cinéma à Marseille ; villa à Avignon. Il demande son agrément d'architecte-reconstructeur qu'il obtient en octobre 1945 pour le département des Bouches-du-Rhône puis, suite à sa demande, il est également affecté au département du Var où il réalise le Centre administratif de Fréjus (1951-1960, en collaboration avec Disdier).

Au cours de ses années d'exercice, André Chrysochérès travaille principalement à des programmes de logement : individuel (villa Grigorian sur la Corniche à Marseille) ; individuel groupé (Collet des Comtes, Marseille, 1970-1972 ; lotissement du Cap Liouquet, La Ciotat) ; collectif avec plusieurs groupes d'habitation construits à Marseille (La Sauvagine, Parc Sévigné, Parc Corot, Parc Beauvallon, La Mongrane, La Valbarelle, La Rouguière, La Désirée, etc.) dont certains de standing (La Réserve). Il se signale également dans le domaine de l'architecture religieuse : chapelle Saint-Roch (Fréjus) ; église paroissiale du boulevard Michelet (Marseille).

SOURCES**Archives**

-AN CAC 19771065 art 60, Dossier d'agrément d'André Chrysochérès auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
-AN CAC 19771065 art. 126, Demande d'agrément de Léon Hoa auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Bibliographie

-DUROUSSEAU Thierry, *Ensembles et résidences à Marseille 1955-1975*, Aix-en-Provence, DRAC PACA, 2005.

MAX GRAVELEAU (né en 1920)

Max Graveleau (né en 1920) est un architecte DPLG actif en France, principalement dans les Bouches-du-Rhône, à partir de 1945.

Max Graveleau est né à Gargan (Seine-et-Oise) le 16 septembre 1920. Il entreprend ses études d'architecture à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris dont il est diplômé en 1945 au terme d'un cursus honorable (premier lauréat du concours international d'Alep en 1945, prix Chedanne).

Mobilisé en 1940, incorporé aux chantiers de jeunesse à Hyères jusqu'en 1942, Max Graveleau commence à exercer au sortir de la seconde guerre mondiale. Lorsqu'il obtient son agrément d'architecte-reconstructeur pour le département des Bouches-du-Rhône en 1945, il s'installe à Marseille où il mène à bien toute sa vie professionnelle.

Il est particulièrement actif dans le domaine du logement collectif, construisant de nombreux groupes d'habitation allant de la résidence de standing (résidence Paul Arène, Marseille 12^{ème} arrt., 1962-1964 ; résidence Souspiron, Tarascon, 1965-1967) au grand ensemble de logement social (groupe Logirem, Port-de-Bouc, 1976). Max Graveleau travaille également pour Electricité de France et ses différentes filiales pour lesquelles il réalise notamment des cités d'hébergement provisoires de grands chantiers (cité des Célibataires, Tarascon, 1965) ainsi que des usines hydrauliques, thermiques et nucléaires.

SOURCES**Archives**

-AN CAC 19771065 art 115, Dossier de demande d'agrément auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Bibliographie

-DUROUSSEAU Thierry, *Ensembles et résidences à Marseille 1955-1975*, Aix-en-Provence, DRAC PACA, 2005.

MARCEL GUESNOT (1896-1974)

Marce Guesnot (1896-1974) est un architecte non diplômé, actif de 1925 à 1972 en France, principalement à Paris, dans le Var (Le Rayol) et dans les Bouches-du-Rhône (Tarascon, Maussane, Maillane, Saint-Rémy-de-Provence).

Marcel Guesnot est né à Paris le 14 avril 1894 dans un milieu aisé. N’embrassant pas la carrière paternelle de directeur d’usine, il se lance en architecture en autodidacte. Ne fréquentant aucune école, il se forme par la voie de l’apprentissage en travaillant dans diverses agences de la capitale entre 1919 et 1925.

En 1925, il ouvre une agence à Paris, en association avec deux architectes DPLG, Maroni et Tord. Ayant l’opportunité de travailler sur la côte d’Azur (ils rénovent par exemple l’hôtel Californie Palace à Cannes), les trois hommes ouvrent une seconde agence au Rayol (Var) que Marcel Guesnot dirige, sur place, à partir de la fin de l’année 1926. Si son association avec Tord et Maroni cesse rapidement (1928), il continue d’y exercer seul jusqu’en 1935, contribuant au développement de la petite station varoise en construisant la chapelle (1931), l’école (1934) et de nombreuses villas.

Réduit à l’inactivité par la crise économique, Marcel Guesnot s’installe à Marseille en 1935 avant de gagner Tarascon l’année suivante, sur les conseils du sous-préfet qui lui indique que la ville est dépourvue d’architecte.

Dès son arrivée à Tarascon en 1936, Marcel Guesnot devient architecte municipal et se constitue rapidement une clientèle privée. Actif jusqu’en 1972 (en collaboration avec son fils Pierre Guesnot, lui aussi autodidacte en architecture, à partir de 1946), Marcel Guesnot marque la ville de ses réalisations, à commencer par les opérations de reconstruction qu’il effectue, en tant qu’architecte d’opération, sous la direction de Pierre Vago (1910-2002).

Au cours des années 1950 et 1960, il dote la ville de nouveaux équipements publics : poste de sapeurs-pompiers (1956) ; école maternelle Marie Curie (1956) ; Centre civique (1962-1964) ; parc des sports (1962-1968) ; garage municipal (1966). Sous la direction de Pierre Laborde (1908-1994), il conduit le chantier de construction du nouvel hôpital (1962-1964) de Tarascon. Marcel Guesnot y construit également des villas et des immeubles d’habitation : immeuble HLM des Ferrages (1963) ; résidence Desanat (1963) ; résidence Les Iris (1964).

Il mène le même type de commandes dans les communes voisines : Maussane, Maillane, Beaucaire ou encore Saint-Rémy-de-Provence où il réalise le collège agricole féminin (1954), l’école maternelle (1957), le poste de sapeurs-pompiers (1963), l’Hôtel des Postes (1969).

En 1972, Marcel Guesnot cesse son activité. Son fils, non diplômé et non inscrit à l’Ordre des architectes, ne pouvant reprendre son agence, il la cède à Jean-Baptiste Hudavert.

SOURCES

Sources orales

-Entretiens avec Pierre Guesnot (2009-2010).

Archives

-AN CAC 19771065 art 119, Dossier de demande d'agrément de Marcel Guesnot auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
-AM TARASCON, Série W, Fonds non inventorié, Dossiers relatifs aux réalisations de Marcel Guesnot à Tarascon.
-AP Pierre Guesnot.

PIERRE GUESNOT (né en 1921)

Pierre Guesnot (né en 1921) est un architecte autodidacte, non diplômé, actif de 1946 à 1972 à Tarascon (Bouches-du-Rhône) et dans les communes avoisinantes.

Pierre Guesnot est le fils aîné de l'architecte Marcel Guesnot (1896-1974) qui le destinait à devenir ingénieur des Arts et Métiers. Sa santé fragile l'en empêche. Plutôt attiré par la peinture, il deviendra un architecte de circonstance en travaillant avec son père à partir de 1946, suite à sa démobilisation. D'abord en apprentissage, il ne tarde pas à occuper le rôle de chef d'agence. Bien que n'apparaissant jamais sur les papiers officiels car n'étant pas inscrit à l'Ordre des architectes du fait de son absence de formation, Pierre Guesnot prend ainsi une part active à la production de l'agence paternelle entre 1946 et 1972.

La reconstruction de Tarascon constitue son premier terrain d'apprentissage du métier. Par la suite, sous la houlette de son père, il contribue au développement de la ville en la dotant de nouveaux équipements publics (poste de sapeurs-pompiers, 1956 ; école maternelle Marie Curie, 1956 ; centre civique, 1962-1964 ; parc des sports, 1962-1968 ; hôpital, 1962-1964, sous la direction de Pierre Laborde ; garage municipal, 1966) ainsi que des villas et des immeubles d'habitation (immeuble HLM des Ferrages, 1963 ; résidence Desanat, 1963 ; résidence Les Iris, 1964).

Marcel et Pierre Guesnot mènent le même type de commandes dans les communes voisines : Maussane, Maillane, Beaucaire ou encore Saint-Rémy-de-Provence où ils réalisent le collège agricole féminin (1954), l'école maternelle (1957), le poste de sapeurs-pompiers (1963), l'Hôtel des Postes (1969).

En 1972, lorsque Jean-Baptiste Hudavert reprend l'agence de son père, Pierre Guesnot quitte Tarascon pour Paris où il travaille dans pour Gilbert Bernard, architecte spécialisé dans la construction de cliniques privées. Pierre Guesnot cesse toute activité professionnelle en 1982.

SOURCES**Sources orales**

-Entretiens avec Pierre Guesnot (2009-2010).

Archives

-AN CAC 19771065 art 119, Dossier de demande d'agrément de Marcel Guesnot auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

-AM TARASCON, Série W, fonds non inventorié, divers dossiers relatifs aux réalisations de Marcel Guesnot à Tarascon.

-AP Pierre Guesnot.

PIERRE LABORDE (1908-1994)

Pierre Laborde (1908-1994) est un architecte DPLG actif de 1944 à 1980 en France, à Madagascar, au Cameroun, en Nouvelle-Calédonie et au Sénégal.

Pierre Laborde est né le 12 avril 1908. Après une enfance passée dans le Béarn à Peyrehorade où son père - fonctionnaire de l'administration des PTT - était en poste, il effectue ses études secondaires à Paris, aux lycées Buffon et Saint-Louis. En 1929, il entreprend des études d'architecture à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris, au sein de l'atelier Roger-Henri Expert (1882-1955) où il rencontre, entre autres, Claude Ferret (1907-1993), Raymond Gravereaux et André Remondet (1908-1998). Pierre Laborde est diplômé au milieu des années 1930, au terme d'un parcours honorable pendant lequel il se distingue par l'obtention de quatre médailles et d'un premier prix au concours américain.

Pierre Laborde ne commence réellement à exercer qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il participe à la reconstruction de Rouen, sous la direction de Jacques Gréber (1882-1962), en tant qu'architecte chef de groupe (îlot 91, 1952-1954, programme mixte comprenant logements, établissements bancaires et cinéma).

Rapidement toutefois, la carrière de Pierre Laborde prend une impulsion décisive lorsqu'il devient architecte-urbaniste auprès du ministère de la France d'Outre-mer, certainement par l'intermédiaire d'un ancien camarade de l'atelier Expert, Razafi Adriamingo qui, d'origine malgache, était devenu à la fin des années 1940 « ministre » de la construction à Madagascar. Dans le cadre de sa mission, entre 1950 et 1955, Pierre Laborde élabore le plan sanitaire de l'île (en collaboration avec le général Jeansotte), le plan d'aménagement de la partie nord de Tananarive et construit de nombreux équipements publics à Tananarive (maternité d'Askadivorine, cité des géologues, syndicat d'initiative, centre technique des PTT, direction de la Société d'énergie électrique, locaux de la Mission métropolitaine des tabacs, internat de la faculté de médecine et de pharmacie), à Fianarantsoa (Hôtel de ville), à Tamatave (central téléphonique) et Majunga (central téléphonique, immeuble de la 4^{ème} brigade mobile). Il intervient également au Cameroun (maison du directeur de la Société d'énergie électrique), en Nouvelle-Calédonie (plan directeur de Nouméa) et au Sénégal (plans directeurs de Saint-Louis et de Kaolack).

Concomitamment à ses missions Outre-mer, Pierre Laborde réalise des programmes de logement en métropole à Brioude (lotissement de 20 maisons individuelles pour le compte du Comité interprofessionnel du logement, 1954-1955), à Nîmes (immeuble de 100 logements pour la ville de Nîmes, 1954-1955), et à Troyes (groupe d'habitation de 600 logements pour la Caisse des dépôts). Il participe aux grands concours nationaux et, en 1953, se classe second pour celui de la Maison de la Radio, derrière Henry Bernard (1912-1994) qui réalisera l'édifice.

En 1956, Pierre Laborde devient architecte du Commissariat l'Energie Atomique. Il intervient au centre d'études nucléaires de Saclay (arch. : Auguste Perret, 1948-1953) et construit en totalité celui de Fontenay-aux-Roses.

Architecte conseil de l'Equipeement pour les départements du Vaucluse, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes de 1960 à 1964, il travaille par exemple à l'aménagement du plan d'eau du barrage de Serre-Ponçon.

Agréé par le ministère de la Santé publique pour la construction des hôpitaux et centres hospitaliers universitaires, Pierre Laborde s'illustre en construisant l'hôpital de Tarascon (1970-1971, en collaboration avec Marcel Guesnot) et l'Institut Gustave Roussy (Villejuif, 1980).

En 1973, il remporte en association avec Maurice Novarina (1907-2002) le concours de la nouvelle tour de télévision qui aurait dû être construite à Paris, sur la rive gauche, en vis-à-vis de la Maison de la Radio en proposant une tour cylindrique de verre et d'aluminium de 128 mètres de haut et de 36 mètres de diamètre (non réalisée).

Pierre Laborde est décoré du grade de chevalier de la Légion d'Honneur en 1959. Il entre en 1960 à l'Académie d'architecture où il occupe successivement les fonctions de secrétaire adjoint (1961), de premier secrétaire adjoint (1962-1964) de membre du Conseil (1965-1967), d'archiviste (1968-1969), de secrétaire général (1970-1972), de vice-président (1973-1974) et de censeur jusqu'à ce que, sur sa demande, l'honorariat lui soit conféré en 1981.

SOURCES

Archives

- ACADEMIE D'ARCHITECTURE (Paris), Dossier de Pierre Laborde.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Jean Tandeau de Marsac, Dossiers 050 Ifa 81/3 et 050 Ifa 255.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Maurice Novarina, Dossier NOVMA-D-73-1.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Henry Bernard, Dossier 266 AA 50/1.
- AM TARASCON, Série W (non inventoriés) Dossiers relatifs à l'hôpital de Tarascon.
- AP INSITUT GUSTAVE ROUSSY (Villejuif), Dossiers relatifs à la construction de l'Institut.

HENRI LYON (né en 1885)

Henri Lyon (né en 1885) est un architecte actif à Marseille et dans le département des Bouches-du-Rhône de 1919 à 1959.

Henri Lyon est né à Marseille le 22 décembre 1885. Il étudie l'architecture au sein de l'Ecole régionale d'architecture de Marseille (atelier d'Eugène Sènès) dont il sort lauréat.

La première guerre mondiale retarde l'entrée dans la vie active d'Henri Lyon qui est mobilisé au 22^{ème} Colonial (1914-1917 avec une interruption de juillet 1916 à 1917) avant d'être réformé avec autorisation de porter l'Insigne.

Henri Lyon intègre le service Architecture du département le 30 mai 1919, sans concours, en tant que dessinateur. Il y effectue une grande partie de sa carrière jusqu'au démantèlement du service, gravissant tous les échelons jusqu'à devenir Architecte en chef en 1942. En novembre 1919, il est nommé Architecte en chef adjoint, pour pallier l'absence du titulaire du poste, Gaston Castel (1886-1971) qui a demandé un congé sans solde afin de se rendre aux Etats-Unis pour étudier l'extension des ports américains (disponibilité qu'il consacrera finalement à un séjour au Brésil). En 1926, du statut d'Architecte-mètreur, Henri Lyon accède à celui d'Architecte-vérificateur. En 1930, il est nommé Architecte principal du département, chef de la division des bâtiments neufs. Le 31 mars 1941, Gaston Castel ayant été évincé, Henri Lyon est chargé de ses attributions avant d'être officiellement nommé Architecte en chef le 28 février 1942.

En près de vingt-cinq ans de rattachement au service Architecture du département des Bouches-du-Rhône, en collaboration avec Gaston Castel, Henri Lyon travaille à des projets divers : Pavillon pour bains populaires (Aix-en-Provence, 1922) ; foyer-rural et maritime, mairie-poissonnerie et arènes des Saintes-Maries-de-la-Mer (respectivement 1930-1933, 1931-1932 et 1932-1933, en collaboration avec Jean Rasonglès) ; asile des vieillards la Tour Blanche (avant 1932, Marseille) ; collège et école primaire supérieure de jeunes filles d'Arles (actuel collège Ampère, 1932-1934) ; collège municipal de Tarascon (actuel Lycée Alphonse Daudet, 1935-1936) ; stade municipal d'Aubagne (1936-1947, en collaboration avec Jean Rasonglès et François Bart).

Au sein du service, à partir de 1930, Henri Lyon mène également des projets seul, en témoigne le bureau de Poste de Peyrolles-en-Provence (1930-1932).

Patenté depuis 1924, Henri Lyon exerce également en tant qu'architecte libéral. Son agence personnelle est installée à Marseille, dans le quartier de Saint-Barnabé. A la demande d'une clientèle privée, il réalise surtout des villas à Marseille et à Nice mais aussi des infrastructures industrielles (huilerie Lazzatti, Marseille) et commerciale (Casino-Palace Eldorado, Nice, en collaboration avec Gaston Castel).

Henri Lyon cesse toute activité professionnelle en 1959.

SOURCES

Archives

- AD 13 M 1 476, Préfecture, Dossier personnel d'Henri Lyon.
- AD 13 M 1 610, Préfecture, Dossier personnel de Gaston Castel.
- AD 13 4 N 324, Préfecture, Service architecture du département, Fonctionnement.
- AD 13 3 T 119/5 : L'œuvre du Conseil général des Bouches-du-Rhône (documentation réunie en 1932).
- AD 13 86 J, Fonds Castel.

Bibliographie

- MARANTZ Eléonore, *Arles-Tarascon, Etude d'inventaire de la production architecturale et urbaine (1900-1980)*, Aix-en-Provence, DRAC PACA, 2008-2010.
- CHIAVASSA Isabelle (dir.), GASNAULT François (dir.), *Les Castel. Une agence d'architecture au XXe siècle*, Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône/Paranthèses, 2009.

Sources imprimées

- ANONYME, « L'œuvre des architectes marseillais : Gaston Castel et Henri Lyon », *Sud Magazine*, n°83, 5^{ème} année, 1^{er}-16 juillet 1932, p.28-p.29, p.54-p.55.

RENE MARON (né en 1915)

René Maron (né en 1915) est un architecte-ingénieur DETP actif à partir de 1943.

Originaire de la Drôme (Tain l'Ermitage), il est ingénieur de formation. Diplômé de l'Ecole spéciale des Travaux publics de Paris en 1936, il commence sa vie professionnelle comme adjoint technique (c'est-à-dire surveillant de travaux) à la ville de Lyon où il exerce entre 1941 et 1943.

En 1943, il demande son inscription à l'ordre des Architectes dans la circonscription de Lyon puis, dans la foulée, son agrément en tant qu'architecte-reconstructeur. En mai 1945, nommé à Tarascon, il s'y installe ouvrant une agence au 9 boulevard Jules Ferry. La reconstruction du centre-ville, sous la direction de Pierre Vago (1910-2002) et en collaboration avec Léon Pierre et Marcel Guesnot (1896-1974) inaugure sa vie professionnelle en tant qu'architecte. Il intervient en tant qu'architecte d'opération dans les îlots II, III, IV et IX (1948-1960). Toujours dans le cadre des dommages de guerre, il réalise le presbytère, le centre culturel et la sacristie de la collégiale Sainte-Marthe (1966-1972).

René Maron installe ensuite son agence à Beaucaire et continue d'être actif dans l'est du Gard et l'ouest des Bouches-du-Rhône pendant les années 1950 et 1960, construisant notamment des équipements municipaux. Dans le domaine du logement, il fait homologuer des modèles de logements économiques et familiaux.

SOURCES

-AN CAC 19771065 art. 165, Dossier de demande d'agrément de René Maron auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

JEAN PELISSIER (1927-2003)

Jean Pélissier (1927-2003) est un architecte DPLG actif à Arles et dans les Bouches-du-Rhône, de 1955 au tournant des années 1990.

Jean Pélissier est né à Arles le 2 octobre 1927. Titulaire de son baccalauréat, il étudie l'architecture entre 1944 et 1955 à l'Ecole régionale d'architecture de Lyon, au sein de l'atelier dirigé par Tony Garnier (1869-1948) et Pierre Bourdeix (1906-1987). Il obtient son diplôme d'architecte en 1955 (sujet : Une rizerie en Camargue) au terme d'un cursus honorable au cours duquel il se distingue notamment par l'obtention du prix Sallemard décerné par la ville de Lyon (1945).

Jean Pélissier effectue toute sa vie professionnelle auprès de l'architecte Jacques Van Migom (1907-1980) dont il est d'abord stagiaire (1947-1954), puis collaborateur (1955-1956) et enfin associé (à partir de 1957). Rejoints en 1963 par Michel Van Migom (1934-2007), les trois hommes sont à la tête de l'agence Van Migom-Pélissier, la plus importante agence d'architecture arlésienne de la seconde moitié du XXe siècle.

Alors qu'il n'est encore qu'étudiant, Jean Pélissier se confronte à la réalité du projet et du travail d'agence lorsqu'il commence à travailler dans l'agence de Jacques Van Migom, au moment de la Reconstruction. Il prend une part active à la renaissance de la ville puis, plus tard, à son développement. De la même manière, il est très impliqué dans réflexion engagée avec Jacques Van Migom autour de la rationalisation de l'architecture, tant au niveau de la conception que de la construction ou de la mise en œuvre. L'agence Van Migom-Pélissier développe une approche originale, qui la singularise sur la scène architecturale régionale, en utilisant un système de murs porteurs en pierre prétaillée issue des carrières locales, associés à des éléments préfabriqués. Ce procédé, le modèle Prétaillé, sera largement utilisé par les architectes au cours des années 1960 et 1970, alors que la production de l'agence est dominée par la construction d'équipements publics et de logements (voir notice Jacques Van Migom).

En 1977, lorsque Jacques Van Migom cesse toute activité, Jean Pélissier continue de faire fonctionner l'agence avec Michel Van Migom. Ensemble, ils réalisent toute une série d'équipements publics, notamment la salle des fêtes de Barbentane (1975-1977), la gendarmerie de Chateaufort (1976-1978), l'Hôtel des Impôts d'Arles (1978-1980), la chapelle et le presbytère du Val Saint-André à Aix-en-Provence (1980-1982), le centre paroissial de Fontvieille (1983-1984) ou encore les centres de secours de Miramas et de Barbentane. Jean Pélissier cesse toute activité professionnelle au tournant des années 1990.

SOURCES**Archives**

- AN CAC 19771065 art 188, Dossier de demande d'agrément de Jean Pélissier auprès du MRU (1957).
- AM ARLES, Fonds 15 S, Fonds des architectes Van Migom-Pélissier.
- AM ARLES 15 S 1181, Dossier de références des architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom (1973).

Sources imprimées

- VAN MIGOM Jacques, PELISSIER Jean, VAN MIGOM Michel, *40 ans d'architecture en Provence 1937-1977. Jacques Van Migom – Jean Pélissier – Michel Van Migom*, 1977.

EMILE SALA (1913-1998)

Marc-Emile Sala (1913-1998) – Moïse-Emile Sala de son vrai nom et couramment appelé Emile Sala – est un architecte DPLG actif en France de 1940 à 1986.

Marc-Emile Sala est né le 29 septembre 1913 à Merry-la-Vallée (Yonne). Son père, Albert Sala (1885-1972) dit Braïtou-Sala, est artiste-peintre, portraitiste en vogue dans le Paris des années 1930. Emile Sala étudie l'architecture à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris (atelier de Roger-Henri Expert). Parallèlement à ses études, il travaille dans le cabinet des frères Paul (1893-1989) et Marcel (1895-1976) Marme, architectes municipaux de Vanves et patrons d'une agence particulièrement active dans le domaine du logement et des équipements publics. Intéressé par les questions urbaines, Emile Sala fréquente également à l'Institut d'urbanisme de Paris. Il obtient son diplôme d'architecte en 1938 (Mention Très Bien ; sujet : La maison d'un peintre) mais ne commence à exercer qu'en 1940, suite à sa démobilisation, après avoir été caporal de réserve dans les services de météorologie de l'Armée.

Il s'installe d'abord à Grenoble (Isère) où il travaille dans le cabinet Bardel et dans l'agence Perrin. En 1942, il ouvre sa première agence personnelle à Faverges (Haute-Savoie), petite ville industrielle située entre Annecy et Albertville. Il y réalise ses premiers travaux : construction et aménagement de villas, hôtels particuliers, chalets, bâtiments agricoles et industriels. Emile Sala s'engage dans la Résistance (réseau du Plateau des Glières).

En 1946, il obtient son agrément d'architecte-reconstructeur pour le département du Nord. Il prend ainsi part à la reconstruction de Dunkerque sous la direction de Jean Niermans (1897-1989), en tant qu'architecte chef de groupe et architecte d'opération. A Dunkerque, Emile Sala construit également le groupe HLM Marchand (270 logements, en collaboration J.-M. Morel, 1951-1954). Près de la frontière avec la Belgique, il réalise le Casino-Hôtel de Bray-Dunes (1952-1955, en collaboration avec le décorateur Robert Heams) et une série de maisons individuelles dont la villa Gratienne (Ghyvelde, 1951).

En 1956, Emile Sala ouvre une agence à Paris (rue Jean de Beauvais, 5^{ème} arrondissement). Il construit quelques immeubles en copropriété et habitations individuelles, notamment à Paris, Neuilly et Versailles : immeuble rue Jacques Dulud, Neuilly, 1955 ; villa Sourzac, Versailles, 1957 ; immeuble rue Chalgrin, Paris 15^{ème} arrondissement, 1958. Il travaille également au plan d'urbanisme de Constantine (Algérie, 1960).

En 1960, il épouse Françoise Coignet (née en 1928), arrière petite-fille de François Coignet (1814-1888), pionnier du béton armé en France. Les difficultés qu'il rencontre dans son activité incitent Emile Sala à répondre à l'annonce passée par Georges Imbert (1896-1975), architecte parisien installé à Arles depuis le début des années 1940, qui désire trouver un successeur. Emile Sala et sa famille déménagent à Arles au début de l'année 1961. L'architecte travaille un temps avec Georges Imbert (résidence Les tamaris, Arles, 1960-1961) avant de lui succéder définitivement en 1962. Son agence se trouve successivement 3 rue Balze puis au-dessus de son domicile, au n°15 bis rue Georges Bizet.

A Arles et dans sa région, Emile Sala réalise des équipements publics, notamment des écoles (école Loubet, 1972-1974 ; école Victoria Lysles, 1978 ; CES Robert Morel, 1971-1974), des locaux commerciaux et industriels (Institut de Régulation et d'Automation, 1970 ; Hôtel Le

Select ; extension de l'hôtel Primotel). Le programme de la maison individuelle lui permet souvent de donner la pleine mesure de son talent comme en témoignent les villas Klein (Gordes, 1966), Bank (1971-1973), Benkemoun (1971-1974) et maison Sala (1976-1978). Il travaille également à des opérations de logement collectif : résidence les Cadres (20 logements, date non déterminée circa 1960-1970) ; résidence et groupe HLM La Souleiado (256 logements, 1967-1968) ; groupe HLM Trebon pour le compte du Comité Interprofessionnel du Logement (207 logements, 1963-1965, en collaboration avec Georges Imbert) ; groupe HLM de Griffeuille (830 logements, 1962-1974, en collaboration avec Imbert et Van Migom-Pélissier). Cette dernière opération inaugure une série de collaborations avec l'agence Van Migom-Pélissier, en témoignent la Chambre de Commerce et d'Industrie (1972-1974) ou encore Cité administrative d'Arles (1974-1979). Au cours des années 1970, Emile Sala réalise une série d'opérations de logement individuel groupé à vocation sociale destinées à la location (La Prairie à Moulès, Mas de Provence à Raphèle, Le Gaudre à Salin-de-Giraud, groupe au Sambuc) ou à l'accession à la propriété (L'Enclos vert, Tarascon, 1975-1977, en collaboration avec Alain Jouve).

Dans les programme de logement, Emile Sala exerce parfois en tant qu'architecte d'opération, utilisant des modèles agréés tels que le modèle Pretaille mis au point par l'agence Van Migom-Pélissier (lotissement et résidence Les Célibataires, Tarascon, 1974-1975).

Parallèlement à son activité d'architecte, Emile Sala mène des études d'urbanisme notamment l'extension de la ville de Constantine (1960), la révision du Plan d'urbanisme de Tarascon (1965-1969) ou encore la création de la ZUP de Barriol à Arles (1969) dans laquelle il édifie d'ailleurs le Centre œcuménique Emmanuel (1978, en collaboration avec Alain Jouve).

Emile Sala cesse son activité en 1986.

SOURCES

Sources Orales

-Entretiens avec Françoise Sala (2008-2010).

Archives

-AN CAC 19771065 art 216.
-AM ARLES, Fonds Marc-Emile Sala.
-AM ARLES, Série M : bâtiments communaux.

Bibliographie

-CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, *Fonds Paul et Marcel Marme : notice de présentation*, Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine, Centre d'archives d'architecture du XXe siècle/IFA, 2007.
-AN CAC 19771065 art. 216, *Dossier d'agrément d'Emile Sala auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme*.
-AM ARLES, *Inventaire sommaire des réalisations de Marc-Emile Sala*.

Sources imprimées

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références de sources imprimées, notamment les articles consacrés aux réalisations d'Emile Sala qui documentent son œuvre.

PIERRE VAGO (1910-2002)

Pierre Vago (1910-2002) est un architecte français d'origine hongroise, né à Budapest en 1910, actif en France, en Algérie, en Tunisie, en Allemagne, en Israël, en Hollande et au Mexique de 1934 au début des années 1980.

Fils de Josef Vago (1877-1947) – architecte hongrois, actif à Budapest avant la première guerre mondiale, proche du Werkbund allemand – et de Ghita Lenart, célèbre cantatrice, Pierre Vago passe son enfance en Hongrie, puis en Italie où sa famille émigre en 1918. Il est fortement marqué par ses années romaines pendant lesquelles, parallèlement à des études secondaires effectuées au lycée Camille Cavour, il fréquente l'avant-garde artistique italienne. A partir de 1928, il étudie l'architecture à Paris, renonçant rapidement à la formation académique dispensée au sein de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts (Pierre Vago est inscrit quelques mois dans l'atelier Tournaire) au profit de celle, plus innovante, dispensée à l'Ecole Spéciale d'Architecture (1928-1932) où il étudie auprès d'Auguste Perret (1874-1954). Il y côtoie Frantz-Philippe Jourdain (1906-1990), Jean Ginsberg (1905-1983), André Hermant (1908-1978), André Bruyère (1912-1998), Max Blumenthal ou encore Alexandre Persitz (1910-1975).

Diplômé par le gouvernement en 1932, Pierre Vago ne se tourne pas tout de suite vers la maîtrise d'œuvre. Il consacre l'essentiel des années 1930 à l'édition d'architecture et à doter la profession de réseaux d'échanges internationaux. En 1930, aux côtés d'André Bloc (1896-1966), Pierre Vago participe au lancement d'une nouvelle revue, *L'Architecture d'Aujourd'hui* qui, sans être avant-gardiste, rend compte de la production architecturale contemporaine, qu'elle soit française ou étrangère. Il occupe le poste de rédacteur en chef de la revue de 1931 à 1947 puis celle de président du comité de rédaction jusqu'en 1975. Parallèlement, il fonde les Réunions Internationales d'Architectes (RIA) qui se tiennent successivement à Moscou (1932), en Italie (1933), en Tchécoslovaquie-Hongrie-Autriche (1935), à Paris (1937) et dont sera issue l'Union Internationale des Architectes (UIA) créée en 1947. En fidèle disciple d'Auguste Perret, Pierre Vago s'efforce de ménager une troisième voie sur la scène architecturale internationale car ces associations et rencontres constituent une alternative aux Congrès Internationaux d'Architecture Modernes (CIAM) qui, sous la houlette de Le Corbusier (1887-1965), se revendiquent comme étant la seule émanation du courant progressiste ainsi qu'au Comité Permanent International des Architectes (CPIA), organe des institutions académiques. Grâce à ses activités éditoriales et associatives et bien que n'ayant encore pratiquement rien construit, Pierre Vago bénéficie dès le début des années 1930 d'une visibilité et d'une réputation internationale.

Mobilisé le 1^{er} septembre 1939, Pierre Vago est affecté près d'Hendaye où il travaille pour les services de renseignement de la Marine. Démobilisé suite à l'envahissement de la France en juillet 1940, Pierre Vago gagne Toulon puis Marseille où habite un cousin de sa femme qui le met en relation avec l'architecte Jacques Couëlle (1902-1996) avec qui il travaille un temps (villas, recherche de procédés constructifs utilisant les fusées céramiques). Pendant ses années marseillaises, Pierre Vago rencontre Fernand Pouillon (1912-1986) dont il occupe une partie de l'agence afin de mener à bien quelques projets personnels : villa Devun (Cassis, 1940-1941) ; achèvement de la maison Mayrisch de Saint-Hubert (Cabris, 1941-1943, arch. : Otto Barning) ; usine de cétonisation (Sorgues, 1942-1943). A cette période, il conduit également ses premières études d'urbanisme : plan d'aménagement de la côte des Maures (1942) ; plan

d'aménagement de Roussillon (1942-1943). Dès 1941, Pierre Vago entre dans la Résistance (service de renseignement de la Marine de la France Libre). Début 1943, à la demande des Forces Navales Françaises Libres (FNFL), Pierre Vago crée un réseau de renseignements couvrant la côte d'Azur. En mai 1943, soupçonné de Résistance, Pierre Vago est arrêté. Il est emprisonné à la prison Saint-Pierre (Marseille) puis, à Fresnes. Libéré à l'automne 1943 sans qu'il ait été fait la preuve de ses activités de résistant, Pierre Vago s'installe dans une propriété familiale de Meung-sur-Loire (Loiret) où il demeure jusqu'à la Libération. Pendant cette période qu'il qualifie volontiers de « retraite », Pierre Vago approfondit ses réflexions sur l'architecture.

Dès la Libération de Paris, Pierre Vago regagne la capitale où il reprend ses multiples activités d'avant-guerre : RIA ; édition architecturale (*Bâtir la France, L'Architecture d'Aujourd'hui, Art présent*). La décennie 1945-1955 marque également le lancement de sa carrière en tant que maître d'œuvre.

Décoré de la médaille de la Résistance, Pierre Vago est associé à d'importants programmes de Reconstruction. Il fait partie du groupe constitué par son ancien maître, Auguste Perret, pour la reconstruction du Havre mais jugeant qu'il lui est impossible de s'associer à ce qu'il juge être « *une monumentale erreur* », Pierre Vago quitte rapidement l'équipe. En 1946, il est nommé architecte en chef de la reconstruction d'Arles et de Tarascon (Bouches-du-Rhône) et de Beaucaire (Gard). Si son intervention dans cette dernière ville reste modeste, Arles et Tarascon constituent d'excellents terrains d'expérimentation pour Pierre Vago. La reconstruction de quartiers entiers (cours Aristide Briand, Tarascon, 1948-1960 ; quartiers Cavalerie et Trinquetaille à Arles ; cité de relogement Zola, Arles, 1947) et d'équipements (école de garçons, Tarascon, 1948-1952 ; église de la Sainte-Famille, Arles, 1948-1950 ; usine de traitement des eaux, Arles, 1951-1952 ; école Léon Blum, Arles, 1951-1953 ; église Saint-Pierre de Trinquetaille, Arles, 1952-1953) lui permet de mettre ses idées sur l'architecture à l'épreuve de la réalité constructive.

Parallèlement à son activité d'architecte-reconstructeur, Pierre Vago conduit plusieurs programmes de logements sociaux en Provence : groupes HLM à Arles, Marseille, Martigues, Port-de-Bouc ; construction de logements économiques de première nécessité (LEPN) à Arles, Berre, Martigues, Port-Saint-Louis-du-Rhône (1954). En 1947, le projet élaboré par Pierre Vago, en collaboration avec André Dunoyer de Segonzac (né en 1915) et Pierre Dupré, est primé au concours lancé par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) pour la construction de 800 logements au quartier Rotterdam à Strasbourg. Bénéficiant d'une bonne reconnaissance à l'échelle nationale, Pierre Vago intervient sur l'ensemble du territoire se confrontant à des programmes variés allant de la base de l'armée américaine (Lande-de-Brussac, 1951, en collaboration avec Frantz-Philippe Jourdain) à l'école Jeanne d'Arc (Montrouge, 1952). Il est particulièrement actif dans le domaine de l'architecture religieuse : chapelle du couvent de Monteils (1946-1951) ; maison de repos des Dominicaines (Nice, 1953) ; chapelle des Dominicaines (Etrépigny, 1953) ; aménagement du domaine de la Grotte (Lourdes, 1953) ; église Sainte-Thérèse (Le Mans, 1954) ; église de Carry-le-Rouet (1955). Son œuvre majeure reste la basilique Saint-Pie X à Lourdes (1954-1958), édifice pouvant accueillir 20 000 fidèles, construit en collaboration avec les architectes André Le Donné (1899-1983) et Pierre Pinsard (1906-1988) et avec l'ingénieur Eugène Freyssinet (1879-1962). Au tournant des années 1950, Pierre Vago commence à travailler en Afrique-du-Nord (Algérie, Tunisie) où il réalise principalement des établissements bancaires.

Les décennies 1960 et 1970 marquent l'apogée de la vie professionnelle de Pierre Vago. Il réalise plusieurs études d'urbanisme en France (quartier des Sablons, Le Mans, 1962-1976 ; Trappes, 1967-1969 ; Poitiers, 1973) et à l'étranger (Tunis, 1960-1963 ; Ashod, 1965 ; Ispahan, 1966 ; Téhéran, 1968 ; Lomas de Marbella, 1967-1969 ; Hambourg, 1970 ; Djerba, 1975 ; Coatzacoalcos, 1980-1982). Il continue de se distinguer dans le domaine de l'architecture scolaire par la construction de groupes particulièrement intéressants à Tarascon (Souspiron, 1967), Beaucaire (Puech-Cabrier, 1965-1967) et Juans-les-Pins (1966-1969). Le renouvellement de l'enseignement technique et de ses infrastructures lui offre de nouvelles commandes : centres d'apprentissage de Marseille-Malpassé (1955-1967, en collaboration avec Léon Pierre) et de Beaucaire (1962-1965, en collaboration avec Pol Abraham) ou encore l'université technique du Mans (1959). La consécration vient avec la construction de la bibliothèque universitaire de Bonn (Allemagne, 1968, en collaboration avec Fritz Bornemann) et de la faculté de Droit et de Lettres de Lille (1969-1977).

A partir du milieu des années 1970, Pierre Vago cesse progressivement son activité de maître d'œuvre tout en continuant de s'investir dans les rencontres, débats et colloques internationaux. En 1981, il est reçu à l'Académie d'architecture. En 1985, il ferme son agence du quai Voltaire à Paris et se retire au Valparon (Noisy-sur-Ecole). En 2000, il fait paraître ses Mémoires, *Une vie Intense*, qui constituent un témoignage inestimable sur son œuvre et, au-delà, sur l'Histoire de l'architecture au XXe siècle.

SOURCES

Archives

- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE, *Fonds Vago*, 064 Ifa.
- AN CAC 19771065 art. 232, *Dossier d'agrément de Pierre Vago auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme*.

Bibliographie

- BONTHOUX Lucile, *La modernité critique de Pierre Vago : entre militantisme et œuvre discrète*, Marseille, EAML, TPFE sous la direction de Jean-Lucien Bonillo, 2002.
- DION Mathilde, « Pierre Vago », *Notices biographiques d'architectes français*, Paris, Ifa/Archives d'architecture du XXe siècle, 1991.
- DUROUSSEAU Thierry, *Logement : première nécessité (Arles, 1954)*, Fiche-affiche du CAUE, Marseille, CAUE 13, 2009.
- LAMBRICHS Anne, *Josef Vago (1877-1947) : un architecte hongrois dans la tourmente européenne*, Bruxelles, AAM, 2003.
- RAGOT Gilles, « Pierre Vago et les débuts de L'Architecture d'Aujourd'hui 1930-1940 », *Revue de l'Art*, 1990, n°1, p.77-p.81.
- SEGOND Armonie, AUVILAIN Elsa, *L'Ecole Léon Blum*, Projet tutoré Licence professionnelle de conservation et restauration du patrimoine bâti, Arles, Université de Provence, 1008-2009.
- VAGO Pierre, *Une vie intense*, Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne, 2000.

Sources imprimées

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références de sources imprimées, notamment les articles écrits par Pierre Vago et ceux consacrés à ses réalisations qui documentent son œuvre.

JACQUES VAN MIGOM (1907-1980)

Jacques Van Migom (1907-1980) est un architecte Diplômé par l'Etat (DPE) actif de 1934 à 1977. Il est le fondateur et le principal animateur de l'agence d'architecture la plus importante d'Arles (Bouches-du-Rhône) pendant la seconde moitié du XXe siècle : l'agence Van Migom-Pélissier.

Jacques Van Migom est né à Paris le 26 novembre 1907 dans une famille originaire du Nord. En 1924, il intègre la section Architecture de l'Ecole Nationale des Arts décoratifs de Paris où il suit l'enseignement de Paul Genuys (1881-1938). Il est diplômé en 1934, au terme d'un brillant cursus au cours duquel il s'illustre par l'obtention du prix Charles Genuys (1933) avant d'être proclamé major de sa promotion. Jacques Van Migom expose au Salon de la Société nationale des Beaux-arts en 1933. Les cours de l'Institut d'urbanisme de Paris, qu'il fréquente en 1932-1933, l'initient aux questions urbaines tandis que son implication précoce dans la vie professionnelle le forme à la réalité du travail d'agence et à la pratique du chantier. Entre 1924 et 1937, il travaille comme collaborateur auprès de Lucien Voog (né en 1867) ainsi que dans diverses agences parisiennes spécialisées dans les Monuments historiques dont celle de son professeur Paul Genuys mais aussi celle de Marcel Poutaraud (né en 1881).

A partir de 1935, Jacques Van Migom prépare le concours d'architecte des Monuments historiques au sein du Cours d'enseignement supérieur de conservation des édifices anciens. Lors de la session de 1937, il est reçu troisième sur soixante-dix-sept candidats, devenant le plus jeune architecte ordinaire des Monuments historiques. Le 15 février 1937, il est nommé dans le département des Bouches-du-Rhône où, tout en exerçant en tant que praticien libéral, il est chargé de l'entretien de tous les monuments classés. Il mène à bien cette mission sous les directions successives des architectes en chef des Monuments historiques Jules Formigé (1879-1960) et Paul Colas (né en 1908).

Jacques Van Migom choisit de d'installer son agence à Arles, d'abord au 3 avenue Victor Hugo puis, après la seconde guerre mondiale, au 8 rue de la Calade. Exerçant d'abord seul, Jacques Van Migom ne tarde pas à développer son équipe. En 1947, Jean Pélissier (1927-2003), alors jeune élève-architecte, intègre l'agence en tant que stagiaire avant de devenir le collaborateur (1954) puis l'associé (1957) de Jacques Van Migom. En 1963, le fils aîné de ce dernier – Michel Van Migom (1934-2007) – devient le troisième élément d'une agence désormais tricéphale. Bénéficiant de l'intense activité constructive des années de Reconstruction et de croissance, l'agence Van Migom-Pélissier passe de sept employés en janvier 1949 à près de vingt personnes au début des années 1970.

En 1937, Jacques Van Migom succède donc à Léon Véran (1869-1946) en tant qu'architecte ordinaire des Monuments historiques. A ce titre, il restaure et entretient les principaux monuments d'Arles (amphithéâtre, abbaye de Montmajour, remparts, Hôtel de ville, églises Saint-Julien, de la Major, des frères Prêcheurs, primatiale Sainte-Trophime). Entre 1942 et 1944, il préside au dégagement des cryptoportiques, forum souterrain où 2200 arlésiens trouvent refuge lors des bombardements qui précèdent la Libération. Pendant la guerre, il a la difficile mission de négocier avec les autorités occupantes, notamment dans le dossier du Vieux-Port de Marseille dont il fait l'inventaire, exigeant le maintien des édifices remarquables et des immeubles en bordure du quai. Plus tard, lors des travaux de Reconstruction, il y dirige l'incroyable déplacement de l'Hôtel de l'échevin de Cabre avec

Paul Colas. Conformément aux prérogatives de sa fonction, Jacques Van Migom intervient sur l'ensemble du territoire départemental : Aix-en-Provence (église Saint-Jean-de-Malte, hôtel Boyer d'Eguilles, chapelle des Carmélites) ; Marseille (sacristies de Saint-Victor et de la Major, Hôtel de ville, château Borély), Les Baux-de-Provence (Hôtel de ville, église Saint-Vincent, chapelle des Pénitents) ; Saint-Rémy-de-Provence (site de Glanum, baptistère carolingien, hôtel de Sade), Tarascon (château du roi René, église Sainte-Marthe, Hôtel de ville).

Dès son installation à Arles en 1937, le titre d'architecte des Monuments historiques favorise l'installation de Jacques Van Migom en tant que praticien libéral. Il lui permet de s'imposer rapidement auprès d'une clientèle privée, pour laquelle il réalise principalement des maisons d'habitation, mais aussi auprès de maîtres d'ouvrage publics qui, à l'instar des villes de Nîmes, de Gordes et d'Arles, lui confient l'élaboration de leurs Plans d'aménagement ou encore la construction de bâtiments publics : école (Aureille, 1939) ou équipements sportifs (Aureille, Fontvieille, Arles, projets initiés entre 1937 et 1944).

Comme beaucoup de ses compatriotes, Jacques Van Migom est mobilisé à la fin du mois d'août 1939, puis rendu à la vie civile en 1940, suite à la signature de l'armistice du 22 juin. Toutefois, jusqu'à la Libération, il est réduit à une quasi-inactivité conséquente à l'Occupation, à l'exception notable de ses missions en tant qu'architecte des Monuments historiques et de quelques commandes ponctuelles comme celle, émanant du ministère de l'Intérieur, le chargeant d'établir les plans de ce que l'on appelait alors le « village des gitans » de Saliers (1942-1943).

La carrière de Jacques Van Migom ne commence réellement qu'après la seconde guerre mondiale pour se poursuivre jusqu'en 1977, date officielle de sa cessation d'activité. Il exerce donc à une période exceptionnelle de l'Histoire de l'architecture française, période marquée par une reprise économique forte induite par la Reconstruction (1945-1955) et les années de croissance (1955-1979) dont bénéficie le monde de la construction. D'autant plus que, concomitamment à ce contexte économique favorable, les besoins de la société en matière d'architecture augmentent significativement, notamment en matière de logements et d'équipements publics. Jacques Van Migom saisit cette opportunité pour constituer une œuvre conséquente, tant en termes quantitatif (plus de 150 réalisations sont inventoriées à ce jour) qu'en termes qualitatif. En effet, Jacques Van Migom et ses associés, Jean Péliissier et Michel Van Migom, élaborent un langage architectural original basé sur une utilisation rationnelle de la pierre de taille locale associée à des éléments préfabriqués. Au cours des années 1960, ils mettent au point un procédé de construction, le modèle Prétaille, à partir duquel ils déclinent toute une série de modèles. Ils conjuguent ainsi rationalisation des procédés de conception et de construction et recherche de qualité architecturale. Jacques Van Migom marque donc de manière significative Arles ainsi que toute une série de villes et villages de Provence : Aix-en-Provence, Barbentane, Cabannes, Charleval, Chateaufort, Fontvieille, Fos-sur-Mer, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Martigues, Miramas, Noves, Orgon, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Rognonas, Saint-Martin-de-Crau, Saint-Rémy-de-Provence, Salon-de-Provence, Tarascon, Venelles.

Jacques Van Migom s'illustre particulièrement dans le domaine du logement, d'abord en prenant une part active à la Reconstruction de la ville d'Arles sous la direction de Pierre Vago (1910-2002), architecte en chef dont il constitue le principal collaborateur sur place. Ainsi, en tant qu'architecte d'opération, il préside à la reconstruction de divers îlots représentant un

corpus d'environ six cents logements situés principalement dans les secteurs de Trinquetaille, Cavalerie et Lamartine-Stalingrad. Il participe à la reconstruction d'équipements qui figurent parmi les plus significatifs de la renaissance de la ville dont l'école Léon Blum (en collaboration avec Pierre Vago et Georges Imbert, 1951-1953) et l'église Saint-Pierre de Trinquetaille (arch. : Pierre Vago, 1952-1953) dont il signe seul ou en collaboration avec Pierre Vago et Eugène Squelard plusieurs avant-projets avant que Pierre Vago ne mène finalement à bien le projet seul.

A partir de 1950, l'essentiel de l'activité de l'agence de Jacques Van Migom repose sur des programmes de logements sociaux (collectifs ou individuels groupés). Lauréat du concours d'habitation à normes réduites lancé par le Conseil général des Bouches-du-Rhône en 1953 et obtenant le premier prix au concours Million initié par ministère de la Construction et du Logement en 1955, il édifie des groupes d'habitation dans les quartiers du Trebon (arch. coll. : Georges Imbert, 1953-1957, 140 logements), des Alyscamps (arch. coll. : Georges Imbert, 1955, 154 logements) et de Bigot (100 logements). Bientôt, la Société d'Economie Mixte du Pays d'Arles (SEMPA) confie à l'agence Van Migom-Pélissier des opérations à Salin-de-Giraud (deux tranches de 44 et 37 logements, 1957 puis 1964-1967) et à Griffeuille qui constitue, avec ses 830 logements, le premier et le seul grand ensemble construit à Arles (1962-1974, en collaboration avec Georges Imbert et Emile Sala). Par la suite, l'agence Van Migom-Pélissier construit également des ensembles à Trinquetaille (Camargue, 24 logements, 1961-1962 ; extension du groupe Camargue, 24 logements, 1966-1968) et à Barriol (Les Roseaux, 120 logements, 1973-1974).

L'agence Van Migom-Pélissier marque de son empreinte les abords nouvellement urbanisés des villes d'Aix-en-Provence (Val Saint-André, 430 logements ; les Pâquerettes, 1974-1975), de Chateaufort (Vieille Carrière, 87 logements ; Roque coquille, 271 logements, 1973-1975), de La Roque d'Anthéron (La Resquette, 59 logements, 1964-1967 ; La Jacourette, 32 logements, 1973-1975), de Miramas (La Carraire, Le Molière, La Cité des Jardins, Foyer des travailleurs migrants, près de 1000 logements au total) ou encore de Tarascon (Ferrages du Cours, 300 logements, 1964-1968 ; Barailler-Haut, 1974-1975 ; Les Célibataires, 46 logements, 1974-1975). Dans les mêmes villes, l'agence Van Migom-Pélissier réalise des lotissements de maisons individuelles : Le Clos Brûlé (1964) et Chemin noir (87 pavillons) à Arles ; La Grande Colle (84 pavillons, 1964-1966) à Port-de-Bouc ; Molière (96 pavillons, 1964-1967) à Miramas ; Val Saint-André (9 pavillons) à Aix-en-Provence ; Les Lavandines (1972) à Gardanne, etc. En 1977, l'agence totalise un parc de 938 logements individuels réalisés, pour la plupart, selon le procédé Prétaillé.

Au-delà du seul logement social, par l'utilisation de la pierre de taille, l'agence Van Migom-Pélissier renouvelle également la typologie de l'immeuble d'habitation de standing destiné à la vente en copropriété. L'équipe en édifie près de vingt-cinq entre 1957 et 1977 parmi lesquelles les résidences Van Gogh (9 logements, 1963-1965), Le Provence (24 logements, 1964), La Bonne Mère (actuelle résidence Isabelle, 1964-1966), Georges Bizet (12 logements, 1973-1976), Le Central, Les Iris (1973) à Arles ; Les Launes (32 logements, 1957-1959), L'Emperi (1971-1973) et Le Rose Thé (1974-1975) à Salon ; Château Gaillard (anciennement Les Bruyères, 12 logements, 1965-1966) et Fraternité (18 logements, 1965-1969) à Tarascon ; San Marco (51 logements, 1970-1973) et Venise à Martigues ; Saint-Clerg (22 logements, 1970-1972) à Saint-Rémy-de-Provence ; Fontlongue (1973) et Les Eyssauts (1974) à Miramas.

Les équipements publics - groupes scolaires, équipements sportifs, bâtiments administratifs - constituent un autre terrain d'expression privilégié. Dans le domaine de l'Education, l'agence Van Migom-Pélissier participe au mouvement général de renouvellement de l'architecture scolaire au cours des années 1960 et 1970, en témoignent les groupes scolaires des Ferrages (1963-1967, Tarascon), de Griffeuille (1968-1969, Arles, en collaboration avec Emile Sala), de Barriol (1973-1975, Arles) ou encore celui du quartier Fraternité (1973-1976, Tarascon). Leurs œuvres majeures en la matière demeurent le CES Van Gogh (1967-1970, Arles), celui d'Orgon (1973) et le lycée de l'Emperi (Salon, 1965-1967). Dans le domaine des équipements sportifs, le stade Fournier (1948-1974, Arles) constitue l'un des complexes les plus aboutis parmi ceux construits dans le département au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Les villes de Chateaurenard, Fontvieille et Miramas font également appel à Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom pour leurs équipements. Enfin, les trois architectes marquent fortement l'espace public arlésien au moyen de bâtiments administratifs particulièrement importants : palais consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie (1972-1975, en collaboration avec Emile Sala) et Cité administrative (1974-1980, en collaboration avec Emile Sala). Ils réalisent également la perception de Tarascon (1958-1959), les maisons des impôts de Tarascon (1966-1967) et Chateaurenard, les gendarmeries de Chateaurenard, La Roque d'Anthéron et Fos, les bureaux de Poste d'Aix-Val Saint-André, du Paradou et d'Orgon.

Parallèlement, Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom réalisent de nombreux équipements de santé et d'utilité publique : clinique du golfe de Fos (1965-1969, Port-Saint-Louis-du-Rhône) ; Le Méditerranée (1969-1972, La Roque d'Anthéron) ; clinique Jeanne d'Arc (1971-1973, Arles) ; institut médico-pédagogique de Fontvieille (1967-1970), de la Roque d'Anthéron (1971-1974) et d'Arles (1973-1976). Sous l'impulsion de Michel Van Migom, l'agence se spécialise dans la construction de foyers-résidences pour personnes âgées avec une dizaine d'établissements de ce type construits dans le département pendant les années 1970.

Enfin, l'agence Van Migom-Pélissier réalise à Arles quelques édifices à vocation commerciale (Primotel, 1973-1976 ; diverses agences bancaires), artisanale ou industrielle (garage Peugeot, Société méditerranéenne d'emballage, 1973-1975 ; établissements Guintoli, 1974) ainsi que des bâtiments agricoles (coopérative fruitière L'Arlésienne, Les Vergers du Grand Rhône).

En quatre décennies d'exercice, Jacques Van Migom façonne donc une œuvre conséquente et protéiforme qui le place parmi les principaux acteurs de la scène architecturale régionale. Sa démarche, tout en demeurant empreinte d'une certaine sensibilité à l'Histoire, aux styles du passé et au caractère local de l'architecture, se fonde sur une volonté de renouvellement et d'ancrage dans le présent.

SOURCES

Archives

- AN CAC 19771065 art 234, Dossier de demande d'agrément de Jacques Van Migom auprès du MRU (1944).
- AN CAC 19771065 art 188, Dossier de demande d'agrément de Jean Pélissier auprès du MRU (1957).
- AM ARLES, Fonds 15 S, Fonds des architectes Van Migom-Pélissier.
- AM ARLES M 28, Dossier de demande d'agrément de Jacques Van Migom auprès du ministère de l'Education nationale (20 janvier 1949).
- AM ARLES M 74, Curriculum vitae de Jacques Van Migom (21 juillet 1943).
- AM ARLES 15 S 1181, Dossier de références des architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom (1973).
- VAN MIGOM Michel, Dossier photographique des références de Michel Van Migom, AM ARLES document non coté.

Sources imprimées

- VAN MIGOM Jacques, PELISSIER Jean, VAN MIGOM Michel, *40 ans d'architecture en Provence 1937-1977. Jacques Van Migom – Jean Pélissier – Michel Van Migom*, 1977.
- VAN MIGOM Hélène, *Un homme, un bâtisseur. Jacques Van Migom*, s.d. circa 1980, AM ARLES document non coté.

MICHEL VAN MIGOM (1934-2007)

Michel Van Migom (1934-2007) est un architecte DPLG actif à Arles et dans sa région de 1962 à 1999.

Fils aîné de l'architecte Jacques Van Migom (1907-1980), Michel Van Migom est né à Paris le 18 février 1934. Très tôt, son père étant nommé architecte des Monuments historiques des Bouches-du-Rhône en 1937, sa famille s'installe à Arles où il effectue toute sa scolarité.

En 1951, baccalauréat en poche, il prépare le concours d'admission à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts au sein de l'atelier municipal de Marseille dirigé par Jean Crozet (1925-2004). En 1953, admis 15^{ème} au concours national, il intègre l'Ecole régionale d'architecture de Marseille (atelier Hardy-Dunoyer de Segonzac) dont il est diplômé en 1961 (sujet de son diplôme : Une station archéologique à Saint-Rémy-de-Provence).

Inscrit à l'Ordre des architectes le 21 octobre 1962, Michel Van Migom ne commence officiellement sa vie professionnelle qu'en 1963, en intégrant comme associé l'agence paternelle dans laquelle, parallèlement à sa formation académique, il évoluait depuis son plus jeune âge expérimentant la réalité du métier. Aux côtés de Jacques Van Migom et de Jean Péliissier (1927-2003), il devient ainsi le troisième élément de cette agence tricéphale qui figure parmi les plus importantes sur le plan régional au cours des Trente glorieuses.

L'arrivée de Michel Van Migom permet de faire aboutir les réflexions engagées par son père et Jean Péliissier au tournant des années 1960 sur la mise au point d'un procédé de construction rationnel et économique utilisant la pierre locale : le procédé Prétaillé qui, expérimenté au cours des années 1960, donnera lieu à des dépôts de modèles et à l'obtention d'agréments régionaux au tournant des années 1970. De fait, la production de l'agence pendant la période d'activité de Michel Van Migom est dominée par la construction d'équipements publics et de logements, programmes pour lesquels les architectes mettent en œuvre leur système de murs porteurs en pierre prétaillée associés à des éléments préfabriqués (voir notice Jacques Van Migom). Michel Van Migom s'intéresse bientôt aux problématiques soulevées par l'accueil des personnes âgées à un moment où les structures familiales sont en pleine mutation et élabore un modèle de résidence-foyer. Au cours des années 1970, sous son impulsion, l'agence Van Migom-Péliissier en réalise une dizaine dans la région (Tarascon, La Roque d'Anthéron, Lambesc, Fontvieille, Pelissanne, Rognonas, Aix-en-Provence, Barbentane, Noves, Chateaurenard) qui font, aujourd'hui encore, référence.

En 1977, lorsque Jacques Van Migom cesse toute activité professionnelle, Michel Van Migom continue d'exercer avec Jean Péliissier jusqu'à la retraite de ce dernier vers 1990. Associés sur certaines affaires (salle des fêtes de Barbentane, 1975-1977 ; gendarmerie de Chateaurenard, 1976-1978 ; chapelle et presbytère du Val Saint-André, Aix-en-Provence, 1980-1982 ; centre paroissial de Fontvieille, 1983-1984 ; Hôtel des Impôts d'Arles, 1978-1980 ; centre de secours de Miramas et de Barbentane ; etc.), Michel Van Migom mène également des projets individuellement (CES de la ZAC de la Carraire, Miramas, 1975 ; résidence Rodin, Arles, 1975 ; résidence Montmajour, Arles, 1975-1976). Il cesse à son tour d'exercer en 1999.

SOURCES

Archives

- AM ARLES ; Fonds 15 S, Fonds des architectes Van Migom-Pélissier.
- AM ARLES 15 S 1181, Dossier de références des architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom (1973).

Sources imprimées

- VAN MIGOM Jacques, PELISSIER Jean, VAN MIGOM Michel, *40 ans d'architecture en Provence 1937-1977. Jacques Van Migom – Jean Pélissier – Michel Van Migom*, 1977.
- VAN MIGOM Michel, Dossier photographique des références de Michel Van Migom, AM ARLES document non coté.